



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N°

★ ADAMS

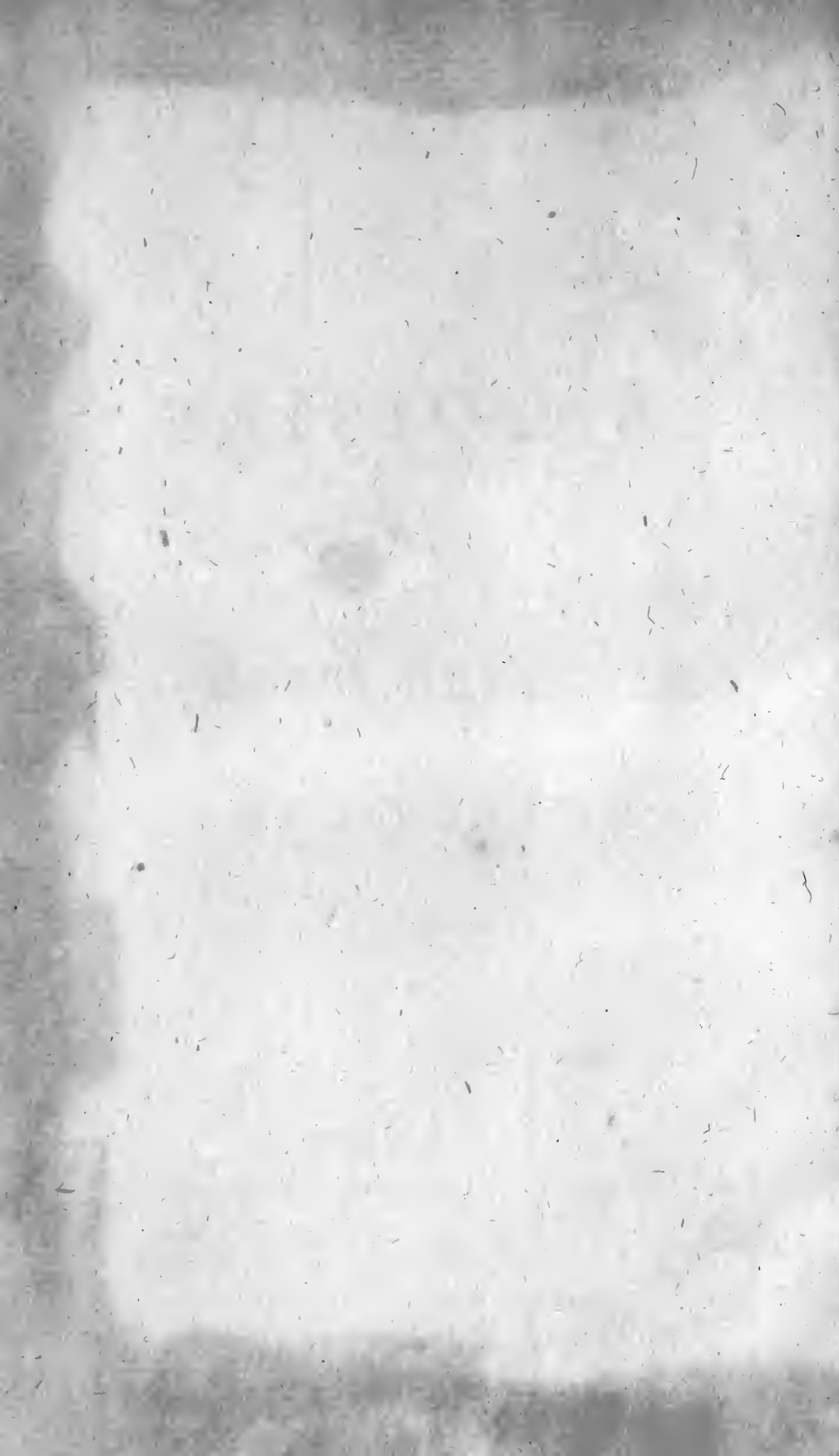
★ 231.12

J.9









# LES LOISIRS

D U

*CHEVALIER D'EON*

TOME NEUVIEME.

SECTION 101

SECTION 101

SECTION 101

# LES LOISIRS

D U

## CHEVALIER D'EON

D E B E A U M O N T ,

Ancien Ministre Plénipotentiaire de France,

S U R

*Divers sujets importans d'Administration, &c.*

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

---

*Eruditio inter prospera ornamentum , inter adversa refugium.*

LAERTIUS.

---

T O M E N E U V I E M E .



A A M S T E R D A M .

---

M D C C L X X I V .

2418101 2411

NOV 11 1910

THOMAS A. ADAMS

1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000

ADAMS

1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000

1000 1000

1000 1000

1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000

1000 1000

---

# DISSERTATION

SUR LA RÉGIE

DES BLEDS EN FRANCE

COMBINÉE

*Avec celle en usage en Angleterre.*

**L**A RICHESSE est un des principaux attributs de la perfection des empires, ceux qui les composent n'ayant eu d'autre but que d'être heureux, c'est-à-dire riches, & ne s'étant unis qu'à cette fin, le Prince & ses Ministres doivent concourir de tout leur pouvoir à leur procurer cette félicité, dont les degrés sont d'abord le nécessaire, & ensuite le superflu.

Il n'y a dans la France que deux sortes de revenus qui puissent donner l'un & l'autre, les fruits de la terre & l'argent qui les représente ; & il doit nécessairement & perpétuellement subsister entre eux une juste propor-

tion de valeur , sans quoi l'une devenant supérieure à l'autre, l'harmonie du corps politique est totalement détruite.

Quelle raison y a-t-il pour que le possesseur du bled ruine le possesseur de l'argent , & qu'à son tour le possesseur de l'argent ruine celui du bled ? Ce sont les membres qui se déclarent réciproquement la guerre , à laquelle le Souverain ne sauroit ni trop tôt ni trop sérieusement s'opposer , pour la conservation du corps dont il est le chef.

L'abondance produit l'abondance ; un laboureur aisé a beaucoup de bestiaux , il fait beaucoup d'engrais , il fume bien ses terres , il recueille beaucoup de bled & de paille qui , par une circulation constante & perpétuelle , retourne en fumier , qui produit de nouveau grain & de nouvelles richesses.

L'opulence vient des fruits de la terre ; l'opulence multiplie les besoins & les consommations ; les consommations sont la richesse de l'Etat , & tout cet enchaînement se rompt & se dissout par la cessation du produit des fruits de la terre.

L'avilissement des grains est pernicieux à

tous les membres de la Société, & par conséquent au Souverain. Le pauvre n'a pas de quoi acheter du pain; le riche n'a pas de quoi lui faire gagner sa vie, le laboureur ne peut payer son maître & les impôts, il cesse de cultiver la terre difficile, & fournit à peine les engrais nécessaires aux bonnes.

Si le bled est cher, si le produit du travail n'est pas proportionné aux besoins du Peuple, s'il n'est pas assuré de gagner de quoi sustenter sa famille, il résiste à ce désir naturel de se multiplier, il passe où il croit être moins misérable, & l'Etat, outre le fruit de son industrie, perd sa personne & sa postérité, source de toute richesse & sans laquelle il n'en existe aucune. Si le bled avoit en France un prix constant & raisonnable, y verroit-on tant de terres en friche?

Suivant le calcul de M. de Vauban fait en 1707. ce royaume contient environ 34. mille lieues carrées de 25. au degré : la lieue a 2282. toises 3. pieds : chaque lieue 4688. arpens 82. perches & demi; l'arpent 100. perches carrées, & la perche 20. pieds de long ou 400. pieds carrés : ces 4688. arpens 82. per-

ches & demie, divisés en terrain de toutes especes, continue M. de Vauban, & la fertilité du pays supposée un peu au-dessous de la médiocre, doivent produire année commune de quoi nourrir 7. à 800. personnes, sur le pied de trois septiers de bled mesure de Paris par tête; en sorte que, si le royaume étoit peuplé d'autant de personnes qu'il en peut nourrir, il devroit y avoir vingt sept millions d'ames, au lieu de vingt que ce même M. de Vauban y suppose, ce qui feroit sept millions ou un peu plus du tiers en sus.

Selon les auteurs les plus accrédités, qui ont traité de l'Economique, un des principaux moyens d'entretenir la culture des terres & l'abondance, est de procurer la sortie des grains hors du royaume, toutes les fois que la récolte en donne une assez grande quantité: mais par une erreur invétérée, disent-ils, on a toujours regardé cette liberté comme la cause des famines.

Quand le bled est cher, on prodigue l'argent pour en tirer du dehors: n'est-ce pas une faute impardonnable que d'en empêcher la sortie, quand il est à vil prix?

En 1600. le Parlement de Toulouse, par un zèle indiscret, ayant défendu la sortie des grains, M. de Sully manda au Roi que, s'il ne lui imposoit pas silence sans différer, il ne devoit pas compter que les peuples pussent acquitter les subsides de l'année; sur quoi il fut ordonné aux officiers de ce tribunal de révoquer leur arrêt & d'employer leur zèle à des réglemens moins préjudiciables à l'Etat.

M. le Duc d'Orléans Régent du royaume sous la minorité de Louis XV. paroît cependant avoir cru qu'on ne peut permettre la sortie des grains, sans apporter les plus sages précautions, pour éviter les inconvéniens qui peuvent en résulter. On en jugera par l'instruction suivante qu'il fit adresser à tous les Intendans du royaume.

„ Quoique rien ne soit plus important que  
„ de conserver dans le royaume l'abondance  
„ des grains, ou du moins une quantité plus  
„ que suffisante pour la subsistance des Peu-  
„ ples, il est néanmoins d'une extrême con-  
„ séquence que les sujets de Sa Majesté puis-  
„ sent avoir le débit du superflu de leurs den-  
„ rées, pour être en état de payer les impo-

„ sitions, & pour tirer un fruit convenable  
„ des fruits, que la fertilité du terroir & la  
„ température du climat produisent annuelle-  
„ ment au-delà du besoin des habitans.

„ Le Conseil a si bien connu la nécessité  
„ de ne point perdre de vue l'un & l'autre  
„ de ces principes que, s'il a défendu en  
„ plusieurs occasions d'envoyer des bleds à  
„ l'étranger, il en a souvent aussi permis la  
„ libre sortie, même sans payer aucuns droits,  
„ & nouvellement par divers arrêts, qui ont  
„ été donnés successivement, & dont le der-  
„ nier vient encore de proroger cette per-  
„ mission pour un tems limité.

„ En cet état, sur les représentations qui  
„ nous ont été faites par la plupart de Mes-  
„ sieurs les Intendans, le Conseil a jugé à pro-  
„ pos d'accorder la continuation du transport  
„ des grains au dehors pendant deux mois de  
„ plus, l'arrêt en est expédié, & l'on en joint  
„ un exemplaire à ce mémoire, sauf à prendre  
„ ensuite le parti qui sera estimé convenable  
„ suivant la qualité de la récolte prochaine.

„ Mais afin que le royaume ne puisse souf-  
„ frir de préjudice par la continuation de cet-

„ te permission générale , Son Altesse Royale  
„ desire que Mrs. les Intendans aient soin  
„ d'adresser tous les mois à Monsieur le Duc  
„ de Noailles un état des grains , qui seront  
„ sortis de leurs départemens pour l'étranger,  
„ & tous les quinze jours un état exact des  
„ grains qui se seront vendus dans les princi-  
„ paux marchés de leurs départemens , ainsi  
„ qu'il se pratiquoit les années précédentes ;  
„ & d'avoir une attention particuliere & fort  
„ suivie à la récolte prochaine , afin d'infor-  
„ mer le Conseil de l'abondance ou de la mé-  
„ diocrité de cette récolte , & de la qualité  
„ bonne ou mauvaise des grains qui auront  
„ été recueillis.

„ Il seroit bon aussi , pour connoître plus  
„ distinctement dans quel tems il conviendra  
„ de permettre ou de défendre la sortie des  
„ bleds , d'établir des regles plus sûres que  
„ celles de l'opinion commune , qui est quel-  
„ quefois incertaine ou mal fondée.

„ Il a paru pour cela qu'il seroit à propos  
„ de fixer , par rapport à chaque province ,  
„ le prix auquel on pourroit continuer de lais-  
„ ser sortir les grains sans crainte de la disette.

„ te. L'expérience du passé peut servir à  
„ cette fixation , car comme la disette ne  
„ vient pas tout d'un coup , on ne doit pas  
„ appréhender que le prix augmente d'abord  
„ d'une extrémité à l'autre , & l'on sera tou-  
„ jours à tems de défendre la sortie, dès que  
„ les bleds deviendront à un plus haut prix  
„ que celui qui aura été fixé , pour conti-  
„ nuer la liberté d'en envoyer au-dehors.

„ On juge assez que le prix auquel on se  
„ déterminera doit être suffisant , pour que  
„ les fermiers puissent payer aux propriétai-  
„ res le prix de leurs baux avec quelque pro-  
„ fit pour eux-mêmes , sans néanmoins que  
„ les Peuples aient lieu de se plaindre que le  
„ pain soit devenu trop cher.

„ C'est dans cette vue que son Altesse  
„ Royale a estimé nécessaire de charger Mrs.  
„ les Intendans outre ce qui est marqué ci-  
„ dessus, d'examiner avec grand soin jusqu'à  
„ quelle somme il convient de laisser monter  
„ le prix du septier de chaque espece de bled  
„ mesure de Paris , sans interrompre la per-  
„ mission de la sortie des grains ; de consulter  
„ pour cela , chacun dans son département,

„ les gens de différentes conditions , les plus  
„ instruits sur cette matiere , & après avoir  
„ bien pesé toutes les circonstances de l'état  
„ de chaque province , par rapport à cet ar-  
„ ticle , d'en mander leur avis au Conseil  
„ avec les raisons sur lesquelles il sera fondé.”

Si l'on demandoit , dit l'auteur du détail de la France , à ces gens charitables , qui veulent que le bled soit à bas prix , afin que le Peuple subsiste plus aisément , de fixer eux-mêmes ce prix , ils y seroient fort embarrassés. Seroit-ce à 20. sous le septier , comme il étoit à Paris en 1550 ? Ils ne seroient pas assez déraisonnables , & en ce cas ce seroit convenir qu'il faut une proportion qui n'existera jamais , tant que les fruits de la terre ne pourront supporter les frais de la culture & l'entretien du cultivateur.

En 1650. le prix commun du septier de bled à Paris étoit de 10. à 11. livres , le marc d'argent étant à 26. livres : celui-ci vaut aujourd'hui 48. liv. 10. s. Donc pour suivre la proportion , le prix commun du septier de bled devoit être à Paris de 18. à 19. livres.

La plupart des Nations de l'Europe se sont

mis en garde contre les événemens fâcheux de la disette, & de la trop grande abondance, par des magasins qui font disparoître les bleds quand il y en a trop, & d'où ils reffortent quand il en manque, comme l'Italie, la Hollande, &c. ou par une police sur l'entrée & la sortie, comme l'Angleterre; les François seuls, qui peuvent se glorifier d'avoir les plus sages réglemens de l'univers sur les autres parties, sont demeurés fort loin de leurs voisins sur celle-ci, qui est cependant la plus intéressante, puisque la richesse ou la pauvreté & même la vie de tous les sujets en dépend.

C'est, dit-on, une maxime généralement reçue, que la grande abondance d'une denrée est nuisible. „ On peut en conclure une seconde qui ne le sera pas moins, *dit M. Melon dans son essai sur le commerce*, c'est „ que le pays où elle a pris naissance est „ mal policé : car comme il n'est pas possible que la terre produise par-tout, il n'est „ pas possible que d'autres pays ne soient dans „ le besoin de cette denrée, il n'y a qu'à y „ transporter ce qui est abondant & superflu.

Plusieurs personnes prétendent que le commerce de bled devroit être perpétuellement libre, tant au-dedans qu'au-dehors du royaume de France. La sévérité de la loi mal-entendue, disent-ils, cause la ruine de l'Etat: de pareilles précautions sont bonnes dans un royaume qui ne produit pas assez de grains pour la subsistance de ses habitans, mais non dans celui qui en fournit plus que l'on n'en peut consommer.

Il est connu qu'en France une année abondante produit du bled pour trois; & que s'il est quelquefois consommé avant ce tems, c'est que l'avilissement résultant de la trop grande quantité & du défaut de débouché, en fait négliger la conservation & le ménagement. Les médiocres années en produisent pour deux ans & les mauvaises pour une.

En supposant, comme l'expérience le prouve assez régulièrement que, dans neuf années, il y en a trois bonnes, trois médiocres, & trois mauvaises, il s'ensuit que neuf années produisent du bled pour dix-huit.

En donnant, comme M. de Vauban, trois septiers de bled à chaque personne, le fort

pour le foible, à raison de 20 millions d'âmes supposées dans le royaume, c'est pour neuf ans 540 millions de septiers : mais comme ces neuf ans en ont produit pour 18. faisant un milliard 80 millions de septiers, reste non consommé 540 millions de septiers, d'où résulte une superfluité ruineuse.

Si cette évaluation paroît trop forte, quoique fondée sur des opérations suivies, on peut en retrancher la moitié, il restera encore 270 millions de septiers, accumulés après l'expiration des neuf années, capables de produire également ce pernicieux avilissement.

Quand les choses sont parvenues à ce point, le gouvernement, importuné par les cris des propriétaires des terres & embarrassé par la difficulté des recouvrements, se détermine à ouvrir toutes les portes : l'étranger attentif à profiter de ces circonstances, fait à vil prix des amas des grains de la France, que chacun de ses habitans pressé par le besoin court lui offrir à l'envi : il les garde, certain de les leur vendre au décuple à la première stérilité, qui souvent suit de très près l'abondance : en sorte que ces permissions, qui n'arrivent jamais qu'à

près que le peuple a gémi & souffert plusieurs années sous le poids d'une richesse inutile, ne produisent aucun bien à l'Etat, par la modicité du prix qu'il en retire; & sont au contraire la cause d'un nouveau mal, par la rigueur que tiennent ceux à qui ils ont transmis ces mêmes richesses.

Si le commerce des grains étoit constamment libre, ils ne manqueroient jamais; plusieurs bons négocians en feroient leur principal objet; ils acheteroient & porteroient au-dehors ceux du crû, quand ils seroient à bon compte; ils en ameneroient de l'étranger, quand ils seroient chers: mais il ne faudroit pas, comme on l'a ci-devant pratiqué, accorder cette faculté exclusivement à quelques particuliers, parce que ce seroit une occasion de monopole ou d'infidélité, à laquelle il sera toujours difficile de résister. Il ne faudroit pas non plus favoriser certains marchands, en leur permettant d'exposer leurs bleds en vente, pendant que l'on empêche les bâtimens des autres d'approcher tant que les premiers ne sont pas vuides. Le commerce doit être libre, sans égards, sans considérations, sans

préférences , & à la plus grande utilité publique.

Si l'on craignoit que cette liberté indéfinie pût avoir quelques conséquences fâcheuses , l'Angleterre offre , par une expérience confirmée , la maniere d'entretenir toujours le prix du bled dans une proportion convenable aux dépenses de la culture & à la subsistance du menu peuple ; j'en donnerai l'explication dans le cours de cette dissertation. „ Il n'est pas „ difficile de conclure , *dit M. Melon déjà cité* , que , soit dans la disette , soit dans l'abondance , la liberté des transports d'une province à l'autre , est le fondement d'une bonne régie , & que de-là doit suivre , en bonne finance , c'est-à-dire , en finance subordonnée au commerce , la suppression de tous péages & droits de l'intérieur sur les bleds , & il est si aisé de calculer l'avantage qui en résulteroit , que l'on a peine à concevoir comment une vérité si démontrée a été si négligée dans tous les tems.”

La France est cependant encore si éloignée de la pratique de cette maxime utile , qu'on y a souvent vu des magistrats , chargés de

l'administration des provinces, par une crainte pusillanime, ou faute d'être instruits de l'état de leurs récoltes, également blâmables dans l'un & dans l'autre, défendre la sortie des grains de leurs généralités, avec autant de précautions & de sévérité, que si elles eussent été dans le besoin ou environnées d'ennemis. Tous les sujets d'un Etat ne sont-ils pas une même famille ? Pourquoi refuser à l'un des enfans le superflu de l'autre ?

Pour démontrer que je ne porte point ici une accusation vague contre ces dépositaires de l'autorité du Monarque François, je vais donner copie de quelques lettres, dont les originaux sont entre mes mains, qui feront voir les difficultés que faisoit un d'entre eux, quoique subalterne, d'obéir à un arrêt du Conseil, qui enjoignoit le libre transport des grains de province à province.

*Lettre de M. le Normand de la Place subdélégué de l'Intendance de Tours à M. Amelot : de Tours le 16. Nov. 1719.*

Monseigneur

„ M. le Gendre ayant reconnu, dans sa

„ tournée pour le département des tailles ;  
„ que la sortie libre des grains de cette pro-  
„ vince le faisoit enchérir considérablement ,  
„ & qu'il s'y commettoit bien des abus pré-  
„ judiciables au bien public , il défendit à  
„ Saumur & à Angers d'en laisser passer au-  
„ cuns , sans une permission expresse de la  
„ Cour ; & ne voulant en accorder aucune  
„ à personne , cela produisit l'effet qu'il en  
„ attendoit : le bled étant resté au même prix ,  
„ d'abord qu'on n'eut plus la liberté de l'en-  
„ levement. Mais l'arrêt du 28. Octobre der-  
„ nier a fait croire que le transport de cette  
„ denrée étoit libre , en sorte que plusieurs  
„ particuliers , qui en ont fait des amas pour  
„ porter en Bretagne & en d'autres provin-  
„ ces , se disposent à les faire sortir , ce qui  
„ fait hausser chaque jour très considéra-  
„ blement le prix des grains de toute espece  
„ dans cette province , & y fait craindre la  
„ disette. Comme la disposition de l'arrêt  
„ n'est que pour l'exemption des droits , je  
„ vous supplie d'avoir la bonté de me mar-  
„ quer si l'intention du Conseil est que ces  
„ transports de grains d'une province à l'au-  
„ tre

„ tre se fassent sans permission. Il est très  
„ assuré que cela allarme infiniment le peu-  
„ ple; & je ne vous dissimulerai point que je  
„ le trouve très bien fondé, par la connois-  
„ sance que j'ai de la petite quantité de grains  
„ qui est dans cette généralité. J'attendrai  
„ sur cela vos ordres, & jusqu'alors je ne  
„ permettrai aucune sortie de grains, que  
„ pour quarante muids d'avoine que M. l'In-  
„ tendant de Bretagne demande pour la sub-  
„ sistance des chevaux de Dragons, qui sont  
„ à Nantes ou aux environs.

*Autre du même au même, de Tours.*

*Ce 20. Nov. 1719.*

„ J'ai eu l'honneur de vous donner avis le  
„ 16. de ce mois que la publication de l'arrêt  
„ du 28. Octobre dernier, concernant l'e-  
„ xemption des droits sur les grains transpor-  
„ tés d'une province à une autre, donnoit  
„ lieu à des enlevemens considérables, & en  
„ faisoit augmenter le prix chaque jour. Ce-  
„ la se porte à un tel excès, que j'ai cru de-  
„ voir donner des ordres pour en empêcher  
„ la sortie, jusqu'à ce que vous m'eussiez fait

„ savoir vos intentions. Ce qui m'a encore  
„ déterminé plus fortement à prendre ce par-  
„ ti, a été les avis que j'ai reçus que les  
„ Hollandois avoient la meilleure part dans  
„ ces enlevemens. Il y a si peu de grains  
„ dans cette province, que je ne puis m'em-  
„ pêcher de souhaiter que le Conseil donne  
„ des défenses pour qu'il n'en soit plus enle-  
„ vé. J'attendrai avec impatience que vous  
„ ayez la bonté de me marquer ses intentions.

*Lettre de M. D'Argenson à M. le Normand*  
*De Paris le 23. Nov. 1719.*

„ J'ai été fort surpris Mr., d'apprendre que  
„ vous avez rendu une ordonnance, qui dé-  
„ fend la sortie des grains de la généralité de  
„ Tours, pour les faire passer dans d'autres  
„ provinces du royaume. Monseigneur le  
„ Régent n'approuve pas que Messieurs les  
„ Intendans, ni à plus forte raison leurs Sub-  
„ délégués, fassent de semblables défenses,  
„ également contraires à la bonne police & à  
„ la liberté du commerce. Ainsi toutes les  
„ fois qu'il leur est arrivé de donner des or-  
„ donnances de cette espèce, Son Altesse Ro-

„ yale m'a commandé de leur écrire qu'elle  
„ les désaprouvoit, & qu'Elle entendoit qu'ils  
„ les révoquassent. J'en ai même usé de la  
„ sorte par son ordre exprès, avant le second  
„ arrêt, qui affranchit de tous droits les  
„ grains qui vont de provinces en provinces,  
„ & cet arrêt qui vous est connu rend votre  
„ procédé d'autant plus répréhensible. Vous  
„ ne différerez donc pas à révoquer votre or-  
„ donnance, & à en faire publier la révoca-  
„ tion. J'ajouterai que, quelques plaintes  
„ que vous puissiez recevoir dans la suite,  
„ vous vous abstenrez d'en rendre de sem-  
„ blables, sans m'en avoir auparavant donné  
„ avis, afin que je puisse informer Son Altesse  
„ Royale de vos représentations & vous faire  
„ savoir, ce qu'il lui aura plu de me prescrire.

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON.

„ PS. Je ne dois pas omettre que vos dé-  
„ fenses ont causé un grand préjudice aux  
„ troupes du Roi, qui sont dans le Comté  
„ Nantois, où vous savez que les habitans  
„ n'ont presque jamais autant de bleds, qu'il  
„ leur en faut pour leur subsistance. MR. D.

---

*Réponse de M. le Normand, de Tours.*

*Ce 27. Nov. 1719.*

Monseigneur

„ Je ne reçois que dans ce moment la Let-  
„ tre que V. G. m'a fait l'honneur de m'é-  
„ crire le 23. de ce mois, & que j'aurois dû  
„ recevoir le 25. Elle me marque qu'elle a  
„ été fort surprise d'apprendre que j'aie ren-  
„ du une ordonnance, qui défend la sortie des  
„ grains de la généralité de Tours pour les fai-  
„ re passer dans d'autres provinces du royau-  
„ me, & de ne pas différer, non seulement à  
„ révoquer mon ordonnance, que Son Altesse  
„ Royale a désapprouvée, comme également  
„ contraire à la bonne police & à la liberté du  
„ commerce, mais encore à en faire publier  
„ la révocation.

„ Permettez-moi, Monseigneur, d'avoir  
„ l'honneur de vous représenter en premier  
„ lieu que je n'ai rendu aucune ordonnance  
„ touchant le commerce & la sortie des grains,  
„ & en second lieu de vous rendre un compte  
„ exact de ce qui s'est passé depuis la publica-  
„ tion de l'arrêt du 28. Octobre, qui m'a

„ été adressé par M. Amelot, auquel j'ai eu  
„ l'honneur d'écrire des lettres assez pressantes  
„ à ce sujet, les 16 & 20. de ce mois, dont  
„ j'aurois cru qu'il vous auroit rendu compte.  
„ Voici le fait.

„ L'arrêt du 28. Octobre portant seulement  
„ exemption des droits pour toutes sortes de  
„ grains qui seroient transportés d'une provin-  
„ ce à l'autre, sans donner précisément la li-  
„ berté de la sortie, ne fut pas plutôt connu  
„ des marchands & particuliers, qui avoient  
„ fait quelques amas de bleds le long de la  
„ Loire, qu'interprétant les dispositions de  
„ cet arrêt en leur faveur, ils firent de nou-  
„ veaux achats très considérables, qui porte-  
„ rent, tout d'un coup les grains à un prix  
„ excessif, & se disposerent à les faire descen-  
„ dre vers Nantes. La riviere se trouva cou-  
„ verte de bateaux chargés de bleds, & tou-  
„ te la province commença à murmurer sur  
„ ces enlevemens, dans lesquels je fus infor-  
„ mé qu'il y avoit beaucoup d'abus, & mê-  
„ me que les Hollandois y avoient la meilleu-  
„ re part. Dans ces circonstances, dont la  
„ délicatesse n'est que trop sensible, je pris le

„ parti d'écrire le 16. de ce mois à M. Ame-  
„ lot, qui m'avoit adressé l'arrêt, pour l'in-  
„ former de tous ces inconvéniens & lui de-  
„ mander les ordres du Conseil, que je le  
„ priois de me donner promptement, lui ayant  
„ mandé que je ferois surseoir jusqu'alors la  
„ sortie des grains, à l'exception d'une par-  
„ tie de 40. muids d'avoine, que M. de Brou  
„ avoit demandé pour la subsistance des che-  
„ vaux de dragons dans le Pays Nantois, &  
„ en effet j'écrivis au Subdélégué de Saumur  
„ & au Receveur des tailles à Ingrande, de  
„ n'en laisser sortir aucuns, sans une permission  
„ expresse de la Cour. Les enlevemens ayant  
„ continué & par conséquent le prix du bled  
„ ayant haussé considérablement, je récrivis à  
„ M. Amelot pour lui réitérer mes instances,  
„ & le supplier de me faire savoir les inten-  
„ tions du Conseil, la chose devenant d'une  
„ très grande conséquence, & je recomman-  
„ dai à Saumur & à Ingrande de continuer  
„ les mêmes attentions, jusqu'à ce que j'eusse  
„ réponse. Les plus honnêtes gens des com-  
„ merçans, qui savent qu'il n'y a pas beau-  
„ coup de grains dans cette province, n'ont

„ pu disconvenir que ma précaution a été  
„ très utile, le bled étant resté au même  
„ prix, & les allarmes du peuple ayant été  
„ calmées par ce moyen. Je crois bien que  
„ ceux qui espéroient de grands profits sur  
„ ce commerce, n'en ont pas été trop con-  
„ tens. Voilà, Monseigneur, l'état au vrai  
„ de cette affaire. Je n'attendois qu'une dé-  
„ cision que j'avois demandée pour éviter tout  
„ reproche. Vous avez eu la bonté de me  
„ l'adresser : vos ordres seront ponctuellement  
„ exécutés, & je les fais passer dans l'instant  
„ aux bureaux de Saumur & d'Ingrande. Je  
„ dois cependant avoir l'honneur de vous in-  
„ former, que je reçus avis hier que le Di-  
„ recteur général des Fermes au département  
„ d'Anger s'étoit rendu le 25 à Saumur, par  
„ ordre de la compagnie des Indes, pour y  
„ défendre aux employés de laisser passer au-  
„ cuns grains ni farines ; ainsi il sera nécessaire  
„ que V. G. donne à cette compagnie des  
„ ordres conformes à ceux dont elle m'a ho-  
„ noré, pour éviter la contradiction qui se  
„ trouveroit dans les bureaux.

„ Vous ajoutez, Monseigneur, que mes dé-

„ fenses ont causé un grand préjudice aux trou-  
„ pes du Roi qui sont dans le Comté Nantois, je  
„ vous demande encore la liberté de vous repré-  
„ senter sur cela que les Commis du Munitio-  
„ naire ont un très grand tort à cet égard, leur  
„ ayant toujours mandé qu'en rapportant les  
„ passeports de la Cour *ad hoc*, & fournissant  
„ leur soumission de rapporter des certificats de  
„ déchargement des mêmes quantités dans les  
„ magasins du Roi, visés des Intendans ou de  
„ leurs Subdélégués, ils auroient liberté entière.

„ Cette précaution que j'aurois été blâma-  
„ ble de ne pas prendre, surtout ayant eu  
„ avis des abus qui se commettoient, ne leur  
„ a pas plu & ils n'ont pas voulu s'y soumet-  
„ tre: voila le sujet de leurs plaintes, & la  
„ preuve sensible de la vérité des avis qui  
„ m'étoient donnés.

„ J'espère maintenant, Monseigneur, que  
„ ma conduite ne vous paroîtra pas si irrégu-  
„ lière, & que V. G. me fera la justice de  
„ croire que je n'ai eu d'autre motif que le  
„ zèle pour le bien du service. Comme M.  
„ le Gendre est en route & qu'il sera ici dans  
„ peu de jours, il sera en état de vous ren-

„ dre un compte plus détaillé de la situation  
„ présente de cette province.

*Réponse de M. Amelot à M. le Normand.*

*A Paris ce 25. Nov. 1719.*

„ J'ai rendu compte, Monsieur, au Con-  
„ seil de commerce des deux lettres que vous  
„ avez pris la peine de m'écrire le 16. & le  
„ 20. de ce mois, au sujet des bleds de la  
„ généralité de Tours, dont M. le Gendre  
„ dans sa dernière tournée, & vous ensuite  
„ nouvellement avez défendu la sortie pour  
„ les provinces voisines. Je dois vous dire  
„ que le Conseil a fort désapprouvé ces dé-  
„ fenses, qui troublent le commerce de l'in-  
„ térieur du royaume, & qui sont directe-  
„ ment contraires au dernier arrêt du 28.  
„ Octobre 1719. dont vous m'avez accusé la  
„ réception. L'intention du Conseil est donc  
„ que vous révoquiez au plutôt les défenses  
„ dont est question, & que vous vous gardiez  
„ bien à l'avenir de prendre sur vous pareille  
„ chose, sauf à représenter dans les occasions  
„ ce que vous croirez être du bien du ser-  
„ vice.

Je suis, Monsieur, AMELOT.

---

*Réponse de M le Normand à M. Amelot,  
à Tours ce 28. Nov. 1719.*

„ Monseigneur.

„ J'ai reçu la lettre dont vous m'avez ho-  
„ noré le 25. de ce mois, en réponse à cel-  
„ les que j'ai pris la liberté de vous écrire les  
„ les 16. & 20. au sujet des bleds. J'en ai  
„ reçu une pareille de Monseigneur le Garde  
„ des sceaux en datte du 23. dont j'ai l'hon-  
„ neur de lui accuser aujourd'hui la récep-  
„ tion, en l'assurant que ses ordres seront  
„ ponctuellement exécutés &c.

*Réponse de M. D'Argenson à M. le Gendre.  
Paris le 2. Décembre 1719.*

„ Monsieur

„ Mgr. le Régent, à qui je rendis compte  
„ hier de votre lettre du 27. du mois passé,  
„ n'a pas paru content de vos excuses, par  
„ rapport à la conduite que vous avez tenue  
„ touchant la traite des bleds, dont vous ne  
„ devez jamais vous mêler, sans un ordre ex-  
„ près de sa part. Son A. R. n'a pas été

„ moins surprise de ceux que vous me dites  
„ avoir été donnés par le directeur des fer-  
„ mes , pour arrêter les bleds qui se transf-  
„ portent par la Loire ; & si j'en pouvois a-  
„ voir la preuve , S. A. R. se prêteroit vo-  
„ lontiers à l'en faire punir comme il con-  
„ vient.

„ Une seconde lettre de M. de Brou m'o-  
„ blige encore de vous faire entendre que,  
„ s'il survenoit quelque nouvel obstacle qui  
„ empêchât la vente & l'achat des bleds , je  
„ ne pourrois me dispenser de m'en prendre  
„ à vous , n'étant pas juste qu'un commerce  
„ aussi important & aussi nécessaire dépende  
„ des permissions singulieres que les Subdélé-  
„ gués de Mrs. les Intendans voudroient ou  
„ ne voudroient pas accorder.

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON.



---

*Autre lettre de M. d'Argenson au même.*

*Paris le 11. Janvier 1720.*

Monfieur

„ Une lettre que je viens de recevoir de  
„ de M. de Brou en datte du 6. de ce mois,  
„ me fait connoître qu'il n'a été enlevé par  
„ le Munitionnaire dans la généralité de Tours  
„ que 700. tonneaux de bled jusques à la fin  
„ du mois de Décembre dernier, & qu'il n'en  
„ est pas sorti du port de Nantes, il sera in-  
„ cessamment écrit à Bayonne, pour vérifier  
„ s'ils y auront été remis dans les magasins du  
„ Roi suivant leur destination: mais vous ju-  
„ gez bien que cette quantité n'est pas assez  
„ considérable pour causer la disette dans les  
„ trois provinces qui composent votre départe-  
„ tement, & qu'il y a eu plus de crainte  
„ ou d'affectation, que de justice & de fon-  
„ dement dans les bruits qui se sont répandus  
„ sur ce sujet.

Je suis, Monsieur, M. R. D'ARGENSON,

Il est probable que si M. le Normand obéit  
à des ordres si précis, il le fit forcément, &

sans être convaincu de la sagesse qui les avoit dictés , puisque les deux lettres suivantes feront voir que , dès l'année suivante , il renouvella les mêmes difficultés dans la même circonstance.

*Lettre de M. de Brou Intendant de Bretagne ,  
à M. le Normand de la Place , subdélégué général de Tours , à Rennes ce 3. Sept. 1720.*

„ Monsieur

„ Trouvez bon que j'aie l'honneur de vous  
„ informer que les défenses que vous avez  
„ faites de laisser sortir des bleds & farines  
„ de votre province sans des passeports , causent  
„ beaucoup de dérangement aux marchands & négocians de la ville de Nantes :  
„ joint à cela que , si les habitans étoient  
„ privés du secours en grains qui leur viennent du pays haut , ils n'auroient pas de  
„ quoi subsister pendant quatre mois. Il est  
„ bien vrai que M. Desforts m'a écrit le 6.  
„ Août que l'intention de S. A. R. étoit que  
„ Mrs. les Intendans eussent à tenir exactement la main à faire observer les défenses  
„ de sortir des grains de leur département

„ pour être transportés à l'étranger ; jusqu'à  
„ ce que S. A. R. juge à propos d'en ordon-  
„ ner autrement. J'ai lieu de croire, Mon-  
„ sieur, que vous serez persuadé que les in-  
„ tentions de S. A. R. ne sont point de dé-  
„ fendre la communication intérieure des  
„ grains dans le royaume ; ce qui m'engage  
„ à vous supplier de vouloir donner vos or-  
„ dres de laisser ce commerce libre pour la  
„ ville de Nantes, à moins que vous n'ayez  
„ reçu de nouveaux ordres portant défenses  
„ de laisser fortir de votre province des grains  
„ & farines sans des passeports ou permissions.  
„ Je profite de cette occasion pour vous assu-  
„ rer que je suis plus que personne du monde,  
„ étant avec respect, Monsieur, DE BROU.

*Réponse du 8. Septembre 1720.*

„ J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous  
„ m'avez fait l'honneur de m'écrire le 3.  
„ Septembre au sujet du commerce libre des  
„ grains avec la Bretagne. Vous avez rai-  
„ son de croire, Monsieur, que je n'ai ja-  
„ mais eu intention d'interrompre un com-  
„ merce si nécessaire & si utile aux deux

„ provinces : mais les abus effroyables qui  
„ s'étoient introduits de la part des marchands  
„ de Nantes , & de ceux qui faisoient des  
„ achats sous le nom du Munitionnaire, m'ont  
„ obligé de rendre une ordonnance , dont la  
„ disposition paroît générale , & qui néan-  
„ moins ne l'est pas, n'ayant pas été arrêté  
„ un sac de grain depuis cette ordonnance.  
„ Il est vrai qu'elle a fait peur, suivant mon  
„ intention, à ceux qui faisoient un mauvais  
„ commerce de grains pour le faire passer à  
„ l'étranger.

„ Si vous voulez vous faire rapporter l'état  
„ des grains destinés pour la Bretagne qui ont  
„ passé à Ingrande depuis 8 mois, vous trou-  
„ verrez qu'il en passé plus qu'il n'en faut  
„ pour faire subsister 8 provinces comme la  
„ Bretagne. Si vous n'avez pas cet état, je  
„ vous l'enverrai, ayant approfondi la ma-  
„ tiere.

„ J'ai si peu intention de troubler ce com-  
„ merce, dont je fai, par une longue expé-  
„ rience, que la liberté est fort nécessaire  
„ d'une province à l'autre, pourvu qu'il n'y  
„ ait pas d'abus, que je viens encore de don-

„ ner des ordres à Saumur, au Pont-de-Cé  
„ & à Ingrande, de laisser librement passer  
„ toute sorte de grains pour la Bretagne,  
„ sous la soumission des marchands de rappor-  
„ ter des certificats de déchargement, & de  
„ ne pas les faire passer à l'étranger.

„ Je vous souhaite beaucoup de plaisir à  
„ vos Etats & suis, &c.

Il est donc évident que le Conseil & les Ministres de France sont quelquefois obligés d'user de menaces, pour que l'Intendant d'une province procure à une province voisine les besoins les plus nécessaires à la vie, lorsqu'elle en éprouve la disette. On voit d'ailleurs par les raisons que M. le Normand allègue pour sa défense, que ce n'est pas toujours le manque de grains qui en cause la disette & la cherté, & que c'est souvent l'avarice des usuriers & des monopoleurs, qui sacrifient à un gain criminel & fardide la vie des citoyens & le salut de l'Etat. Les loix se sont armées contre eux dans tous les tems de toute la sévérité dont elles sont capables: mais la malice des hommes, la négligence ou la collusion de ceux qui devoient les maintenir, en ont presque toujours éludé les dispositions.

Je

Je ne prétens pas mettre au rang des monopoleurs ceux qui se livrent au commerce des grains dans la vue d'un gain légitime : au contraire, ce commerce est si intéressant à la vie des particuliers, que le gouvernement lui doit une protection singulière. Mais je parle de ceux qui achètent prématurément les bleds sur terre, dans les granges ou dans les greniers ; qui les gardent dans des magasins pour affamer les villes ; qui observent le dérangement des saisons, pour mettre à profit la calamité publique ; qui font courir des faux bruits de disette, qui contractent des sociétés pour se rendre maîtres de tout le commerce, ou exercent cent autres moyens odieux, contre lesquels on ne sauroit sévir avec trop de rigueur & de fermeté.

Il est inutile de rapporter ici les malédictions que l'Ecriture donne à ceux qui se livrent à cet infame négoce, ni les peines capitales que les loix grecques & romaines ont prononcées contre eux. Il est facile d'imaginer que la vie des citoyens y étant intéressée, cette police a été le premier soin des législateurs anciens, dont les modernes ont adopté

les réglemens ; & il ne faut pas s'étonner si les loix de toutes les nations ont été si sévères contre les prévaricateurs, puisque la famine est le plus grand de tous les maux, & le dernier supplice du genre humain. *Fames, quam pestilentia tristior ; ultimum supplicium humanorum, fames.*

Elle n'est pas seulement le plus insupportable de tous les maux, elle est encore le plus dangereux ; puisque c'est l'occasion prochaine des soulevemens & de la sédition, par l'impossibilité de contenir dans les bornes du devoir, un peuple qui meurt de faim : *nec rationem patitur, nec æquitate mitigatur, nec prece flectitur populus esuriens* ; mais il est inutile d'appuyer, par des autorités, une vérité que l'expérience n'a jamais démentie.

Le monopole des bleds est donc le fléau le plus funeste qui puisse tourmenter l'humanité, & il est de la bonne police d'une nation de chercher assidûment les moyens d'en prévenir la rage ou d'en arrêter les effets. Ceux qui résultent des principes adoptés en France jusques ici, sont insuffisans : je crois faire plaisir à mon lecteur, en examinant avec lui si le

génie des Législateurs Anglois a été plus fertile ou plus heureux.

1°. Dans ce royaume, tous les bleds & autres grains doivent être apportés au marché pour y être vendus publiquement. La loi est précise là dessus : mais on trouve le moyen de l'éluder dans les marchés mêmes. Le grand commerce de bleds que font les Anglois, l'augmentation de leur culture, la situation incommode de quelques endroits, tout cela a changé l'état des marchés à bled, surtout à Londres & à cinquante milles aux environs de cette capitale. Les fermiers, pour la plupart, au lieu d'apporter leur bled, se contentent d'exposer les montres ou les échantillons des grains qu'ils ont à vendre, & par ce moyen les facteurs se sont multipliés & le prix du bled s'est accru en proportion de l'activité qu'ils ont donnée au commerce.

2°. Les anciens réglemens des marchés avoient distingué les personnes qui n'achetoient que pour leur consommation, d'avec celles qui achetoient pour revendre : mais aujourd'hui cette distinction n'est plus en usage, excepté dans quelque endroits particuliers où est

le a lieu à l'égard du beurre, du fromage, de la volaille & autres provisions de cette espece. Il n'est pas permis à tout le monde d'aller enlever les grains dans les marchés. Les gens qui font ce commerce sont divisés en deux classes, savoir, celle des marchands en détail ou des blâtiens, & celle des marchands en gros.

Les premiers ne peuvent exercer leur métier, sans en avoir une permission signée & scellée par trois juges à paix de la province où ils se trouvent, & dans laquelle ils doivent avoir résidé depuis trois ans. Cette permission, qu'on achete pour trois schillings, se renouvelle tous les ans, & elle exige que les blâtiens soient gens mariés, âgés au-moins de trente ans, qu'ils tiennent maison & qu'ils ne soient aux gages d'aucuns maîtres.

Les marchands en gros doivent se conformer au septieme chapitre d'un acte de parlement passé dans la seconde année du regne de Charles II. dont voici la teneur.

„ Lorsque le prix des grains, mesure de  
„ Winchester, n'excédera pas le tarif sui-  
„ vant, savoir, le *quarter* de bled, ou *huit*

„ boisseaux, 48. shillings, celui d'orge ou de  
 „ drêche 28. sh. celui de bled sarrafin 28. sh.  
 „ celui d'avoine 13. sh. 4. fols. celui de sei-  
 „ gle 32. sh. celui de pois ou de fèves 32. sh.  
 „ il sera permis & libre à toutes personnes  
 „ d'acheter en plein marché les dits grains &  
 „ d'en faire des amas pour les revendre : pour-  
 „ vu toutefois que ces personnes se confor-  
 „ ment aux statuts contre les monopoleurs ,  
 „ c'est-à-dire, que les grains n'aient point été  
 „ achetés avant leur arrivée au marché ou par  
 „ un contract anticipé ; & pourvu encore  
 „ que les dits grains ne soient pas revendus  
 „ dans le marché où ils auront été achetés,  
 „ quoiqu'on puisse le faire librement au bout  
 „ de trois mois après l'achat. ”

On remarquera que le tarif précédent est  
 aussi celui qui a été fixé pour obtenir la gra-  
 tification dont il sera parlé plus bas, pour l'ex-  
 ploitation du bled & du seigle ; & qu'il n'a  
 été changé qu'à l'égard des autres grains.

3°. Les boulangers ne sont assujettis en  
 Angleterre à d'autre règle qu'à celle qui fixe  
 le prix & le poids du pain, & qui détermine  
 les diverses espèces de pain qu'ils doivent ex-

poser en vente. Les maires des villes & les juges à paix, dans les endroits où il n'y a point de maire, sont autorisés à faire ees réglemens en conséquence du prix du bled.

Les boulangers de ce royaume, & surtout ceux de Londres, achètent rarement du bled; ils se pourvoient chez les fariniers; & ceux-ci n'étant assujettis qu'à l'acte de Charles II. dont on vient de parler, peuvent l'éluder tant qu'il leur plaît, parce qu'il faut de la farine, aussi bien lorsque les grains sont au-dessus du tarif que lorsqu'ils sont au-dessous.

Je dois dire qu'il est défendu aux meuniers d'acheter aucuns grains pour revendre, soit en nature, soit en farine; & j'ajouterai en même tems que cette défense n'a guere lieu qu'à l'égard des meuniers, qui n'ont pas les fonds suffisans pour faire ce commerce. C'est une de ces transgressions à laquelle on ne pourroit remédier que par un plus grand mal, c'est-à-dire, en empêchant que le bled ne soit une marchandise.

4°. On vient de voir que la liberté du commerce des grains n'est ni entiere ni indéfinie, & que malgré cela il en résulte l'inconvénient

du monopole. Les Anglois répondent que cet inconvénient est celui du commerce en général, qu'il doit exister plus ou moins partout où l'on vend & où l'on achète beaucoup d'une denrée quelconque : mais que l'abondance continuelle, ainsi que l'usage illimité de cette denrée doivent rassurer contre les progrès & les dangers du monopole. Si cette réponse est un paradoxe, on ne peut disconvenir que l'expérience n'en ait démontré la vérité. L'Angleterre est une contrée fertile, où les récoltes de grains sont plus assurées qu'en France & dans les autres pays que la grêle désole si fréquemment. Sans parler des bleds nécessaires pour la nourriture des Anglois & de celui qu'ils vendent aux étrangers, il se fait chez eux une consommation immense de grains pour la bière & pour la distillation des liqueurs spiritueuses, connues sous le nom général d'eaux-de-vie-de-grains. Cette consommation fournira toujours aux fermiers anglois un débit que les François ne pourront jamais procurer aux leurs, mais qui est remplacé par celui de leurs vins.

Depuis que le bled est devenu une mar-

chandise, le monopole, disent les Anglois, n'a point causé de cherté dans leur pays. Celle de 1757. qu'on lui a attribué, venoit, selon eux, de plusieurs causes étrangères au commerce ordinaire, & principalement des magasins militaires formés par ordre du gouvernement. Il est sûr que les sommes considérables qui furent avancées aux entrepreneurs, leur facilitoient l'achat de la plupart des bleds du royaume, dont ensuite ils gouvernerent le prix à leur gré. Mais aujourd'hui qu'ils n'ont plus ce motif à alléguer; ils crient unanimement contre le monopole, qu'ils regardent comme la source funeste de la cherté du grain, qui les fait gémir depuis quelques années. Il suit donc qu'à cet égard l'Angleterre a le même vice radical que la France, savoir le monopole.

De Lamare, dans son traité de la police, remarque que, dans les tems de disette, Charlemagne & ses successeurs, jusqu'à présent, ont ordonné assez uniformément des recherches de grains, & qu'ils en ont fixé le prix à un taux raisonnable pour le vendeur & l'acheteur: mais il observe, en même tems, qu'il est dan-

gereux d'user de ces ressources, & que l'événement en a été constamment une augmentation du mal; il cite entre autres une ordonnance de Philippe-le-Bel de 1304. qui causa une privation si subite, qu'il fut obligé de la révoquer sur le champ.

Plus les précautions que l'on prend en pareil cas sont exactes & sévères, plus elles peuvent devenir dangereuses. Le peuple s'apperçoit bien par le prix que le bled est rare; mais il espère dans le secours du pays voisin dont il ignore l'état, & qu'il croit meilleur que le sien. Cette idée entretient sa confiance & son espoir: mais si tôt qu'il voit paroître les soins pressés du gouvernement, il conclut que, mieux instruit que lui de la situation & du danger, il n'intervient que parce qu'il a reconnu toute l'étendue du mal; & alors celui qui a des grains les resserre pour les vendre plus cher, ou pour n'être pas exposé à manquer lui-même. Ceux qui sont en état, se munissent d'une double & triple provision à quelque prix que ce soit; car la conservation de la vie fait mépriser tous les autres biens; & ceux qui sont sans moyens tombent

dans l'abattement qui mene au désespoir.

On ne sauroit disconvenir que ces précautions ne soient sages, & ne partent d'un principe qui a en vue l'utilité publique : mais quelle autorité est capable de les faire exécuter ? Elle-y a échoué, toutes les fois qu'elle l'a tenté ; l'esprit de l'homme a plus de ressources quand il est question de faillir, que la loi n'a de prudence pour l'empêcher de mal faire. Il s'agit donc de trouver des moyens simples que la malice des hommes ne puisse point éluder, qui n'exigent point ces attentions suivies dont la gêne nuit à l'exactitude ; des moyens enfin sur le succès desquels on puisse raisonnablement compter, sans employer la force, la contrainte & les peines. Il s'en présente deux pour la France.

Le premier seroit de construire, dans toutes les principales villes du royaume, des magasins ou greniers publics, capables de contenir la quantité de bled nécessaire aux besoins du pays, qui y seroit affecté par un arrondissement, qui se trouve déjà tout formé par la division des différentes provinces, ou des autres bureaux de recette dans les géné-

ralités qui ne font pas partie des pays d'élections.

Je remarquerai que ce projet n'est point en usage en Angleterre. Comme on n'y craint pas ces destructions périodiques des moissons auxquelles plusieurs climats sont exposés, des magasins de bleds ne pourroient servir qu'à entretenir le prix de cette denrée à un certain taux, en arrêtant l'effet du monopole, dont ses habitans paroissent ne pas redouter les inconvénients.

La ville de Londres a cependant un magasin public, c'est un grand bâtiment très ancien dans le fauxbourg de Southwark, que l'on appelle *Bridgels-house*, ou maison du pont, parce qu'on y conserve tout ce qui est nécessaire pour l'entretien & la réparation du pont de Londres. Il y a dans ce bâtiment des greniers fort étendus, des fours pour cuire le pain & une brasserie publique. Tout cela avoit été destiné pour subvenir aux besoins des citoyens de Londres dans une calamité imprévue, & les gréniers ainsi que les fours ont été autrefois d'une grande ressource, surtout dans la famine que le royaume éprouva sous le re-

gne d'Elisabeth en 1594. On ne s'est gueres servi des uns ni des autres depuis ce tems-là, non plus que de la brasserie, & il n'y a aujourd'hui ni bled, ni orge dans les greniers.

Le bled & tous les grains arrivent à Londres, comme les autres denrées, sans que les magistrats prennent aucune précaution pour les attirer dans leur ville. Il y a seulement un acte du Parlement passé sous la Reine Anne, en faveur des patrons & des matelots de tous les bâtimens appartenans au port de Londres & qui sont employés à transporter dans cette ville des grains, du poisson & d'autres provisions, qui les exempte du paiement des six sols par mois, qui doivent être retenus pour l'hôpital des invalides de la marine à Greenwich, sur les gages & la paie de tous les matelots pêcheurs & autres gens de mer de la Grande Bretagne & de l'Irlande.

Le marché aux grains se tenoit autrefois sur la Tamise dans les bateaux-mêmes qui apportent le bled à la ville & près du quai qu'on appelle *Bearkey* : mais les marchands s'étant dégoutés d'aller dans ces bateaux, se firent apporter à terre les échantillons ou les

montres du bled de chaque cargaison : c'est là l'origine des courtiers de bled. Bientôt ce commerce devint considérable par l'encouragement accordé à l'exportation du bled & des autres grains. Le nombre des marchands s'accrut & ceux de Londres, voulant se rassembler dans un lieu plus commode que le quai étroit qui lui servoit de marché, firent construire un bâtiment environné de portiques qui porte le nom de Bourse au bled (*The Corn's Exchange.*) Toutes les affaires, tous les marchés s'y font par courtiers & par montres ou échantillons, & de l'opération de cette bourse dépend le commerce général des grains du royaume.

J'ai cru devoir faire parvenir par ce détail, la proposition du second moyen que je pense propre à prévenir la disette en France, qui feroit d'y établir une police générale sur la sortie & sur l'entrée des grains, à l'instar de ce qui se pratique en Angleterre.

Il s'agit d'examiner lequel des deux conviendrait le mieux à ce royaume, & lequel pourroit être mis en œuvre avec plus de facilité & moins de dépense. Je vais exposer

l'un & l'autre avec tout le détail possible, & j'y joindrai les réflexions nécessaires pour les entendre de manière à se décider avec connoissance.

Si le magistrat suprême a cru indispensable de rassembler & d'exercer des corps de troupes, de construire des fortifications pour la sûreté & la défense des sujets confiés à ses soins, il n'a pas cru moins nécessaire de se précautionner contre les événemens fâcheux de la famine, qui est le plus redoutable fléau du genre humain.

Plusieurs personnes ont donné en différens tems des projets pour former des magasins publics; ils ont administré les devis & plans des bâtimens, la manière de faire les approvisionnemens des grains, de les régir après le dépôt dans les magasins, de les renouveler & d'en faire la vente au public dans les tems de disette: mais l'immensité de l'entreprise & l'objet de la première dépense ont effrayé les ministres & fait abandonner ces projets.

Un particulier sous M. le Régent crut pouvoir plus facilement faire accepter ce projet utile, en déchargeant l'Etat des frais &

des soins qu'il pouvoit exiger. Il présenta en conséquence son plan dans les termes suivans.

„ Il y a déjà longtems qu'un particulier a  
„ proposé, sous diverses formes, l'établisse-  
„ ment de magasins de grains, qui se trou-  
„ veroit aussi avantageux & nécessaire au pu-  
„ blic qu'il seroit profitable à sa Majesté.  
„ On est persuadé que dès que S. A. R. au-  
„ ra eu la bonté de jeter les yeux sur ce mé-  
„ moire, elle en sentira l'importance; & les  
„ grandes vues qu'elle a pour la prospérité  
„ du royaume la porteront à nommer un  
„ commissaire, pour en examiner le détail,  
„ & se procurer les éclaircissemens nécessai-  
„ res de Messieurs les Intendans de Provinces.

„ Il est constant que la disette & la vilité  
„ des grains sont aussi préjudiciables à l'Etat  
„ l'un comme l'autre; & l'on peut assurer  
„ que la trop grande abondance a des suites  
„ plus longues par l'abandonnement des terres.  
„ Si l'on examine le recouvrement des re-  
„ cettes de 1709 & 1710. pour la disette,  
„ & celles de 1715 & 1716. pour l'abon-  
„ dance, on sera convaincu de cette vérité.

„ Pour éviter ces deux inconvéniens, il

„ est certain que l'établissement des magasins  
„ généraux est absolument nécessaire, il ne  
„ s'agit que d'examiner les moyens les plus  
„ propres pour y parvenir, sans que cela  
„ cause aucun dérangement, tant au prix du  
„ bled qu'à la continuation des marchés ordi-  
„ naires, & de trouver aussi les moyens de  
„ consommer journellement les grains des  
„ magasins, afin de les rafraîchir continuelle-  
„ ment par des nouveaux, d'une manière  
„ profitable, sans quoi l'établissement ne sau-  
„ roit subsister.

„ Pour y parvenir, il seroit convenable  
„ que S. M. accordât à la compagnie des  
„ Indes l'établissement des dits magasins,  
„ avec le privilege exclusif de vendre aux  
„ étrangers les bleds dont on pourroit se pas-  
„ ser; ce qu'elle ne devroit cependant point  
„ faire, sans avoir donné au Roi un état des  
„ grains qui resteroient dans ses magasins &  
„ de ceux qu'elle feroit sortir du royaume.

„ L'on se persuadera peut-être que les  
„ fonds considérables qu'il faut pour cet éta-  
„ blissement, en doivent empêcher l'exécu-  
„ tion: mais on fera convaincu du contraire,  
„ des

„ dès qu'on saura combien d'années il faudra  
„ pour mettre l'établissement dans son état de  
„ perfection. On ne sauroit y parvenir en  
„ moins de dix années, parce qu'il ne faut  
„ prendre chaque année qu'à proportion de  
„ l'abondance de la récolte; sans quoi le but  
„ qu'on se propose, de procurer le bien de  
„ l'Etat, ne s'y trouveroit pas, par [le] prix  
„ excessif où cela feroit monter les grains;  
„ & qu'il ne convient pas d'en tirer de l'é-  
„ tranger; parce que le royaume en fournit  
„ assez & au-delà de sa consommation ordi-  
„ naire sans être obligé de faire sortir l'espece  
„ par cette voie-là.

„ Pour parvenir à faire un arrangement  
„ juste, il faudra avoir des éclaircissemens de  
„ Messieurs les Intendans sur trois choses.

„ 1<sup>o</sup>. La nature de la province, sa produc-  
„ tion & sa consommation.

„ 2<sup>o</sup>. Quelles sont les rivières qui y pas-  
„ sent, le nom de l'endroit où elles commen-  
„ cent à porter bateau, dans quelles provin-  
„ ces elles passent, & quels sont les frais des  
„ bateaux d'une province à l'autre.

„ 3°. Quelles sont les places de guerres  
„ qu'il y a dans chaque province.

„ Les magasins doivent être établis sur les  
„ rivières principales, à portée de faire faci-  
„ lement transporter les grains dans les pro-  
„ vinces voisines, parce qu'il arrive très sou-  
„ vent, par la grande étendue du royaume  
„ qu'une province vient à manquer, sans que  
„ la disette soit générale; & par ce moyen  
„ les provinces seroient à portée de se secou-  
„ rir mutuellement dans leurs besoins, ce qui  
„ ne peut se faire que par les rivières, par-  
„ ce que les voitures de terre sont trop dis-  
„ pendieuses par rapport aux grains qui sont  
„ un volume gros & pesant, ce qui fait très  
„ souvent que les bleds sont fort chers dans  
„ une province, pendant qu'ils sont à vil  
„ prix dans une autre: mais par cet établis-  
„ sement on éviteroit ces inconvénients qui  
„ sont très ruineux pour la province qui se  
„ trouve dans le cas de manquer.

„ Il reviendrait plusieurs biens de cet éta-  
„ blissement: le laboureur seroit valoir ses  
„ terres dans la persuasion où il seroit de  
„ vendre ses grains à un prix raisonnable, ce

„ qui le mettroit en état de payer le prix  
 „ de sa ferme & de satisfaire aux impositions  
 „ au profit du Roi.

„ L'artisan ne feroit plus, comme il l'est,  
 „ obligé de se pourvoir dans les provinces,  
 „ puisqu'il feroit assuré de trouver toujours  
 „ du grain à un prix raisonnable, sans crain-  
 „ dre la disette.

„ Le seigneur qui donne ses terres à fer-  
 „ me feroit toujours certain de recevoir le  
 „ prix de ses baux aux termes qui y seroient  
 „ stipulés.

„ La compagnie des Indes profiteroit con-  
 „ sidérablement sur l'excédent des blés qu'elle  
 „ vendroit à l'étranger, & sur plusieurs  
 „ autres articles, dont le détail ne peut se  
 „ connoître qu'à mesure que les circonstan-  
 „ ces le feront découvrir.

„ Sa Majesté y trouveroit plusieurs avan-  
 „ tages, car elle seroit à portée de faire mar-  
 „ cher ses troupes partout son royaume &  
 „ au moment qu'elle le souhaiteroit; ses pla-  
 „ ces de guerre seroient toujours suffisam-  
 „ ment munies de vivres, parce que, comme  
 „ elles sont presque toutes sur les frontieres,

„ la compagnie y feroit double provision,  
„ pour pouvoir en vendre aux étrangers en  
„ tems de paix, en conformité d'un des ar-  
„ ticles précédens.

„ En tems de guerre le Roi n'auroit pas  
„ besoin de faire aucun traité pour les vivres  
„ de ses armées, mais uniquement pour la  
„ cuisson du pain. Il trouveroit enfin un  
„ avantage réel, en ce qu'il ne resteroit au-  
„ cune terre inculte dans son royaume, &  
„ que par le débit des grains à un prix rai-  
„ sonnable, les revenus des recettes & de  
„ tous ses autres droits seroient toujours payés  
„ très exactement.

„ Si l'on veut commencer l'établissement  
„ par la ville de Paris, on verra démonstra-  
„ tivement quel avantage il en reviendra au  
„ public en faisant baisser le prix du pain,  
„ & le profit considérable qu'en tirera la  
„ compagnie malgré cette diminution.

„ Pour cela il faut examiner sa situation,  
„ qui fait que, pendant six mois de l'année,  
„ les grains augmentent toujours de 30.  
„ pour cent dans Paris, quoiqu'il n'y ait ni  
„ trop grande abondance ni disette. La rai-

„ son qui occasionne ce haussement est sensi-  
„ ble, c'est que, pendant six mois d'été, les  
„ paysans occupés à la recolte, ne voiturent  
„ pas aussi abondamment que pendant les au-  
„ tres six mois. La riviere d'ailleurs se trou-  
„ ve si basse pendant ces mois d'été, qu'elle  
„ ne peut voiturier comme dans les autres; ce  
„ qui fait que les grains se trouvent beaucoup  
„ plus rares dans Paris pendant ce tems, ce  
„ qui en augmente par conséquent le prix,  
„ parce que la consommation est toujours  
„ la même.

„ C'est ce qui n'arriveroit pas si la com-  
„ pagnie des Indes avoit l'établissement des  
„ magasins, & quoique Paris soit d'une trop  
„ grande consommation, pour pouvoir sub-  
„ venir à tout par des magasins généraux,  
„ on peut cependant en former de confidé-  
„ rables pour suppléer, pendant le tems de  
„ la récolte &c. au manque de voitures par  
„ la riviere.

„ Quant aux autres magasins pour la  
„ subsistance générale de cette grande vil-  
„ le, il faut les placer sur les rivières sui-  
„ vantes, au-dessus & au-dessous de la Sei-

„ ne, sur la Marne, l'Ionne, le Loing &c.

„ Tous ces différens magasins se trouveront  
„ à portée de subvenir aux besoins de Paris  
„ par la commodité des rivières; dans un  
„ établissement de cette nature, une des prin-  
„ cipales attentions est celle des voitures.

On se contentera de donner l'idée de cet  
„ établissement, jusqu'à ce qu'on sache si el-  
„ le paroîtra agréable, & alors il sera facile  
„ d'en faire connoître tous les avantages, &  
„ de faire voir qu'il ne faut pas des fonds aus-  
„ si considérables que l'objet paroît en exi-  
„ ger; que la régie en sera simple & aisée;  
„ que les précautions à prendre contre les  
„ malversations sont presque certaines, &  
„ qu'enfin il sera très facile de corriger tous  
„ les abus qui pourront se glisser.

Le Roi se trouvera par ce moyen à por-  
„ tée de maintenir l'abondance dans son  
„ royaume, & d'y faire rentrer de l'argent  
„ par l'excédent qui sera vendu aux étrangers.

„ Il reste encore une réflexion à faire sur  
„ cet article, c'est que souvent on défend  
„ la sortie des grains du royaume, plutôt  
„ par ce qu'on ne fait pas la quantité dans

„ l'intérieur, & qu'on craint d'en manquer,  
„ quoiqu'il y en ait plus naturellement, qu'il  
„ n'en faudroit pour la consommation. Cela  
„ n'arriveroit pas si l'on établissoit ces maga-  
„ sins, où il faudroit qu'il en restât des quan-  
„ tités suffisantes & telles que S. M. juge-  
„ roit à propos.

„ Quant à l'excédent, la compagnie des  
„ Indes en tireroit beaucoup plus d'avantages  
„ que ne pourroient faire les particuliers,  
„ parce que les étrangers, qui voudroient des  
„ bleds de France, feroient des traités avec  
„ la compagnie, avant que d'envoyer des  
„ vaisseaux pour les charger, lesquels ne se-  
„ roient pas obligés de séjourner avec leurs  
„ équipages dans les ports, pendant trois  
„ à quatre mois qui leur sont aujourd'hui né-  
„ cessaires avant que d'avoir amassé la quan-  
„ tité de grains suffisante pour former leur  
„ cargaison.

„ L'Economie que les étrangers feroient  
„ sur cet article deviendroit une sûreté pour  
„ la compagnie, & cette consommation des  
„ excédents la mettroit à portée de renouvel-  
„ ler, aussi souvent qu'elle le jugeroit à pro-

„ pos, les grains qui se trouveroient dans les  
„ ports de mer ou dans les autres frontieres.”

Telle étoit l'idée d'une personne qui sentoît la nécessité des magasins publics, mais qui vouloit décharger l'Etat des embarras qui en sont inséparables, & qui ne voyoit sans doute aucun moyen de les diminuer, ni aucune ressource dans le gouvernement françois pour fournir aux frais qu'exige un pareil établissement. Du-moins auroit-il dû savoir que resserrer le commerce des bleds dans une seule compagnie, c'est ouvrir un champ immense au monopole, & conséquemment sapper d'une main les fondemens qu'on jette de l'autre.

L'état de la France lui permet de former cet établissement & de l'entretenir : écoutons à ce sujet un magistrat éclairé, qui a su employer à des recherches & à des réflexions utiles les momens qu'il a pu dérober au courant des affaires pendant 17. ans d'intendance. Il avoit fait dans sa province un établissement, qui a subsisté avec succès pendant trois ans, & qui embrassoit différentes parties d'économie relatives aux magasins publics.

Quoiqu'il n'ait pas été continué, je le proposerai cependant comme le meilleur en ce genre & le plus utile qui ait été pratiqué en France.

Ce qui paroît avoir dégouté de l'établissement a été principalement, comme je viens de le dire, la grande dépense nécessaire pour la construction des magasins & pour le premier achat des grains, dont l'objet en effet est très considérable. Mais, dit l'auteur, les fonds de celui-ci peuvent se trouver avec facilité & sans altérer les revenus courans; mais il en doit résulter plusieurs avantages perpétuels pour une charge qui ne fera que passagere.

Les revenus de la Couronne n'étant plus assez considérables pour fournir à la dépense qu'exige la majesté du trône, la tranquillité de l'intérieur & la sûreté des frontieres, il a fallu y suppléer par des impositions sur les peuples.

Celle qui porte le nom de taille est la plus ancienne, & l'importance de sa destination exige que la somme de la contribution générale, ordonnée par le prince, soit toujours

remplie : mais comme il n'y a point d'année qu'il n'arrive quelques accidens généraux ou particuliers aux provinces ou aux héritages sujets à cette imposition, l'on impose une somme en sus de ce qui doit être remis au trésor royal, pour subvenir aux non-valeurs : enforte que si le fonds de la taille est de quarante millions, on en impose quarante quatre, & cet excédent est réparti en diminution sur les généralités qui ont souffert, & par subdivision sur les Elections, sur les paroisses & sur les particuliers.

C'est une partie de ce même fonds que l'Auteur propose de prendre, pendant autant d'années qu'il sera nécessaire pour former & entretenir son établissement. Il est vrai que cette imposition, qui n'est que fictive aujourd'hui, deviendra réelle, pendant le tems nécessaire à remplir les magasins : mais n'y ayant point d'autres richesses dans l'Etat, que celles de l'Etat même, il faut bien que ce soit le corps politique qui leve ce fonds sur lui-même pour être appliqué au soulagement des membres qui le composent.

A l'exception d'une très-petite portion de

domaine, c'est une grande erreur de croire que le Roi ait d'autres richesses & d'autres revenus que ceux que ses sujets lui forment d'une partie du leur; toutes les dépenses publiques doivent nécessairement être prises sur le public, & le Souverain n'en est que l'ordonnateur & le modérateur. Quelle dépense peut être plus utile pour ce public, que celle d'assurer sa propre subsistance contre l'avarice, le monopole & l'intempérie des saisons.

Suivant l'auteur après lequel je parle, la sur-imposition ne procure presque aucun avantage: Il dit.

1<sup>o</sup>. Quelle n'est jamais proportionnée à l'étendue des besoins; que quatre millions ne sauroient suffire à réparer les désordres de la grêle, du feu & des inondations qui arrivent annuellement; si en effet un laboureur, qui a perdu la valeur de 300. Liv. par quelques-uns de ces accidens, est fort heureux, s'il peut obtenir 15. ou 20. liv. de diminution.

2<sup>o</sup>. Que non seulement ces diminutions ne sont pas proportionnées aux pertes, mais que souvent le malheureux n'en ressent l'effet que quand il n'en a plus besoin. Si l'accident,

dit-il, est arrivé dans une année, la diminution accordée ne pourra être appliquée que sur son dernier paiement de l'année suivante, parce que la partie du Roi doit être acquittée avant toutes choses. Faute d'un secours à propos, il n'a pasensemencé son héritage, ou s'il l'aensemencé, le secours devient inutile, parce que le besoin pressant n'existe plus.

3°. Que rien n'est plus susceptible d'injustice que cette distribution, qu'elle est accordée pour rétablir l'égalité & qu'elle la détruit; que la religion des Intendans est presque toujours surprise par le grand nombre de gens intéressés à la surprendre; que le crédit & la faveur achevent ce qui a échappé aux insinuations; & que ce qui se rejette sur le corps des communautés, produit encore un plus mauvais effet, parce qu'il est réparti au fol la livre sur les contribuables qui, n'ayant pas également souffert, & dont quelques-uns peuvent n'avoir eu aucune perte, participent néanmoins à la grace avec égalité.

L'auteur ne se propose pas d'acheter les grains pour former ses magasins de la même manière que font les entrepreneurs & munis

tionnaires, mais il entend employer deux millions des quatre ci-dessus, à faire des prêts aux particuliers dans l'instant de leurs pertes, pour les mettre en état de les réparer, & de n'en recevoir le remboursement qu'en grains, sans intérêt, & après qu'une récolte heureuse les aura mis en état de s'aquitter.

Ce prêt fait à propos fera, selon lui, plus utile, que si on donnoit la même valeur gratuitement après coup; & ce fera en même tems faire un amas considérable de grains, sans crainte d'en faire augmenter le prix dans le public, & par ce moyen on se procurera une ressource certaine contre la disette.

Plus l'exécution de ce dessein s'avancera, plus son utilité deviendra sensible, parce que chaque année ajoutera deux millions de plus à la source des bienfaits, c'est-à-dire, aux magasins, en sorte qu'un prêt qui n'auroit pu être que de 20. livres dans la première année, pourra être de 40. la seconde; & ainsi en augmentant.

Il observe que, pendant la première année, le Roi ne prêtera en argent que pour éviter le détail & l'embarras des achats de grains;

mais que pendant les années subséquentes, il fera libre aux emprunteurs de prendre du bled ou de l'argent; & que, s'il reste des deniers à la fin de chaque année, ils seront employés en grains: mais que, comme le projet se trouvera consommé & les magasins remplis après dix années, tous les prêts ne se feront plus par la suite qu'en bleds, dont la sortie & la rentrée par les prêts, & le remboursement de ceux-ci feront le renouvellement perpétuel.

Les vingt millions employés en grains pendant dix années donneront, suivant le calcul de l'auteur, deux millions quatre cents mille quintaux de bled à 8 liv. le quintal: mais ce prix est trop fort; & l'on peut avancer, sans crainte, qu'avec ce fonds on pourra mettre en magasin jusqu'à quatre millions de quintaux de bled froment, parce que, dans les années communes, il ne vaut pas plus de vingt sols le boisseau, mesure de Paris pesant vingt livres.

Avec une pareille ressource, on sera en état de parer à toutes les disettes réelles; & la confiance du peuple, à la vue de cette même ressource, dissipera cette terreur panique, ca-

pable de produire le même effet qu'une véritable disette.

Les frontieres se trouveront approvisionnées pour les premiers besoins; & les munitionnaires ne seront plus dans le cas de ces achats précipités, à charge au Roi par les prix excessifs, & au public par celui où ils font monter les grains.

Lorsque ces magasins seront formés, c'est-à-dire, après les dix années révolues, la surimposition de quatre millions, destinée au remplacement des non-valeurs, sera réduite à deux, & le peuple déchargé d'autant.

Comme tous les pays ne produisent pas des grains, & que les prêts ne pourront être rendus en nature, ainsi qu'il est nécessaire que cela soit, l'auteur entend que les deux autres millions continueront à être imposés, pour aider les pays de vignobles & autres, dans les accidens qui leur subviendront; & comme il y a, selon lui, au-moins les trois quarts de terre à bled contre un quart d'autre espece, on sera en état, dit-il, de procurer à cette partie un secours double de celui qu'elle recevoit auparavant.

Cette réflexion est très bonne, en supposant l'acceptation du projet : mais j'estimerois qu'il seroit encore plus avantageux de se servir de ce fonds réservé, pour former le double de magasins, que de continuer à l'employer en décharges & modérations, comme il s'est pratiqué jusques à présent. 1°. Les vices de la distribution exposés par l'auteur continueroient dans leur entier sur cette partie. 2°. Les pays de vignobles & de bleds sont si mêlés ou si voisins, que l'on ne pourroit en faire la division, de maniere à éviter la confusion & les plaintes. 3°. Le Vigneron ne travaille la vigne que pour avoir du grain ; il n'est pas moins membre de l'Etat que le laboureur, & ne mérite pas moins les attentions du Souverain. 4°. Avec l'argent qui proviendra de la vente ou échange de son vin contre du grain, il ne lui sera pas difficile de remplacer en bled le prêt qui lui aura été fait en argent, parce qu'il n'y a point de pays où il n'y ait des laboureurs ou du moins des marchés.

Ceux qui voudront emprunter, continue l'auteur, n'y seront admis que sur des certificats

cats en bonne forme de leurs communautés, ou de personnes de la ville connues & solvables, de la quantité de grains dont ils auront besoin; & ces certificats devront être de plus visés par le Subdélégué du lieu.

Si le prêt est fait en argent, le Subdélégué en fera l'évaluation en grains au dos du certificat, sur le pied du dernier marché. On pourra prêter en argent, comme il a été dit, jusqu'à la consommation du projet; mais le remplacement devra toujours se faire en grains.

En recevant le grain ou l'argent, les emprunteurs reconnoîtront par-devant notaires, sans contrôle, & moyennant cinq sols pour tous frais, que c'est à l'effet d'ensemencer telle portion de leurs héritages, & s'obligeront, comme pour les propres deniers & affaires de Sa Majesté, d'en faire le remplacement en grains, à leurs frais, de la même qualité & poids, dans le magasin du ressort, au mois d'Octobre suivant; duquel remplacement la communauté ou autres, qui auront signé les certificats, seront & demeureront garans & responsables, ce qui est juste, puisque le prêt

doit être employé à l'utilité respective de la caution & du principal obligé.

Le recouvrement des prêts se fera à la diligence des gardes-magasins.

S'il arrive deux années malheureuses de suite à ceux qui auront emprunté, la restitution sera prorogée pour une autre année, du consentement des certificateurs & par l'ordonnance des Intendans, mais jamais au-delà; parce qu'il faut assurer la rentrée du prêt, à moins qu'il ne plût à sa Majesté d'en faire la remise entière dans les cas de misère & de disette extraordinaire.

S'il se trouve une suite d'années assez favorables pour que le paysan ne soit pas dans le cas d'emprunter, le Roi fera consommer les grains par ses troupes, les munitionnaires en feront le remplacement en argent, que les gardes-magasins emploieront en achats de grains, & cette consommation pourra se faire par transport effectif, dans les cas qui le permettront, ou en envoyant des troupes sur les lieux; & si l'on trouvoit trop de difficultés à l'un ou à l'autre de ces moyens, on pourroit en user comme dans les villes de Lyon,

de Strasbourg & autres villes où la vuidange & le renouvellement des magasins se fait par les boulangers.

Comme le grain souffre des déchets considérables de la garde à la vente, que l'auteur évalue à un sixieme au total, il sera nécessaire de rétablir tous les six ans, & pour une année seulement, l'imposition des deux millions supprimés.

Il compte sur trois cents magasins dans le royaume, Paris exclus, attendu que sa grandeur & sa puissance doivent engager & déterminer ceux qui le gouvernent, à pourvoir à sa subsistance d'une maniere particuliere & sans être à charge aux provinces.

Dans plusieurs endroits, il y a, dit-il, des bâtimens appartenans au Roi ou aux villes : mais sans s'arrêter à cette ressource, on louera à prix d'argent les greniers des particuliers ou ceux des couvents, & il estime qu'un magasin, capable de contenir sept ou huit mille quintaux de bled, ne doit pas coûter, le fort pour le foible plus de 300. liv. ce qui pour trois cents magasins feroit en

dépense.	Livres	90,000.
Fraix de gardes-magasins, remua- ges &c. trois sols par quintal fai- fant six sols par sac, prix com- mun des marchés, ce qui revient à 1200 Liv. par magasin & pour 300.		360,000.
		<hr/> 450,000.
Fraix extraordinaires évalués à		50,000.
		<hr/>
La dépense annuelle se monteroit à Liv.	500,000	<hr/>

Ces magasins, étant faits pour l'utilité publique, seront censés lui appartenir, & par cette raison, il sera chargé de leur entretien : ainsi au lieu de supprimer entièrement l'imposition des deux millions, après l'exécution du projet, on n'en supprimera que quinze cents mille livres.

Si l'on jugeoit à propos d'employer, à l'exécution du projet, les quatre millions de sur-imposition, au lieu de deux seulement, il n'y auroit qu'à doubler cette opération ; & alors il y auroit en magasin huit millions de quintaux de bled, capables de fournir à la subsistance de plus de quatre millions d'ames

pendant trois mois, ce qui suffiroit pour diffiper les craintes, & prévenir les funestes effets qui en résultent.

L'auteur entre ensuite dans le détail de la nature des grains dont les magasins seront composés; du tems auquel les prêts seront faits, & de la comptabilité des gardes-magasins; après quoi il répond, d'une manière satisfaisante, à des objections, qui lui ont été faites par la compagnie des receveurs généraux des finances, desquels le ministre avoit voulu avoir l'avis; & à la suite de ses réponses, il donne les projets de réglemens pour l'exécution de toutes les parties: mais je ne le suivrai pas plus loin, ce que j'en ai rapporté suffit sans doute pour donner une idée générale de l'entreprise.

Comme le projet qu'on vient de lire laisse à ceux qui ont la police de la ville de Paris, le soin de pourvoir à sa subsistance, j'ajouterai ici le plan que M. Hérault avoit formé à cet égard. Ce célèbre Lieutenant de police y soutient, comme l'auteur précédent, l'utilité des magasins publics, mais la manière dont il vouloit les établir à Paris, sans être à

charge, ni à la ville, ni au souverain, doit lui mériter une préférence, qui inspire le désir d'en connoître le détail.

„ On a senti dans tous les tems, *disoit-il*,  
 „ combien des magasins de bled seroient uti-  
 „ les en France & principalement à Paris.  
 „ Dans les années abondantes, le bled qu'on  
 „ retireroit pour être emmagasiné, maintien-  
 „ droit à un prix raisonnable celui qui se  
 „ vendroit. Ces magasins dispenseroient en-  
 „ core de la nécessité, où l'on se trouve as-  
 „ sez souvent, d'accorder des passeports pour  
 „ la sortie des bleds hors du royaume.

„ Lorsque les récoltes seroient stériles, les  
 „ opérations, pour ramener l'abondance, se-  
 „ roient si aisées & pourroient être si prom-  
 „ tes, que le peuple n'auroit pas le tems de  
 „ s'appercevoir de la disette. En tems de  
 „ guerre, de quelque côté que les troupes  
 „ s'assemblaient ou que l'ennemi tournât ses  
 „ pas, le soin d'y faire conduire des bleds ne  
 „ seroit plus un objet.

„ Telle est l'utilité des magasins; utilité si  
 „ sensible & si reconnue, que l'établissement  
 „ en a souvent été projeté, mais toujours

„ abandonné par des obstacles qui ont paru  
„ trop difficiles à surmonter : mais il s'agit  
„ aujourd'hui de lever ces obstacles, que je  
„ réduis aux suivans.

„ 1°. Il faut des sommes considérables  
„ pour l'achat des grains nécessaires aux ap-  
„ provisionemens du royaume, & la situation  
„ des affaires de l'Etat ne permet pas de fai-  
„ re cette dépense.

„ 2°. Les magasins & les greniers, que  
„ l'on emploiera à renfermer des bleds, doi-  
„ vent être placés dans de certaines propor-  
„ tions d'éloignement & de situation: or le  
„ Roi n'en a point dans cette convenance,  
„ & il en couteroit trop pour en bâtir.

„ Enfin les bleds emmagasinés ne sauroient  
„ se conserver, si on ne les remue, si on ne  
„ les crible, si on ne les préserve de la mite  
„ & si on n'en substitue de nouveaux à la  
„ place des vieux. Rien n'est moins facile  
„ que le choix de personnes capables, fide-  
„ les, zélées & d'une attention assez suivie  
„ pour remplir, toujours à tems, les soins  
„ différens de cette administration. Leur  
„ négligence peut devenir plus préjudiciable

„ au service de l'Etat que leur infidélité-  
„ même.

„ Voilà à-peu-près à quoi se réduisent les  
„ inconvéniens, qui, jusqu'ici, ont prévalu  
„ sur la nécessité de l'établissement des ma-  
„ gasins publics, & qui ne sauroient avoir  
„ lieu dans ce nouveau projet.

„ Il consiste à obliger toutes les maisons  
„ religieuses & les chapitres considérables du  
„ royaume, qui jouissent de revenus suffisans  
„ ou excédants leurs dépenses ordinaires, de  
„ réserver dans leurs greniers & autres en-  
„ droits de leurs maisons, une quantité de  
„ bled proportionnée à leurs facultés. Il faut  
„ droit commencer par les astreindre dès à  
„ présent à doubler & à tripler même les  
„ provisions, qui leur sont nécessaires pour  
„ leur propre subsistance, & en continuant  
„ par la suite, selon l'abondance des récol-  
„ tes, & toujours proportionément à leurs  
„ revenus, de tenir la main à l'augmentation  
„ de double & triple provision.

„ Rien n'est plus que ce projet conforme  
„ à l'institution des communautés & des cha-  
„ pitres. Par-là, une infinité de maisons que

„ la piété des peuples a fondées, deviendront  
„ dans des tems de cherté , la ressource de  
„ ces peuples ; & les biens de l'église , après  
„ avoir suffi à la subsistance de ceux qui la  
„ desservent , seront employés au soulagement  
„ des pauvres. Cette destination est toute  
„ naturelle , toute juste & la seule qui con-  
„ vienne. L'acquisition de nouveaux domai-  
„ nes , la construction de vastes édifices ne  
„ répondent point à l'établissement des mo-  
„ nasteres. En ramenant les religieux aux  
„ vues de leurs fondateurs , on leur procurera  
„ le mérite de remplir exactement un des  
„ principaux devoirs de l'état qu'ils ont em-  
„ brassé ; & le peuple accoutumé à murmu-  
„ rer de leur opulence , les regardera pour  
„ lors comme des restaurateurs de l'abon-  
„ dance.

„ La loi d'ailleurs qui leur sera imposée  
„ d'amasser des grains , tournera à leur pro-  
„ pre avantage , puisqu'ils achèteront à bas  
„ prix , dans des années abondantes , des bleds ,  
„ qu'ils revendront plus cher , lors de la di-  
„ sette ; car on ne prétend point les gêner  
„ dans la vente qui sera libre & suivra le cours

des marchés. La sollicitude de l'avenir  
produit naturellement le soin des provisions, ainsi les religieux & les chanoines  
ne feront en cela que ce qu'un bon pere de  
famille fait tous les jours pour lui-même.

Si à ces observations l'on joint les convenances particulieres, on acheve de se  
déterminer pour l'établissement projeté.  
En effet, quand même l'Etat se trouveroit  
en situation de bâtir des magasins, ceux  
que l'on édifieroit ne pourroient jamais convenir plus parfaitement à l'amas des bleds,  
que les maisons religieuses; car les positions ont été exactement observées lors de  
leur construction, & les distances des unes  
aux autres se trouvent aussi presque égales;  
ajoutez que l'on a soigneusement profité  
de la proximité des rivières & des canaux,  
quand on a choisi les terrains.

On trouvera dans ces avantages, qu'on  
chercheroit ailleurs très inutilement, toutes  
sortes de facilités pour emmagasiner les  
grains, pour les transporter d'une province  
à une autre, & pour en fournir les  
marchés.

„ Ces magasins seront plus naturels que  
„ ceux que le Roi feroit construire. Les  
„ spéculatifs n'y chercheront point des cau-  
„ ses de cherté. La nécessité & le succès  
„ différent des récoltes paroîtront régler la  
„ vente des bleds, & le Peuple sans allarmes  
„ se reposera de la sûreté de sa subsistance  
„ sur celle de ces dépôts publics.

„ On a dit dans ce mémoire que le nou-  
„ veau projet levera les trois principaux ob-  
„ stacles qu'on y a détaillées, & qui ont jus-  
„ qu'ici fait abandonner l'idée des magasins;  
„ & c'est ce qui va être justifié en peu de  
„ mots.

„ 1°. L'achat des bleds ne coutera rien au  
„ Roi. Les religieux & les chanoines en re-  
„ cueillent une forte quantité; & si leur ré-  
„ colte ne fournit pas à l'approvisionnement  
„ qui leur aura été fixé, ils en acheteront.  
„ Peuvent-ils faire un emploi plus utile à  
„ eux-mêmes de leurs revenus? Voilà donc  
„ le premier obstacle détruit.

„ 2°. Sa Majesté ne dépensera point à bâ-  
„ tir, puisque les magasins sont trouvés; &  
„ que la distribution en est même faite, de

„ maniere que chaque lieu où il se tient des  
„ marchés sera souvent voisin de plusieurs ri-  
„ ches monasteres ; ainsi le second obstacle  
„ ne subsiste plus.

„ 3°. Le choix des Commis pour veiller à  
„ la conservation des bleds emmagasinés cesse  
„ d'embarasser. Les religieux seront suffi-  
„ samment engagés à s'en pourvoir par leur  
„ intérêt particulier ; puisque les grains qui  
„ se trouveront altérés, tomberont à leur per-  
„ te, ainsi que l'augmentation du prix tour-  
„ nera à leur profit. Un seul inspecteur suf-  
„ fra , dans chaque province , pour exami-  
„ ner si les quantités de grains réglés par ra-  
„ port à chaque monastere, y auront réelle-  
„ ment été rassemblées , & pour en rendre  
„ compte à l'Intendant.

„ On objectera que les maisons religieuses  
„ en général sont pauvres, que celles qui sont  
„ aisées n'ont peut-être pas, dans le moment  
„ présent, les sommes nécessaires pour for-  
„ mer des magasins ; que l'objet de ces ap-  
„ provisionnemens, déjà peu considérable pour  
„ le royaume , sera trop foible pour en tirer  
„ un secours suffisant dans un tems de disette,

„ & qu'on aura de la peine, à forcer les com-  
„ munautés à subir à cet égard la loi qu'on  
„ leur imposera.

„ Il est facile de répondre succinctement  
„ & par ordre à ces objections. Première-  
„ ment, dans le nombre des monasteres, il  
„ y en a de très opulens, d'autres qui sont ri-  
„ ches, & d'autres encore qu'on peut ap-  
„ peller aisés. L'établissement projeté ne  
„ convient qu'à ceux-là. Le Roi même,  
„ pour en faciliter l'exécution, peut, en leur  
„ accordant la permission de vendre des bois  
„ de haute futaie, ordonner qu'une certaine  
„ partie de ces ventes, comme un cinquiè-  
„ me, le quart ou le tiers, sera employé en  
„ achat de bled. La permission étant une  
„ grace, la restriction sera de justice.

„ Secondement, il ne s'agit pas de con-  
„ traindre les communautés à faire des maga-  
„ sins complets dans le cours d'une seule an-  
„ née: mais il sera convenable de leur donner  
„ un tems suffisant, pourvu néanmoins que  
„ l'établissement commence dès à présent.

„ Troisièmement, les maisons religieuses  
„ & les chapitres, qui sont en état de contri-

„ buer à l'exécution du projet, forment un  
„ nombre assez considérable.

„ D'ailleurs il arrive souvent qu'au moyen  
„ d'une petite quantité de bled, que l'on fait  
„ filer à propos dans les marchés, on met un  
„ frein à l'avidité des laboureurs: par exem-  
„ ple, quoiqu'il faille plus de 90,000. muids  
„ de bled pour la subsistance de Paris pen-  
„ dant une année, on est venu à bout d'en  
„ faire diminuer le prix avec 25. à 30. mille  
„ muids, arrivés à propos des pays étran-  
„ gers, & qui auroient même produit un bien  
„ plus grand effet, si le mal ne s'étoit pas  
„ accru dans les intervalles qu'on a employés  
„ à les transporter.

„ Quatrièmement enfin, dès que la loi qui  
„ fera imposée est juste, naturelle & confor-  
„ me à la destination des biens de l'église,  
„ les Parlemens l'autoriseront par l'enrégis-  
„ trement.

„ On peut ajouter que celui de Paris qui  
„ a examiné & approuvé ce projet, donne-  
„ ra en cette occasion des marques particu-  
„ lieres de son zèle.

„ On observera que ces magasins peuvent

„ facilement s'établir à Paris, chez les Char-  
„ treux, les Célestins, les peres de S. Laza-  
„ re, les Bernardins, les religieux de S. Ger-  
„ main, de S. Denis, de S. Martin, de Ste.  
„ Genevieve, de S. Victor &c. & même  
„ dans les chapitres de Notre-Dame, de S.  
„ Honoré & de S. Germain l'Auxerrois.

„ D'ailleurs il n'y a pas lieu de douter que  
„ l'hôtel de ville ne se signale par un appro-  
„ visionnement de quatre à cinq mille muids de  
„ bled & qu'il ne donne par-là l'exemple à  
„ toutes les communautés & à tous les cha-  
„ pitres ci-dessus désignés.

On doit avouer que ce dernier projet, dans sa simplicité, l'emporte autant sur le précédent, que celui-ci étoit préférable à tous ceux qui avoient pu être proposés auparavant. Si celui de M. Hérault prévient toutes les difficultés, l'autre entraîne après soi une partie des inconvéniens qui ont fait rejeter ceux qui l'avoient précédé: c'est-à-dire, des magasins à construire, des bleds à y loger, & à remuer continuellement, des renouvellemens annuels, des déchets considérables, des frais de garde, & par-dessus tout, des infidélités

fans nombre, seules capables de ruiner, en peu de tems, tout le fruit de cet établissement.

Il y a en cependant, dira-t-on, de ces magasins qui subsistent depuis longtems dans quelques grandes villes du royaume & presque dans toutes celles d'Italie, j'en conviens : mais ce ne sont que des villes ou de petits Etats, qui voient tout, qui examinent tout, qui ont tout sous la main & sous les yeux ; mais il ne s'en trouve point pour tout un grand royaume, dans l'immensité duquel le désordre se nourit sans être apperçu ; ou s'il est vu, ce n'est que lorsqu'il n'est plus tems de s'y opposer.

Si les villes de France, où il seroit nécessaire d'établir les magasins, étoient en état d'en faire les frais, comme Lyon, Strasbourg & quelques autres, on pourroit espérer de parer aux infidélités qui en font un des plus grands inconvéniens. Les Officiers municipaux n'y emploieroient que des citoyens d'une probité reconnue ; ils iroient eux-mêmes y faire de fréquentes visites, comme ils le pratiquent ailleurs ; ils regarderoient ces magasins comme un bien qui seroit propre & patrimonial

trimonial à leurs villes. Mais toutes les fois qu'ils seront dans la main du Roi, la vaste étendue de l'Etat, l'indifférence fâcheuse que chacun témoigne pour la chose publique, les mauvais sujets que la protection & l'importunité mettroient en place, causeroient sûrement la ruine de cet établissement, qui d'ailleurs n'auroit gueres que le mérite de prévenir les malheurs de la stérilité, sans remédier à l'avilissement des années abondantes.

Quant au plan de remettre tout entre les mains & à la charge des monastères & des chapitres, il ne peut parer à ce dernier inconvénient, qu'en ouvrant aux ecclésiastiques une source de richesses immenses, extrémité plus dangereuse à l'Etat que l'établissement ne peut jamais lui être profitable.

Je crois donc qu'il seroit beaucoup plus simple, plus certain & moins dispendieux pour la France, de suivre la route que les Anglois lui ont tracée.

J'ai demandé sur cela des éclaircissmens à un pair d'Angleterre de ma connoissance, fort au fait des loix & des usages de son pays. Comme la police contenue dans ces éclaircis-

semens sert de base à celle que je propose d'établir dans ce royaume, il m'a paru nécessaire de les rapporter tels que je les ai reçus : les voici donc sans aucun changement.

1<sup>re</sup>. DEMANDE.

Savoir à quel prix monnoie de France a été arbitrée la mesure de grain, à laquelle est attachée la récompense pour le faire sortir & le transporter chez l'étranger?

*Réponse.* Quand les grains sont au prix mentionné au troisieme article ci-après ou au-dessous, le gouvernement donne une récompense telle qu'elle est expliquée au dit article; & il n'en accorde point, quand il est au-dessus.

2<sup>e</sup>. DEMANDE.

Combien pese le grain contenu dans cette mesure poids de marc?

*Réponse.* Cette mesure s'appelle quarteron, & contient huit boisseaux : chaque boisseau contient 32. pintes, mesure de Paris, & un boisseau de froment pese environ 65.  $\text{lb}$  poids de marc, ce qui fait pour huit boisseaux ou le quarteron 520.  $\text{lb}$  plus ou moins, suivant la bonté du grain.

## 3°. DEMANDE.

Quelle est la récompense à la sortie?

*Réponse.* Si 8. boisseaux de froment valent 54. liv. de France ou moins, la récompense est de 5. liv. 12. f.

Pour 8. boisseaux de seigle valant 36. liv. ou moins, elle est de 3. liv. 19. f.

Pour 8. boisseaux d'orge valant 27. liv. ou moins, elle est de 16. f.

## 4°. DEMANDE.

Si cette récompense est égale quand le bled est extrêmement abondant ou extrêmement rare?

Il semble qu'elle devroit être graduelle, & proportionnée aux besoins d'entrée & de sortie des grains.

*Réponse.* Quand les prix sont au prix mentionné ou au-dessous, la récompense est toujours égale; s'ils sont chers, on n'accorde rien; s'ils sont fort chers, le gouvernement ne permet pas d'en fortir.

Quand les marchands en font entrer, ils paient un droit plus ou moins fort, à proportion du prix des grains dans les marchés; c'est-à-dire, que quand ils sont à bas prix dans l'in-

térieur, le droit est plus grand que quand ils sont chers : par exemple, si huit boisseaux de froment valent 90. liv. de France, ou au-dessus, le droit d'entrée est de 22. liv. & ainsi à proportion des prix extraordinaires.

Le droit varie aussi suivant les bâtimens qui servent à ce commerce ; si ce sont des vaisseaux étrangers, il est plus fort que lorsqu'il est amené sur des vaisseaux de la nation.

Par ce qui vient d'être dit, on voit que, quand le grain est à bas prix dans le royaume, le droit est assez fort pour empêcher qu'il n'en vienne des quantités capables de le faire tomber dans l'avilissement ; & que quand il est cher, le droit est si modique, qu'il n'en empêche pas l'entrée, & même on ne le laisse subsister qu'afin que le gouvernement soit informé de la quantité de grains entrant dans le royaume, pour en régler les prix avec connoissance.

#### 5<sup>e</sup>. DEMANDE.

Si cette récompense suffit seule pour empêcher que le grain ne soit à trop bas prix dans l'abondance, & à trop haut dans la stérilité, ou si dans le besoin on emploie quel-

ques moyens auxiliaires , & en ce cas quels sont ces moyens ?

*Réponse.* Cette gratification est d'un bon service, parce qu'elle encourage l'exportation d'une grande quantité; & quand le bled est à bon marché , les fermiers en resserrent une partie considérable , dans l'esperance de le vendre plus cher, ce qui fournit toujours suffisamment les marchés.

Si le bled enchérit, la récompense est tout-à-fait arrêtée par défense du gouvernement; par ce moyen, les grains sont généralement à un prix raisonnable pour le peuple & pour le cultivateur, & je n'ai pas connoissance que l'on en emploie d'autres.

#### 6<sup>e</sup>. DEMANDE.

Quelles précautions prend-on dans ces circonstances , pour assurer la vérité de l'importation & exportation, de maniere que le gouvernement ne puisse être fraudé par les négocians de mauvaise foi ?

*Réponse.* Quand un marchand veut jouir de la récompense, il est obligé de produire à la douane un certificat des magistrats du lieu de l'enlèvement du grain, comme il n'excede

pas au dit lieu les prix mentionnés au 3<sup>e</sup>. article de ces réponses, & de donner un certificat signé de sa main, énonçant la quantité & la qualité de son grain, & qu'il fera embarqué sur un vaisseau de la Grande Bretagne, dont les trois quarts de l'équipage doivent être des sujets de l'Etat.

Si l'Inspecteur soupçonne quelque dessein de fraude ou doute de la vérité du certificat des magistrats, il peut le faire examiner & prendre le serment d'une ou de deux personnes de l'équipage; ensuite le marchand & une autre personne, qui est ordinairement le maître du vaisseau, se constituent cautions de 4500. l. s. pour chaque cent tonneaux de grains, ce qui revient à environ 22. sols de France par boisseau, portant qu'ils s'obligent de décharger le dit grain dans les pays étrangers & non dans la domination de l'Angleterre.

Trois officiers de la douane sont présents au mesurage & à l'embarquement: ils examinent deux sacs sur vingt ou plus, s'ils soupçonnent qu'il y ait de la fraude; mais si le grain est embarqué en grenier, ils font mesurer le tout.

Les officiers qui sont présens à l'embarquement, certifient la quantité; & le marchand, outre son cautionnement, prête encore serment que son grain ne sera pas débarqué dans l'Angleterre, & qu'il ira de bonne foi au lieu qu'il a déclaré: toutes ces précautions doivent précéder le paiement de la récompense.

7°. DEMANDE.

A combien peut monter à-peu-près, année commune, ce qu'il en coûte au gouvernement pour le paiement de ces récompenses; s'il y a longtems que cet établissement subsiste, s'il n'est point susceptible d'inconvéniens; & dans le cas où il y en auroit à craindre, s'il y a moyen d'y parer.

*Réponse.* Il y a près d'un siècle que l'ordonnance a été rendue. L'on ne peut mieux connoître à quelle somme monte annuellement la récompense, qu'en formant une année commune sur vingt de celles où il y a eu sortie, & alors cela pourra aller à environ 2,025,000 l. s. par an.

J'ai tout lieu de croire que ce règlement est avantageux, puisqu'il subsiste depuis si longtems, sur une denrée aussi nécessaire, &

dans un pays où l'on fait que le commerce n'est pas négligé. Si on y avoit découvert quelque défaut , on n'auroit pas manqué de faire des représentations au Parlement pour y remédier ; n'y en ayant point eu , on doit se persuader que du moins ce règlement satisfait. Le Parlement représente le peuple ; & c'est par conséquent le peuple qui a décidé sur sa subsistance, & qui maintient le règlement qui s'est fait à ce sujet.

Il peut se pratiquer quelques petites fraudes entre les marchands & les douaniers ; mais elles ne sont certainement pas plus grandes dans cette branche de commerce que dans les autres , & l'on ne peut pas se flater ici plus qu'ailleurs d'une fidélité incorruptible.

Après ce que l'on vient de lire , il est facile d'expliquer en deux mots le système anglois.

Ce peuple a examiné , avec toute l'attention dont de grands politiques & d'habiles négocians sont capables , quel devoit être le terme du prix du bled , eu égard à la situation & à la constitution de son Etat.

Pour maintenir un équilibre & une juste

proportion, entre la valeur de cette denrée, les frais de culture & le salaire de l'ouvrier, les Anglois ont reconnu que c'étoit 54. liv. tournois, pour 520 ~~ss~~ ou environ pesant de bled; & en partant de cette fixation, ils accordent une récompense à ceux qui en transportent au-dehors, lorsqu'il est à ce prix & au-dessous; ils la font cesser, lorsqu'il l'excede; ils en défendent entièrement l'entrée, lorsqu'il passe 90. livres; & ils proportionnent les droits d'entrée à ces différentes valeurs, les tenant forts ou foibles à leur gré pour attirer ou éloigner les bleds, suivant le degré d'abondance ou de stérilité de leurs récoltes.

Puisqu'un grand royaume se trouve si bien de cette pratique, pourquoi la France ne la suivroit-elle pas? Il n'y a point de déshonneur à imiter ce qui est bien; s'il y a quelque chose à augmenter ou à diminuer dans la forme, pour approcher de plus près des maximes de la régie en usage, du gouvernement & de la situation de la France: c'est un cannevas disposé à recevoir tout ce que l'on voudra tracer dessus.

Peut-être trouvera-t-on que la récompense

attachée à la sortie des grains deviendrait un objet trop considérable, cependant je ne croirai jamais qu'en matière de commerce on court grand risque à copier l'Angleterre. Il y a long tems qu'elle éprouve que ce n'est pas payer trop cher que de donner deux millions par an, pour maintenir dans sa juste valeur, une denrée qui donne impérativement le ton à toutes les autres qui ne sont que ses accessoires, & d'ailleurs elle est bien indemnisée par les matières d'or & d'argent que cette vente fait entrer dans l'Etat. Il y a près d'un siècle que, moyennant cet établissement, elle n'a connu ni les horreurs de la stérilité, ni les inconvéniens de la superfluité. Pendant ce tems aucun Seigneur Anglois n'a reçu de lettres de ses gens d'affaires, qui concluent, comme celle que j'ai vue une fois entre les mains d'un Seigneur François. *De mémoire d'homme, lui mandoit-on, la récolte n'a été si abondante dans le pays, vos fermiers ne savent plus déjà où loger leurs bleds; par conséquent vous devez vous attendre à ne pas toucher un sol de votre terre cette année.*

Peut-être le gouvernement de France ne

voudroit-il pas faire cette dépense ? peut-être croiroit-il qu'une simple permission de sortir, en tems d'abondance, seroit suffisante pour empêcher l'avilissement du prix ? peut-être enfin craindroit-il que les négocians, excités par cette récompense, n'épuisassent les grains du royaume.

Pour prévenir ce dernier inconvénient, il suffiroit de veiller, avec soin, à ce que les marchés fussent toujours pourvus, & sans fraude. Je n'ai vu rien qui prescrivît à ce sujet des précautions plus sages, que les instructions suivantes qui ont paru en 1709.

„ Les commissaires nommés par le Roi sur  
„ le fait des bleds, se rendront d'abord au-  
„ près de Messieurs les Intendans, dans la gé-  
„ néralité desquels ils doivent faire leurs visi-  
„ tes. Ils leur représenteront leur commission  
„ avec les lettres dont ils seront chargés pour  
„ eux, recevront d'eux toutes les instructions  
„ que les dits sieurs Intendans croiront devoir  
„ leur donner, apprendront d'eux les noms  
„ des officiers & autres personnes des villes &  
„ lieux de leurs départemens, en qui ils pour-  
„ ront avoir confiance, concerteront avec eux

„ tout ce qu'il sera nécessaire de faire pour  
„ l'exécution de leur commission.

„ Quand ils seront arrivés dans les villes où  
„ est le siege des bailliages & sénéchaussées,  
„ ils verront les Lieutenants-Généraux des  
„ dits sieges & les Lieutenants-Généraux de  
„ police, & conféreront avec eux & avec les  
„ Procureurs du Roi & autres officiers des  
„ mêmes sieges ou des villes, ou autres per-  
„ sonnes intelligentes & expérimentées, de  
„ tout ce qui pourra contribuer à l'exécution  
„ des intentions du Roi pour le soulagement  
„ de ses peuples.

„ Ils verront aussi Messieurs les Evêques,  
„ & en leur absence, Messieurs leurs Vicai-  
„ res-Généraux, & les prieront de commet-  
„ tre, dans chaque lieu de leur diocèse, un  
„ ecclésiastique, pour les accompagner dans  
„ la visite qu'ils feront dans les maisons &  
„ monastères des communautés ecclésiasti-  
„ ques & principalement dans celles où la  
„ clôture est observée; & ils y feront leur  
„ visite avec toute la prudence & la cir-  
„ conspection convenable.

„ Ils se feront donner, par le greffier du

„ bailliage ou de la sénéchaussée, un extrait  
„ signé de lui de toutes les déclarations qui  
„ auront été faites par-devant le Lieutenant-  
„ Général du siege, ou déposées à son gref-  
„ fe, & ils se transporteront ensuite dans tous  
„ les lieux du bailliage ou de la sénéchaussée,  
„ autant qu'il leur sera possible, pour y faire  
„ leur visite.

„ Ils n'useront que le plus rarement qu'ils  
„ pourront du pouvoir de subdéléguer, & ils  
„ ne se serviront pour cela que de personnes  
„ de la probité desquelles ils soient entière-  
„ ment assurés, & qui ne seront pas, s'il se  
„ peut, des lieux qu'ils les chargeront de vi-  
„ siter, ni subdélégués de Messieurs les In-  
„ tendans dans ces lieux ; & le voyage de  
„ ceux qu'ils subdélégueront, sera payé, par  
„ les ordres de Messieurs les Intendans, sur  
„ le compte qui leur en sera rendu par les  
„ commissaires.

„ Ils ne se contenteront pas de visiter les  
„ lieux, qui leur seront indiqués par les dé-  
„ clarations, dont l'extrait leur aura été dé-  
„ livré par le greffier de chaque bailliage ou  
„ sénéchaussée : mais ils recevront encore les

„ avis qu'on voudra leur donner, ou les dé-  
„ nonciations qui leur feront faites, & ils  
„ prendront d'office des mémoires secrets de  
„ tous les lieux où il peut y avoir quelques  
„ amas de grains.

„ En cas qu'ils craignent de trouver quel-  
„ que résistance, dans la visite des châteaux  
„ & maisons seigneuriales des gentilshommes  
„ & autres personnes qualifiées, ils s'adresse-  
„ ront à Messieurs les Intendans, qui y pour-  
„ voiront par leur autorité.

„ Ils se feront accompagner, autant qu'ils  
„ le pourront, dans leurs visites, de quelques-  
„ uns des Officiers des lieux, ou des princi-  
„ paux bourgeois & habitans.

„ En réglant la quantité de bled qu'on obli-  
„ gera chacun de ceux qui en ont à porter  
„ au marché, les commissaires auront atten-  
„ tion de laisser à chacun ce qui lui fera né-  
„ cessaire pour sa provision jusqu'à la récol-  
„ te de l'année suivante, & en outre la quan-  
„ tité de bled de l'année dernière dont il au-  
„ ra besoin pour semer ses terres dans la sai-  
„ son convenable; & ils distribueront ce qui  
„ restera, en telle sorte que chacun en en-

„ Voie aux marchés une certaine quantité par  
„ semaine, ou par mois, jusqu'à la récolte de  
„ l'année suivante.

„ Pour parvenir plus sûrement à la fixation  
„ de cette quantité, ils s'informeront, dans  
„ chaque lieu de marché, de celle qui s'y  
„ débite communément, par chacun jour de  
„ marché, & des lieux d'où l'on a accou-  
„ tumé d'y apporter des bleds ; & après y  
„ avoir fait la visite de tous ces lieux, ils ré-  
„ gleront la quantité que chacun des habi-  
„ tans des dits lieux devra porter aux dits  
„ marchés jusqu'à la récolte de l'année sui-  
„ vante, par proportion à la vente qui s'y  
„ fait ordinairement.

„ Ils prendront garde néanmoins, en fai-  
„ sant cette répartition, qu'il reste une quan-  
„ tité de grains suffisante pour le semer au  
„ mois d'Octobre prochain, de peur que, si  
„ on épuisoit excessivement ceux des labou-  
„ reurs qui ont du bled au-delà de leur né-  
„ cessaire, ils ne fussent plus en état d'en ven-  
„ dre ou d'en prêter aux autres laboureurs  
„ qui en manqueront pour semer.

„ Ceux des dits commissaires qui feront

„ nommés pour aller dans les Généralités de  
 „ Châlons, d'Amiens, de Soissons, de Paris,  
 „ d'Orléans & de Touraine, auront un grand  
 „ soin de s'informer de tout ce qui peut re-  
 „ garder la sûreté & la facilité de la provi-  
 „ sion de Paris, & de donner tous les ordres  
 „ nécessaires pour faire en sorte qu'elle ne  
 „ souffre aucun retardement.

„ En faisant leurs tournées, ils feront en  
 „ sorte qu'ils puissent se trouver quelquefois  
 „ dans les lieux des principaux marchés, aux  
 „ jours qu'ils s'y tiennent, & observeront  
 „ exactement si les ordonnances & réglemens  
 „ de police sur le fait des bleds, y sont bien  
 „ exécutés, & sur-tout les ordonnances de  
 „ l'année 1567 & 1577. la déclaration du 31.  
 „ août 1699. & l'arrêt du Parlement du 19.  
 „ Avril dernier. Dans cet examen, ils s'in-  
 „ formeront principalement; si l'on expose  
 „ aux marchés tout le bled qu'on y vend,  
 „ ou si l'on n'y apporte que des montres.

„ Si l'on ne resserre point les bleds dans les ca-  
 „ barets, dans les hôtelleries, ou dans les mai-  
 „ sons des bourgeois, en t-elle sorte qu'il n'en  
 „ paroisse qu'une petite quantité au marché.

„ Si

„ Si l'on ne souffre point que l'on expose  
„ le même bled plus de trois fois, ou si l'on  
„ est exact à le faire vendre au rabais à la  
„ troisième exposition.

„ Si ceux qui vendent des bleds, ne les  
„ font pas acheter eux-mêmes, sous des noms  
„ supposés, pour les faire représenter plu-  
„ sieurs fois de suite, & ne les vendre sérieu-  
„ sement qu'à la dernière extrémité.

„ Si les marchands du lieu-même n'ache-  
„ tent point dans le marché & dans les lieux  
„ des environs.

S'il ne se fait point de surenchères dans le  
„ même marché, & si ceux qui vendent du  
„ bled n'en augmentent pas le prix du matin  
„ à l'après-midi & d'une heure à l'autre.

„ S'il n'y a point des gens qui achètent  
„ pour revendre dans le même marché &  
„ dans les marchés suivans.

„ Si l'on observe exactement de laisser pas-  
„ ser l'heure du bourgeois, avant que les  
„ marchands & les boulangers se présentent  
„ pour acheter; & si l'on ne souffre point  
„ que les laboureurs s'entendent avec les  
„ marchands ou autres, pour ne commencer

„ à vendre qu'après l'heure du bourgeois.

„ S'il n'y a point des personnes qui aillent  
„ au-devant des bleds pour les acheter avant  
„ qu'ils soient arrivés aux marchés, ou qui  
„ ne les y laissent arriver que pour la forme,  
„ ayant un prix fait avec un marchand, au-  
„ quel ils le livrent après le marché.

„ Si l'on ne vend point de bled chez les  
„ laboureurs ou chez les bourgeois ou autres  
„ ailleurs qu'au marché.

„ Enfin ils se feront aussi rendre compte ex-  
„ actement de la conduite des meuniers, bou-  
„ langers, laboureurs, fermiers, & en géné-  
„ ral de tous ceux qui se mêlent directement  
„ ou indirectement du commerce des grains.

„ Mais sur-tout ils auront une grande at-  
„ tention sur ce qui regarde les officiers de  
„ police, même sur ceux des présidiaux &  
„ des bailliages, lesquels font assez ordinaire-  
„ ment une sorte de commerce de grains,  
„ achetant dans les tems qu'il est à bas prix,  
„ pour y profiter lorsqu'il enchérit; sans rien  
„ faire néanmoins extérieurement qui puisse  
„ décrier ces officiers, ou leur ôter l'autori-  
„ rité qu'il est nécessaire qu'ils aient sur le

„ peuple, pendant qu'on les souffre dans les  
„ places où ils sont.

„ Quoiqu'on leur attribue le pouvoir de  
„ faire des procédures contre les contreve-  
„ nans, ils ne feront néanmoins que celles qui  
„ leur paroîtront absolument nécessaires, de  
„ peur de se détourner de leur principal ob-  
„ jet ; & par la même raison, ils n'affisteront  
„ aux jugemens qui seront rendus sur leurs  
„ procès verbaux, qu'en cas qu'il s'agisse de  
„ faire quelque exemple considérable, ou  
„ qu'ils jugent que leur présence y soit fort  
„ nécessaire.

„ Ils dresseront un état exact, dans cha-  
„ que lieu du nombre des feux qui y sont,  
„ de la quantité des terres où il y a espéran-  
„ ce de récolte de bled, & de celles qui ont  
„ été semées en orge & autres menus grains  
„ dans les mois de Mars ou Avril ; comme  
„ aussi de ce que les terres, qui en compo-  
„ sent le territoire, ont accoutumé de rap-  
„ porter par chacun an.”

En s'attachant à faire exécuter d'aussi sages  
précautions, la France ne pourroit redouter  
que les Négocians l'épuisassent de bleds,

quelqu'encouragement que son Ministère accordât à leur exportation, comme le fait l'Angleterre.

Cette dernière puissance, qui ne paroît apprehender que la superfluité, n'a rien prononcé en faveur des personnes qui font venir des bleds de l'étranger dans les années stériles, & elle se contente de réduire infiniment les droits d'entrée lorsqu'il y a cherté, ayant reconnu par expérience que ce moyen étoit suffisant pour en attirer du dehors.

Il y a apparence, puisque cette Nation n'a pas jugé à propos de rien accorder pour exciter l'entrée, que son pays est plus abondant que la France, ou du-moins que les récoltes n'y sont pas exposées à de si fréquentes extrêmités, car elle n'auroit pas négligé une précaution aussi essentielle: mais cette sécurité & cette confiance ne conviendrait peut-être pas en France.

Une chose certaine, c'est que, si les terres ne sont pas plus fertiles en Angleterre qu'en France, elles y sont beaucoup mieux cultivées; les labours y sont profonds & les engrais abondans, parce que les propriétaires &

les fermiers y nourrissent une plus grande quantité de bétail, & qu'ils sont plus en état que les François d'avoir & d'entretenir de bons équipages de charue; l'équilibre des valeurs qu'ils ont su se procurer leur en fournit les moyens; c'est là leur richesse.

Quant au commerce intérieur, j'ai suffisamment expliqué la nécessité de le laisser libre en tout tems d'une province à l'autre. L'Angleterre, & à ce que je crois tous les pays de l'univers, non-seulement tolèrent cette liberté, mais encore la favorisent par toutes sortes de moyens, & peut-être la France est-elle le seul corps d'Etat dans lequel il se forme une division & une scission générale d'intérêts, précisément dans les circonstances où tous les membres devoient se réunir, & s'empresse à se donner des secours mutuels: ainsi l'on peut dire que les François agissent manifestement contre les principes sur lesquels la Société, qui les a rassemblés, a été établie, & contre les principes de toutes les sociétés politiques.

Ce qu'il y a de plus triste pour ceux qui habitent ce pays, d'ailleurs si charmant, c'est

qu'on y peut appercevoir & sentir les maux ; mais il y est dangereux de s'en plaindre. Pour en donner un exemple frappant, je vais citer une lettre que S. A. S. M. le Duc, alors premier ministre de ce royaume, écrivit en datte du 27. Décembre 1725. à M. le Premier Président du Parlement de Paris, sur la liberté que quelques membres de son corps avoient prise de parler contre la malversation commise dans les bleds d'approvisionnement pour cette ville.

„ Monsieur, je vois avec une douleur infi-  
 „ nie que le Peuple n'a point encore recueil-  
 „ li le fruit des divers ordres que j'ai donnés  
 „ pour lui procurer de prompts soulagemens.  
 „ Son état m'afflige sensiblement : mais ,  
 „ comme la disette qu'il éprouve, prend son  
 „ origine dans la suite d'une année stérile, à  
 „ laquelle ont succédé le dérangement des  
 „ saisons & d'autres accidens que toute la  
 „ prudence humaine ne pouvoit prévoir ; il  
 „ ne m'est pas possible de rien ajouter à mes  
 „ ordres ni aux précautions que j'ai prises &  
 „ dont vous êtes informé. Le succès de leur  
 „ exécution fera cesser les murmures du Peu-

„ ple. Je lui pardonne des plaintes injustes,  
 „ parce qu'elles naissent de ses maux, que la  
 „ misere n'est pas raisonnable, & qu'il n'est  
 „ pas à portée de juger avec quelle attention  
 „ je travaille à le soustraire à de terribles con-  
 „ jonctures, dont je suis pénétré au-delà de  
 „ toute expression. Mais je ne vous dissimu-  
 „ leraï point combien je suis indigné contre  
 „ quelques membres du Parlement, qui ne  
 „ peuvent ignorer la pureté de mes inten-  
 „ tions, qui savent les motifs de vos assem-  
 „ blées, & qui cependant portent l'audace  
 „ & la témérité, jusqu'à parler contre leurs  
 „ connoissances; & par des discours également  
 „ faux & séditieux, nourrissent les clameurs  
 „ d'un Peuple mal informé; eux que les ser-  
 „ mens & les charges dont ils ont l'honneur  
 „ d'être revêtus, engagent plus particulière-  
 „ ment à soutenir l'autorité du Roi & à main-  
 „ tenir la regle & la tranquillité publique.  
 „ J'ai donné des ordres très précis pour con-  
 „ noître ceux qui tiennent une conduite si  
 „ punissable, & leur licence sera suivie d'un  
 „ juste châtiment : ce que je vous marque

„ n'est point un mystere , & vous pouvez  
„ rendre ma lettre publique , &c.

Si le zèle de ce premier Corps du Royaume qui a une inspection générale sur la grande police de Paris, est exposé a de pareilles menaces , que ne doit pas redouter un particulier , qui attaque ouvertement les abus du Ministère François ? Mais je suis en Angleterre , & mon dessein est d'éclairer ma Nation ; même malgré elle.

Pour réunir sous une même discipline & sous une même police , deux objets aussi intéressans , que le commerce intérieur & le commerce extérieur des grains : voici un projet d'édit tracé d'après la pratique angloise. J'en ai approprié les dispositions à la situation de la France , du mieux qu'il m'a été possible ; mais que l'on en fasse usage ou non , toujours est-il certain qu'il est d'une nécessité indispensable d'empêcher , par un moyen quelconque , les pernicioeux effets de la disette & de l'avilissement des grains. Les François en vont chercher dehors à grands frais , quand ils en manquent au dedans : de-là n'est-il pas simple & suffisamment indiqué qu'ils en doivent

porter au-dehors , quand ils en ont trop au-dedans ; cette seule réflexion devoit les conduire à ce que les autres nations pratiquent depuis si longtems avec tant d'utilité.

Je ne parlerai point de l'usage de la Hollande ; c'est un peuple de négocians , dont le gouvernement ne sauroit être comparé à celui des François. Ils ont des magasins remplis de toute sorte de denrées & de marchandises ; plusieurs se sont particulièrement livrés au commerce des grains ; ils en font des provisions immenses , qu'ils achètent , dans les bonnes années , en Pologne , en Angleterre , en France , en Barbarie , &c. Ils le gardent & le conservent avec soin ; ils étudient les besoins de l'univers , & le transportent dans la partie du monde où le plus grand gain les appelle. Ils entrent dans leurs ports & en sortent en tout tems en pleine liberté , sans que le magistrat ait aucune égard aux années stériles ou abondantes de son propre pays , & sans que cette liberté générale & indéfinie ait jamais causé le moindre inconvénient. Tout le monde a envie de gagner : laissez agir cette passion , elle suffira seule pour enrichir le Prin-

ce & ses Sujets, si vous ne lui donnez d'autre bride que celle qu'exige la constitution d'un Etat sagement policé.

Il arrive peu d'années stériles que la nécessité de prendre des précautions pour l'avenir, ne se présente à l'esprit de ceux qui gouvernent : mais cette idée s'évanouit parmi les François avec le retour de l'abondance. L'heureuse température de leur climat a tourné leur génie à la confiance ; ils ne voient les maux que dans une perspective éloignée, & si-tot qu'ils sont passés, ils oublient les précautions : le présent seul attire leurs attentions, & il leur semble que l'avenir ne les mérite pas.

Cette dangereuse sécurité a pris de si profondes racines, qu'il sera difficile de la détruire, & je sens que mes concitoyens auront beaucoup de peine à devenir prévoyans : la vivacité de la nation & l'inconstance qu'on lui attribue, ne lui permettent pas, dit-on, de s'attacher à des entreprises de longue haleine. Ils voudroient que leurs desseins fussent aussitôt exécutés que conçus : ils font les premières démarches avec rapidité ; mais ils restent

souvent au milieu, quelquefois même au commencement de leur carrière, jusqu'à ce qu'un objet nouveau, qui éprouve le même sort à son tour, vienne leur rendre le mouvement & les porter vers un autre.

Que ce portrait soit fidele ou chargé, c'est ce que je n'entreprendrai pas de discuter, leurs voisins semblent les y reconnoître; mais ce témoignage leur paroît suspect, peut-être aussi que leur amour-propre les empêche de se rendre justice; c'est encore une question que je laisse à décider à quelqu'un impartial: je suis refusable & je finis. Heureux! si j'ai pu démontrer les dangers de la disette des grains, les inconvéniens de l'abondance, & la nécessité indispensable de remédier à l'une & à l'autre; en ce cas rien ne me paroît plus capable de produire l'effet désiré que la publication de l'Edit dont le projet va suivre. On ne rend point compte des raisons qui en ont déterminé le dispositif, parce qu'elles se manifestent suffisamment par la disposition de chaque article.

---

## PROJET D'EDIT

*Pour maintenir , en tout tems . la valeur des grains , à un prix convenable au vendeur & à l'acheteur.*

**L**OUIS &c. Le bled étant la denrée la plus nécessaire, rien ne nous a paru plus intéressant pour nos Sujets, que de chercher les moyens capables d'en maintenir le prix à un tau proportionné aux frais de la culture & aux salaires de l'ouvrier. Si le bled est à trop bas prix, le laboureur, ne pouvant acheter tout ce qui convient à son exploitation, se trouve hors d'état de payer sa ferme & ses impôts: il cesse de cultiver les terres médiocres & fournit à peine les engrais aux bonnes. Si le bled est cher, le salaire de l'ouvrier ne sauroit lui fournir de quoi acheter le grain nécessaire à sa subsistance & à celle de sa famille, d'ou résultent des inconvéniens fâcheux & une nécessité indispensable d'établir,

autant qu'il sera possible, un équilibre & une proportion de valeur qui puisse satisfaire à ces différens objets. De tous les moyens qui nous ont été proposés, nous n'en avons point trouvé d'une exécution plus simple, plus prompte, & plus certaine, que celui de permettre, en tout tems, dans toute l'étendue du royaume, le commerce & transport des grains d'une province à l'autre, de laisser la liberté de faire passer les dits grains à l'étranger, toutes les fois que, par l'abondance des récoltes, ils seront au-dessous du prix nécessaire pour entretenir cette proportion si desirable; & enfin d'interdire cette sortie, & de faciliter l'entrée des bleds étrangers, quand ceux du royaume seront à un prix auquel le peuple ne pourroit atteindre qu'avec peine, en attachant une récompense proportionnée à la cherté & à la rareté des dits bleds, & à la quantité & à la qualité qui sera apportée dehors dans ces circonstances. A CES CAUSES &c. Voulons & nous plait.

#### ARTICLE PREMIER.

Que le commerce & transport des grains de toutes especes soient libres en tout tems

dans toute l'étendue de notre royaume, sans aucune distinction des provinces dites de l'ancienne France, d'avec celles réputées étrangères, & sans que les marchands soient obligés de prendre aucuns congés ni permissions des magistrats des lieux ou autres.

## II.

Seront seulement tenus les voituriers & conducteurs des dits grains, soit par terre, soit par eau, d'en faire leurs déclarations aux bureaux qui pourroient se trouver sur leurs routes, de souffrir toutes visites pour reconnoître la nature des chargemens, & d'y prendre des passavans, pour l'expédition desquels, timbre & papier, ils ne paieront que cinq sols pour toutes choses, sans que les commis des dits bureaux puissent rien exiger au-delà sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'être procédé extraordinairement contre eux.

## III.

Si aucuns des conducteurs ou voituriers par terre ou par eau venoient à faire de fausses déclarations dans la quantité ou la qualité des grains, nous les déclarons aquis & confisqués, ensemble les chevaux, chariots, harnois &c

équipages, barques & bateaux; & en outre voulons qu'ils soient condamnés à l'amende de 3000. liv. qui ne pourra être remise ni modérée, sous quelque prétexte que ce soit.

## IV.

Ceux qui tiennent à ferme des terres d'église ou autres ne pourront, par eux ou par personnes interposées avoir & garder des bleds en greniers pendant plus de deux ans de chaque récolte, si ce n'est pour leur provision & celle de leur maison, sous peine de confiscation des dits bleds & de 1000. liv. d'amende, à moins qu'ils n'aient fait, avant l'expiration des dites deux années, devant les officiers municipaux de la ville royale la plus prochaine, une déclaration exacte de la quantité & qualité des bleds qu'ils entendent conserver dans leurs greniers; & au cas qu'ils les vendissent ensuite en tout ou en partie, voulons, sous la même peine que dessus, qu'ils en fassent déclaration aux susdits officiers municipaux, auxquels enjoignons, sous peine d'interdiction, de tenir registre en bonne forme des dites déclarations, pour y avoir recours au besoin.

## V.

Ceux qui voudront faire trafic & marchandise de grains dans l'intérieur du royaume, seront tenus de faire enregistrer leurs noms, surnoms, qualités & demeures, aux greffes des justices royales les plus prochaines de leurs domiciles, à peine d'amende arbitraire, pour lequel enregistrement ils paieront seulement cinq sols, & autant pour l'expédition, s'ils la requierent.

## VI.

Défendons à tous gentilshommes, officiers tant de justice, police, que de finances & receveurs de nos deniers de s'immiscer directement ou indirectement au trafic & négoce des dits grains, à peine de 3000. liv. d'amende.

## VII.

Lorsque le beau bled froment sera dans les marchés à 12. liv. le sac de 200<sup>lb</sup> poids de marc, le seigle à 8. liv. & l'orge à 4. liv. 10. s. & au dessous, nous permettons à tous marchands & négocians de notre royaume d'en faire la traite & de sortir à l'étranger, sans avoir besoin d'aucune permission & sans payer

payer autres & plus grands droits de sortie, que de cinq sols par sac, de quelque espece que soit le grain, & cinq sols pour l'expédition de chaque aquit de paie, qu'ils seront tenus de prendre dans les bureaux de sortie, auxquels les voituriers, conducteurs, maîtres des barques ou navires, ou autres, seront obligés de faire leurs déclarations, & de souffrir toutes visites & mesurages, s'il est ainsi jugé nécessaire, ainsi qu'il est prescrit par le titre 2. de l'ordonnance des fermes du mois de février 1687.

„ NB. Je ne crois pas que la fixation de  
„ ces prix, de même que de ceux dont il se-  
„ ra fait mention dans les articles subséquens,  
„ soit fort éloignée de la proportion qui doit  
„ régner entre l'espece & le grain; cepen-  
„ dant, comme ils n'ont été déterminés que  
„ pour faire porter la disposition de ces arti-  
„ cles sur des objets certains, la justesse & la  
„ précision étant actuellement indifférente, il  
„ sera nécessaire, dans le cas d'exécution,  
„ d'examiner attentivement, avec des person-  
„ nes capables, ce qui paroîtra convenir le  
„ mieux à l'utilité publique, avant que d'é-

*Tome IX.* H

„ tablier définitivement les dits prix, soit pour  
 „ la sortie, soit pour l'entrée, & même ceux  
 „ de la récompense attribuée aux grains étran-  
 „ gers qui seront apportés dans les tems de  
 „ disette.

## VIII.

Pour justifier que le prix des grains n'ex-  
 cédera pas ceux portés en l'article ci-dessus,  
 les dits voituriers, maîtres de barques, de na-  
 vires ou autres, qui seront dans le cas d'en  
 faire sortir, seront tenus de représenter, aux  
 Commis des bureaux de sortie, les certificats  
 des Officiers Municipaux de la ville royale la  
 plus prochaine du lieu de l'enlèvement, les-  
 quels seront signés de trois des dits officiers  
 au-moins, non compris le greffier, auquel il  
 sera payé, par les parties requérantes, cinq  
 sols par chaque certificat pour toutes choses,  
 sans pouvoir rien exiger au-delà sous quelque  
 prétexte que ce soit : seront les dits certificats  
 conçus dans la forme du modele attaché sous  
 le contre-scel du présent édit, & ne pourront  
 valoir que pour le tems y marqué, lequel sera  
 proportionné à la distance du lieu du départ à  
 celui de la sortie, en laissant un délai convena-

ble & très suffisant pour en faire le trajet.

## IX.

S'il arrivoit que, dans l'intervalle du transport des provinces de l'intérieur du royaume dans les ports de mer ou villes frontieres, les dits bleds eussent notablement augmenté de prix, en ce cas, il sera libre aux magistrats des dits ports de mer, ou villes frontieres, de retenir les dits bleds, à la charge d'en payer comptant la valeur aux propriétaires ou à leurs Commissio-  
naires, au prix courant du lieu où les dits bleds seront retenus, pourvu toutefois que ce prix excède d'un tiers en-sus ceux fixés par l'article VII. du présent Edit.

## X.

Ne pourront les marchands, négocians & autres qui feront sortir à l'étranger, les faire sortir par d'autres ports que par ceux.....

NB. *Il conviendra d'indiquer pour la sortie, tous les ports principaux de l'Océan & de la Méditerranée.*

& par terre par d'autres bureaux que par ceux de...

*Indiquer tous les principales villes frontieres.*

Déclarons toutes les autres routes obliques, & voulons que les bleds qui seront trouvés sur icelles, même avec certificats & expéditions des bureaux de nos fermes, autres que ceux ci-dessus nommés, soient saisis & confisqués, avec les chevaux, charettes, harnois & équipages, bateaux, barques, navires & leurs agrès & appareaux, & que les voituriers, conducteurs, maîtres des dits bateaux, barques & navires soient, en outre, condamnés à l'amende de 3000. liv. laquelle ne pourra être remise ni modérée.

## XI.

Les certificats dont les dits marchands & négocians, soit par mer, soit par terre, devront être porteurs, seront par eux représentés & remis aux Commis des bureaux de sortie indiqués par le précédent article; & seront les dits porteurs tenus d'en certifier la vérité au bas d'iceux, conjointement avec deux des principaux de l'équipage, si c'est par mer; & par les voituriers ou conducteurs, si c'est par terre; & au cas que les uns ou les autres ne fussent écrire, ils seront tenus de fournir sur le lieu une caution resseante &

solvable jusqu'à la concurrence de la valeur du prix des grains de leur changement, pour garantie de la vérité des dits certificats; sans quoi faisons défense de les laisser sortir.

## XII.

Les dits certificats resteront ez mains des dits Commis qui les garderont soigneusement, pour être renvoyés tous les trois mois à notre hôtel des fermes à Paris, d'où ils seront immédiatement après renvoyés sur les lieux de la délivrance, pour en faire vérifier & reconnoître les signatures.

## XIII.

Tous les bleds qui seront trouvés au-delà des bureaux de sortie du royaume, sans que les voituriers, conducteurs, maîtres de barques ou navires, soient munis des expéditions qui auront dû leur être délivrées auxdits bureaux, en échange de leurs certificats, seront arrêtés, saisis & confisqués avec les chevaux, chariots, harnois & appareaux; & les dits conducteurs, voituriers, maîtres des dites barques ou navires condamnés en 3000 liv. d'amende.

## XIV.

Lorsque le bled froment excédera les prix mentionnés en l'article VII. nous en déclarons la sortie interdite & défendue par le seul fait. Faisons défenses à tous officiers municipaux de délivrer , dans ce cas , aucuns certificats ; & aux commis des bureaux , d'admettre ceux qui pourroient leur être présentés , & de laisser sortir aucune partie des grains ; & à tous particuliers de quelque état & condition qu'ils soient , d'entreprendre d'en faire sortir , à peine de confiscation des dits grains , chevaux , chariots , harnois , équipages , barques , bateaux , navires , agrès , appareaux , 1000. liv. d'amende pour la première fois , & de plus grande peine en cas de récidive.

## XV.

La permission de sortir des grains à l'étranger étant interdite par le fait de l'augmentation des prix portés en l'article VII. les marchands & négocians , qui voudront en transporter , par mer , d'une province à l'autre , seront obligés d'en déclarer , au bureau le plus prochain du lieu de l'enlèvement , la quantité & qualité , dans quel port ils entendent le dé-

barquer, & de prendre des aquits à caution pour la sûreté de la destination dont le cautionnement ne pourra être pour moindre somme, que du double de la valeur des dits bleds, aux prix actuels dans le lieu de l'embarquement, lesquels aquits à caution ils s'obligeront de rapporter bien & dûment déchargés par les Officiers Municipaux du lieu de la descente au nombre de trois au-moins, & par le Commis de l'adjudicataire général de nos fermes; Défendons, à peine d'interdiction aux dits Officiers Municipaux & aux Commis de l'Adjudicataire Général, à peine de révocation & de plus grande peine, s'il y échet, de décharger les dits aquits, qu'après avoir vu & visité réellement les dits bleds, & reconnu qu'ils sont de même qualité & en même quantité que celle portée par les susdits aquits, pour l'expédition desquels il ne sera payé que cinq sols à chacun des bureaux du départ & d'arrivée.

## XVI.

Lorsque le sac de bled froment sera parvenu dans les marchés des villes & ports dénommés en l'Article VII. au prix de 18. liv. ce-

lui de seigle à 12. liv. & celui d'orge à 7. liv. & au-delà, permettons à tous les marchands & négocians françois & étrangers d'en faire entrer dans le royaume telle quantité qu'ils aviseront, lesquels grains y seront admis après déclaration & visite, en payant cinq sols pour tous droits d'entrée, pour chacun septier de quelque espece qu'il soit; & en outre cinq sols pour l'aquit de paiement de tout le chargement, quelque considérable qu'il soit.

## XVII.

Jusqu'à ce que le prix des grains soit parvenu à ceux portés dans l'article ci-dessus, ordonnons que tous ceux qui voudroient en faire entrer dans le royaume par mer ou par terre, paieront pour droit d'entrée 3. liv. par chacun septier de froment, mesure de Paris; 2. liv. par chacun septier de seigle, & 1. liv. par chacun septier d'orge, & en outre le droit d'aquit à l'ordinaire.

## XVIII.

Si par le dérangement des saisons, les récoltes étoient assez mauvaises, pour que le sac de beau bled froment, seigle ou orge,

parvînt au double des prix fixés par l'article VII. c'est-à-dire, le sac de froment à 24. liv. le seigle à 16. & l'orge à 9. & au-dessus : alors , pour exciter les dits marchands, tant François qu'étrangers, à en apporter dans le royaume, Nous ordonnons qu'il leur sera payé par les Receveurs de nos fermes une gratification ; savoir , pour chacun sac de froment, la somme de 2. liv. pour chacun sac de seigle 1. liv. 5. s. & pour chacun sac d'orge 10. s. & ce sur la représentation des certificats des Officiers Municipaux du lieu de l'arrivée, signés de trois au-moins, non compris le greffier, comme les dits bleds seront dans les dits lieux aux prix ci-dessus dits ou au-dessus ; lesquels certificats seront dans la forme du modele attaché sous le contrescel du présent édit ; & cependant pour être en état de connoître la quantité de grains qui entreront, par ce moyen, dans le royaume, les conducteurs ou propriétaires d'iceux paieront cinq sols par sac pour droits d'entrée de quelque nature que soit le grain, & cinq sols pour l'expédition de l'aquit ; défendons d'exiger autre & plus grande somme.

## XIX.

Les dits bleds ne pourront entrer par d'autres ports de mer & par d'autres bureaux de terre, que par ceux par lesquels la fortie est permise par l'article X. du présent édit, & la récompense accordée par le précédent, ne pourra avoir lieu qu'autant que le prix des grains excédera, dans les dits ports de mer & bureaux de terre & non d'autres, le double des prix fixés par l'article VII. Et où il feroit fait par les dits receveurs quelques paiemens contre la présente disposition; ordonnons que la dépense en soit rejetée, sauf le recours contre qui & ainsi qu'ils aviseront bon être.

## XX.

Avant que les dits conducteurs ou propriétaires des grains puissent recevoir la gratification accordée par l'article XVIII. les dits grains seront mesurés à leurs frais, pour en constater la quantité en présence des Officiers Municipaux, & des commis de l'Adjudicataire Général de nos fermes, dont sera dressé procès verbal, lequel sera signé de toutes les parties, & ensuite remis dûment quittancé aux

Receveurs de nos fermes, auxquels nous ordonnons de payer, sans difficulté ni diminution, les dites gratifications, relativement aux qualités & quantités mentionnées aux dits procès verbaux, lesquels nous ordonnons être reçus comme deniers comptans de l'Adjudicataire Général de nos fermes, en déduction du prix du quartier de son bail, sur lequel il les rapportera; à l'effet de quoi il lui en sera expédié, sans différer, des quittances par le garde de notre trésor royal en exercice.

## XXI.

Ordonnons à tous les Officiers Municipaux qui seront dans le cas de fournir des certificats, & d'assister aux mesurages des grains & rédactions des procès verbaux qui doivent être faits en conséquence & relativement aux dispositions du présent Edit, de n'y apporter aucune difficulté ni retardement, à peine de 1000. liv. d'amende, & de répondre en leurs propres & privés noms de toutes les pertes, dépens, dommages & intérêts des marchands & négocians, tant François qu'étrangers, leurs voituriers & conducteurs, maîtres de

navires & autres parties. intéressées à la conduite & transport des grains.

## XXII.

Les bleds étant ainsi entrés, soit par terre, par rivière ou par mer, les propriétaires, conducteurs ou commissionnaires seront tenus, lors de la déclaration qu'ils en feront au dit bureau d'entrée, de déclarer s'ils entendent les vendre dans le lieu même, ou les transporter dans l'intérieur, ce qui sera absolument à leur choix; Défendons à tous Magistrats, Officiers de police, municipaux ou autres, de leur faire sur cela aucune violence, & de les troubler dans leur commerce en quelque forte & manière que ce soit, à peine d'interdiction, & de 500. liv. d'amende applicable au profit des dits propriétaires ou conducteurs.

## XXIII.

Lorsque les dits bleds seront arrivés aux lieux, que les propriétaires ou conducteurs auront choisis pour en faire vente, ils seront obligés de les exposer en vente quatre jours au plus tard après leur arrivée, sans pouvoir les mettre dans des greniers ou magasins, sous quel-

que prétexte que ce soit, & en cas de refus de leur part, les officiers de police en fixeront le prix, suivant le cours actuel des grains de pareille qualité, & les feront vendre d'autorité au profit des dits marchands, auxquels les deniers en seront remis à fur & à mesure de la vente, & s'ils faisoient difficulté de les recevoir, ils seront consignés, entre les mains d'un bourgeois solvable, sans droits, & remis aux dits marchands sur leurs quittances, à leur première réquisition.

## XXIV.

S'il arrive plusieurs vaisseaux, barques, bateaux ou voitures de grains dans le même lieu, les marchands à qui les dits grains appartiendront, seront les maîtres de les vendre à tel prix qu'ils jugeront à propos, sans que les Magistrats, Officiers de police, ou autres, puissent les taxer sous quelque prétexte que ce soit; si ce n'est dans le cas de l'article précédent; & nous voulons que tous ces différens marchands tiennent leurs grains concurremment en vente, sans que les dits Magistrats, Officiers de police ou autres, puissent les obliger à attendre leur tour d'ar-

rivée ou d'emplacement sur les ports ou marchés, à peine de répondre en leurs propres & privés noms de toutes pertes, dépens, dommages & intérêts des dits marchands.

## XXV.

S'il se trouvoit de faux certificats, tant pour l'entrée que pour la sortie des dits grains, Nous voulons & ordonnons que ceux qui en auront fait uf ge, & ceux qui les auront fabriqués, leurs complices & adhérents, soient punis comme faussaires, suivant toute la rigueur des réglemens concernant le crime de faux.

## XXVI.

Toutes les confiscations & amendes, qu'il échéra de prononcer pour les contraventions qui pourroient être commises contre les dispositions du present Edit, appartiendront en entier à l'Adjudicataire Général de nos fermes, sauf le tiers du total que nous voulons être donné aux dénonciateurs, lorsqu'il y en aura. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c.

---

---

## MODELE DE CERTIFICATS

*A fournir par les Officiers Municipaux, au désir de l'article VIII. de ce projet d'Edit, pour justifier que le prix des grains n'excede pas ceux portés par le susdit article.*

Nous Maire, Echevins, &c. de la ville de ... Certifions à tous qu'il appartiendra, pour satisfaire à l'article VIII. de l'Edit du Roi du ..... que le sac du beau bled froment du poids de 200<sup>lb</sup>. poids de marc, n'excede pas cejourd'hui ..... 177 . le prix de 12. liv. (ainsi du seigle & de l'orge s'il en est question) & qu'il n'a été vendu au dernier marché de cette dite ville que la somme de ..... En foi de quoi nous avons délivré le présent... à ... demeurant à ... distant de ... lieues de cette ville, siege royal plus prochain de sa demeure, pour lui servir & valoir ce que de raison; & nous a le dit .... déclaré vouloir faire sortir du royaume la quantité de ... sacs ...

de ... pourquoi il emploieroit .... jours de la date du présent, après lequel il sera nul. Fait &c.

---

### AUTRE MODELE DU CERTIFICAT

*A fournir par les Officiers municipaux pour obtenir la gratification mentionnée article XVIII.*

**N**ous Maire, Echevins, &c. de la ville de ... Certifions à tous qu'il appartiendra, pour satisfaire à l'article XVIII. de l'Edit du Roi du ... que le sac de beau bled froment de 200<sup>l</sup>. poids de marc, excède le prix de 24. liv. (*& ainsi du seigle & orge, s'il en est question*) & qu'il a été vendu au dernier marché de cette ville la somme de ... En foi de quoi nous avons signé le présent pour servir ce que de raison à .... (*On mettra ici, le nom, la demeure & la qualité de la partie requérante.*) Fait &c.

*Ces*

*Ces certificats devront être imprimés sur papier marqué, & dans les endroits où il n'a pas lieu, il n'en sera pas fait mention.*

J'ose croire, après de longues & solides réflexions, sur les inconvéniens qu'éprouve si souvent la France par rapport aux grains, qu'elle s'en garantira facilement & pour toujours si, en adoptant le plan que je viens de proposer ou quelque'autre qui tende au même but, elle réunit à ses avantages naturels, ceux que l'Angleterre emploie depuis si longtems pour y suppléer. Le peuple ne tardera pas à en sentir les précieuses conséquences, & en servant la généralité d'une patrie qui m'est toujours chère, j'aurai rempli mes vœux les plus ardents, en la forçant d'imiter un Peuple que chaque jour j'admire davantage.

*Remarque importante.*

Je ne puis mieux finir cette dissertation, qu'en mettant sous les yeux du lecteur, un état des variations de prix, que le froment & la drêche ont essuyées pendant un espace de cent années consécutives, où l'on verra combien il a été rare que ces grains aient monté

à un prix exorbitant, qui mette le Peuple dans le cas d'en gémir.

Cet état qui finit en 1745. n'est qu'une continuation du calcul de Guill. Fletwood Evêque d'Ely qui l'avoit commencé en 1646. & s'étoit arrêté à l'année 1716.

Pour bien comprendre cette table, il est bon de remarquer que,

1°. Le bled dont on y donne le prix est celui de la meilleure espèce, qui comparé avec tout autre, emporte une différence d'un schilling 9. sous.

2°. La mesure dite Quarter, par lequel on l'évalue, est celle de Winchester, pour laquelle on fait une déduction d'un schilling neuf sous.

3°. Comme chaque année en Angleterre, le bled a deux époques où il varie de prix, savoir à Paques & à la S. Michel, on a fait dans cette table une balance de cette variation à un prix mitoyen.

4°. Dans le prix qui est donné à la Drèche, on ne comprend point la taxe de 6. sous par boisseau qui emporte une augmentation de 4. shillings par article, depuis l'origine de cette taxe.

## E T A T

*Du vrai prix que le*

FROMENT ET LA DRÊCHE

*Ont eu pendant cent années.*

Années.	From. par Quarter.			Drêche de même.		
1646.	L. . . . 2.	8.	:	L. . . . 1.	9.	:
1647.	. . . . 3	13.	8.	. . . . 1.	17.	:
1648.	. . . . 4.	5.	:	. . . . 2.	:	:
1649.	. . . . 4.	:	:	. . . . 2.	2.	:
1650.	. . . . 3.	16.	8.	. . . . 1.	18.	6.
1651.	. . . . 3.	15.	4.	. . . . 1.	9.	:
1652.	. . . . 2.	9.	5.	. . . . 1.	8.	:
1653.	. . . . 1.	15.	6.	. . . . 1.	8.	:
1654.	. . . . 1.	6.	:	. . . . 1.	:	8.
1655.	. . . . 1.	13.	4.	. . . . 1.	:	:
1656.	. . . . 2.	3.	:	. . . . 1.	4.	:
1657.	. . . . 2.	6.	8.	. . . . 1.	8.	4.
1658.	. . . . 3.	5.	:	. . . . 1.	9.	4.
1659.	. . . . 3.	6.	:	. . . . 2.	8.	8.
1660.	. . . . 2.	16.	6.	. . . . 1.	12.	8.
1661.	. . . . 3.	10.	:	. . . . 1.	13.	4.
1662.	. . . . 3.	14.	:	. . . . 2.	2.	:
1663.	. . . . 2.	17.	:	. . . . 1.	12.	8.
1664.	. . . . 2.	:	5.	. . . . 1.	10.	:
1665.	. . . . 2.	9.	4.	. . . . 1.	8.	4.
1666.	. . . . 1.	16.	:	. . . . 1.	6.	:
1667.	. . . . 1.	16.	:	. . . . 1.	2.	8.
1668.	. . . . 2.	:	:	. . . . 1.	4.	:
1669.	. . . . 2.	4.	4.	. . . . 1.	7.	4.
1670.	. . . . 2.	1.	8.	. . . . 1.	6.	6.

Années	From. par Quarter.			Drèche de même.		
1671.	L. . . . 2.	2.	:	L. . . . I.	5.	4.
1672.	. . . . 2	I.	:	. . . . I.	2.	:
1673.	. . . . 2	6.	8.	. . . . I.	4.	:
1674.	. . . . 3.	8.	8.	. . . . I.	14.	:
1675.	. . . . 3.	4.	8.	. . . . I.	14.	:
1676.	. . . . I.	18.	:	. . . . I.	5.	:
1677.	. . . . 2.	2.	:	. . . . I.	8.	:
1678.	. . . . 2	19.	:	. . . . I.	8.	8.
1679.	. . . . 3.	:	:	. . . . I.	6.	8.
1680.	. . . . 2	5.	:	. . . . I.	2.	8.
1681.	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I.	4.	8.
1682.	. . . . 2.	4.	:	. . . . I.	8.	:
1683.	. . . . 2	:	:	. . . . I.	8.	8.
1684.	. . . . 2	4.	:	. . . . I.	5.	4.
1685.	. . . . 2	6.	8.	. . . . I.	8.	:
1686.	. . . . I.	14.	:	. . . . I.	5.	4.
1687.	. . . . I.	5.	2.	. . . . I.	4.	:
1688.	. . . . 2.	5.	:	. . . . I.	2.	:
1689.	. . . . I.	10.	:	. . . . I.	:	:
1690.	. . . . I.	14.	8.	. . . . :	19.	4.
1691.	. . . . I.	14.	:	. . . . :	17.	4.
1692.	. . . . 2.	6.	8.	. . . . I	4	4.
1693.	. . . . 3.	7.	8.	. . . . I.	10.	:
1694.	. . . . 3.	4.	:	. . . . I.	12.	:
1695.	. . . . 2	13.	:	. . . . I.	12.	:
1696.	. . . . 3	11.	:	. . . . I.	8.	:
1697.	. . . . 3.	:	:	. . . . I.	8.	:
1698.	. . . . 3.	8.	4.	. . . . I.	12.	:
1699.	. . . . 3.	4.	:	. . . . I.	19.	4.
1700.	. . . . 2	:	:	. . . . I.	11.	4.
1701.	. . . . I.	17.	8.	. . . . I.	4.	:
1702.	. . . . I.	9.	6.	. . . . I.	8.	:
1703.	. . . . I	16.	:	. . . . I	3.	4.
1704.	. . . . 2.	6.	6.	. . . . I.	8.	:
1705.	. . . . I.	10.	:	. . . . I.	6.	:
1706.	. . . . I.	6.	:	. . . . I.	2.	:
1707.	. . . . I.	8.	6.	. . . . I.	3.	4.
1708.	. . . . 2.	I.	6.	. . . . I.	8.	:
1709.	. . . . 3.	18.	6.	. . . . I	13.	4.
1710.	. . . . 3.	18.	:	. . . . I.	16.	:

# SUR LES BLEDS. 133

Années.	From. par Quarter.				Drèche de même.			
1711.	L. . . . .	2.	14.	:	L. . . . .	1.	15.	4.
1712.	. . . . .	2.	6.	4.	. . . . .	1.	10.	8.
1713.	. . . . .	2.	11.	:	. . . . .	1.	7.	:
1714.	. . . . .	2.	10.	4.	. . . . .	1.	9.	4.
1715.	. . . . .	2.	3.	:	. . . . .	1.	10.	8.
1716.	. . . . .	2.	8.	:	. . . . .	1.	8.	:
1717.	. . . . .	2.	5.	8.	. . . . .	1.	5.	4.
1718.	. . . . .	1.	18.	10.	. . . . .	1.	4.	8.
1719.	. . . . .	1.	15.	:	. . . . .	1.	6.	8.
1720.	. . . . .	1.	17.	:	. . . . .	1.	11.	4.
1721.	. . . . .	1.	17.	6.	. . . . .	1.	8.	4.
1722.	. . . . .	1.	16.	:	. . . . .	1.	2.	8.
1723.	. . . . .	1.	14.	8.	. . . . .	1.	3.	8.
1724.	. . . . .	1.	17.	:	. . . . .	1.	10.	:
1725.	. . . . .	2.	8.	6.	. . . . .	1.	5.	:
1726.	. . . . .	2.	6.	:	. . . . .	1.	5.	:
1727.	. . . . .	2.	2.	:	. . . . .	1.	5.	:
1728.	. . . . .	2.	14.	6.	. . . . .	1.	12.	:
1729.	. . . . .	2.	5.	10.	. . . . .	1.	15.	4.
1730.	. . . . .	1.	16.	6.	. . . . .	1.	7.	:
1731.	. . . . .	1.	12.	10.	. . . . .	1.	:	5.
1732.	. . . . .	1.	6.	3.	. . . . .	1.	5.	8.
1733.	. . . . .	1.	5.	4.	. . . . .	1.	2.	8.
1734.	. . . . .	1.	15.	10.	. . . . .	1.	2.	8.
1735.	. . . . .	2.	3.	:	. . . . .	1.	2.	8.
1736.	. . . . .	2.	:	4.	. . . . .	1.	4.	8.
1737.	. . . . .	1.	18.	:	. . . . .	1.	6.	8.
1738.	. . . . .	1.	15.	6.	. . . . .	1.	5.	:
1739.	. . . . .	1.	18.	6.	. . . . .	1.	6.	:
1740.	. . . . .	2.	10.	8.	. . . . .	1.	12.	:
1741.	. . . . .	2.	6.	8.	. . . . .	1.	12.	8.
1742.	. . . . .	1.	14.	:	. . . . .	1.	10.	8.
1743.	. . . . .	1.	4.	10.	. . . . .	1.	8.	8.
1744.	. . . . .	1.	4.	10.	. . . . .	2.	4.	8.
1745.	. . . . .	1.	7.	6.	. . . . .	1.	3.	4.

---

S U R L E S

M E N D I A N S

E T L E S

ENFANS TROUVÉS.

**S**I le crédit public étoit solidement établi, si l'on pouvoit parvenir, dans la disette comme dans l'abondance, à maintenir la valeur du prix des grains, dans une proportion convenable aux dépenses qu'exige la culture des terres, ou que demande la subsistance du Peuple, il est certain que la misère diminueroit, & par conséquent le nombre des véritables mendiants.

A l'égard de ceux qui le sont de profession & par état, on ne peut espérer d'en purger la Société, que par une police sévère. Il y a des hommes assez mauvais, pour se livrer à

la fainéantise, par goût, par choix & par libertinage; & d'autres assez simples & assez bons pour se laisser surprendre à l'art que ces misérables savent employer pour les toucher & les attendrir. C'est cette espèce de mendicité qui défigurera perpétuellement la Société, quelque soit la richesse de l'Etat, si l'on ne se met en devoir de l'empêcher.

Il n'y a point de vice contre lequel les Auteurs Sacrés & Profanes se soient plus élevés, que contre celui de l'oïveté. Salomon, l'Ecclesiastique, Ezéchiel, S. Paul représentent, sous différens emblèmes, le fainéant & le paresseux, comme l'homme du monde le plus indigne, le plus vil & le plus méprisable, dont la nature indique la punition, *qui non laborat, non manducet.*

Suivant Platon, ces hommes inutiles sont les frêlons & les guêpes de la république; non seulement ils nuisent par leurs aiguillons, mais ils troublent encore les abeilles dans leurs travaux, & dévorent leur subsistance.

L'oïveté est la plus grande ennemie de la discipline, c'est une prévarication continuelle à la loi de Dieu & à celle de la Nature.

Le fainéant est plutôt un cadavre qu'un homme vivant, c'est un flambeau qui s'éteint dans le repos, & qu'il faut agiter pour le rallumer: *Vade ad formicam, ô piger, & considera vias ejus & disce sapientiam &c. & veniet quasi viator egestas, & pauperies quasi vir armatus; si vero impiger fueris, veniet ut tons messis tua, & egestas longè fugiet a te.* Prov. 6.

Dans un Etat bien policé, un des meilleurs moyens d'entretenir la multiplication des personnes nécessaires aux travaux de la campagne ou à la culture des arts, est de châtier ceux qui, par leur naissance & leur condition, étant destinés à ces professions, s'abandonnent à la fainéantise, qui conduit à la mendicité ou au crime, & souvent à l'un & à l'autre: aussi les loix divines & celles des gouvernemens anciens & modernes y ont elles pourvu, dès les premiers tems de la création du monde & de la fondation des empires.

Si notre premier pere fut placé dans le paradis terrestre, ce ne fut que sous la condition qu'il y travailleroit; *posuit eum in paradiso voluptatis, ut operaretur*: Gen. 2. 15.

Menès premier Roi d'Egypte, que l'on

étoit être Misraïm fils de Cham pere des Egyptiens, n'oublia pas, dans les belles loix qu'il donna à ses peuples, de faire des réglemens pour prévenir la mendicité. Il ordonna à chacun d'aller chez les magistrats qu'il avoit établis à cet effet, pour y faire déclaration des talens ou des moyens qu'il avoit pour fournir à sa subsistance; & si quelqu'un étoit convaincu d'avoir déclaré faux, il étoit puni de mort.

Les loix de Menès passerent aux Grecs; Draco premier législateur des Athéniens, leur défendit l'oisiveté sous peine de la vie; & si Solon abolit ces loix à cause de leur extrême rigueur, il laissa subsister dans toute sa force celle qui regardoit l'oisiveté.

Les Romains ne furent pas plus indulgens pour ce vice: Romulus, fondateur de leur fameux empire, fit une loi expresse, qui enjoignoit au peuple de s'appliquer à l'agriculture & aux arts profitables. Les Empereurs Gratien, Valentinien & Théodose mirent au rang des oisifs punissables, les mendiants valides, qui aiment mieux demander l'aumône & mener une vie libertine & vagabonde,

que de travailler. Ils privent en effet, par une espece de vol, les véritables pauvres du pain & de la subsistance dûe à leur âge, à leur impuissance & à leurs infirmités. Ces empereurs ordonnerent aux présidens des provinces, de les purger de ces dangereux citoyens, pour y maintenir la paix & la tranquillité. Des gens qui n'ont rien à perdre, n'ont rien à ménager, & sont toujours prêts à se porter à toutes sortes d'excès.

Il devrait être interdit à tout particulier de faire l'aumône; & ceux qui transgresseroient cette loi, devraient être punis comme fauteurs & complices des crimes & des désordres, dont les mendiants valides seroient trouvés coupables; puisque, par leurs charités indiscrettes, ils fournissent à ces misérables les moyens de perpétuer le dommage qu'ils causent à la Société.

Si les revenus publics sont suffisans pour nourrir les pauvres, l'aumône est inutile; s'ils ne le sont pas, c'est au Souverain à y pourvoir, en y faisant contribuer les riches & les aisés, suivant leurs moyens & leurs facultés, comme on le fait à Paris, où chaque maison

paie à proportion de son loyer; en sorte que, sans les pauvres du dehors & avec un peu plus de police pour ceux du dedans, il y auroit de quoi fournir abondamment à leur subsistance.

„ Un particulier sans autorité par son in-  
 „ fatigable vigilance, fait occuper, avec  
 „ succès à tous momens, les pauvres que la  
 „ providence a confiés à ses soins: homme  
 „ charitable, il fait l'aumône; homme d'Etat,  
 „ il donne à travailler.” C'est l'éloge que  
 l'auteur de l'Essai sur le commerce & la marine, fait du célèbre M. Languet alors curé de St. Sulpice. Eloge mérité: mais exemple peu suivi.

Il y a une espece de cruauté à faire des aumônes gratuites aux mendiants valides, c'est les accoutumer à l'oïveté & à tous les vices dont elle est la mere: „ Interrogez, *dit*  
 „ l'auteur ci-dessus cité, les scélérats que la  
 „ justice est obligée de faire expirer dans les  
 „ supplices, ce ne sont point des artisans ou  
 „ des laboureurs; les travailleurs pensent  
 „ au travail qui les nourrit; ce sont des oisifs  
 „ que la débauche & le jeu, enfans de l'oi-

„ siveté, ont portés à toutes sortes de crimes.

La maniere la plus utile de soulager ceux qui sont gens de bonne volonté, c'est de leur fournir du travail, de leur acheter les outils de leur métier & d'en faire apprendre à leurs enfans, pour les mettre en état de gagner leur vie; toute autre maniere de faire l'aumône est indiscrete, imprudente, blâmable & préjudiciable à la Société: *Beatus qui intelligit super egenum & pauperem.* Ps.

Les gens d'église conseillent aux riches de faire des aumônes de leur superflu: mais ces aumônes produisent un effet opposé aux motifs qui dirigent le conseil & l'action. L'un & l'autre sont contraires à la saine politique & au bien de l'Etat: ils nourrissent la fainéantise & la paresse, & ils accoutument le peuple à l'oisiveté & à la mendicité.

Les Princes, les Seigneurs, & les Particuliers, mus par ces conseils, ont fait anciennement diverses fondations, par lesquelles ils ont attaché des biens considérables à des prieurés, bénéfices ou monasteres, pour faire, pendant certains tems de l'année, des aumônes aux pauvres d'une ou de plusieurs paroisses

voisines. Il y en a même qui ont ordonné que tous les mendiens qui se présenteroient y eussent part, sans distinction de lieux; & il y a des endroits où ces aumônes durent pendant deux ou trois mois & plus. Ces établissemens, ouvrages respectables d'une piété mal entendue, sont devenus, pour la plupart, une occasion de désordre, de scandale & de fainéantise. Les habitans de ces lieux, assurés de leur subsistance, sans y contribuer par leur travail, ont négligé l'agriculture & les arts; & l'on voit que plus ces aumônes sont considérables par le tems qu'elles durent ou par la qualité de ce qu'on y distribue, plus le voisinage est pauvre & le labourage abandonné. D'ailleurs les mendiens de profession, instruits, par une espece de journal qu'ils se traduisent de main en main, des époques de ces distributions, fatiguent la campagne par des courses continuelles, privent le pays d'ouvriers, & deviennent le fardeau de l'Etat, lorsqu'ils devroient aider à le soutenir.

Comme ces abus sont diamétralement opposés aux principes d'un bon gouvernement, & à tous les réglemens faits pour bannir la

mendicité, seroit-ce un mal, & iroit-on contre l'intention des fondateurs, si l'on empêchoit la mauvaise dispensation de leurs bienfaits, pour en faire une application plus conforme à la raison & à l'utilité publique?

Indépendamment de cette utilité, quelle difformité dans l'Etat, de voir une multitude de fainéans & de vagabonds, courir de ville en ville & inonder les campagnes qu'ils pillent ou mettent à contribution par leurs quêtes, & par les autres commodités qu'ils exigent insolemment, & que la crainte & les menaces d'être incendié ne permet pas de leur refuser! Ce sont des maux dont la France ne cesse de se plaindre sans qu'on y remédie. Quel spectacle pour les étrangers! Quelles idées sinistres ne font-ils pas en droit de se former de l'administration de ce royaume, en y voyant un peuple de mendiants? Ils nous ont déjà fait connoître par différens écrits combien la réputation de ce pays y est intéressée.

Quelle incommodité pour les citoyens de ne pouvoir vaquer en liberté à leur salut, à leurs affaires ou à leur délassement. S'ils paroissent dans les églises, dans les rues, aux promena-

des, ils sont environnés d'une multitude de mendiants, qui se succèdent sans interruption, qui les poursuivent & les forcent à la retraite par leurs importunités. Les palais du Souverain ne sont pas à l'abri de cette persécution; les cris les plus perçans & les plus lamentables, l'odeur la plus révoltante que la mal-propreté puisse causer, l'étalage le plus dégoûtant de maux feints ou véritables, enfin tout ce que le tableau le mieux composé de la misère & de la douleur peut présenter de plus affligeant, forme maintenant en France un art & une profession nombreuse. Si quelques-uns sont véritablement disgraciés de la nature, ils y ajoutent tout ce que l'imagination peut leur suggérer pour se rendre encore plus hideux; d'autres sont chargés ou entourés d'enfans qui leur appartiennent, ou qu'ils ont empruntés ou volés, & ils croient avoir suffisamment pourvu à leurs dotes & à leur établissement en les estropiant; en sorte que le plus contrefait est celui dont la fortune est la plus assurée.

L'incommodité & le dégoût ne sont pas les plus grands maux, que cette misérable &

nombreuse profession cause à la Société. Je ne parle point de leurs mœurs abominables, c'est l'affaire des pasteurs ; je ne parle pas non plus des vols ou des assassinats qu'ils commettent, ces malheurs ne tombent que sur quelques particuliers : mais ce qui regarde tout le monde, c'est la salubrité de l'air, qu'un si grand nombre de gens, tels qu'on vient de les dépeindre, est capable de corrompre & d'infecter : n'ont-ils pas porté ou fait naître la peste par-tout où on les a soufferts ?

En 1596. ils en causerent une si terrible à Paris, qu'elle enlevait les citoyens par centaines. Le Parlement leur ordonna, par arrêt du 29. août, de sortir de la ville dans 24. heures, & de se retirer dans les lieux de leur naissance, sous peine d'être pendus sans autre forme de procès.

Ils en causerent une autre à Rouen en 1622. qui ne fut pas moins meurtrière ; le Parlement de cette ville rendit un semblable arrêt, excepté qu'il ne prononçait que la peine des galères.

Ces deux exemples sont les plus marqués, mais l'histoire apprend qu'ils ne sont pas les seuls.

seuls. Quand ce mal terrible s'est une fois déclaré, il est presque sans remède, & il faut qu'il exerce sa fureur dans toute son étendue; n'est-il donc pas plus sage de le prévenir que de l'attendre?

L'empereur Galérien fit une fois rassembler tout ce qu'on put rencontrer de ces mendiants de profession; il les fit mettre dans des barques & jeter tous à la mer. C'est un exemple cruel que je ne cite pas pour être suivi. Il n'est point d'Etat qui ne puisse conserver les mendiants & en tirer de l'utilité, soit en les employant à des ouvrages de manufactures, ou en les occupant dans des maisons de force, soit en se servant d'autres moyens compatibles avec l'humanité & la douceur que l'Etat doit à ses sujets: mais la sévérité excessive de cet empereur fait connoître combien, dans tous les tems, les gouvernemens policés ont eu en horreur la mendicité volontaire, puisqu'ils ont employé des moyens si violens pour en arrêter le cours.

En voyant le désordre qui, sur cet article, subsiste actuellement en France, on imagineroit qu'il n'est pas connu du gouvernement &

de ceux qui sont préposés au maintien de cette partie intéressante de la police de ce royaume; cependant rien n'est moins ignoré, ni plus disertement expliqué dans les déclarations qui ont été rendues à ce sujet; celle du 21. octobre 1686. en fait un ample récit, & condamne les mendiants valides aux galeres pour cinq ans. Celle du 28. Janvier 1687. expose un pareil tableau, & prononce des peines contre les personnes de l'un & de l'autre sexe: savoir, les galeres perpétuelles pour les hommes, le fouet, la flétrissure & le banissement pour les femmes, lorsque les uns ni les autres n'auront point de domiciles; & pour ceux qui seront domiciliés, les mêmes peines à la troisième récidive seulement.

Je passerai sous silence une multitude d'autres réglemens antérieurs & postérieurs, dont les recueils d'arrêts sont remplis, pour venir à la déclaration du 18. Juillet 1724.

Jamais il n'avoit paru de loi qui fît mieux connoître combien le ministère étoit convaincu de tous les maux que la mendicité entraîne après elle, ni qui donnât plus d'espérance de la voir finir.

L'Article premier ordonne aux mendiants valides, tant hommes que femmes, de prendre dans quinze jours, pour tout délai, un emploi pour subsister de leur travail, soit en se mettant en condition pour servir, soit en travaillant à la culture des terres, ou aux autres ouvrages dont ils peuvent être capables, & enjoint aux mendiants invalides, même aux enfans, nourrices & femmes grosses, de se présenter, dans le susdit tems, aux hôpitaux les plus prochains de leurs demeures, où ils seront reçus gratuitement, & employés au profit des dits hôpitaux à des ouvrages proportionnés à leur âge & à leurs forces; & que dans le cas où les revenus des hôpitaux ne seroient pas suffisans, le Prince y pourvoiroit de ses propres deniers. Les autres articles contiennent des dispositions de police qui sont également sages; cependant le tout est demeuré sans exécution, ou du moins ne l'a été que très imparfaitement par plusieurs raisons.

1°. Le nombre des mendiants étoit si grand que les hôpitaux n'ont pu fournir à leur soutien, ce qui a forcé d'en ouvrir les portes.

2°. La plupart des administrateurs, ne re-

cherchant cette qualité que par honneur , & les autres étant incapables d'en exercer les fonctions ; les premiers n'ont pas voulu , & les seconds n'ont pas pu entretenir l'ordre & la correspondance.

3°. Les peines prescrites pour la discipline intérieure des hôpitaux, n'ont point été infligées ; les administrateurs de l'une & de l'autre espece , ayant dit qu'ils n'étoient point des geoliers , ont même fait ouvrir les portes à des mendiens condamnés à un renfermement perpétuel.

4°. Les travaux ordonnés au profit des hôpitaux n'ont été ni suivis ni dirigés convenablement , & il n'en est résulté presque aucun profit.

5°. La nature & l'entretien des mendiens devenoient un objet trop considérable , & les fonds ne pouvoient y fournir.

6°. En quelques endroits il y a eu de l'infidélité dans la gestion des administrateurs , & presque par-tout , jaloux de leur indépendance , ils n'ont pu se soumettre à la subordination & à l'examen auxquels on a voulu les assujettir.

7<sup>e</sup>. Enfin les opérations indiquées par cette déclaration , étoient en général au-dessus de la capacité de ceux à qui l'exécution en avoit été confiée.

Les désordres infinis de la mendicité , ont engagé non seulement le gouvernement à en arrêter le cours , comme on peut le voir dans le recueil des ordonnances , mais ont encore porté des citoyens zélés à rechercher avec soin les moyens qu'ils ont cru les plus capables de suppléer à ce que les ordonnances pourroient avoir omis & aux défauts qui pourroient avoir été la cause de leur peu d'utilité.

J'ai vu plusieurs de ces ouvrages : tous partant d'un bon principe , ne peuvent manquer de contenir de bonnes choses ; mais il y en a deux entre autres , dressés par des magistrats , qui ont exercé différentes Intendances , lesquels offrent des moyens solides , & dont on pourroit composer un règlement général , capable de procurer tous les avantages que , sans succès , on a recherché jusqu'à présent. Je vais donner l'extrait de l'un & de l'autre.

## EXTRAIT DU MÉMOIRE DE M. F...

Il fait quatre classes de mendiens , pour chacune desquelles il y a un règlement particulier , savoir , les valides , les invalides , les enfans appartenant à des invalides hors d'état de les entretenir , & les pauvres honteux.

## PREMIERE CLASSE.

*Mendiens Valides.*

„ Il ordonne que , dans le délai qui sera  
„ prescrit , tous les mendiens valides seront  
„ tenus de se retirer dans le lieu de leur  
„ naissance.

„ Faute de quoi , arrêtés & marqués d'u-  
„ ne M. sans que cette marque emporte in-  
„ famie.

„ En cas de récidive les galeres perpétuel-  
„ les pour les hommes & le renfermement  
„ sans limites pour les femmes.”

Je crois qu'il seroit avantageux de com-  
mer cette peine, en celle des Isles à perpé-  
tuité pour les sujets de l'un & de l'autre se-

xe, qui seroient d'âge compétent pour les colonies.

„ Pour se retirer, leur sera fourni une  
 „ route à raison de cinq lieues & de trois  
 „ sous par jour, outre le couvert dans les  
 „ communautés qui se trouveroient sur la  
 „ route de passage.”

Il me paroît qu'on pourroit augmenter cette solde de quelques sous, tant parce que ce ne seroit pas un objet, que pour faire un pont d'or à ces misérables, qui les porteroit à se retirer promptement.

„ S'ils excèdent le terme fixé pour la route, ils seront punis comme les récidiveurs.

„ Ceux qui déguiseront leurs noms, le lieu de leur naissance, ou contrefont les estropiés, seront marqués de la lettre M. & punis comme récidiveurs.

## DEUXIEME CLASSE.

### *Mendians Invalides.*

„ Ils seront tenus, dans le délai qui sera  
 „ fixé, s'ils ne sont pas actuellement dans les  
 „ hôpitaux, de se présenter à ceux qui leur  
 „ seront indiqués à peine, en cas que par la

„ suite ils soient arrêtés mendiants, d'être  
 „ marqués de la lettre M. & de renferme-  
 „ ment perpétuel.

„ Ceux dont l'invalidité aura été consta-  
 „ tée, resteront en dépôt dans l'hôpital indi-  
 „ qué, jusqu'à ce que l'on puisse les faire  
 „ passer dans leurs provinces.

„ Ceux ou celles qui feindront des maux,  
 „ & cacheront ou leur nom, ou le lieu de  
 „ leur naissance, seront punis comme les men-  
 „ dians valides récidiveurs.

„ Il leur sera fourni des routes, comme  
 „ aux mendiants valides, pour se retirer dans  
 „ leurs provinces.

„ Ceux qui ne seront point en état de mar-  
 „ cher, resteront dans les hôpitaux du lieu  
 „ où il sont actuellement, & il sera pourvu  
 „ à leur subsistance ou à leur conduite, s'il  
 „ est jugé convenable.

„ Les mendiants invalides étrangers seront  
 „ tenus d'opter, ou de rester dans l'hôpital,  
 „ ou de sortir du royaume, & en ce dernier  
 „ cas, ils auront route & solde comme les  
 „ autres.

„ Tout invalide retourné dans sa commu-

„ nauté , recevra de l'aumône générale de  
 „ l'Etat deux sous par jour à compter de ce-  
 „ lui de son arrivée.

„ Ceux qui ne seront pas rendus à leur des-  
 „ tination, dans le délai fixé par la route ,  
 „ seront déchus de l'aumône & punis, com-  
 „ me s'ils ne s'éroient pas présentés, à moins  
 „ qu'ils ne justifient des causes de leur retard,  
 „ par des certificats en bonne forme.

„ Tout invalide qui sortira des limites de  
 „ sa communauté, ou qui y mendiera, sera  
 „ puni comme les récidiveurs; & les officiers  
 „ municipaux seront chargés de répondre de  
 „ sa conduite.

„ Les maréchaussées arrêteront tous ceux  
 „ qui seront trouvés mendiant sur les che-  
 „ mins; & lorsqu'ils feront leurs tournées dans  
 „ les communautés, ils se feront représenter  
 „ les mendiants inscrits, pour être confrontés  
 „ aux signaemens dont ils seront toujours  
 „ porteurs.

### TROISIEME CLASSE.

*Enfans d'Invalides hors d'état de les soutenir.*

„ Il en sera usé, comme il a été fait par

„ le passé, au sujet des enfans trouvés, les  
 „ quels doivent être recueillis par les hôpi-  
 „ taux, ou fondations à cet effet, ou par les  
 „ Seigneurs haut-justiciers, villes & commu-  
 „ nautés suivant les us & coutumes des  
 „ lieux.

„ Défendu aux mendiants valides de laisser  
 „ mendier & vaguer leurs enfans, sous les  
 „ mêmes peines qu'ils encourroient s'ils men-  
 „ dioient eux-mêmes.

„ Quant à ceux des invalides hors d'état de  
 „ les nourrir, ils auront le même traitement  
 „ que leurs peres & meres. S'ils sont dans les  
 „ hôpitaux, ils y resteront jusqu'à l'âge de 12.  
 „ ans, & seront ensuite envoyés dans leurs  
 „ provinces. S'ils sont avec leurs peres &  
 „ meres retirés dans les dites provinces, com-  
 „ me eux, ils recevront l'aumône de deux  
 „ sous par jour, jusqu'à 12. ans seulement.”

#### QUATRIEME CLASSE.

##### *Pauvres Honteux.*

„ Défense sera faite aux curés & autres  
 „ administrateurs de fondation & deniers de  
 „ charité, d'en distribuer à ceux qui parti-

„ ciperont à l'aumône générale de l'Etat,  
 „ surquoi sera pris de justes mesures avec  
 „ Messieurs du Clergé ; & au moyen de ce  
 „ retranchement, on pourra secourir plus ai-  
 „ sément ceux que l'honneur force à cacher  
 „ leur misere.

„ Tous ceux qui auront mendié, ne l'euf-  
 „ sent-ils fait qu'une fois, depuis la publica-  
 „ tion du règlement, ne seront plus reconnus  
 „ pour pauvres honteux.”

Ce projet exécuté, les hopitaux seront dé-  
 chargés d'un grand nombre de mendiens &  
 plus en état de subvenir aux besoins de ceux  
 qui y resteront, soit comme malades, soit  
 comme condamnés à y être renfermés à tems  
 ou à perpétuité.

La juridiction civile appartiendra aux Inten-  
 dans, & la criminelle sera du ressort du Prévôt  
 des maréchaux. Une des principales raisons pour  
 lesquelles la déclaration de 1724. est demeu-  
 rée sans exécution, est parce que la connois-  
 sance en a été attribuée aux juges ordinaires,  
 trop lents & trop formalistes pour de pareil-  
 les expéditions, qui doivent être promptes &  
 sévères. En 1596. le Parlement faisoit pen-

dre les mendiants & vagabonds, sans forme ni figure de procès.

Le crime & la contravention dans l'espèce présente seront absolument volontaires & de pure réflexion : la subsistance étant assurée, rien n'obligera, rien ne forcera, rien de dominant n'excitera à transgresser la loi. Les méchants ne peuvent être retenus que par la crainte des peines, elle réprime, elle éteint même le penchant que plusieurs auroient au mal, & les sauve du danger auquel ils seroient exposés; & en ce cas la rigueur est une clémence.

Je ne suivrai point l'auteur de ce projet dans tous ses détails; il fait de sages réflexions sur la plupart des articles; il se forme des objections, dont il donne des solutions satisfaisantes; il établit, d'une manière simple, la correspondance d'hôpital à hôpital dans les provinces & des provinces à Paris, de même que les fonctions des Directeurs & des Trésoriers généraux & particuliers, & il donne un état de la dépense qu'exige son plan & des fonds qui doivent y être employés.

La connoissance détaillée de tous ces objets

n'est intéressante que pour un Ministre, qui voudroit mettre la main à l'œuvre; pour moi, je n'ai eu d'autre intention que d'exposer les inconvéniens & les désordres de la mendicité, & d'indiquer le remède le plus simple & le plus sûr qui ait encore été proposé, afin d'exciter le zèle de ceux qui, par leurs places, ont le pouvoir d'en faire l'application.

---

#### EXTRAIT DU MEMOIRE DE M. D...

Les hôpitaux, dit-il, ont été établis pour trois fins principales, la guérison des pauvres malades, la subsistance des infirmes & caducs, la nourriture & l'éducation des enfans abandonnés.

La parfaite administration consiste à faire subsister le plus grand nombre de pauvres qu'il est possible avec les revenus ordinaires des hôpitaux, & à tirer parti du travail de ceux qui y sont renfermés, autant que leur force, leur santé, & leurs dispositions naturelles peuvent le permettre.

Les hôpitaux ont été fort mal régis jusqu'à

présent : mais en supposant qu'on peut parvenir à rendre leur administration parfaite, les revenus ordinaires n'en seroient pas moins insuffisans, & comme l'Etat est fort chargé, il est nécessaire d'avoir recours à des moyens qui ne lui soient point onéreux.

Dans les premiers tems de l'église, les aumônes des fideles suffisoient à l'entretien des prêtres & au soulagement des pauvres, & par la suite elle fut se procurer des revenus fixes par les dixmes, & par les fonds de terre qui lui furent donnés.

Ces biens originairement communs entre les Evêques & leur Clergé, furent d'abord divisés en trois parts, dont la premiere fut assignée aux pauvres, la deuxieme réservée aux évêques, & la derniere affectée au presbitere. Le concile de Tibur les partagea en quatre portions égales, la premiere pour l'évêque, la seconde pour le clergé, la troisieme pour les pauvres & la quatrieme pour la réparation des églises & des bâtimens. Mais l'esprit de charité ayant diminué à mesure que l'autorité des Evêques s'est accrue, la portion des pauvres a été incorporée à

la leur; & ces chefs devenus puissans en ont bientôt perdu le souvenir.

Le Clergé Séculier doit donc incontestablement aux pauvres le tiers ou le quart de son revenu, & le clergé régulier leur doit pareillement tout ce qui reste du sien, après la réparation des bénéfices, la nourriture & le vêtement des moines, suivant qu'il est facile de s'en convaincre; en lisant les chartes de leur fondation.

Les Souverains sont les Evêques extérieurs, ils ont un droit incontestable & imprescriptible au rétablissement de l'ancienne police & des anciens usages, qu'ils peuvent ramener à tel équivalent qu'ils croiront le plus convenable: donc le Roi est autorisé à affecter aux hôpitaux, le tiers des revenus du clergé séculier, & tout ce qui n'est pas nécessaire à l'entretien du clergé régulier.

Mais pour éviter un changement, qu'il seroit sans doute impossible à l'un & à l'autre de supporter, après une si longue jouissance & une possession si constante de richesses & de commodités, on pourroit leur proposer, par forme d'alternative, ou de céder la part

des pauvres, ou de consentir qu'on réunisse aux hôpitaux tous les bénéfices qui sont à leur nomination, à la charge, par les dits hôpitaux, de faire continuer les services, les prières & les autres charges que ces bénéfices sont tenus de remplir.

Le clergé ne souffriroit, par ce transport de nomination, aucune diminution ni préjudice réel dans ses biens & revenus, & il en résulteroit deux grands avantages pour l'Etat. 1°. la conservation d'une infinité de sujets qui périroient faute d'être suffisamment secourus. 2°. On ne verroit plus une jeunesse nombreuse se vouer à l'inaction, à l'oisiveté & au célibat; elle embrasseroit des professions utiles, elle se marieroit & donneroit des sujets à l'Etat, ce qui est la véritable richesse des empires.

Si au moyen de l'économie & de la bonne administration jointes à cette augmentation de biens, les hôpitaux parvenoient à rassembler quelques sommes de deniers, l'auteur ne veut pas qu'elles puissent être employées en acquisitions de fonds, ni en constitution de rentes, parce que tombant en main-morte, ce seroit des richesses perdues pour la Société : mais  
il

il veut qu'ils en achètent des bleds pour servir à la subsistance des pauvres de l'hôpital, & de ceux de la ville & des environs, en cas de disette; & des matieres pour être employées aux manufactures & fabriques établies dans l'hôpital, dont le superflu seroit prêté aux pauvres ouvriers du dehors qui, par ce moyen, subsisteroient avec leurs familles, sans être à charge à l'hôpital ni au public.

Après avoir ainsi pourvu à l'entretien & au soulagement des véritables pauvres, l'auteur passe à la maniere d'assurer la conservation & l'éducation des enfans exposés & abandonnés.

Le nombre en est si grand, *dit-il*, les hôpitaux destinés à leur entretien sont si peu rentés, & les seigneurs haut-justiciers, ou leurs fermiers, tenus de leur fournir des alimens, s'aquittent si mal de cette obligation que, de cent, il n'y en a peut-être pas six qui échapent à la misère & aux différens accidens de l'enfance; ce qui est directement opposé à la saine politique & à l'humanité.

Pour subvenir à cette partie intéressante, il propose de réunir aux hôpitaux, déjà ex-

pressément établis pour recevoir & recueillir ces enfans exposés, une portion suffisante des bénéfices ci-dessus dits.

Tous les enfans, dont les pere & mere auront intérêt de cacher la naissance, ou ne pourront subvenir à leur subsistance, seront reçus dans les dits hôpitaux, à bureau ouvert, sur la simple représentation de leurs extraits baptistaires; & s'ils n'ont pas encore été baptisés, sur la simple déclaration qui en sera faite, sans exiger de plus amples informations.

Ces enfans seront acquis à l'hôpital, jusqu'à l'âge de vingt ans faits; & lorsqu'ils seront en état de travailler, tout l'ouvrage qu'ils feront sera au profit de l'hôpital, jusqu'à la concurrence de leur subsistance & entretien; au-delà desquels le surplus leur appartiendra, & sera mis en réserve par le receveur de l'hôpital, pour leur être délivré à leur sortie, lors de laquelle il leur sera en outre donné à chacun la somme de 20 liv. & un habillement neuf complet, de la même étoffe dont l'hôpital fait ordinairement usage.

Pour débarrasser d'autant lesdits hôpitaux,

& répandre des fujets dans les villes & les campagnes, il sera fait de tems en tems, dans les dits hôpitaux des adjudications publiques de ces enfans.

Ceux qui se présenteront ne pourront être admis que sur des certificats des curés, syndics & principaux habitans, comme ils ont domicile, qu'ils vivent en bons peres de famille, & qu'ils sont en état, par leurs biens, métier, travail ou industrie, de fournir à la subsistance, entretien & éducation de l'enfant qui leur sera adjudgé; & lorsqu'il y aura concurrence entre un habitant de ville & un habitant de campagne, ce dernier sera préféré à l'autre, à conditions égales.

Les conditions sont de nourrir & entretenir l'enfant, de lui apprendre un métier quelconque, de le traiter avec douceur & bonté & de ne le garder que le moins qu'ils pourront, depuis l'âge de 15. ans jusqu'à celui de 20. enforte que si, de deux adjudicataires, l'un s'oblige de le rendre à 19. ans & demi, & l'autre à 19. ce dernier sera préféré.

Le tems étant expiré, l'enfant sera & demeurera en pleine liberté, & l'adjudicataire

sera tenu de lui donner 20. liv. & un habillement complet d'étoffe commune.

L'enfant sera obligé de travailler pour son adjudicataire, pendant tout le tems de son adjudication, sans pouvoir en servir d'autres; & s'il quitte, il pourra être revendiqué par le susdit adjudicataire, en quelque lieu qu'il se trouve, avec telle amende, dépens, dommages & intérêts qui conviendront, contre ceux qui les auront débauchés. Ils ne pourront s'engager dans les troupes du Roi, sous peine de nullité des engagements & de cent livres d'amende contre ceux qui les auront engagés, applicables au profit de l'adjudicataire, & ils seront dispensés de tirer à la milice; permis cependant à eux d'y aller de gré à gré, pour le fils de leur adjudicataire, si le sort le mettoit dans le cas de marcher.

Les adjudicataires seront tenus de représenter les dits enfans, toutes les fois qu'ils en seront requis, aux Intendans ou aux Subdélégués, auxquels il sera fourni à cet effet un rôle des enfans adjugés dans l'étendue de leur subdélégation; & les Curés des paroisses auront particulièrement l'œil

à tout ce qui concernera les dits enfans.

Si de la part de l'adjudicataire, il y avoit violence & mauvais traitemens, ou de la part de l'enfant, désobéissance & indocilité, l'enfant pourroit demander à retourner à l'hôpital, ou l'adjudicataire pourroit l'y ramener, en justifiant l'un ou l'autre de la vérité des faits, par un certificat du Curé & de quatre des principaux habitans de la paroisse : & si l'enfant avoit volé dans la maison de l'adjudicataire, il sera puni comme pour vol domestique.

En cas de mort ou de désertion des dits enfans, les adjudicataires en seront déchargés, en rapportant à l'hôpital certificat suffisant.

Enfin l'auteur termine son projet, en disant que, comme le nombre & le revenu des bénéfices réunis pourroient se trouver excéder les besoins des hôpitaux, destinés à renfermer les mendiens, ou à contenir les enfans-trouvés, on pourroit en établir un troisième en faveur des Curés ou Prêtres qui, par leur grand âge ou leurs infirmités, seroient hors d'état de continuer les fonctions de leur ministère.

# ECLAIRCISSEMENTS

## HISTORIQUES

S U R L E D O M A I N E

### DU ROI DE FRANCE.

---

#### CHAPITRE I.

*Du domaine en général & des anciens domaines de France.*

**L**E MOT *domaine* désigne en général, toute possession, dont jouit un particulier tel qu'il soit; & ce n'est que l'usage qui, en restreignant sa signification, veut qu'il soit, de nos jours, spécialement appliqué à dénoter ce qui compose le patrimoine des rois, de façon qu'on entend sous le nom de domaines, toutes les possessions attachées à la Couronne.

L'Empire Romain avoit deux sortes de domaines, l'un privé qui appartenoit à l'empereur par droit de succession, & l'autre pu-

blic ou fiscal destiné aux besoins de l'Etat.

Les anciens François avoient adopté cette distinction, qu'ils conserverent sous les deux premieres races de leurs rois: Ils avoient des possessions qui leur appartenoint en propre, & le domaine public consistoit en terres & seigneuries attachées à la Couronne, en péages sur les denrées & sur les marchandises, en amendes qui, dans ces tems-là, se nommoient *bonum rigidum*, parce qu'elles étoient fort onéreuses à ceux qui y étoient condamnés, en composition des affaires criminelles, car alors les délits se rachetoient à prix d'argent, dont le tiers revenoit au fisc, & en compensations pécuniaires que devoient faire ceux qui refusoient d'aller à la guerre.

Lorsque les deniers, provenant de ces différentes branches du domaine public, ne suffisoient pas pour fournir aux besoins de l'Etat, alors & seulement alors, on imposoit des taxes plus ou moins fortes, selon ce que pouvoit exiger la nécessité des affaires publiques, c'est-à-dire, qu'on les proportionnoit à l'état de puissance ou de foiblesse dans lequel se trouvoient les Rois.

## CHAPITRE II.

*En quoi consiste le domaine actuel des Rois de France.*

ON ne connoît maintenant en France qu'une seule espece de domaine, qui consiste dans les fonds de terres qui appartiennent à la Couronne, & dans les droits dont le Roi jouit à cause de sa souveraineté, ou qu'il perçoit à cause des seigneuries qui font partie de son domaine.

Quelques auteurs ont prétendu comprendre sous le nom de domaines, toutes les impositions & tous les droits qui se levont sur le peuple, comme la taille, la capitation, les aides, la gabelle &c. mais pour moi, je me borne à considérer ici les seules parties que chacun regarde comme le domaine proprement & véritablement dit. Tels sont les droits d'aubaine, de bâtardise, de déshérence, de confiscation & d'épaves, qui sont certainement corps avec l'ancien domaine. Tels sont aussi ceux de péages, de greffes &

tabellionages, de francs-fiefs, & nouveaux acquêts, de petits-scels, d'amortissement, de centieme-denier & insinuations-laïques, du contrôle des actes, de celui des exploits, de la marque de l'or & de l'argent, des papiers & parchemins timbrés, qui sont regardés comme domaniaux, quoique leur origine soit bien plus moderne que celle des droits qui font partie de l'ancien domaine.

Ces derniers s'étant trouvés presque anéantis par des usurpations, des concessions ou des aliénations, on y a substitué successivement divers droits que l'on a qualifié de domaniaux. Il est probable que, dans la suite des tems, l'on confondra sous ce nom générique toutes les impositions & tous les droits fixes & permanens ; & avec d'autant plus de raison, que devenant portion des revenus du Souverain, ce doit être son domaine, ou du-moins c'est en réalité l'équivalent de son domaine. Mais quoiqu'il en puisse arriver, je croirois peu convenable d'anticiper les momens, où la politique confirmera cette dénomination.

Je ne rappellerai point ici les diverses ordonnances, qui ont été faites, pour la conser-

vation ou la réunion du domaine. Il y en a une multitude, mais les principales sont celles de Charles V. & VI. en 1374. & 1401. de François I. en 1539. & de Charles IX. en 1556. Cette dernière a été publiée à Moulins, & est ordinairement appelée l'ordonnance de Moulins pour la réunion du domaine, afin de la distinguer de celle qui fut faite dans la même ville & en la même année, mais qui n'avoit rapport qu'au règlement de la justice.

---

### CHAPITRE III.

#### *Division du domaine.*

Quoiqu'il n'y ait qu'une sorte de domaine, comme je viens de le dire; on peut cependant le diviser en grand & petit domaine, en domaine fixe & casuel.

Sous le nom de *grand-domaine*, je comprendrai les seigneuries, les villes, châteaux, terres, forêts &c. & le *petit-domaine*, en conformité de plusieurs édits & déclarations, notamment suivant la déclaration du 8. Avril

1772. & l'édit du mois d'Avril 1702, consistera dans les cens, ventes, moulins, fours, pressoirs, halles, maisons, boutiques, échoppes, terres vaines & vagues, landes, bruières, palus, marais, bacs, péages, passages, chasses, pêches, & autres choses semblables sujettes à payer des droits à la Couronne.

Le *domaine fixe* est celui qui est expressément uni, consolidé & incorporé à la Couronne, lequel est composé de seigneuries, terres, & des droits qui y appartiennent; & de ceux acquis au Roi à titre de sa souveraineté, à quoi on peut ajouter les pierreries & les meubles précieux de la Couronne, parce qu'ils sont réputés immeubles.

Le *domaine casuel* comprend ce qui appartient au Roi par conquête, acquisition, donation, succession, ainsi que ce qui lui est échü par droit d'aubaine, de bâtardise, de dés-hérence, de confiscation &c. Il est bon de remarquer que ce domaine, casuel de sa nature, devient fixe, quand les Officiers du Roi en ont joui paisiblement pendant l'espace d'une année, ou lorsqu'il a été uni au domaine fixe par une déclaration ou par un édit

à cet effet. Mais avant qu'il ait été déclaré tel, ou qu'il le soit devenu par le laps de tems prescrit par les ordonnances, les rois en peuvent disposer par donation, par vente, ou autrement. On voit en effet souvent les Monarques François, faire des dons de ce qui leur échet par donation, par bâtardise &c. car quoiqu'ils ne puissent céder le fond de ces droits, cependant ils ont la liberté de disposer des terres, des possessions & de tout ce qui leur est dévolu en vertu de ces droits.

Il en est de même des biens que possède un Prince, lorsqu'il devient Roi; car ce domaine n'étant pas royal, il peut l'aliéner irrévocablement après son avènement à la Couronne, pourvu qu'il n'y ait point été uni par aucun des moyens que j'ai indiqués ci-devant.

Henri IV. rendit une déclaration au camp de Nangis le 13. Avril 1590. portant, que le domaine qu'il possédoit avant son avènement à la Couronne, seroit désuni & séparé du domaine qu'il avoit comme Roi de France: mais il révoqua cette déclaration, par édit donné devant Paris au mois de Juillet 1607.

qui fut ensuite confirmé par d'autres édits de Louis XIII. l'un donné à Pau au mois d'Octobre 1620. & l'autre daté de Compiègne & du mois de Juin 1624.

François I. publia à Pau une déclaration le 30. Juin 1539. portant que le domaine de la Couronne est inaliénable & imprescriptible; & dans laquelle il ordonne en conséquence, que toutes aliénations ou usurpations qu'on en auroit pu faire, quelque anciennes qu'elles fussent, même de cent ans & plus, ne pourroient empêcher la réunion; & il enjoit à tous les juges de décider sur ces maximes tous procès mus ou à mouvoir à ce sujet: & pour faire mieux exécuter les dispositions de cette ordonnance, ce Prince établit à Paris la chambre du domaine, par édit du mois de Mai 1543.

Le domaine étant ainsi déclaré inaliénable & imprescriptible, il doit être considéré comme un dépôt sacré, que les Rois se transmettent successivement, sans pouvoir aucunement en disposer. Il y a cependant deux exceptions à faire.

La première que ce domaine peut être vendu & aliéné dans le cas d'une nécessité pressante, & sur-tout si les besoins de la guerre l'exigent : mais cette vente doit toujours être faite, en réservant à la Couronne la faculté perpétuelle du rachat, toutes les fois qu'elle voudra rembourser aux acquéreurs le prix qu'ils en ont réellement donné. Cette faculté est imprescriptible à l'égard du Roi, mais ne le seroit pas à l'égard d'un particulier qui, ayant primordialement acquis ce domaine, le vendroit sous la stipulation du rachat perpétuel, car il ne seroit pas reçu à la faire valoir après 30. ans d'abandon.

Outre la faculté perpétuelle du rachat, on réserve encore, dans les aliénations des parties du domaine, la foi & hommage des Evêques & autres Prélats, des comtes, vicomtes & barons, qui tiennent des fiefs du Roi, la garde des églises, les bois de haute-futaie, les gardes-nobles, les patronages & collations de bénéfices, les droits d'aubaine, de légitimation, de déshérence & autres semblables.

La seconde exception est pour les apanages qui sont donnés aux enfans de France, mâles

seulement ; car aux termes des anciennes ordonnances , les filles doivent être dotées en argent.

Les terres & droits ainsi donnés , passent aux enfans mâles des apanagistes , & aux enfans mâles de leurs enfans mâles graduellement en ligne directe.

Si les enfans mâles viennent à manquer , l'apanage retourne de plein droit à la Couronne , sans que les parens collatéraux , même mâles , puissent en hériter , à moins cependant que celui qui se diroit habile à succéder , ne fût descendu du plus ancien & premier apanagé ; car pour lors on fait passer , en sa personne le droit de premier donataire , & non celui du dernier décédé.

Si les apanagés font des acquisitions au - dedans de leurs apanages , elles demeurent à leurs héritiers , après l'extinction de l'apanage , quoiqu'il en ait été compté à la chambre du vivant des apanagés , parce que ces comptes ne changent point la nature de la chose.

L'ordonnance de François I. du 30. Juin 1539. ci-devant citée , & en conséquence de laquelle le domaine est censé inaliénable &

imprescriptible, est le premier titre authentique de cette espèce qui soit émané de l'Autorité Souveraine.

Quelques auteurs soutiennent cependant encore l'opinion contraire à cette prescriptibilité. Ils disent que, l'ordonnance étant fondée sur des principes faux, les conséquences qui en résultent ne peuvent jamais avoir ni la force ni le caractère de loi; parce que nulle loi ne peut être établie sur le faux.

Le préambule de cette ordonnance établit l'imprescriptibilité du domaine sur le droit civil & canonique: or il est certain, *disent ces auteurs*, que, par le droit civil, le domaine se prescrit par 40. ans; & que par le droit canon, la prescription de 40. ans court contre les églises particulières, & que celle de cent ans a même lieu contre l'église de Rome, suivant le *chap. 2. des prescriptions*.

C'est en effet l'opinion de Chopin *liv. 3. tit. 9.* de son traité du domaine, où il assure que l'ordonnance de 1539. n'a jamais eu d'autorité à cet égard, ni aux yeux des juges, ni parmi les avocats, *neque in judicando, neque in consulendo*.

Bacquet est de même sentiment en son traité du droit de déshérence *chap. 7.* Cependant le domaine fixe est reconnu pour être imprescriptible aussi-bien qu'inaliénable ; mais pour le domaine casuel, on ne peut douter qu'il ne soit prescriptible & aliénable. Cette question a même été jugée, en présence du Roi Louis XIII. au sujet de quelques terres situées en Languedoc, & qui provenoient des conquêtes anciennement faites sur Raimond comte de Carcassonne, dont la propriété fut déclarée prescrite contre la Couronne.

## CHAPITRE IV.

### *Du droit d'Aubaine.*

**O**N entend par Aubaine, le droit de succéder aux biens qui se trouvent en France appartenir à un étranger décédé qui n'est point naturalisé, ou qui, étant naturalisé, n'a point de parens régnicoles, ou n'en a point disposé par testament.

Ce droit est fort ancien. Les monumens des plus anciennes républiques nous en prouvent l'existence. M. le Bret tire son origine des tems où les hommes commencerent à former des sociétés : la crainte qu'ils eurent de leurs voisins, dit ce magistrat ; les fit renoncer à toute communication & à toute habitude avec eux.

Les Romains défendirent à tous les étrangers, même à leurs plus proches voisins, de s'établir dans la ville de Rome, sous peine de la vie : de-là cette guerre, qui fut appelée *Italique*, où les Romains battus & pressés, furent obligés, non seulement de leur accorder la permission de demeurer dans leur ville, mais encore de leur y donner le droit de bourgeoisie, avec cette restriction, cependant, qu'ils ne pourroient participer aux honneurs publics, & on les appella *novi cives*. Caius Appius Tribun du peuple renouvella la première rigueur dont Rome en avoit usé à l'égard des étrangers, lorsqu'il les chassa tous de la capitale, sous prétexte qu'ils s'y trouvoient en plus grand nombre que les citoyens.

Les Athéniens ne leur marquerent pas plus

d'égard ; car ils condamnerent Thrasibule à une amende de 10. talens , pour avoir donné le droit de bourgeoisie à Lifias Siracusien , qu'ils chassèrent de leur ville.

Plutarque , dans la vie d'Agis , dit que ceux de Sparte , & la plupart des peuples de la Grece , en ufoient de même , dans la crainte que les étrangers ne cherchassent à découvrir les secrets de l'Etat , ou qu'ils ne corrompissent les mœurs de leurs citoyens.

Cependant ces mêmes peuples , considérant qu'ils pouvoient recevoir des secours & des conseils de ceux des étrangers , qui se trouveroient posséder des talens & des qualités éminentes & supérieures , se déterminèrent peu-à-peu à donner le droit de bourgeoisie , à ceux d'entre eux qu'ils jugeoient pouvoir être utiles à la république. Ce fut le moyen dont Caius Marius se servit , pour s'excuser envers le peuple , de ce qu'il avoit donné le droit de bourgeoisie à mille Camerins , qui avoient vaillamment combattu pour la république contre les Cimbres.

Les Athéniens & les Romains observoient avec rigueur plusieurs formalités pour cette

admission. On examinoit, devant le peuple, les vertus & les mérites de ceux qui sollicitoient le droit de citoyens. Les uns & les autres étoient fort sévères dans cette information : mais particulièrement les Romains, qui punissoient du dernier supplice, ceux qui avoient obtenu le droit de bourgeoisie sur un faux exposé ; ce qu'ils appelloient *crimen peregrinitatis*.

C'est sur ces exemples que l'on a introduit en France, & dans toutes les contrées de l'Europe, ce droit que l'on appelle Aubaine. Il eut lieu pour la première fois en France, vers le milieu du douzième siècle, en haine des Anglois, d'où il fut appelé *Albinatus*, à cause que l'Isle d'Angleterre portoit le nom d'*Albion* ; & par représailles Edouard III. fit défense aux François d'habiter en Angleterre, sous peine de la vie. Quoiqu'il en puisse être de cette étimologie particulière, je crois néanmoins plus probable que le mot d'*Aubain*, vient des mots *Alibi natus*, comme plusieurs le prétendent.

Le droit d'Aubaine est royal & domanial, fondé sur le Droit Romain & sur celui des

Gens; & suivant la jurisprudence observée en France, le Roi seul a le droit de donner des lettres de naturalité. On répute étrangere en France, toute personne qui est née sous l'empire d'un autre Souverain, avec lequel il n'y a point de société naturelle, *originis* & *subjectionis*. On y reconnoît trois différens genres d'Aubaine.

Les Espagnols, les Allemands, les Italiens sont de vrais Aubains dans ce royaume, & leurs biens sont sujets au droit d'Aubaine.

Les autres peuples, quoique véritablement étrangers en France, n'y sont point assujettis à ce droit. Tels sont les Suisses, les Ecoissois qui sont au service du Roi, les Alliés & les Confédérés de la Hanse-Teutonique, en vertu des traités de Louis XI. des années 1477. & 1481. Les Anglois, en conséquence de l'article XIII. du traité d'Utrecht du 11. Avril 1713. & les Hollandois par l'article XIV. du traité de commerce, conclu au dit Utrecht le dit jour 11. Avril 1713. & autres peuples auxquels les Rois ont accordé des privileges, dont Louis XV. lui-même a dernièrement gratifié les habitans des Etats Sou-

verains & Ecclésiastiques de Liege & de Cologne.

Enfin les peuples de Flandres, de Brabant, du Luxembourg, de Namur & de Savoie, ne sont pas réputés Aubains, tant à cause des traités entre l'Espagne, l'Empereur, la Savoie & la France, que parce qu'ils sont *jure & origine Galli*: aussi lorsqu'ils se retirent en France, ils n'ont pas besoin de lettres de naturalité, mais d'une simple déclaration du Roi, par laquelle S. M. les avoue ses sujets.

On peut aussi comprendre, dans cette exception, les Ambassadeurs & ceux de leur suite, & les Ecoliers qui viennent étudier dans l'université de Paris. Mais tous ces privilèges cessent, lorsqu'il y a guerre ouverte avec le Royaume, Etat ou République, dans lequel ceux, au profit desquels ils sont, ont pris naissance : parce que dans ce moment ils deviennent ennemis de l'Etat par le fait de leurs compatriotes.

Un François qui s'est fait étranger, & qui a renoncé à sa patrie, est incapable de disposer, par testament, des biens qu'il a en Fran-

ce, & de succéder à ses parens qui y demeurent, parce qu'il est considéré comme déserteur, & par-là privé de tous les avantages dont peut jouir un Citoyen François.

Les Aubains sont incapables de posséder soit offices, soit bénéfices, de donner ou de recevoir par disposition testamentaire ; parce que toutes successions se déferent par le droit civil, & que les étrangers, n'étant point soumis aux loix de la France, ne peuvent en aucune façon profiter des avantages que donne le Droit Civil des François : *Lex de his qui sunt in lege loquitur.*

Les enfans des François, quoique nés hors du royaume, sont réputés François, pourvu qu'ils viennent demeurer en France ; parce qu'on estime que l'esprit de leur pere a été de revenir dans sa patrie : *dulces moriens reminiscitur agros.* C'est ce qui fut jugé au mois d'Août 1633. dans la cause des enfans du Sr. du Bail, qui étoit allé demeurer en Savoie, s'y étoit marié, & avoit même harangué Louis XIII. comme député de la ville de Chambery.

Un étranger naturalisé François, qui se ma-

rie hors de France, & y amene ensuite sa femme, ne la peut rendre capable du droit de communauté, ni la rappeler par son testament.

Si un Aubain forme quelque demande en justice, il est obligé, pour être entendu, de donner caution; & il n'est point reçu au bénéfice de cession de biens.

Le droit d'Aubaine appartenoit autrefois aux seigneurs particuliers, ainsi qu'il se voit par les plus anciennes chartres & coutumes, & ces seigneurs traitoient même fort durement les Aubains; car ils se faisoient de leurs personnes, & les faisoient serfs, ou mainmortables de corps.

Comme cet usage étoit aussi contraire à l'humanité, qu'au droit des gens, les Rois de France prirent sous leur protection les Aubains qui étoient dans les parties diverses de leur royaume, sans préjudice cependant des autres droits de ces seigneurs; & enfin S. Louis déclara, *au chapitre 31. de ses établissemens*, que les étrangers ne pourroient se faire d'autres seigneurs que le Roi.

Le droit d'Aubaine est à présent regardé en

France comme un droit purement royal, dont les seigneurs ne peuvent jouir, même dans les lieux où les coutumes leur paroissent favorables à cet égard; parce que c'est un principe certain que, dans tout ce qui concerne les droits du Roi, c'est par les ordonnances qu'il faut juger; & non par les coutumes, qui n'ont été autorisées que pour servir de regles entre les sujets. Ce sont les maximes que Ducrot, Beschefer, Bouthilier, Bacquet, Loyseau, de Laureire, & plusieurs autres Jurisconsultes François ont donné pour constantes.

Autrefois tous les étrangers étoient obligés de donner leurs noms & surnoms chaque année au collecteur du domaine, & de payer entre ses mains, au profit du Roi, douze deniers Parisis, dans le jour de Saint Remi, à peine de sept sous six deniers parisis d'amende. Ce droit étoit appelé *Chefuage*, parce que chaque chef de famille étranger, soit qu'il fût veuf ou marié, étoit tenu de le payer.

Quoique ce droit soit établi à l'exemple des anciens gouvernemens, & qu'il soit fondé sur les anciennes ordonnances du royaume

de France; cependant, comme il a pris naissance dès les premiers tems de la réunion des peuples en corps de société, & que dans ce tems-là il n'y avoit entre eux ni communication ni commerce, ce droit doit être plutôt regardé comme une preuve de la barbarie, qui faisoit alors le caractère des nations, que comme l'effet d'une police raisonnée; & s'il a été continué jusqu'à présent dans plusieurs parties de l'Europe, c'est plutôt par un reste de cette même barbarie qui lui a donné l'être, que par aucun motif d'intérêt & d'utilité sensible.

En effet si les Suisses, les Hollandois, les Flamands, les Savoyards, les Alliés & Confédérés de la Hanse Teutonique &c. ne sont point Aubains en France, & si réciproquement les François ne le sont point chez ces peuples, c'est que la France a trouvé un avantage à les attirer dans son royaume, & qu'ils en ont trouvé un égal à engager les François à passer dans leur pays. On s'est mis par-là en état d'aller, venir & séjourner respectivement les uns chez les autres, sans crainte de voir des héritiers légitimes, donataires ou testamentaires, frustrés d'un bien qui doit natu-

rellement leur appartenir, ou qu'ils pouvoient espérer en vertu des loix admises dans l'un & l'autre pays. On s'est mis par-là en état de commercer ensemble, & de se communiquer des lumieres sur le gouvernement politique & économique, les découvertes & les connoissances faites & acquises en particulier dans les arts & les sciences.

Telles sont les réflexions que des mœurs policées ont fait faire ; tels sont les motifs qui ont donné lieu aux exceptions que la France a faites à cette loi, dictée par la férocity des premiers tems : mais si ces réflexions sont bonnes, si ces motifs sont fondés à l'égard de ce qui a été déjà fait, les mêmes raisons ne militent-elles pas pour ce qui reste à faire ?

Il s'en manque beaucoup que le produit de ce droit soit comparable au préjudice qu'il cause. Les fermiers du domaine ne le considèrent que comme une casualité, incapable de former un objet dans leurs enchères, & une augmentation dans le prix de leurs baux ; pendant que d'un autre côté le climat heureux de la France, la douceur & la politesse de ses habitans y attireroient une infinité d'étran-

gers, qui y feroient une grande dépense, y laisseroient beaucoup d'argent, & finiroient peut-être par l'adopter pour leur patrie. Mais la crainte de voir enlever leurs richesses à leur postérité, & le désagrément de se voir, comme esclaves, incapables d'une partie des actes de la Société civile, les rappellent ou les retiennent chez eux; & si la curiosité ou la nécessité de leurs affaires les déterminent à en sortir, ce n'est qu'un passage qui ne produit qu'une des moindres parties des avantages, que la France pouroit espérer d'un long séjour, ou d'une habitation constante.

Quelqu'un dira peut-être que le royaume n'y gagneroit pas, parce que ce que ces étrangers feroient à son égard, ses sujets le feroient au leur; c'est-à-dire, que les François deviendroient voyageurs, & qu'ils pourroient abandonner leur patrie, pour aller s'établir sous une souveraineté étrangère, de même que les sujets de cette souveraineté étrangère pourroient venir s'habituer chez eux; & qu'ainsi tout devenant égal, il vaut mieux encore empêcher les enfans d'abandonner la maison paternelle, que de les échanger pour d'autres

qui ne seroient attachés à la famille par aucun lien.

En supposant que le gain balançât la perte des sujets, il ne s'ensuivroit pas que ce fût une raison suffisante pour laisser subsister le droit d'Aubaine; puisque ce droit n'en blesseroit pas moins la liberté & l'humanité; & dans cette supposition, il le blesseroit gratuitement: mais il s'en faut de beaucoup que cette parité soit soutenable.

Je l'ai déjà dit, l'heureuse température du climat de la France, l'abondance de ses productions qui fournissent le nécessaire & le superflu, sa position favorable au commerce de terre & de mer, les mœurs douces & polies de ses habitans les attachent & les lient indissolublement à leur patrie; & à l'exception des sujets que le Prince envoie au-dehors pour les affaires publiques, & dont le nombre peut être égal de toutes parts, il y a eu dans tous les tems en France dix Allemands, contre un François en Allemagne.

Ainsi ne trouvant rien qui, à son égard, favorise la perpétuité du droit d'Aubaine, & convaincu au contraire que l'existence de cet-

te loi lui est préjudiciable, je conclurois, sans hésiter, à sa suppression, & je penserois de même, quand il n'y auroit d'autre considération que celle due à la liberté naturelle.

Le nombre des sujets diminue sensiblement en France, & comme ses sujets sont sa richesse fondamentale, ce royaume doit employer tous les moyens possibles pour en réparer la perte; & pour mettre à profit celui qu'offre la suppression du droit d'Aubaine. J'accorderois à tous les étrangers, qui voudroient venir s'établir en France, non seulement les prérogatives du régnicolat, mais encore je les déclarerois exempts de tous subsides personnels, à l'exception d'une légère capitation pour marque de sujettion, & je donneroie à leurs enfans, nés en France, la faculté de tenir & posséder, tous les offices, emplois & bénéfices réservés pour les François naturels.

Et pour ne laisser subsister aucune idée de contrainte, je leur permettraie, dans le cas où le séjour de la France cesseroit de leur plaire, de se retirer ou bon leur sembleroit, avec la liberté de vendre, aliéner ou échanger leurs biens meubles & immeubles, & d'en empor-

ter le prix en entier, à condition que ce seroit en marchandises du crû du royaume.

Je ferois plus encore, je laisserois aux François naturels la même liberté, à la charge cependant que, du prix de leurs biens, il en appartiendroît la dixieme partie au fisc, comme cela se pratique en plusieurs Etats d'Allemagne, où cette retenue du dixieme a lieu sous le nom de droit de transmigration, & où il subsiste de tems immémorial, sans que l'on se soit apperçu qu'il en ait résulté aucun inconvénient. La patrie en effet est toujours & par-tout un engagement puissant, & en France plus qu'ailleurs; d'un autre côté ceux qui ont du bien, ne se déterminent pas aisément à en sacrifier ainsi la dixieme partie pour satisfaire leur curiosité ou leur inconstance. A l'égard de ceux qui n'ont rien, l'univers est leur patrie, & les loix de cette espece ne sont pas censées faites pour eux.



## CHAPITRE V.

*Du droit de Bâtardise.*

**L**es anciens législateurs ayant reconnu, par expérience, qu'ils ne pouvoient se servir d'aucun moyen plus puissant pour établir les bonnes mœurs parmi les Peuples, & pour les retirer du libertinage, que de punir les peres en la personne de leurs enfans; ils publierent des loix rigoureuses contre les Bâtards, & leur donnerent des noms qui seuls les couvroient d'opprobre, les bannissant des assemblées publiques, les rendant incapables de succéder à leur pere, & les privant des honneurs & des prérogatives attachées aux familles dont ils étoient sortis; & ils les faisoient observer ces loix avec tant de rigueur, qu'il n'y avoit que le Prince qui pût, par sa puissance absolue, les laver de toutes ces taches d'infamie, & les rendre capables de parvenir aux charges publiques, ce qui fut exactement pratiqué par les Romains.

Les Rois François de la premiere & de la seconde race, ayant considéré que, par le droit

droit naturel, il n'y a point de différence entre les enfans légitimes ou bâtards, la nature leur donnant aux uns & aux autres la même origine, se portèrent volontiers à réparer le défaut de leur naissance, & suivant Grégoire de Tours & M. le Bret dans son *Traité de la souveraineté du Roi livre 2. chapitre 9.* ce n'est que depuis Hugues Capet que l'on les a véritablement distingués.

Jusqu'aux regnes des Rois Louis Hutin, Philippe le Long & Charles VI. les Bâtards suivirent la condition des Aubains, & étoient serfs & main-mortables de corps: mais ces Princes déclarerent successivement que ce droit étoit royal, & qu'il n'y avoit que le Souverain qui pût leur donner des lettres de légitimation, & les rendre capables d'exercer toutes sortes d'offices.

Il importe à l'Etat & à la conservation de l'Autorité Royale, que la condition des fujets ne puisse être changée sans la permission du Prince. Les Romains ne permettoient ni d'adoption ni d'arrogation, qu'elle n'eût été confirmée par le decret du Peuple lors de la république, ou par le rescript du Prince du

tems des Empereurs, & c'est cette maxime qui a établi en France celle de faire dépendre du Roi seul la légitimation des Bâtards.

Il faut que les lettres de légitimation aient été impétrées par le pere, ou qu'il en ait poursuivi la vérification à la Chambre-des-Comptes, selon ce que prescrit un arrêt du conseil du Roi de l'an 1579.

Les enfans ainsi légitimés ne peuvent prétendre aucun droit d'aînesse à la succession de leur pere; c'est une prérogative qui appartient de droit à l'enfant légitime; l'autre ne peut avoir d'autre portion dans l'hérédité paternelle, que celle qui revient au moins favorisé des autres enfans.

Le Roi a droit de succéder aux Bâtards non légitimés, ils ne peuvent hériter de personne, & personne ne peut hériter d'eux, *quia non habent nec genus nec gentem*; ce qui a lieu à l'égard des bâtards de quelque extraction qu'ils soient descendus, & reçoit néanmoins deux exceptions, savoir, quand le Bâtard a des enfans, ou qu'il a disposé de ses biens par testament; auxquels cas le Roi n'a rien à prétendre à leurs successions; & les legs

qu'ils ont pu faire sont seulement réductibles à la qualité & à la quantité des biens, dont les coutumes permettent de disposer.

La ligne descendante des Bâtards leur succede, parce qu'ils sont liés de parenté par le droit civil : mais il n'en est pas de même de leurs peres & meres & autres ascendans en ligne directe ou collatérale, parce qu'ils ne leur appartiennent que par le droit naturel.

Le mari ou la femme survivant, se succedent l'un à l'autre, par la disposition du droit civil, ils sont considérés comme parens, à cause de l'étroite union qui doit être entre eux, à l'exception toutefois de quelques coutumes & notamment de celle de Normandie, qui préfèrent le Seigneur au mari & à la femme.

Pour l'application des cas ci-dessus, il faut que les Bâtards soient nés de peres & meres, qui pouvoient légitimement contracter mariage, c'est-à-dire, qui ne fussent alors ni mariés ni dans les ordres, ni parens au degré prohibé, sans quoi les enfans seroient exclus de la faveur de la loi. Le Droit Romain déclaroit de pareils Bâtards incapables de dona-

tions : mais le droit civil, qui en ce point est suivi en France, a mitigé la rigueur de cette disposition.

La reconnoissance, par un mariage postérieur, des enfans nés avant ce mariage, les rend légitimes, pourvu, comme on l'a dit ci-dessus, qu'au tems de ce mariage, il n'y eût cause prohibitive, parce que l'on juge bénévolement en faveur des enfans, qu'ils sont regardés comme le fruit d'une honnête amitié, & que l'on suppose que dès lors leurs peres & meres avoient l'intention de se marier.

Le Bâtard d'un étranger par une Françoisse peut tester ; car étant né en France, il est François & non étranger.

Les Bâtards sont exclus non seulement des successions, mais encore du retrait lignager, du droit d'aînesse, des dignités ecclésiastiques, & de tous les avantages qui appartiennent aux enfans qui sont nés en légitime mariage.

Lorsque le Roi prétend succéder par droit de bâtardise, il doit la prouver, car la présomption est toujours pour l'Etat.

Quoique le droit de succéder aux Bâtards soit entièrement royal, le Roi pouvant seul

légitimer, cependant les Seigneurs Haut-justiciers prétendent qu'il leur appartient; & en effet ils ont obtenu plusieurs arrêts, qui leur donnent cette faculté, ce qui s'est introduit par la négligence des officiers qui se sont peu embarrassés de défendre les droits du Roi: mais il faut, pour qu'ils jouissent de la faveur de ces arrêts, que trois choses concourent; savoir que les Bâtards soient nés en leurs terres; qu'ils y aient demeuré & qu'ils y soient morts; mais, même dans ces circonstances favorables, ils ne peuvent prétendre que les biens meubles & immeubles qui sont situés dans l'étendue de leur juridiction.

Les Bâtards des simples gentilshommes sont tenus de payer la taille, comme roturiers, quand même ils auroient été légitimés, à moins cependant qu'ils n'eussent obtenu des lettres spéciales d'anoblissement. M. le Bret dit que l'on peut tenir pour maxime générale que les Bâtards des rois sont princes; que ceux des princes sont seigneurs; que ceux des seigneurs sont gentilshommes, lorsque ceux des simples gentilshommes sont roturiers.

## CHAPITRE VI.

*Du droit de Déshérence & Biens vacans.*

**I**L y a bien des Seigneurs sans terres, mais il n'y a point de terres sans seigneurs, *dit M. le Bret*, parce que sitôt que l'un abandonne, l'autre saisit; & s'il n'y a point d'héritier, le fisc prend la place: c'est ce qui s'appelle *Déshérence*, c'est-à-dire, le droit que le Roi a de succéder à un défunt laïque ou ecclésiastique, qui n'a point d'héritier légitime ou testamentaire.

Ce droit a été introduit parmi les François à l'exemple des Romains. Du tems de la république, les deniers provenans de la vente des biens des successions vacantes étoient portés à l'épargne publique; mais dans la suite les Empereurs les appliquèrent à leur profit, *ut vacans & caducum patrimonium.*

Les Rois d'Espagne, de Portugal, de Pologne, & tous les autres Souverains jouissent de ce droit dans leurs Etats; & suivant l'opinion de plusieurs jurisconsultes célèbres, il

n'est pas douteux que le Monarque François n'ait ce privilege dans toute sa souveraineté. Cependant les officiers, préposés à la manutention de ses droits, ont été si négligens à conserver celui-ci, que ce Prince n'en jouit que dans les terres de son domaine, & dans les lieux où les coutumes le disent en termes exprès : mais partout ailleurs les Seigneurs Haut-justiciers l'ont usurpé, comme ils ont fait à l'égard de plusieurs autres droits.

Sous les Empereurs Romains, il y avoit différens degrés limités, au-delà desquels le fisc déclaroit l'hérédité vacante & la recueilloit à son profit : mais en France, les Rois ne se mettent jamais en possession d'aucune, tant que les parens du défunt peuvent justifier leur ligne, que l'on peut faire remonter inclusivement jusqu'au dixieme degré des deux côtés, qui en ce cas se succedent l'un l'autre ; & même, quand les deux lignes manquent, le mari succede à sa femme comme la femme à son mari, en quoi l'on se conforme à la disposition de la loi, *unde vir & uxor* : mais il faut que tous deux soient nés Fran-

gois, sans quoi le Roi exclut le survivant. Il y a quelques coutumes de ce royaume, dans lesquelles la Déshérence est appelée ligne éteinte, ou ligne faillie.

Les autres biens vacants autrement que par déshérence devroient pareillement appartenir au Roi si l'on avoit su maintenir ses droits : mais l'usage a prévalu, & les Haut-Justiciers s'en mettent en possession après certaines formalités, le Roi n'en jouissant que dans les terres de son domaine.

A l'égard des immeubles qui sont sans maîtres, tels que les terres vaines & vagues, & les héritages abandonnés, les Empereurs Romains en dispoient, comme le témoignent les ordonnances de Pertinax : mais en France les Seigneurs de fiefs s'en saisissent par droit de seigneurie directe.

Chaque Seigneur succede à ce qui se trouve dans l'étendue de sa haute-justice, non seulement pour les immeubles, mais encore pour les meubles & effets mobiliers, ce qui fait ici une exception à la règle, qui veut que tous les meubles & effets mobiliers suivent le domicile du défunt.

Le Roi ou les Seigneurs qui se font adjuger la Déshérence, doivent faire faire inventaire des biens, pour qu'ils soient conservés dans le cas où il se présenteroit quelque parent, parce que ni le Roi ni les Seigneurs ne sont saisis de droit.

Il est bien entendu que ceux qui prétendent avoir titre pour recueillir une succession vacante, soit par aubaine, bâtardise, déshérence ou confiscation, ne peuvent y être admis qu'à la charge de payer les dettes, jusqu'à concurrence de ce dont ils profitent.

A l'égard de la prescription contre le Roi, du droit de Déshérence & biens vacans, il faut faire différence entre les choses déjà acquises au Roi & les actions qu'il peut acquérir. Quant aux premières, elles ne peuvent se prescrire : mais il est certain que les actions se prescrivent par 20. ans ; & même dans l'espèce dont il s'agit ici, la prescription est acquise par quatre ans, à compter du jour que la vacance est claire & certaine, en sorte que le Roi est déchu de son action, s'il ne l'exerce point pendant les quatre années, qui suivent le jour dans lequel la vacance a été publique & connue.

## CHAPITRE VII.

*Du droit de Confiscation.*

**L**A Confiscation est l'adjudication au fisc, des biens des condamnés pour crimes. C'est un droit extrêmement ancien, dont on trouve même plusieurs exemples dans l'écriture ; & si l'on compare cette partie du Droit François avec le Droit Romain, on verra que l'un a servi de modèle à l'autre.

Le citoyen retranché de la Société humaine par le dernier supplice, ou de l'Etat par la mort civile, est réputé anéanti, & par conséquent incapable de laisser son héritage à ses parens ou à ses amis ; de sorte que les biens qu'il possédoit, se trouvant sans propriétaire, doivent naturellement revenir au domaine public, comme au centre commun, d'où ils sont censés avoir été tirés.

Il s'en manque bien que la jurisprudence, sur le fait des Confiscations, soit universelle en France. Quelques coutumes ont gardé le silence sur cette partie ; dans d'autres on s'est conformé aux anciennes maximes des Ro-

ains; ailleurs on a suivi le nouveau droit de Justinien; & il y des provinces où la Confiscation n'a point lieu, si ce n'est conformément à l'ordonnance de Villers-Cotereft, & à celle de François I. de l'année 1545. pour crimes de Leze-Majesté divine & humaine, & pour tous les autres cas royaux.

Mais comme le nombre des coutumes qui admettent la Confiscation, est plus grand que celui de celles qui la réprouvent, on juge que, lorsqu'une coutume n'en dispose point, on doit avoir recours au droit commun de la France, suivant lequel on voit que les biens de ceux qui sont condamnés à mort civilement ou naturellement, doivent être confisqués avec leurs personnes.

Si l'on s'en rapporte aux anciennes loix, il semble que les biens confisqués ne devraient appartenir qu'au Souverain; cependant les Seigneurs en jouissent dans toute l'étendue de leurs hautes-justices. La confiscation des meubles appartient au Seigneur, duquel le confisqué est couchant & levant, & celle des immeubles revient aux Seigneurs Haut-justiciers des lieux où ils sont assis: *instit. de Loyfel liv.*

6. *tit. 2.* à l'exception toutefois des cas de crime de Leze-Majesté divine & humaine & de félonie, dans lesquels on prétend que la Confiscation appartient au Roi exclusivement à tous autres, même sans aucune charge, dettes, substitutions ou fidei-commis, si ce n'est du douaire; ce qui a lieu, non seulement au premier chef, mais encore pour tous les autres cas royaux, quand même le coupable n'auroit pas été condamné de son vivant. C'est par de telles Confiscations que plusieurs grandes seigneuries & provinces ont été unies à la Couronne de France, & entre autres le Comté de Dreux, la Guienne, l'Anjou, la Touraine, le Maine, l'Auvergne &c.

A l'égard des Seigneurs Haut-justiciers, il en est autrement; car il sont obligés de payer les dettes des biens des condamnés à proportion des profits qu'ils en retirent.

L'homme qui se tue volontairement, confisque envers son seigneur, parce que n'étant pas l'auteur de sa vie, il ne peut s'en priver sans crime.

L'ordonnance de 1670. titre 17. article XXIX. & suivans, veut que les condamnés

à mort par coutumace, ceux qui sont envoyés aux galeres à perpétuité ou bannis du royaume sans espoir de retour, s'ils décèdent après cinq ans expirés depuis leur sentence, sans s'être représentés, ou avoir été constitués prisonniers, soient réputés morts civilement du jour de l'exécution de la sentence de contumace; & pendant les cinq années, elle ne donne aux receveurs du domaine, aux donataires du Roi, ou aux Seigneurs Haut-justiciers, que les fruits des biens des confisqués, lesquels ils doivent percevoir des mains des fermiers ou redevables, sans qu'il leur soit permis de s'en mettre en possession, & de toucher à la propriété, sous peine du quadruple.

Les Loix Romaines ne permettoient pas de demander les biens des confisqués : mais les Loix Françoises les donnent presque toujours, & sur-tout aux parens des condamnés. La nature leur a paru plus favorable que la loi, & le sang préférable au fisc. Il est même à observer que, si ce sont les enfans qui sont donataires des biens des confisqués, ils ne sont sujets à aucun relief : mais que si le

don est fait à des collatéraux, ils sont considérés comme étrangers, & doivent tous les droits au seigneur de qui les biens sont mouvans : la libéralité du Prince tenant lieu de nouveau titre.

---

## CHAPITRE VIII.

*Du droit d'Epaves, de Murs, Fortifications, Fossés des villes, de Mer, Lais & Relais de la mer, des Isles, Islots, Atterrissements & Alluvions.*

**L**es Epaves, sont les choses égarées qui ne sont réclamées de personne. Ce sont proprement les bêtes épouvantées & égarées : mais dans l'usage, on entend sous cette dénomination toutes choses perdues qui, n'étant point réclamées dans le tems prescrit par la coutume du lieu, sont censées n'avoir point de maître, & comme telles appartiennent au Seigneur Haut-justicier : on appelle aussi Epaves fonciers, des fonds présumés vacans, parce que l'on n'en connoit pas bien le propriétaire, & c'est ce dont j'ai parlé ci-devant.

Par la disposition du Droit Romain , les trésors sont des Epaves , & ils appartenoint à celui qui avoit eu le bonheur de les trouver en son héritage , mais si un particulier en trouvoit dans le territoire d'autrui , il ne lui en appartenoit que la moitié , & l'autre étoit au propriétaire du fond.

En France , la plus commune opinion est que le tiers des trésors trouvés appartient au propriétaire du terrien , dans lequel ils sont trouvés , l'autre tiers à celui qui les découvre , & le dernier tiers au Seigneur Haut-justicier : mais s'ils sont trouvés par celui à qui l'héritage appartient , il en doit avoir la moitié , & l'autre moitié revient au Roi ou au Seigneur Haut-justicier. C'est ainsi que le partage avoit été réglé par le dixieme article du titre du droit de justice qui avoit été arrêté lors de la rédaction de la coutume , mais qui fut supprimé par des considérations particulières.

Les Murs, Fossés & Fortifications des villes appartiennent constamment au Roi , par un droit fort ancien , fondé sur ce qu'il seroit dangereux pour la sûreté publique , que les

habitans des villes fussent maîtres de leurs fortifications , & pussent les augmenter ou les détruire à leur gré : outre que , suivant le droit commun , ce qui est public appartient au Roi. C'est par cette raison que le Prevôt-des-marchands & les Echevins de la ville de Paris , ont obtenu des lettres en 1636. pour jouir des fossés qui avoient été ou qui seroient comblés à l'avenir.

La mer , sur les côtes du royaume , appartient aussi au Roi , parce qu'elle est au public ; de même que les Lais & Relais qu'elle y laisse , & qui se trouvent sur son rivage. Grotius rapporte à ce sujet quantité d'autorités & une multitude de bonnes raisons , dans son traité de la guerre & de la paix , *liv. 2. chap. 3.*

Les grandes rivières navigables sont pareillement censées appartenir au fisc , parce qu'il importe au public que la navigation , & l'espace nécessaire pour le tirage des bateaux , soient maintenus libres par l'Autorité Souveraine.

Le Droit Romain donnoit les Isles, Ilors, Atterrissemens & Alluvions à ceux qui étoient proprié-

propriétaires des plus prochains héritages : mais Bacquet, dans son Traité des droits de justice, prétend que toutes ces choses appartiennent au Roi ; sans préjudice cependant des droits de Moulins, que les particuliers peuvent avoir, pourvu qu'ils soient fondés en titre.

## CHAPITRE IX.

### *Du droit de Péages.*

**L**E Péage est un droit seigneurial qui se prend sur le bétail qui passe, & sur les marchandises que l'on porte, pour entretenir les ponts, ports & passages, afin que le seigneur puisse savoir ce qui passe d'un pays dans un autre. Il ne faut pas confondre ce droit, avec celui de la traite & imposition foraine, qui se paie sur les denrées, fabriques & marchandises, qui entrent & qui sortent du royaume tant par mer que par terre, lequel a été particulièrement établi par les édits de 1376. 1392. & 1488. & fixé au vingtième de la valeur des marchandises, sauf les changemens survenus depuis. Comme j'ai déjà parlé de

*Tome IX.* O

ces droits de traite & de péage, je me dispenserai d'en dire ici davantage.

---

## CHAPITRE X.

### *Du droit de Greffe & Tabellionage.*

C'est sans fondement, dit Pasquier, que quelques Auteurs prétendent que les Greffes & Tabellionages ne sont réputés domaniaux, que depuis Henri III. sous lequel ils furent aliénés moyennant finance.

Philippe le Long les avoit déclarés domaniaux, dès l'an 1319. par son ordonnance de la même année, dans laquelle il dit : *Est à entendre que les sceaux & écritures sont de notre domaine; & plus bas: Item tous sceaux & écritures seront vendus dorénavant par enchere, à bonnes gens & convenables.*

La raison pour laquelle les Greffes & Tabellionages sont domaniaux, dit le même Pasquier, „ c'est qu'autrefois ceux qui les exer-  
„ çoient étoient serfs, & que les François  
„ ayant conquis les Gaules, & les Rois ayant  
„ transporté à leur Couronne tout ce qui ap-

„ partenoit à l'autorité publique des villes,  
 „ les Greffes & Tabellions leur appartenrent  
 „ par ce moyen, & furent de leur domaine :  
 „ ce qui a subsisté nonobstant les affranchis-  
 „ semens survenus. Mais ce droit ne doit  
 „ s'entendre que des juridictions ordinaires,  
 „ qui sont les prévôtés, vigueries & vicom-  
 „ tés; & non pour les Greffes des bailliages,  
 „ sénéchaussées ou élections, & moins enco-  
 „ re pour ceux des cours supérieures, qui  
 „ sont des ordres introduits en France, de-  
 „ puis que la servitude en a été bannie, &  
 „ qui par conséquent ne pourroient être ré-  
 „ putés domaniaux : en sorte, *continue ce lé-*  
 „ *gisle*, que celui qui est auteur de la vente  
 „ qu'en fit le Roi Henri III. mériterait, s'il  
 „ vivoit, qu'on lui fit son procès extraordi-  
 „ nairement; car, *dit-il*, c'est sur la vente  
 „ de ces Greffes que fut entée la ruine de  
 „ l'Etat."

J'avoue qu'il n'est pas aisé de deviner ce  
 qu'il veut dire par-là, ni le motif de sa mau-  
 vaise humeur : mais quoi qu'il en soit, comme  
 tous les droits & émolumens tant des Greffes  
 en chef que des autres natures de Greffes ap-

partiennent au Roi dans toutes les cours & juridictions royales, ordinaires & extraordinaires du royaume, lesquels ont tous été réunis par les édits des mois de décembre 1699. février 1715. & autres, ils font partie du bail général des fermes unies.

---

## CHAPITRE XI.

*Du droit des Francs-Fiefs & Nouveaux Aquêts.*

**Q**uoique ces deux droits soient ordinairement confondus, cependant ils sont fort différens l'un de l'autre.

Celui de Francs-Fiefs est dû par les Non-nobles, possédant-fiefs & arriere-fiefs, rentes, héritages & autres possessions nobles par eux acquises, à quelque titre que ce soit.

Celui de Nouveaux-Aquêts est dû par les Ecclésiastiques, Communautés, Fabriques, Maladeries & autres gens de main-morte, pour les terres, rentes, héritages, possessions, usages & autres biens, tant nobles que roturiers, par eux tenus & possédés, à quelque titre, charge & condition que ce soit.

Le motif de l'introduction de ces droits est commun à l'un & à l'autre.

Quant au droit de Francs-Fiefs dû par les roturiers, il a été établi pour récompenser le Roi du non-service de la noblesse, à laquelle les héritages nobles avoient été donnés par les Rois, à la charge de les suivre dans leurs expéditions militaires.

Les gens de main-morte y sont soumis, pour compenser la perte & le dommage, que le Roi souffre, quand quelques héritages nobles ou roturiers sont en leur possession, & que par conséquent il n'y a point de mutation à espérer de leur part.

Sur le déclin de la seconde race, & au commencement de la troisieme, c'est-à-dire, vers l'an 1000. il fut fait des réglemens pour les droits de mutation, dûs à cause de la possession des fonds. Les églises, qui auparavant aquéroient librement, commencerent à être troublées par les seigneurs, dans les aquisitions qu'elles faisoient. Louis IX. dont certainement on reconnoît le vrai zèle pour la religion, décida néanmoins la contestation en faveur des seigneurs, comme on le verra, lorsque je parlerai des amortissemens.

Les Bourgeois, qui dès-lors possédoient des Fiefs, ne pouvant rendre les services militaires dûs à cause de ces fiefs, traitoient ordinairement avec les Seigneurs féodaux, qui les en affranchissoient pour de l'argent ; & les seigneurs suzerains, en remontant de degré en degré jusqu'au Roi, & le Roi lui-même exigeant d'eux de grosses finances, ils ne pouvoient garder leurs acquisitions qu'à des conditions très onéreuses : ce qui donna lieu à une infinité de plaintes, sur lesquelles Philippe-le-Hardi fit un règlement l'an 1275. par lequel il fixa ce qui seroit payé, suivant les différens cas, par les gens de main-morte, pour les biens nobles ou en censive, & par les non-nobles pour les fiefs & arriere-fiefs qui seroient dans leurs mains. C'est la premiere regle qui ait été établie sur cette partie.

Dans ces tems, les fiefs communiquoient leur franchise & leur noblesse aux roturiers qui les possédoient, pourvu qu'ils y fissent leur demeure ; & par un usage assez singulier, les nobles perdoient les privileges de leur franchise, & étoient censés, regardés & traités comme roturiers, tant qu'ils demeuroient

sur leurs héritages tenus en censive : ainsi c'étoit la nature de la terre qui décidoit de la qualité des personnes, & la noblesse étoit, pour ainsi dire réelle.

Les Rois n'approuverent point cette manière d'aquérir la noblesse ; & pour distinguer à l'avenir les nobles des roturiers, ils ordonnerent que les roturiers, qui posséderoient des fiefs, seroient tenus de leur payer, de tems en tems, une certaine somme, pour interrompre la prescription, ce qui fut alors réglé à 40. ans.

Malgré ces précautions & ces taxes, les roturiers, continuoient de prendre le titre de nobles ou écuyers ; & ce fut pour mettre une fin à cet abus que l'ordonnance de Blois de l'an 1579. statua, par l'article 663. que les roturiers & non-nobles, qui acheteroient des fiefs nobles, ne seroient pas pour cela anoblis, de quelque revenu que pussent être les fiefs qu'ils auroient aquis ; & tel est l'usage actuel en France.

A l'égard des gens de main-morte, il y a une infinité de réglemens qui ordonnent, qu'ils seront tenus de faire des déclarations exactes de leurs Nouveaux-Aquêts, & de représenter

les lettres d'amortissemens, & les permissions qu'ils auront eues d'aquérir, sous peine de confiscation des biens recelés & non déclarés.

En conformité des anciennes ordonnances, la Chambre des Comptes de Paris, par son arrêt du 20. Juillet 1634. a fait défenses à toutes personnes ecclésiastiques, aux religieux & autres gens de main - morte de posséder à l'avenir aucunes maisons ou aucuns héritages immeubles, sans avoir obtenu des lettres patentes du Roi, dûment vérifiées en la dite chambre; & a ordonné que tous héritages acquis depuis 40. ans, par don, aumône ou achat, par les dits gens de main-morte, possédés sans lettres vérifiées, seroient saisis & mis en la main du Roi, pour être régis, après l'an de la saisie passée, par les Receveurs du domaine, si dans le dit tems ils ne mettoient hors leurs mains les dits héritages saisis, ou ne faisoient apparoir des dites lettres dûment vérifiées.

Il y a plusieurs villes dans le royaume de France, dont les Bourgeois, pour récompense de services rendus à l'Etat, jouissent du privilège de tenir franchement fiefs & arriere-fiefs.

Ceux de Paris ayant été maintenus dans cette prérogative par l'ordonnance de Charles V. de l'an 1371. *ainsi qu'il s'est pratiqué de tems immémorial*, dit cette ordonnance, je crois inutile de rapporter les autres.

Les roturiers possédans fiefs, étoient autrefois tenus de marcher au Ban & Arrière-ban, lors des convocations qui s'en faisoient, mais par la déclaration du 29. novembre 1641. ils en ont exemptés, sans être obligés de payer en compensation, ni aucune nouvelle taxe, ni celles ci-devant dites; mais en donnant une année du revenu des fiefs qu'ils possèdent.

On a vu que cette taxe avoit été premièrement réglée à 40. ans, Philippe le Bel en fixa l'époque à 30. Charles IV. dit le Bel la remit à 40. ce qui fut suivi par Philippe de Valois, Charles V. & Charles VI. Charles VIII. réduisit ce terme à 28. ans. François I. à 25. Henri II. le porta à 33. Charles IX. à 25. Louis XIII. à 30. & Louis XIV. l'a mis à 20. & c'est ce qui subsiste actuellement, & qui a lieu également pour les Nouveaux-Acquêts faits par les gens de main-morte.

Les Francs-Fiefs & les Nouveaux-Aquets ont toujours marché de compagnie, & les réglemens faits pour les uns ont été communs aux autres. Ces deux parties sont comprises dans le bail général des fermes unies.

---

## C H A P I T R E XII.

### *Du droit des petits-Scels.*

**C**omme la force & l'autorité de la justice qui s'exerce dans les juridictions du royaume de France, sont une émanation de la souveraineté, les Rois, pour en conserver le témoignage, & pour imprimer aux jugemens & actes publics, l'autenticité & la validité nécessaires à leur exécution, ont ordonné, dans tous les tems, que leur scel y seroit apposé. C'est ce qu'on reconnoît par divers Edits & Ordonances, & notamment par celles de 1319. décembre 1557. juin 1571. février 1595. mars 1618. & 1619. mai & août 1620. mai 1633. mai & décembre 1639. & juin 1640. Par quelques-unes de ces dernières ordonnances, il avoit été créé des offices de Garde-

scel ; qui ne furent levés que dans quelques endroits.

Louis XIV. désirant l'uniformité & la règle dans les fonctions des officiers préposés au petit-Scel, & dans la perception des droits y attribués, supprima par édit du mois de novembre 1696. tous les offices créés avant l'année 1688. & en substitua de nouveaux dans tous les bailliages, sénéchaussées, vigueries &c. en leur assignant 300,000. liv. de gages à repartir entre eux, suivant les Etats qui en seroient arrêtés au conseil, & en outre les droits fixés par le tarif du même jour qui a été réformé par celui du 10. novembre 1699. ensuite par celui du 20. mars 1708. confirmé enfin par la déclaration du 29. octobre 1722. qui subsiste aujourd'hui.

Mais la vente de ces offices n'ayant pas eu tout le succès que ce Monarque avoit espéré, il ordonna par déclaration du 6. mai 1698. que les droits en seroient désunis, pour être perçus à son profit, laissant aux corps des juridictions, la liberté de réunir les gages qui, en conséquence, ont été supprimés par la suite.

Les besoins de la guerre de 1701. ayant fait recourir à tous les expédiens capables de la soutenir, ces droits furent augmentés, comme tous ceux des fermes, de deux dixièmes, par la déclaration du 7. juillet 1705. & arrêt du 18. septembre 1706. Ils furent ensuite supprimés par déclaration du 13. février 1717. rétablis de nouveau par arrêt du 18. mars 1718. & ont toujours subsisté depuis.

La connoissance de tout ce qui y appartient en est attribuée à Messieurs les Intendans, aux termes des arrêts du 2. avril 1697. du 13. janvier 1699. & de la déclaration du 15. juillet 1710.

Ces droits, tant en principal qu'à l'égard des quatre sous pour livre, font partie du bail général des fermes unies, sous le nom de droits de petits-Scels des sentences & autres actes judiciaires émanés des juridictions des requêtes du palais, établies près les cours de parlement, des balliages, sénéchaussées, prévôtés, vigueries, vicomtés, châtelanies, justices - consulaires, & autres juridictions royales, ordinaires & extraordinaires; & de ceux des rôles des tailles, & de toutes les

expéditions de contrats & actes de notaires & tabellions royaux, conformément à l'édit de novembre 1706. & autres réglemens, pourvu qu'on se conforme aux exceptions y contenues.

---

### CHAPITRE XIII.

#### *Du droit d'Amortissement.*

**L'**Ancienne loi ne permettoit point aux prêtres & aux lévites de posséder des immeubles, & dirigés par cet exemple les François, dans tous les tems, en ont défendu la jouissance à ceux qui se consacroient au service des autels. Il est vrai que, par la suite, sollicités d'un côté par les Ecclésiastiques, & de l'autre trouvant, dans les offres qu'ils faisoient, un secours que les besoins actuels rendoient nécessaire, les Rois ont bien voulu déroger aux anciennes coutumes, malgré le préjudice qui en résulte pour le corps de l'Etat, & leur permettre de posséder des biens immeubles, moyennant un droit appelé Amortissement.

On voit dans les Capitulaires de Charlema-

gne que ce Prince étoit si exact à conserver son autorité sur les terres & Seigneuries de son royaume, qu'il levoit un cens sur les fonds où les églises étoient bâties, ce qui s'appelloit *Casata*. Le Pape Zacharie écrivant à l'Evêque Boniface, lui en recommande le paiement, *solidum pro Casata Regi solvite*. Il fut révoqué au concile de Cologne, & le Clergé donna de grands applaudissemens à cette décision.

La principale marque de souveraineté que les Rois de France se soient réservée sur les terres de l'église, c'est qu'ils s'en approprient la jouissance, sitôt que les Evêques sont décédés, & pendant que leurs sieges sont vacans, ce qui s'appelle *Régale temporelle*, qui n'est autre chose qu'une pure saisie & main-mise féodale, parce que les Evêques sont vassaux à cause de leur temporel, c'est pourquoi ils étoient obligés de marcher à la guerre, avant que les canons eussent interdit l'usage des armes aux Ecclesiastiques indistinctement.

En vertu de cette même puissance souveraine, tous ecclésiastiques, bénéficiers, supérieurs & supérieures de communautés, curés,

administrateurs d'hôpitaux, de fabriques & de confrairies, tous maires, échevins, findios & généralement tous gens de main-morte, sont obligés de payer au Souverain un droit d'amortissement, pour aquérir la capacité de posséder des biens-fonds, & pour l'indemniser de la perte qu'il souffre lorsque quelques héritages nobles ou roturiers passent dans leurs mains, parce que dès lors il n'y a plus de mutation à espérer, attendu qu'ils ne peuvent vendre ni aliéner leurs immeubles. Leur main, qui est le simbole de la puissance, étant comme morte & sans vigueur à cet égard, puisque leurs biens, par une substitution des uns aux autres se perpétuent, & se conservent à l'infini. *Gentes enim manus mortue minime moriuntur.*

Il n'appartient qu'au Roi de donner des lettres d'Amortissement, parce qu'il n'appartient qu'au Souverain d'ôter quelque chose du commerce de la Société, & de donner à quelqu'un la capacité de posséder ce que la loi lui défend d'aquérir, ce qui est conforme au Droit Romain.

Le droit d'Amortissement a été estimé si souverain & si inhérent à la royauté, que

quelques graves auteurs ont soutenu qu'il ne pouvoit se prescrire; cependant il est d'usage qu'après 40. ans de paisible possession, les gens de main-morte ne puissent être contraints à vuidier leurs mains, en payant les droits qui sont dûs au Roi.

Le pape Alexandre IV. tenta d'affranchir de ce droit les églises de France, comme on le voit *in cap. I. de Immunitatibus Ecclesiæ*, mais ses efforts furent vains & considérés comme une entreprise manifeste sur la puissance temporelle des Rois.

Suivant le droit commun, les Seigneurs peuvent bien agir contre les gens de main-morte, pour les obliger à vuidier leurs mains des biens qu'ils ont aquis: mais le Prince seul, & par une puissance incommunicable, a droit de les relever de leur incapacité, & c'est l'effet des lettres d'Amortissement. Afin que cette grace du Monarque ne soit pas préjudiciable aux seigneurs, les réglemens ont établi, en leur faveur, le droit d'Indemnité.

Le premier de ces réglemens est du roi Louis IX. & il ordonne que les gens d'église doivent vuidier leurs mains des héritages  
aquis

aquis, ou donnés dans l'an & jour; si non, que les Seigneurs pourront les prendre comme parties de leur domaine, sans employer aucune formalité de justice.

Les églises se trouveront par-là dans la nécessité de traiter avec les Seigneurs, pour éviter la confiscation, & conserver la possession paisible des biens immeubles qu'ils avoient aquis.

Comme il s'éleva à ce sujet plusieurs difficultés, dont on peut voir le détail dans de Laurrière, le *droit d'indemnité* fut évalué par l'Ordonnance de Philippe le Hardi, en date des fêtes de Noël de l'an 1225. (\*) à l'estimation des fruits de trois années, & à ceux de six années par l'article I. de l'ordonnance de Philippe le Long du mois de Mars 1320. Cependant vers le douzième siècle, les Haut-justiciers avoient tellement confondu le droit d'Amortissement avec celui d'Indemnité, qu'ils s'en étoient fait un droit seigneurial. Mais Philippe le Hardi réprima cette licence, & assujettit en 1275. les Ecclésiastiques à lui

(\*) Il y a erreur ici, car *Philippe le Hardi* ne commença à régner qu'en 1270. *Note de l'imprimeur.*

payer une finance, pour être confirmés dans les Amortissemens, qui avoient pu leur être accordés par les Seigneurs.

En 1291. Philippe IV. dit le Bel, confirma, pour le passé, les Amortissemens accordés par les Seigneurs, moyennant nouvelle finance, sauf à l'avenir le droit du Souverain.

En 1325. Charles le Bel ordonna la confiscation des biens, dont l'église n'auroit pas obtenu l'Amortissement dans l'année, & qu'il lui feroit payé une nouvelle finance pour les acquisitions non-amorties depuis 30. ans.

Charles V. dans son ordonnance de 1372. déclara qu'au Roi seul, & pour le tout appartenoit le droit d'amortir en tout son royaume; & que non-obstant tous Amortissemens accordés par les Seigneurs, les Ecclésiastiques feroient tenus de vuider leurs mains, à peine de confiscation.

Charles VI. fixa le droit au tiers de la valeur pour les fiefs, & au quint pour les rotures; si l'on n'aimoit mieux donner un homme vivant & mourant, pour rendre les devoirs & les services dûs par la terre à chaque mutation de seigneur.

Mezeray rapporte l'origine du droit d'Amortissement au dixieme siecle. „ Quand les  
 „ Seigneurs ou leurs vassaux, *dit cet Historien*,  
 „ faisoient des aumônes ou des legs aux égli-  
 „ ses, ou qu'ils fondoient des abbayes, des  
 „ chapelles ou des hôpitaux, ils étoient obli-  
 „ gés de prendre cette permission du Roi,  
 „ comme en pareil cas, les arriere-vassaux en  
 „ prenoient une de leurs Seigneurs supérieurs  
 „ ou suzerains; car il n'étoit pas permis aux  
 „ vassaux d'empirer le fief de leurs supérieurs;  
 „ & il ne suffisoit pas que le Roi approuvât  
 „ cette aliénation, il falloit encore qu'ils con-  
 „ tentassent tous les seigneurs moyens, dont  
 „ cette terre relevoit par degrés.”

Mais il paroît que Mezeray n'a pas bien compris la nature de ce droit; & que dans ce qu'il traite, il ne s'agissoit que de celui d'Indemnité; car en faisant l'application de son texte au droit d'Amortissement, ce n'auroit pas été une nouveauté, mais l'usurpation d'un droit ancien, que les rois réprimerent dans le siecle suivant, comme je l'ai déjà remarqué.

Aux termes des lettres patentes de François I. du 6. septembre 1520. les gens de main-morte sont tenus de donner déclarations de leurs biens, pour connoître s'ils ont satisfait au droit d'Amortissement; & sur leur refus, il ordonne par les dites lettres de les faire saisir & de les mettre ez mains du Roi.

L'objet primitif de l'établissement de ce droit étoit de connoître toutes les acquisitions de l'église, & d'en arrêter le progrès, lorsque le bien de l'Etat le requerroit : mais on ne considère plus aujourd'hui que comme une simple formalité & une source de finance, ce qui avoit autrefois des vues plus importantes.

Rien ne seroit plus intéressant que de supprimer sans retour la faculté de l'Amortissement, sous quelque forme qu'elle fut présentée : parce qu'il en résulteroit une impossibilité d'acquérir pour les gens de main-morte, & par conséquent la conservation des héritages dans le commerce de la Société civile : mais ce droit subsiste & fait partie du bail général des fermes unies.



## CHAPITRE XIV.

*Du Centieme-Denier & des Insinuations-Laiques.*

**L'**Ordonnance de François I. en 1539. & celles de Charles IX. des années 1560. & 1566. avoient assujetti à l'enrégistrement & insinuation, dans les cours & juridictions ordinaires, toutes donations qui seroient faites entre les sujets, sous peine de nullité.

Louis XIV. par sa déclaration du 17. novembre 1690. enjoignit pareillement que les donations & substitutions seroient enrégistrées & insinuées sous les mêmes peines infligées par les précédentes ordonnances, avec cette différence, qu'il accordoit plus de tems pour remplir cette formalité.

Pour faire exécuter ces dispositions avec la précision que requéroit l'intérêt des parties, le Roi Henri II. avoit créé des offices de Greffiers des Insinuations laïques, qui furent supprimés par l'article LXXXVI. de l'ordonnance de Charles IX. donnée à Orléans l'an 1560.

Louis XIV. les rétablit par déclaration du mois de mai 1645. mais comme la plupart n'avoient pas été levés, le même roi, par son édit du mois de décembre 1703. supprima ce qui existoit alors, & en créa de nouveaux dans toutes les villes du royaume où il y avoit siege de juridiction royale & ordinaire, en expliquant toutes les natures d'actes, qui devoient être sujets à l'insinuation & enrégistrement, dont le droit fut fixé par le tarif attaché sous le contre-scel du dit édit. L'article XXX. attribue en outre auxdits officiers cent mille livres de gages effectifs à repartir entre eux, suivant les rôles qui seroient arrêtés au Conseil.

Ce prince informé que la perception des dits droits étoit contraire à celle du contrôle des actes des notaires & petits-sceaux, que le peuple en souffroit par l'obligation de porter ses actes en différens bureaux; & que la multiplicité de ces officiers, qui jouissoient de plusieurs exemptions, devenoit à charge aux villes & communautés du royaume, en supprima le titre par édit du mois d'octobre 1704. & ordonna que les droits en seroient perçus con-

jointement avec ceux du contrôle des actes des notaires & petits-sceaux, pour ne faire par la suite qu'un même corps de ferme.

Par déclaration du 7. juillet 1705. le roi ordonna la levée de deux sous pour livre d'augmentation sur les droits d'Insinuation-Laique & Centieme-Denier; & par édit du mois de mars 1714. le tout fut réuni au domaine. Ces deux sous pour livre furent supprimés par arrêt du 13. février 1717. mais ils furent rétablis par celui du 8. mars 1718.

Cette partie est comprise dans le bail général des fermes unies, sous les termes d'Insinuations-Laiques de tous contrats, jugemens, sentences, lettres & autres actes sujets à insinuation; & de droits de centieme-denier de tous contrats de vente, échange, licitations, cessions, transports, subrogations, & généralement de tous actes translatifs ou rétrocessifs de propriété des biens immeubles; ensemble les droits de centieme-denier des biens immeubles échus par successions collatérales, conformément aux édits de décembre 1703. octobre 1705. août 1706. & autres réglemens & aux exceptions y portées, en faveur des

princes du sang qui jouissent des dits droits ; à la charge de les faire percevoir sur le pied du tarif du 19. septembre 1722.

---

## CHAPITRE XV.

### *Du Contrôle des Actes.*

**I**L est important pour le repos des familles, que les contrats & les titres, qui établissent la propriété de leurs biens, ne puissent recevoir d'atteinte, dans la suite des tems, par des doutes, par des contestations, par des suppositions ou par des antedates ; ce fut aussi pour prévenir ces inconvéniens, que les Rois Henri III. par édit du mois de juin 1581. & Henri IV. par celui du même mois 1606. avoient ordonné l'établissement du contrôle des titres : mais ces édits n'eurent leur exécution que dans la Normandie, & d'ailleurs il y avoit plusieurs natures d'actes qui en étoient dispensés.

Louis XIV. qui jugea cette formalité indispensable pour assurer l'état des familles, en prévenant les fraudes qui pourroient être faites aux titres constitutifs de propriété, ordon-

na par son édit du mois de mars 1693. que tous actes indistinctement, de quelque nature qu'ils fussent, seroient assujettis au contrôle, dans toutes les provinces, terres &c. seigneuries de son obéissance; & qu'à cet effet il seroit établi des bureaux, dans toutes les villes principales, en chacun desquels il y auroit un contrôleur, qui tiendrait un registre cotté & paraphé par le premier juge du lieu, pour y enrégistrer tous les actes par extraits, contenant le nom des parties contractantes, la qualité de l'acte, la date, le nom & la demeure du notaire qui l'auroit reçu: desquels enrégistrement ou contrôle, mention seroit faite sur les grosses & expéditions, qui seroient par eux délivrées, avec défenses à tous notaires de passer aucuns actes, sans les faire enrégistrer ou contrôler dans quinzaine, à peine de 200. liv. d'amende pour chaque contravention contre le notaire, & autant contre la partie, & à tous juges tant du Roi que des Seigneurs d'y avoir égard; & aux huissiers de les mettre à exécution, sous pareilles peines contre les dits huissiers & sergens.

En conséquence de ces dispositions, tous

actes non contrôlés ne peuvent acquérir aucun privilège, hypothèque, propriété, décharge, ni aucun autre droit ou action, excepté néanmoins les testamens & donations pour cause de mort, de même que les contre-lettres sur toutes sortes d'actes, dont le contrôle peut être différé, jusqu'au tems où les parties voudront en faire usage.

Après avoir établi des précautions si utiles, le Roi ne négligea point l'occasion d'augmenter ses finances, c'est pourquoi ce Prince fixa un tarif de tous les différens droits, qui devroient être payés pour chaque nature d'acte: mais comme ce tarif n'avoit pas prononcé, avec assez de précision, sur la qualité d'aucun d'iceux, & sur la quotité du droit, il y fut pourvu par la déclaration du 20. avril 1694. ensuite de laquelle sont survenues celles des 19. mars 1696. 14. juillet 1699. 20. mars 1708. & autres réglemens, qui ont tous été refondus dans le dernier, étant, ensuite de la déclaration du 29. septembre 1722. très défectueux en plusieurs parties, & suivant lequel la perception de ce droit continue de se faire, en attendant un meilleur travail.

Le Roi ayant jugé qu'il convenoit mieux à ses intérêts & à celui de ses sujets, que le contrôle fût exercé par des titulaires & des gens sédentaires, que par des commis la plupart inconnus ; & ayant d'ailleurs besoin de secours pour la guerre en laquelle il se trouvoit engagé (motif véritable, mais non le premier) créa des contrôleurs en titre d'office, par édit du mois d'octobre 1694. qui furent supprimés par celui du mois de mars 1696. sous prétexte que leur création & l'aliénation des droits qui leur étoient attribués, étoit beaucoup plus défavantageuse au Roi, que profitable, à cause des fraudes qui pouvoient être faites dans la régie de ces droits ; & en leur place créa en titre d'offices dans chaque bureau, trois Conseillers-contrôleurs, ancien, alternatif & triennal, réunis en un seul office, avec faculté de les désunir, auxquels la jouissance de la totalité du droit de contrôle & des amendes fut attribuée. Mais trouvant ensuite que cet abandon total de ces droits cau-  
soit un trop grand préjudice aux finances, & qu'ils étoient aliénés à vil prix, le Monarque supprima ces offices par édit du mois de jan-

vier 1698. & se mit en possession de la jouissance des droits qui leur avoient été attribués.

La ferme de ce droit étoit en 1708. de deux millions deux cents mille livres, dont le Roi fit une nouvelle aliénation en 1710. par un nouveau bail à trois millions, dont le prix fut affecté au remboursement des adjudicataires.

Le Prince découvrant de nouveau que le bail de ces droits avoit encore été donné à trop bas prix, & informé d'ailleurs que les Notaires négligeoient de faire enrégistrer la plupart des actes, résolut de faire régir ces droits sous ses ordres, & de les réunir au domaine, avec les deux sous pour livre, afin d'en appliquer le produit aux besoins & aux charges de l'Etat, ce qui fut exécuté en conséquence de l'Edit du mois de mars 1714. & a subsisté jusqu'en 1726. que le tout a été réuni au bail général des fermes unies.

L'Edit du mois de mars 1693. portant établissement du Contrôle, y avoit assujetti les notaires de Paris, de même que ceux des autres villes du royaume: mais ayant été représenté que l'exécution de cet édit feroit un préjudice considérable au commerce des affaires,

fi le secret, que les notaires de Paris avoient toujours gardé avec tant de fidélité, passoit à d'autres ; & ayant joint à ces remontrances l'offre d'un million de livres, pour servir aux pressantes dépenses de la guerre, le Roi écouta favorablement les représentations, & en conséquence supprima le contrôle par déclaration du 27. avril 1694. à l'égard des contrats & des actes qui seroient passés & reçus par devant les notaires de Paris seulement, à compter du premier mai suivant, ce qui a subsisté jusques à ce jour.

Pour balancer le sacrifice fait par cet arrangement en faveur du commerce, & des affaires des particuliers, le Roi par les déclarations des 7. décembre 1723. & 5. du même mois 1730. établit un droit de formule sur le papier ou parchemin timbré qui seroit employé à l'avenir par les notaires de la ville de Paris, pour les brevets, minutes & expédition des actes qui seroient passés par les notaires.



## CHAPITRE XVI.

*Du Contrôle des Exploits.*

**L**E Roi Louis XIV. par édit du mois de janvier 1654. établit le contrôle des exploits de premiere demande, de principal, intérêts, saisies-réelles & mobilières, & significations de transports. Par déclaration du 18. août 1655. ce contrôle fut étendu à toutes les justices royales & subalternes; & par édit du mois d'août 1669. Les exploits de toute nature y furent assujettis sans exception.

Quoique les articles 2. & 14. du titre 11. de l'ordonnance de 1667. eussent ordonné, pour assurer la foi des actes, que tous huissiers & sergens seroient tenus de se faire assister de deux témoins ou records, qui signeroient avec eux l'original & la copie des exploits, cependant ils trouvoient le moyen d'éluder ces dispositions, en sorte qu'au lieu de rendre les exploits plus authentiques, les précautions prescrites par cette ordonnance, ne servoient que de prétexte pour augmenter successivement leurs

droits, & pour faire des exactions extraordinaires, sur quoi il fut ordonné qu'à commencer du premier janvier 1670. tous exploits, à l'exception de ceux qui concernent la procédure & instruction des procès, seroient enregistrés dans trois jours à la diligence de la partie poursuivante, à peine de nullité d'iceux, avec défenses à tous juges d'y avoir égard autrement, pour lequel contrôle & enrégistrement, il seroit payé cinq sous par chaque exploit, dont il y en auroit deux pour le commis buraliste, & trois sous pour le fermier de ce nouvel établissement : & par arrêts des 30. mars & 19. mai 1670. & par la déclaration du 21. mars 1671. il fut dit que les huissiers seroient tenus, à peine d'interdiction & de cent liv. d'amende, de faire contrôler les dits exploits dans trois jours, avant que de les rendre aux parties.

Les commis qui avoient été établis pour la perception du droit de contrôle, n'ayant pas des registres exacts, & d'autres les ayant souvent emportés en sortant de leurs emplois, ce qui par l'événement caufoit de grandes pertes & de grands inconvéniens aux parties, le Roi

par édit du mois de mars 1691. créa des contrôleurs des exploits en titre, dans toutes les villes du royaume, avec attribution d'un sou, outre les cinq sous établis par l'édit de mars 1669. & par autre édit du même mois 1695. il leur fut attribué un autre sou dans les cinq appartenans au Roi.

Ces contrôleurs furent supprimés par déclaration du 18. février 1698. & le sou établi à cette occasion ainsi que celui qui leur avoit été aliéné par l'édit de 1695. furent réunis aux quatre dont jouissoit antécédemment le roi : ce qui fit six sous qui revinrent au fermier général des fermes unies, & par cette raison son bail fut augmenté de cinq cents mille livres par an, ainsi qu'il paroît par l'arrêt du conseil du 8. avril 1698.

Ces offices furent de nouveau créés par édit du mois de septembre 1704. avec attribution d'un sou par augmentation sur chaque droit de Contrôle, outre les six sous ordonnés par les édits des mois d'août 1669. & mars 1691. que le Roi faisoit toujours percevoir à son profit; & l'édit du mois de novembre 1705. confirmé par la déclaration du 22. juin 1706. accorda

accorda aux titulaires un autre sou, & en outre la même remise ou les mêmes appointemens que les fermiers donnoient à leurs commis avant le dit édit.

Le Roi voulant prévenir toutes surprises, & assurer la validité des actes par la création des contrôleurs, jugea que ces précautions seroient inutiles, s'il n'étoit en même tems pourvu à la conservation des registres : c'est pourquoi il créa par édit du mois de février 1707. des offices de gardes & dépositaires des registres du Contrôle des exploits, avec attribution des deux sous pour livre du total, qui fut liquidé, pour éviter toute contestation, à six deniers par chaque acte d'exploit.

Il ne se présenta néanmoins personne pour acquérir les dits offices, ce qui détermina le Roi à en réunir le titre, les fonctions & les attributions aux Contrôleurs par édit du mois d'octobre 1707. au moyen de quoi ils eurent droit de jouir de deux sous six deniers par Contrôle de chaque exploit, & en outre de trente mille livres de gages créés par édit du mois de janvier 1710. à répartir entre eux, à proportion des finan-

ces auxquelles ils feroient taxés par les rôles qui en feroient arrêtés au conseil.

La difficulté de lever la finance principale de ces trente mille livres de gages, décida à les supprimer par édit de la même année 1710. & pour subvenir aux dépenses, qui avoient été l'occasion de cette création, le même édit ordonna la levée de six deniers par augmentation sur chaque Contrôle d'exploit, outre les anciens six sous qui appartenoient à la ferme du domaine, & les deux sous six deniers attribués aux contrôleurs, ce qui faisoit en tout neuf sous.

Ces offices ayant été enfin supprimés par édit du mois d'octobre 1713. leurs droits furent réunis au domaine & réduits par arrêt du 20. mars 1717. à huit sous six deniers, au lieu de neuf sous, ce qui subsiste actuellement, & fait maintenant partie du bail général des fermes unies.



## CHAPITRE XVII.

*Du Droit de Marque d'Or & d'Argent.*

**H**ENRI III. ayant reconnu que les ouvrages d'or & d'argent n'étoient chargés d'aucuns droits, que l'argent d'orfèvrerie étoit par cette raison à meilleur marché, que celui des monnoies, sur lesquelles il se percevoit une imposition; que cette différence de prix augmentoit le luxe, & empêchoit que l'or & l'argent ne fussent apportés aux monnoies, ordonna par Edit de septembre 1579. l'imposition d'un droit de remede sur les ouvrages d'orfèvrerie, pour en égaler, en quelque façon, la valeur à celle des especes fabriquées.

Cet édit n'ayant point eu d'exécution, & les inconvéniens, auxquels on avoit eu intention de remédier, subsistant toujours, & le Roi Louis XIII. désirant y pourvoir, & trouver en même tems un fond pour le bien de ses affaires, & spécialement pour le rétablissement de la Sainte-Chapelle à Paris, rendit un édit au mois d'octobre 1631. portant qu'au

lieu dudit droit de remede, ordonné par celui de 1579. il feroit, dorénavant & à toujours, levé trois sous par chaque once d'orfèvrerie; à l'effet de quoi tous orfèvres & autres ouvriers travaillant en or & argent, feroient tenus d'apporter leurs ouvrages au lieu qui leur feroit indiqué, pour être ledit droit payé & les ouvrages contremarqués à peine de confiscation.

Louis XIV. par édit de janvier 1654. ordonna la levée de 4. livres par marc d'argent, & de 24. liv. par marc d'or, sur l'or & l'argent tiré, battu & employé en dentelle & autres choses superflues.

Par déclaration du 7. avril 1672. le même Roi imposa encore trente sous par once d'or & vingt sous par marc d'argent; & par une autre du même mois & an, il régla la qualité & le poids de la vaisselle d'or & d'argent, afin d'en empêcher la multiplication.

Ayant cru reconnoître que ces différens impôts n'étoient pas encore suffisans pour arrêter la fabrication des ouvrages d'orfèvrerie, le Roi chargea de nouveau le marc d'or de trente sous, & celui d'argent de vingt sous, par dé-

claration du 17 février 1674. mais il fut sursis à la perception de ce doublement, par arrêt du 22 mai de la même année, & cette surseance fut levée par autre arrêt du 30 septembre 1677.

Le 20 décembre 1679. il fut fait un grand règlement sur le fait de l'orfèvrerie, & sur le commerce des matieres d'or & d'argent, pour la manutention duquel l'arrêt du 8 février 1681. permit au fermier de la marque de faire des visites chez tous les ouvriers, en se faisant assister d'un officier de l'élection; & par autre arrêt du 13 janvier 1687. ce droit de visite fut étendu jusqu'aux maisons privilégiées & royales, où il y auroit des orfevres ou d'autres ouvriers en or & argent,

Rien ne paroissant trop fort pour réprimer le luxe, ce même Roi estima que ce seroit un bien d'ordonner que le droit de marque seroit payé par les orfevres, non seulement pour la vaisselle, & gros ouvrages neufs, mais encore pour la vieille vaisselle qu'ils vendroient, & autant de fois qu'ils en feroient la revente; c'est ce qui fut exécuté par la déclaration du 3 février 1685. qui prescrit à cet effet aux or-

fevres d'enregistrer chaque jour, par poids & especes, toute la vaisselle qu'ils acheteroient, avec celle qui leur seroit donnée à raccomoder, ou en nantissement, avec injonction, aux termes de l'arrêt du 14. mars 1694. de faire mention des noms, qualités & demeures de ceux à qui elle appartiendrait; & les graveurs y furent ensuite assujettis par arrêt du 21. avril 1717.

Les fonds qu'exigeoit la guerre devenant rares, ce Roi par édit du mois d'août 1696. créa, en titre d'offices formés & héréditaires, des contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux de la marque & visire de toutes sortes d'ouvrages d'or & d'argent, avec attribution pour tous gages, du droit de 3. livres par once d'or, & de quarante sous par marc d'argent, qui furent aliénés par déclaration expresse du 29. septembre audit an.

Mais la paix ayant été faite avec toutes les puissances en 1698 ces mêmes offices furent supprimés, & on réunit au domaine les droits qui leur avoient été attribués.

La déclaration du 21 mai 1705. confirmée par celle du 7 mai 1715. & autres arrêts pos-

térieurs, ordonna la perception de quatre sous pour livre sur tous les droits des fermes, dans le nombre desquels celui-ci fut compris.

Voulant que le public, qui acheteroit des ouvrages d'orfèvrerie, fut assuré d'avoir des matieres au titre prescrit par les ordonnances, le Roi créa, par édit du mois de janvier 1705. des offices d'essayeurs qui, faute d'être levé, furent réunis au corps des orfèvres. Ils furent supprimés par édit du mois de novembre 1707. & par le même édit, il en fut créé d'autres, sous le même titre, dans toutes les principales villes du royaume, ensemble des contrôleurs desdits essayeurs, aux gages de 36,000. liv. à répartir entre eux, outre 16 sous d'augmentation par marc d'argent au lieu de 5 sous; & 24. sous par once d'or au lieu de 10 sous qui avoient été attribués aux premiers.

La compagnie des Indes, s'étant emparée de tout le commerce & de toutes les finances du royaume, fit supprimer les offices d'affineurs d'or & d'argent par arrêt du 9. décembre 1719. & les droits & émolumens qui leur avoient été attribués, lui furent réunis, avec faculté de faire fondre & fabriquer tou-

tes sortes d'especes & matieres d'or & d'argent.

Mais le peu de succès de toutes ses entreprises engagea le Roi à retirer, par édit du mois de décembre 1721. une grande partie des privileges qui lui avoient été accordés, & entre autres celui des affinages, pour la conservation desquels il fut établi, au lieu des anciens offices, six offices de départeurs d'or & d'argent, dont la finance fut fixée pour chacun à 41, 666, liv. 13. s. 4. d.

Enfin la multitude d'offices, auxquels les besoins de la guerre avoient donné lieu, ne paroissant plus nécessaire après dix années de paix, ils furent tous supprimés, à la réserve desdits départeurs, & leurs droits réunis à la ferme de la marque d'or & d'argent.

Cette partie est comprise dans le bail général des fermes. Tout ce qui y a rapport est du ressort des élections en premiere instance, & va par appel à la cour des Aides.

Il paroît utile à l'Etat de laisser subsister ce droit sur la vaisselle, les bijoux, galons & dentelles d'or & d'argent, destinés à la consommation de l'intérieur; parce qu'étant im-

posé sur des choses purement de luxe & de superfluité, il ne peut tomber que sur ceux qui s'y soumettent volontairement, & qui sont supposés en état de le payer, sans en ressentir aucune incommodité dans leurs affaires & commerce. Si d'ailleurs il étoit capable d'empêcher une partie de l'emploi de ces matieres en marchandises de luxe, la fabrication des especes monnoyées en augmenteroit d'autant.

Il n'en est pas de même de ce qui sort pour l'étranger, ce droit avec celui de sortie empêche que l'extraction de l'orfèvrerie ne soit aussi abondante qu'elle pourroit l'être, & cause par conséquent un préjudice notable aux produits de l'industrie & à l'entrée des matieres. En effet il y a telle piece, dont le prix du travail surpasse infiniment celui de la matiere, en sorte que, si cette piece vaut le double de la matiere brute, qui y a été employée, l'étranger est obligé de payer à l'ouvrier deux marcs pour un qu'il reçoit, & ainsi du plus ou du moins de perfection dans les ouvrages; d'où il résulte un bénéfice si considérable pour la nation, & d'une évidence

si palpable, qu'il est impossible de concevoir comment on a pu vivre jusqu'à présent dans une erreur si grossière, que de croire que la sortie de l'or & de l'argent travaillé, étoit préjudiciable à la multiplication de l'argent monnoyé, & que pour en arrêter le progrès, il falloit le charger de droits.

Il y a de certains abus que l'ignorance a revêtus du masque de sagesse & d'une fausse apparence d'utilité, tellement devenus respectables par l'habitude, que l'on refuse d'entendre, que l'on méprise les discours qui pourroient dissiper l'erreur & l'illusion. Celui dont il s'agit ici est de cette espèce, & c'est ce qui m'a engagé à en toucher ici quelque chose, quoique j'en aie déjà parlé dans un autre endroit de cet ouvrage.

Milord Valpole, Ambassadeur d'Angleterre en France; sachant qu'on lui demandoit 6. à 7000. liv. de droits de marque de sortie pour deux oilles, de la façon de Germain, dit au Ministre à qui il s'étoit adressé pour avoir une diminution, & qui s'efforçoit de lui prouver qu'on n'en pouvoit rien rabattre : „ que

„ nous sommes heureux que vous sachiez si  
 „ bien vous défendre, & que vous employiez  
 „ avec tant de bonne foi d'aussi mauvais  
 „ principes. „

---

## CHAPITRE XVIII.

*Du Papier & Parchemin timbré.*

**L**Es besoins pressans de l'Etat, l'exemple de l'Espagne & de la Hollande, & la nécessité d'assurer la vérité & la validité des actes, par des précautions à l'épreuve de la mauvaise foi, déterminèrent Louis XIV. à établir, par édit du mois de mars 1655. une marque sur les papiers & parchemins qui devroient à l'avenir être employés, dans l'étendue du royaume, pour tous actes obligatoires & judiciaires.

Les usages particuliers de chaque tribunal & de chaque siege de justice, & les incertitudes continuelles sur la quotité du droit, furent les principaux obstacles qui s'opposèrent à cet établissement : mais le Roi pourvut successivement à l'un & à l'autre.

Les ordonnances d'Avril 1667. & d'Août 1669. prescrivirent la forme générale de la procédure civile & criminelle, & celle du 19. mars 1673. ordonna que les papiers & parchemins destinés aux originaux & aux expéditions de ces actes, feroient marqués entête d'une fleur-de-lis, avec mention du droit de timbre proportionné à l'importance de la destination; & défendit à tous officiers & ministres de justice d'en employer d'autre, aux peines portées par la déclaration; en conséquence de laquelle il fut en même tems arrêté un tarif & passé bail à Michel de Prasly le 12. avril audit an 1673.

Les contraventions journalieres des greffiers, & les remontrances fréquentes des Cours, auxquelles ce droit étoit fort à charge, déterminèrent le Roi à le refondre entièrement par édit du mois d'avril 1674. qui ordonne qu'il en feroit levé un autre sur tout le papier & parchemin qui feroit consommé dans l'étendue du royaume; lequel droit pour le papier fut réglé à raison du poids de la rame, & pour le parchemin ou vélin à raison de la grandeur de la peau employée.

Cette nouvelle disposition ayant totalement dérangé l'ancienne perception, le bail de Praslly fut réfilié, & par résultat du 9. juin 1674. le droit fut joint & incorporé au bail général des aides, auquel depuis ce tems il est demeuré constamment attaché.

Enfin par édit du mois d'août audit an, il fut réglé que tous officiers & ministres de justice, & autres personnes assujetties par les précédens réglemens, à l'usage du papier & parchemins timbré continueroient à s'en servir; que la marque seroit une fleur-de-lis avec le nom de la généralité, & que les droits seroient payés, non suivant la qualité & la nature des actes, mais selon la hauteur & la largeur du papier. Les changemens qui ont été faits depuis, ne sont pas considérables & ne méritent pas une plus ample recherche.

Comme cette partie du domaine est jointe aux aides, qui sont comprises dans le bail général des fermes unies, il s'ensuit qu'elle en fait partie.



## PROPOSITION.

*Seroit-il convenable à l'Etat d'aliéner le  
domaine du Roi, dans le cas où le  
besoin pourroit le requérir*

**L'**ON vient de voir que, selon la maxime du Gouvernement François, le domaine de la Couronne est inaliénable. Cette maxime étoit certainement très-sage, & l'observation en étoit très-nécessaire, quand elle fut adoptée.

Lorsque le domaine pouvoit suffire à la dépense ordinaire du Souverain, il importoit alors de ne pas s'exposer à la nécessité d'avoir recours à des moyens extraordinaires, toujours onéreux aux Peuples par le fardeau actuel qui leur est imposé, & plus dangereux encore par les conséquences d'une continuation au-delà du terme & des besoins : mais à présent que ce domaine a été presque tout, ou usurpé pendant les troubles, ou aliéné pour subvenir aux dépenses, ou donné par récompense à des sujets qui avoient utilement servi l'Etat ; à présent qu'il est réduit à un objet si modi-

que, qu'il est à peine compris au rang des revenus de la Couronne; enfin à présent que l'on a été forcé de faire différentes impositions sur les Peuples, pour tenir lieu de ce domaine, il semble que cette maxime d'inaliénabilité devroit changer, puisque le fondement sur lequel elle étoit établie n'existe plus. La prudence diversifie sa conduite selon la diversité des accidens : le pilote change les voiles selon la nature des vents.

Les Athéniens avoient décerné peine de mort contre quiconque oseroit proposer de toucher, même dans le plus pressant besoin, aux mille talens qu'ils avoient déposés dans le trésor public : cependant ayant perdu deux batailles navales, & se voyant assaillis par les Lacédémoniens jusques dans le port de Pyrée, tous, d'un consentement unanime, furent d'avis de rompre cette loi. Les Romains changèrent les leurs sans scrupule, suivant les tems & les circonstances : & Philippe IV. dit le Long, par son ordonnance du 23. janvier 1318. abolit la servitude aussi ancienne que la monarchie.

Il ne faut, *dit-on*, rien changer aux loix

& aux usages. Je suis grand partisan de ce principe, mais j'en excepte les cas où l'utilité, & encore plus la nécessité demande qu'on y déroge, c'est une réflexion de M. de Sully, *tom. 3. in 12 page 102.*

En partageant les terres du domaine en plusieurs portions, & transportant, à prix d'argent, la propriété de ces terres à plusieurs chefs de famille, à la charge de certaines redevances annuelles, & des droits de relief suivant la coutume, le Roi conserveroit une partie du revenu actuel, recevroit une finance considérable, & augmenteroit la richesse des particuliers, & par conséquent la sienne, puisqu'il n'est & ne peut être riche, qu'autant que ses sujets sont opulens.

Un héritage divisé & donné en propriété à plusieurs, est bien mieux cultivé, & rapporte plus que quand il est dans une masse & qu'il appartient à un seul propriétaire, surtout si ce propriétaire est le Souverain, & plus ce Souverain est grand & puissant, moins il tire d'utilité de cet héritage, parce que n'étant pas possible qu'il régie par lui-même, il est obligé d'en charger des personnes constituées

constituées dans les dignités dont l'élévation est proportionnée à la puissance & à l'étendue de la monarchie ; lesquels de leur part en employoient d'autres qui leur sont subordonnés, & ainsi par grades d'infériorité, d'où en supposant la plus scrupuleuse fidélité & la plus subtile intelligence, il en résultera toujours des lenteurs, des frais, & des inattentions très dommageables à cette espece d'administration.

Dans le cas opposé, les nouveaux acquéreurs, certains d'une jouissance perpétuelle, tireroient de ces héritages tout ce qu'ils seroient capables de fournir : une multitude de familles s'appliqueroit à cette exploitation, & le prix provenant des aliénations libéreroit l'Etat de plusieurs charges onéreuses.

Ceux qui possèdent le Domaine aliéné, n'en recueillent pas à beaucoup près tout le fruit qu'ils seroient en état de lui faire produire ; sans cette gêne que met toujours cette réversibilité éternelle, on les verroit se donner plus de mouvemens, mais ils sont sans cesse en garde contre eux-mêmes. Ils craignent que les améliorations qu'ils pourroient faire, n'inspi-

rent l'envie de les dépouiller par des enchères, ils négligent les cultures, & ils étouffent, pour ainsi dire, les germes de la terre, afin d'empêcher que le revenu n'excede trop sensiblement le prix principal de l'aliénation.

En vertu du rachat perpétuel que le Roi s'est réservé lors des aliénations, il est en droit de retirer tous les Domaines, & de les revendre; les acquéreurs ont traité sur ce pied, nulle difficulté, nulle injustice à cet égard: mais pour remplir l'objet que je propose, ces ventes devroient être faites avec renonciation solennelle à tous droits de réversion.

La certitude d'une propriété incommutable imprimerait à ces héritages une valeur qui excéderoit de beaucoup le prix pour lequel ils ont été originairement vendus: le produit de cette finance seroit employé jusqu'à due concurrence, à rembourser les engagistes, & l'excédent seroit porté au trésor royal pour servir aux besoins qui auroient été l'occasion de cette nouvelle aliénation.

A l'égard de ceux qui possèdent à titre de récompense, il a été fait dans le tems des évaluations des Domaines qui leur ont été

abandonnés, ou il n'en a point été fait; s'il en a été fait, il seroit juste de leur payer en argent le prix de cette évaluation: s'il n'en a point été fait, on pourroit les laisser jouir, comme ils ont fait jusqu'à présent, mais incommutablement & sans retour. Par ce moyen l'équité seroit religieusement observée à l'égard des premiers, & les seconds auroient de nouvelles graces à rendre.

Je ne doute pas que cette proposition ne paroisse fort extraordinaire à beaucoup de personnes.

Comment, *dira-t-on*, aliéner irrévocablement le sacré domaine du Roi, déclaré inaliénable par tant d'ordonnances; aller contre une loi fondamentale de l'Etat; loin que qui que ce soit ait jamais eu une pareille idée, loin que l'on ait jamais pensé à donner atteinte à des maximes si respectables, l'on s'est efforcé, dans tous les tems, à dégager ce Domaine, & à le ramener à sa source: cette libération a paru même si importante & si intéressante, que le trésor royal n'étant pas en état de faire une pareille acquisition, on a été à la veille d'y suppléer par une imposition

générale sur les Peuples, ou par un remboursement en contrats de rentes perpétuelles sur la ville.

Je fais que le préjugé d'inaliénabilité est fort invétéré; je fais que, faute de fonds dans le trésor, on a proposé de retirer les engagements par imposition, ou par constitution: mais je fais en même tems que cette loi, qui interdit les aliénations, est fort éloignée des avantages qu'on lui attribue; que le remboursement par impôt seroit une injustice criante à l'égard des Peuples, & que celui par constitution seroit ruineux pour l'Etat, & même diamétralement opposé au système de l'aliénabilité; c'est ce que je vais tâcher de prouver.

Si on impose en une seule fois la somme totale du remboursement, elle formera un objet si considérable, qu'il sera au-dessus des forces du Peuple déjà extrêmement chargé; si c'est dans des termes proportionnés à la possibilité des moyens de ce Peuple, ce sera faire languir les acquéreurs & les priver d'un argent qu'eux ou leurs ancêtres ont payé comptant; ce sera les mettre dans l'impossibilité de soutenir leur état & leur profession,

d'entretenir & d'élever leurs familles; ce sera les forcer à demeurer oisifs & inutiles à la république, faute de moyens pour employer leurs talens & leur industrie; ce sera les priver de la ressource du remplacement, parce que des fonds sur lesquels la confiance aura de la peine à s'établir & qui rentreront lentement, ne pourront jamais être employés avec avantage; l'acquéreur ne voudra pas être garant des faits du prince, le vendeur ne prendra pas sur lui d'en courir les risques; tout demeurera dans une inaction ruineuse; & dans l'un ou l'autre cas d'imposition totale ou par parties, ce sera une injustice extrême d'obliger des gens à payer ce qu'ils ne doivent pas, pendant qu'ils peuvent à peine suffire à payer ce qu'ils doivent.

Si pour ce remboursement on constitue des rentes sur la ville, le Roi est trop juste pour les mettre à un denier plus bas que cinq pour cent. Or il est très certain que le Domaine retiré ne produiroit pas de quoi indemniser le Roi de cette charge, parce que les réparations, les autres frais & les vices de la régie, qui ne peut jamais atteindre à la précision de

celle des particuliers, absorberoient une grande partie des produits; enforte que la dépense annuelle excéderoit de beaucoup la recette; & quand la balance seroit en équilibre, ce qu'il n'est pas permis d'espérer, quel avantage en résulteroit-il? Aucun, du côté du revenu, puisqu'il seroit égal; au lieu qu'il y auroit, du côté des Sujets, une perte véritable & intéressante, puisqu'un grand nombre d'entre eux, en passant de l'état de cultivateurs à celui de rentiers, cesseroient de travailler pour l'utilité commune; car il est connu que le rentier n'est dans la Société qu'un membre oisif qui mange le pain qu'il ne gagne pas.

Mais, *dira-t-on*, il importe à l'Etat de retirer le Domaine, & de faire cesser les aliénations; à la bonne heure, si l'on peut trouver des moyens équitables & faciles de le faire: mais celui que l'on propose n'a pas ce mérite, & de plus il est inconséquent. En effet, on veut racheter une aliénation par une autre aliénation; car les rentes constituées sur les tailles, sur les aides & gabelles, ou sur les postes sont une aliénation aussi véritable & aussi réelle que celle du domaine, puisque toutes ces parties

sont actuellement le vrai domaine du Roi : & ,  
aliénation pour aliénation, ne vaut-il pas en-  
core mieux laisser subsister les anciennes, que  
d'y en substituer d'autres plus onéreuses au  
Prince & à ses Sujets ?

Les regles qui s'observoient dans l'Empire  
Romain, dont le riche & vaste domaine mé-  
ritoit toute la considération du gouvernement,  
étoient bien différentes de celles que suivent  
les François : les voici, avec les motifs qui  
les avoient déterminées, telles qu'on les lit,  
avec le parallele des Maximes Françoises sur  
cette matiere, dans un livre intitulé *Traité de  
la Finance des Romains*, imprimé en 1740. chez  
Briasson à Paris, sans nom d'Auteur, & com-  
posé par ordre de feu M. Colbert, à ce que  
l'Anonyme dit dans sa préface.

„ Les Romains croyoient qu'il pouvoit y  
„ avoir un commerce effectif entre la répu-  
„ blique & les citoyens, entre le public & le  
„ particulier, aussi bien pour les fonds que  
„ pour les fruits, pour les immeubles, que  
„ pour le mobilier.

„ Ils avoient éprouvé que, dans certaines  
„ conjonctures, l'Etat n'avoit pas moins be-

„soin de vendre, que d'intérêt à acheter.

„ Dans les acquisitions de particuliers à particuliers, le retrait perpétuel étoit quelquefois stipulé ; mais jamais il ne l'étoit dans celles entre le fisc & les particuliers.

„ Ils pensoient que c'étoit aller contre la nature des choses, que de vouloir perpétuer la propriété de certains fonds à un même maître.

„ Ils tenoient que l'on pouvoit vendre les choses consacrées aux Dieux, à plus forte raison celles qui appartennoient au Public.

„ Enfin ils étoient convaincus que la faculté du retrait diminueroit le prix des acquisitions.”

Telles étoient les raisons des Romains que l'auteur appuie de l'autorité des écrivains qui en ont parlé, & particulièrement de Tite-Live, Tacite, Horace, Virgile, Appien, & des Loix Romaines : voici suivant ce même auteur, celles des François, contre l'aliénation à chacune desquelles je joindrai mes réflexions.

1°. *Il faut toujours avoir un fond fixe & certain dans un Etat ; c'est de-là que dépend sa sûreté & son repos.*

„ Je ne dis pas le contraire , mais celui  
 „ dont il s'agit , est-il de cette espece ? N'est-  
 „ il pas presque anéanti par les aliénations ?  
 „ Dans l'Etat où les François se trouvent  
 „ actuellement , le fond certain est dans la  
 „ bourse des Sujets , & dans la confiance que  
 „ le gouvernement peut leur inspirer.”

2°. *Le retrait ne fait aucun tort aux particu-  
 liers : cette loi est publique ; on achete à cette  
 condition.*

„ S'il ne fait aucun tort aux particuliers qui  
 „ achètent , il en fait un considérable à ceux  
 „ qui vendent & à l'Etat. Il avilit l'héritage,  
 „ il en empêche le commerce , les améliorations,  
 „ les embellissemens , & par conséquent la circulation de l'espece & les bénéfices de l'industrie.”

3°. *Le retrait est fort avantageux au Roi ,  
 étant une ressource assurée contre la nécessité de  
 l'aliénation.*

„ Le retrait n'est point avantageux au  
 „ Roi ; avec de l'argent , il achètera des terres  
 „ de ses Sujets , sans qu'il soit nécessaire  
 „ de retirer celles qu'il aura vendues : l'un  
 „ est même préférable à l'autre , parce que

„ ce commerce de vente & d'achat , avec  
 „ certitude de propriété incommutable ,  
 „ maintient les héritages dans leur juste va-  
 „ leur.”

4°. *Les particuliers inferent souvent cette condition dans leurs contrats de vente ; & au Parlement de Toulouse, on juge qu'elle est imprescriptible quoiqu'en pays coutumier elle se prescrive par 30. ans.*

„ Les contrats où cette condition est stipu-  
 „ lée sont rares ; & il est connu que les héri-  
 „ tages qui en sont chargés perdent infiniment  
 „ de leur valeur , par les raisons ci-devant  
 „ alléguées ; ainsi cette objection est plutôt  
 „ favorable que contraire à la proposition dont  
 „ il s'agit.”

5°. *Les terres du Domaine consistent ordinairement en duchés , & autres apanages , distingués par des titres éclatans , qui étoient inconnus à l'Empire Romain.*

„ Le Roi pourroit réserver les terres qu'il  
 „ jugeroit à propos pour des apanages ou au-  
 „ tres emplois : mais je ne verrois aucun in-  
 „ convénient en ce que des particuliers possé-  
 „ deroient des terres , qui auroient eu le titre

„ de duché. Rôny, Saint-Fargeau & tant  
 „ d'autres en sont la preuve. Si les Romains  
 „ avoient connu ces titres, il est certain que  
 „ ces vains noms n'auroient pas été capables  
 „ d'en imposer à leur sage politique.”

6°. *Si en France l'on a reçu, ou introduit le droit d'aînesse, le retrait féodal & lignager, pour la conservation des familles, pourquoi ne garderoit-on pas le retrait perpétuel pour la conservation de la Couronne, sous la grandeur de laquelle les familles se reposent & sont à couvert?*

„ L'état des particuliers, & celui des souverains ne se comparent point. Ce n'est  
 „ pas le retrait perpétuel qui fait la majesté  
 „ de la Couronne; & sans le retrait, elle ne  
 „ seroit pas moins l'appui & la protection des  
 „ familles. D'ailleurs la faculté du retrait féodal & lignager n'est que passagère & momentanée, & l'autre est constante, perpétuelle & imprescriptible.

7°. *Les Empereurs défendoient expressément la vente de leurs palais, en quelques lieux & en quelques provinces qu'ils fussent situés; mais les Rois de France ont souvent tiré des leurs des secours considérables dans la nécessité de leurs affaires.*

„ Les Empereurs ayant vendu les terres de  
 „ la Couronne , pouvoient en trouver d'au-  
 „ tres pour leur argent : mais ils n'auroient pas  
 „ trouvé des palais , capables de les loger avec  
 „ leur suite ; c'est sans doute la raison pour  
 „ laquelle ils en avoient défendu la vente.  
 „ Au reste on n'a jamais oui dire que les Rois  
 „ de France eussent vendu les leurs , & qu'ils  
 „ en eussent tiré des secours considérables dans  
 „ la nécessité de leurs affaires. Ils peuvent  
 „ avoir vendu quelques anciens palais ruinés ,  
 „ de même qu'ils ont fait d'autres portions de  
 „ leur Domaine , mais plutôt pour se débar-  
 „ rasser d'un entretien onéreux , que dans la  
 „ vue d'une ressource pour le rétablissement  
 „ leurs affaires.”

Pour appuyer les raisons que l'auteur rap-  
 porte contre l'aliénation , il cite Suétone , Ta-  
 cite , Dion , Le Bret , Olive , Chopin , Du-  
 moulin , Grimaudet , Sleidan & le Lévitique :  
 mais ni le mérite des raisons , ni l'autorité des  
 citations ne me paroissent pas capables de dé-  
 truire ma proposition , & les motifs sur les-  
 quels elle est fondée.

Mais à quoi bon tant d'efforts pour démon-

trer l'avantage & la possibilité de l'aliénation du Domaine, à titre de propriété incommutable? Malgré les sermens que les Rois font à leur sacre, malgré la loi promulguée en 1539. par François I. le Roi Louis XIV. n'a-t-il pas exécuté en partie ce que je propose aujourd'hui. Ce Prince par édit de 1695. avoit assuré cette propriété incommutable à l'égard de tous les domaines aliénés depuis l'ordonnance de 1566. La paix conclue par le traité de Ryfwyck l'ayant mis en état de se passer de secours extraordinaires, il fit surseoir à l'exécution de cet édit: mais les dépenses auxquelles il se trouva engagé, pour soutenir les droits de son petit-fils à la Couronne d'Espagne, l'obligerent à recourir de nouveau à cet expédient; & par édit du mois d'avril 1702. il déclara aliénable, à titre d'inféodation & de propriété incommutable, non seulement les hautes-justices par démembrements des justices royales, mais encore toutes les parties du Domaine, connues sous le nom de petit-Domaine, qui consistent en cens, rentes, moulins, fours, pressoirs, halles, maisons, boutiques, échopes, terres vaines & va-

gues, landes, bruières, palus, marais, bacs, péages, chasses, pêches, banvin dans les lieux où les aides n'ont pas cours, &c. lesquels biens & droits, ou du-moins la plus grande partie d'iceux, avoient déjà été reconnus aliénables à perpétuité & sans faculté de rachat, par déclaration du 8. avril 1672. & en outre ce même édit de 1702. confirma les possesseurs des Domaines, & droits aliénés depuis l'année 1566. dans la jouissance perpétuelle & la propriété incommutable des dits Domaines & droits.

On dira sans doute que la raison qui a déterminé le ministère à consentir à l'aliénation perpétuelle & irrévocable de ces différentes parties, est la modicité de l'objet de chacune prise en particulier, & la dépense qu'elles exigeoient pour leur entretien: mais qu'il n'en est pas de même pour les corps de terres & de seigneuries; car ce furent les motifs qu'on alléguait dans le tems.

Mais qu'est-ce que toutes les terres & seigneuries du royaume, tant du Roi que des particuliers? En quoi consistent-elles? en justices, châteaux, maisons, cens, rentes, mou-

lins, fours, pressoirs, terres, près, vignes, landes, bruières, marais, étangs, bacs, péages, passages, chasse, pêches &c. c'est-à-dire, dans un assemblage plus ou moins considérable de parties, qui forment ce qu'on appelle le petit-Domaine.

Or si l'on prétend que l'entretien & la régie des parties détachées de ce petit Domaine est onéreuse ou peu utile, comment pourra-t-on dire que ces mêmes parties, réunies pour former un corps de terres, ne soient pas sujettes aux mêmes inconvénients ? & pourquoi les motifs qui ont déterminé à l'aliénation irrévocable de l'un, n'auroient-ils pas la même influence sur l'autre, puisque le tout est constamment & nécessairement assujetti au sort de ses parties intégrantes ?

Cette comparaison ne seroit peut-être pas juste, s'il s'agissoit d'un particulier. Quand ses biens sont réunis en corps, il voit tout d'un coup d'œil, par lui ou par ses gens d'affaires ; mais si au contraire ils sont divisés & éloignés, il lui en coûte beaucoup de peines & de frais pour se porter partout où les besoins exigent sa présence ; & s'il veut se dispenser

d'agir par lui-même, il est obligé de multiplier ses agens, & les appointemens qu'il leur donne conformément le produit de ses héritages.

Il n'en est pas de même du Roi, qui a par-tout des officiers entretenus pour veiller à ses intérêts; ses fermiers le font de tout le Domaine du royaume; leurs préposés sont répandus dans toutes les provinces; & les biens de cette espece, dans la main du Souverain, susceptibles d'ailleurs de plusieurs autres inconvéniens, ne le font pas de celui-ci.

La loi fondamentale de l'Etat & le serment des Rois à leur sacre, ne permettent pas, *ajoutera-t-on*, d'aliéner le Domaine: mais les parties, dont la déclaration de 1672. & les édits de 1695. & 1702. ont ordonné l'aliénation, à titre de propriété incommutable, n'appartenoient-elles pas aussi bien au Domaine de la Couronne, que celles qui n'y sont pas comprises? L'édit de François I. de 1539. & le serment des Rois à leur sacre ont-ils fait des exceptions, qui aient autorisé la perpétuité des aliénations qui ont été faites? nullement. Ainsi quant à la transgression de la Loi & du serment, il ne doit pas plus subsister

sister de difficultés pour l'un, que l'on n'en a trouvé pour l'autre ; & à l'égard des motifs qui ont déterminé l'aliénation, ils n'ont pas plus de force pour le petit que pour le grand Domaine.

Quand un projet a été adopté par une nation entière, on ne doit pas le heurter de front ; la prudence exige que l'on passe insensiblement d'un terme à l'autre, & que l'on ménage jusqu'aux erreurs de la multitude : mais ceux qui tiennent les rênes du gouvernement n'ont jamais cru, surtout en matière de finance, que ces considérations politiques fussent assez puissantes, pour leur faire rejeter les avantages qu'une nouvelle route pouvoit leur offrir.

Les premiers pas ont déjà été faits vers l'aliénation perpétuelle du Domaine, par les réglemens que je viens de citer : pour aller plus loin, il ne s'agit plus que d'un prétexte raisonnable, tel que peuvent être les besoins de l'Etat qui, dans la circonstance présente, sont peut-être plus pressans qu'ils n'ont jamais été.

Par toutes ces raisons, je persiste à dire que l'état où se trouve actuellement le Domaine

de la Couronne de France, & dans le besoin où elle est de finance, il seroit plus avantageux, à l'égard de celui non encore aliéné : 1<sup>o</sup>. de le vendre que de le garder : 2<sup>o</sup>. de stipuler cette vente perpétuelle, plutôt que réversible, en réservant tel nombre de forêts, châteaux & seigneuries que le conseil du Roi aviseroit bon : & à l'égard du Domaine déjà aliéné, sauf celui qui est entre les mains des Princes & Princesses du sang, que j'exclus de cette proposition, il seroit bon d'en faire un rachat général, & ensuite une revente perpétuelle & irrévocable aux plus offrans, sans préférence pour les possesseurs actuels, à la charge par les nouveaux acquéreurs, de rembourser les anciens & de porter le surplus au trésor royal.



---

# CONSIDÉRATIONS

## SUR LA GABELLE,

### LES AIDES ET LE TABAC

# EN FRANCE.

---

#### ARTICLE I.

##### *Sur la Gabelle.*

**L**A GABELLE est un impôt sur le sel, dont je me propose d'examiner l'origine, son établissement en France, les obstacles qu'elle a dû surmonter, pour obtenir l'importance où elle est parvenue. Je considérerai ensuite les sources salées, la salaison des fromages, le Chlot-terre ou la crasse des poëles, & j'y ajouterai des expériences analitiques sur le sel & des remarques sur les bâtimens de graduation.

## SECTION I.

*Origine de la Gabelle & son établissement en France.*

**L**E mot de Gabelle étoit autrefois dénommatif de toutes sortes d'impositions; on l'emploie même encore, suivant son ancienne signification, dans les stipulations de traités de paix & de commerce entre les Puissances, ainsi qu'on peut le voir à l'article VII. de celui de commerce fait le 11. avril 1713. entre la France & les Etats-Généraux des Provinces-Unies: mais à cette exception près, il est demeuré propre à l'impôt sur le sel; & lorsque l'on parle de Gabelle, on n'entend plus que le droit de vendre du sel.

Les Seigneurs en jouissoient anciennement, & l'on a vu, jusque bien avant sous la troisieme race des Rois de France, de simples Seigneurs Haut-Justiciers l'exercer sur leurs vassaux, par une suite ordinaire des usurpations, devenues faciles dans ces tems, qui avoient si honteusement abaissé la souveraineté.

La loi civile n'interdit point aux particuliers la possession & la propriété des salines ; mais la disposition du droit commun veut que le débit n'en puisse être licite, sans la volonté & la permission du Prince. C'est le sentiment de tous les jurisconsultes, & ce seroit ignorer les faits de l'antiquité les plus connus, que de croire, comme quelques personnes le disent, les Rois de France inventeurs de cette contribution. On la voit, dans tous les tems & dans toutes les républiques, unie au fisc & perçue au nom du Souverain.

Quand Artaxerxes Roi des Perses renvoya Esdras en Jérusalem, il ordonna, entre autres choses, que les fermiers du sel lui en fournissent sans compte & sans payer.

Démétrius Roi de Syrie, pour gagner l'amitié des Juifs, contre Alexandre fils d'Antiochus, leur remit la Gabelle ou impôt du sel, & son fils leur en abandonna les greniers.

Au rapport d'Athénée, Lisimaque Roi de la Troade mit un impôt sur le sel qui lui fournit de grands secours ; & ce n'est que par le produit de cette contribution, ou par le commerce du sel, que la ville de Palmire avoit

acquis des richesses si prodigieuses, que le récit en paroîtroit fabuleux, si ses ruines ne prouvoient pas encore les merveilles de sa grandeur & de sa magnificence.

Dès la naissance de Rome, Ancus Martius regarda, comme droit royal, le privilege de vendre du sel, & en fit une ferme exclusive. Il fut remis au Peuple par Valerius Publicola après la guerre des Tarquins, rétabli & éteint plusieurs fois, suivant les besoins du gouvernement, jusqu'à la dictature de Fabius Maximus, qu'il fut remis sur pied par M. Livius Censeur qui, par cette raison, fut surnommé *Salinator* ou le saunier.

Depuis ce tems le sel fit toujours partie des revenus du Fisc Romain, comme on le voit par plusieurs monumens & notamment par la loi XI. cod. *de vectigal. & comm.* qui apprend que tous particuliers, de quelque qualité qu'ils fussent, étoient obligés d'acheter le sel des fermiers de la république & non d'autres. L'article XIX. de l'ordonnance de François I. du mois de juillet 1544. semble copié mot à mot sur celle des Romains.

Les salines d'où les Romains tiroient leur

sel étoient près d'Ostie, & le supplice des femmes, dont les crimes n'étoient pas capitaux, étoit d'être condamnées à ce travail, comme celui des hommes de l'être aux métaux.

Cependant les François n'ont commencé à connoître la Gabelle que depuis l'an 1286. Quelques Historiens prétendent qu'elle doit son établissement à Philippe le Bel : mais le plus grand nombre, & tels sont le Bret, Beschefer, Corbin, Ducrot &c. l'attribuent à Philippe le Long : ce fut lui, à ce qu'ils assurent, qui le premier mit un double par livre pesant sur le sel, par édit de l'an 1318. Par un traité de l'an 1320. il acquit du Comte de Forest & d'autres Seigneurs les Salins de Languedoc, moyennant une indemnité aux propriétaires, & il déclara que la Gabelle, ou impôt sur le sel, étoit un droit domanial & royal, copiant dans cette disposition la loi 17. *cod. de vectigal. & comm.* comme l'on vient de voir que François I. copia dans la suite la XL.

Pasquier, Guillaume de Nangis, Gaguin, le P. Petau, & autres rapprochent cette époque jusqu'à Philippe de Valois; ce qui est du-

moins certain, c'est que ce dernier Prince imposa 4. den. par livre pesant, & qu'il institua les greniers & le débit exclusif du sel, comme il est prouvé par les annales d'Aquitaine, d'où Edouard Roi d'Angleterre prit occasion de l'appeller par raillerie l'auteur de la loi salique.

Il avoit promis d'abolir cet impôt dès qu'il seroit délivré de ses ennemis: mais il y a apparence qu'il ne put satisfaire à cet engagement, dont il remit l'exécution à son successeur le Roi Jean, qui en effet paroît avoir laissé libre le commerce du sel, ainsi qu'on peut l'inférer de son règlement, rapporté au premier volume des ordonnances, titre *des marchands* sous l'année 1350.

Les Etats assemblés à Paris l'an 1358. accorderent au Dauphin son fils l'ancien impôt de 4. den. par livre pesant, pour être levé pendant un an seulement, & employé au paiement de la rançon du Roi: mais devenu Roi lui-même sous le nom de Charles V. il unit à perpétuité le commerce du sel au domaine royal & depuis ce tems il est constamment resté dans la main du Souverain, qui en fait

faire la régie, la vente & la distribution par ses fermiers; ce qui est conforme aux loix & au gouvernement de l'Empire Romain, comme il se voit liv. 4. tit. LXII. *de vectig. novis institui non posse.* Il n'est permis à personne de vendre du sel, *dit cette loi*, sans la permission des fermiers, sous peine d'amende & de confiscation applicables à leur profit.

Le Roi Charles VI. ordonna qu'il seroit levé deux deniers par livre pesant, outre les quatre anciens. M. le Bret qui, dans ses plaidoyers, suit le progrès de cette imposition avec assez d'exactitude, ne nous apprend point qu'il y ait été fait d'augmentation par Charles VII. mais bien que Louis XI. la porta à un sou ou douze deniers par livre.

Elle demeura en cet état pendant les regnes de Charles VIII. & de Louis XII. mais François I. répara bien le tems perdu. Le Duc de Cleves s'étant mis sous la protection de la France, pour éviter que l'Empereur ne s'emparât du Duché de Gueldres, dont il lui avoit refusé l'investiture, François I. pour mieux engager ce Prince, lui fit épouser Jeanne d'Albret fille de Henri Roi de Navarre.

Les nœces se célébrèrent avec une profusion, que l'on fit payer bien chèrement au Peuple, *dit Mezerai*, aussi les nomma-t-on *les nœces salées* : en effet le Roi imposa tout d'un coup 24. livres par muid composé de 48. minots ou quintaux, à quoi il ajouta 25. liv. l'année d'après.

L'impôt du sel n'étoit pas uniforme dans le royaume : en Poitou, Xaintonge, Aunis, Angoumois, Haut & Bas Limosin, Haute & Basse Marche, le Roi levoit le quart & demi du prix de la vente, dont le produit étoit ordinairement employé au paiement du douaire des reines ; mais après la mort de Marie d'Angleterre veuve de Louis XI. le Roi l'appliqua à son profit. Dans les autres provinces & villes du royaume, le droit étoit de 45. livres par muid.

Pour le recouvrement de ces différens droits, il avoit été statué que le marchand amèneroit son sel dans les dépôts ou greniers qui lui étoient indiqués, qu'il représenteroit sa facture aux officiers de la Gabelle pour en constater le prix marchand, & celui du Roi ayant été constaté par le général des finances,

il étoit vendu au public, & le produit remis aux receveurs du Roi, le prix du marchand préalablement déduit.

Cette forme & cette variété de perception dura jusqu'en 1540. que le Roi, de l'avis des Grands & de son Conseil, ayant estimé qu'un droit uniforme, dans tout le royaume, conviendrait mieux à l'avantage de ses finances & au soulagement de ses sujets, rendit un édit, par lequel il permit à toutes sortes de personnes de vendre, revendre & distribuer du sel par tout le royaume, moyennant une somme de 45. livres par muid pour tous droits, supprimant à cet effet les greniers ci-devant établis, & pour veiller à la perception du droit & à la fidélité de la distribution, il créa plusieurs officiers par édit donné à Châtellerault au mois de juin 1541.

Les habitans du Poitou, de la Rochelle & des autres endroits ci-devant cités, virent cet établissement avec peine ; ils remontrèrent que l'avantage, que le Roi avoit dessein de procurer par cette uniformité, étoit un vrai mal pour eux, que le droit du quart & demi qu'ils payoient ci-devant, n'étoit pas si fort

que celui de 45. liv. par muid dans le pays de Gabelle; & que si le Roi vouloit que cet arrangement subsistât, il devoit diminuer leurs tailles à proportion de celle des pays de Gabelles, qui avoient toujours été moindres, pour observer par-là une sorte de compensation & d'égalité, dans la distribution des charges générales que chaque province devoit supporter.

Des remontrances le Peuple passa au soulèvement & à la rébellion; bientôt on vit plus de 120. mille hommes en armes dans ces provinces, qui commirent une infinité de désordres & se portèrent aux plus grands excès, jusqu'à tuer plusieurs officiers de Gabelle, & même le sieur de Monneins Lieutenant-Général au gouvernement de Guienne; enforte que le Roi fut obligé d'y envoyer une armée commandée par le Connétable de Montmorency. Il agit moins en général qu'en négociateur, il écouta les plaintes & en rendit compte au Roi qui, touché de compassion, & déterminé par la circonstance des tems, pardonna la rébellion; & par ses lettres patentes datées d'Amiens au mois de septembre de l'an 1549.

supprima la Gabelle & les greniers dans les dites provinces, les remettant dans leur ancienne forme à cet égard; à la charge par eux de remettre, entre les mains du Receveur Général des finances de Poitiers, la somme de 470. mille livres tournois; de rembourser, dans le cours d'une année, tous les officiers de Gabelle, des sommes payées au feu Roi pour l'acquisition de leurs offices, & de faire valoir le quart & demi-quart du droit sur le sel présentement rétabli, jusqu'à la somme de 80. mille livres par année, toutes charges déduites, au moyen de quoi il seroit permis aux Etats des dits pays d'affermir en gros ou en détail le susdit droit de quart & demi-quart, sauf à eux à parfaire le surplus, en cas d'insuffisance.

Mais l'exercice de cette ferme ayant encore causé quelques troubles & paru onéreuse à ces peuples, ils supplièrent le Monarque en 1553. de leur permettre de s'en racheter, en amortissant sur le pied du denier douze les 80,000. liv. qu'ils étoient obligés de payer en conséquence de l'édit de 1549. ce qui fut accepté & autorisé par édit du 6. décembre

1553. qui leur accorde la faculté de pouvoir librement vendre, débiter, troquer, échanger, distribuer & transporter tant par mer que par terre, tout le sel qu'il leur plairoit, moyennant la somme de 1,194. mille livres; supprimant au moyen de ce, toutes les charges & offices créés pour raison de la perception du quart & demi-quart. Les transports du sel des dits pays dans ceux de Gabelle furent défendus, sous peine de confiscation de corps & de biens. Il leur fut pareillement interdit de faire salorges, boutiques & amas de sel, à une lieue des dits pays de Gabelle, qui furent reculés jusqu'à cinq lieues, par autre édit du 18. avril 1599. toutes lesquelles dispositions ont été confirmées par les Rois successeurs, & subsistent aujourd'hui, d'où ce pays a été nommé *Pays rédimé*.

Depuis le regne de François I. l'espece étant devenue plus commune, à cause de la découverte du nouveau monde, & les dépenses ayant été augmentées à proportion, le prix du sel a dû suivre cette progression. J'ai laissé, sous ce prince, le prix du sel à 45. liv. déduction du prix du marchand; ce prix

subfista depuis 1542. jufqu'en 1576. qu'il fut porté à 189. liv. par Henri III. à la tenue des Etat de Blois. Le motif de cette augmentation fut que, la féchereffe ayant fait manquer la fabrication du fel dans tous les marais falins, il fallut en aller chercher à grands frais jufqu'en Portugal : mais ces frais ne furent cependant pas fi confidérables que l'augmentation. Louis XIII. a porté le muid jufqu'à 669. liv. Louis XIV. l'avoit mis à 1,135. liv. dès l'an 1642. & maintenant il coute 2,450. liv. ce qui fait confidérer cette partie, comme un des principaux objets des finances.

Après que les magafins du Roi font fournis du fel néceffaire pour la confommation du royaume, les étrangers peuvent enlever le refte. François I. leur accorda cette permiffion, pour les détourner d'en aller chercher en Portugal, qui retiroit un grand avantage de ce commerce. L'étranger ne feroit fe pafter du fel de France, c'eft en effet le meilleur qui foit connu. Les Hollandois fe crurent ruinés lorsque Charles-Quint leur défendit ce commerce avec la France. „ Notre

pêche, *lui dirent-ils*, est notre plus grand revenu, & nous ne pouvons la conserver, & la transporter dans les pays éloignés, qu'avec le secours du sel de France.

Plus le pays où le sel se forme est voisin de l'équateur, plus le sel est âcre & corrosif, celui qui se fait trop près des pôles n'a ni force ni consistance. Les salins de Brouage & des environs sont dans une si juste température qu'ils forment le meilleur sel de l'Europe & peut-être de l'univers; en sorte que si le Roi de France jugeoit à propos d'en augmenter le prix pour l'étranger, on est persuadé qu'il n'en enlèveroit pas moins, parce qu'il ne sauroit s'en passer. Mais ce seroit un mauvais conseil à lui donner; car en fatiguant le commerce par des entraves, ou par une trop forte augmentation du prix des denrées, il s'effarouche & se fait souvent d'autres routes, auxquelles on ne se seroit pas attendu, & il s'éloigne sans retour. La manière la plus sûre de gagner toujours, est de ne jamais vouloir trop gagner.

Quoique l'ordonnance de Louis XIV. du mois de mai 1680. ait rassemblé tout ce que  
la

la prudence & une expérience de plusieurs siècles ont pu suggérer pour l'ordre, la police & juridiction de cette partie ; cependant plusieurs personnes ont cru que la régie pouvoit s'en faire d'une manière plus simple & moins dispendieuse. On a donné en différens tems des projets aux ministres à ce sujet : mais contents de l'ancienne pratique, & peu sûrs de l'événement des nouvelles propositions, aucun n'a osé les mettre à exécution, dans la crainte de ruiner un produit certain pour un avantage douteux.

Le sel étant une denrée absolument nécessaire à la vie, & dont chacun fait une consommation proportionnée à son bien & à ses facultés, il est constant qu'en établissant sur cette consommation un droit auquel personne ne pût se soustraire, on auroit trouvé le secret important d'une contribution générale & proportionnée, qui rendroit le Roi de France le plus riche & le plus puissant prince de l'univers, & ses sujets les plus heureux ; une juste proportion dans les impôts est tout ce qui manque à ce royaume.

Les causes qui ont engagé les spéculatifs à

chercher une autre forme, que celle qui se pratique actuellement; sont, l'inégalité qui s'est introduite dans les pays d'impôts; le prix excessif du sel qui en diminue considérablement la consommation & le commerce, en empêchant les salaisons, l'engrais & la nourriture du bétail; les frais immenses auxquels cette contribution assujettit; la tentation & la facilité du faux-saunage, les procès, les condamnations & les proscriptions qu'elle occasionne.

François I. connoissant tous ces inconvéniens, chercha à y remédier, en rendant le sel marchand, comme nous l'avons ci-devant expliqué; mais une partie du royaume s'y opposa, & le Roi ne tira aucun avantage de l'autre, parce que presque tout le sel se vendoit en fraude de son droit; & ce nouvel établissement fut l'occasion d'un nouveau monopole. Plusieurs particuliers acheterent tout le sel des salines, & comme on étoit forcé de passer par leurs mains, ils le vendoient au prix qu'ils vouloient, en sorte que celui du marchand étoit exorbitant. Ce n'est pas le premier monopole de cette espèce: on voit une ordonnance de Louis Hutin du 12. septembre

1315. pour faire la recherche de pareils magasins, & confisquer tous les amas de sel, ensemble les biens de ceux à qui ils appartiendroient.

M. le Cardinal de Richelieu, dont les vues ne se bornoient pas aux seules affaires politiques, avoit fait plusieurs réflexions sur les avantages que l'Etat pouvoit tirer de la proposition qui résulte de la consommation du sel : il avoit projeté de rendre le Roi propriétaire ou fermier de tous les marais salans du royaume, de mettre une imposition égale sur tout le sel qui en seroit enlevé, quelque pût être sa destination pour les différentes parties du royaume, de supprimer tous les greniers à sel, les officiers qui les composent & les gardes de Gabelle; d'établir, dans le lieu même de ces marais, la régie qui devoient être observée pour la manutention, l'ordre, la police, l'achat, l'enlèvement & la conduite des sels : en sorte que, le droit une fois acquité, ils auroient pu traverser toutes les provinces du royaume librement; & il avoit même dessein d'en faire l'imposition générale & unique de l'Etat, mais des affaires plus pressantes ne lui ont pas permis d'exécuter son projet.

„ Je mets les abus & les vexations que  
„ cause la Gabelle, *dit M. de Sully dans ses*  
„ *mémoires tom. 6. page 5.* au niveau de ceux  
„ de la taille. Je n'ai jamais rien trouvé de  
„ si bisarrement tyrannique, que de faire ache-  
„ ter à un particulier plus de sel qu'il n'en-  
„ veut ou n'en peut consommer, & de lui  
„ défendre encore de vendre ce qu'il a de  
„ trop. Je m'en expliquois un jour de cet-  
„ te maniere, en m'entretenant avec le Roi;  
„ il me demanda un mémoire détaillé sur tou-  
„ te cette matiere, de ce que coutoit le sel  
„ d'achat aux salines, des frais que l'on y fai-  
„ soit de-là jusqu'à sa vente, de sa distribu-  
„ tion dans les greniers, & autres qu'on peut  
„ faire à ce sujet. S. M. ne me dit point à  
„ quelle fin elle me demandoit ce mémoire.  
„ Je me hâtai de le dresser le mieux que je  
„ pus & à peu près, parce que, suivant les  
„ raisons que j'y exposois, on ne peut mar-  
„ quer au juste la valeur des choses : mais il  
„ ne produisit aucun effet, & tout demeura  
„ à cet égard comme il étoit auparavant : tant  
„ il est difficile de détruire ce que la préci-  
„ pitation, l'ignorance & le défaut de vues

„ de ces anciens, qu'on veut nous donner  
 „ comme infaillibles, ont mis de mal dans  
 „ les premiers établissemens, lors même que  
 „ d'autres impositions, comme le dixieme &  
 „ les entrées, semblent en indiquer si claire-  
 „ ment les moyens, & en applanir les voies.

Son éditeur ajoute. „ On fait combien la  
 „ Gabelle rapporte au Roi de net, tous frais  
 „ déduits; & il n'est pas difficile de savoir  
 „ conséquemment à quoi ces frais montent  
 „ pour chaque minot de sel. Pourquoi le  
 „ Roi ne prend-il pas tout d'un coup le prix  
 „ de chaque minot de sel de premier achat  
 „ sur les salines-mêmes? Il y a longtems que  
 „ l'on fait cette question & elle est toute  
 „ simple. Le Cardinal de Richelieu & une  
 „ infinité d'autres habiles politiques après  
 „ lui, décident, tous d'une voix, contre un  
 „ impôt, dont la regie n'est pas seulement  
 „ onéreuse par sa forme, mais encore injuste  
 „ par son peu d'uniformité. Il trouve à la  
 „ vérité de grandes difficultés à la changer :  
 „ mais ce changement une fois fait, paroît  
 „ en récompense une des principales sources  
 „ du soulagement & de l'opulence de l'Etat

„ tout à la fois. Le Cardinal de Richelieu , qui  
 „ est celui qui en parle en ces termes , ajoute que  
 „ ce qu'il avoit connu de Sur-intendans les plus  
 „ intelligens égalent le produit de l'impôt  
 „ levé sur les salines-mêmes , à celui que les  
 „ Indes rapportent au Roi d'Espagne.”

M.Colbert avoit eu le même dessein ; son projet avoit été généralement applaudi , & l'auteur du *Testament politique de M. de Louvois* , est le seul qui le blâme. Instruit de la jalousie qui a toujours subsisté entre ces deux ministres , il a cru devoir les faire contrarier , jusque dans les choses qui en paroissent le moins susceptibles. Voici le langage qu'il fait tenir à M. de Louvois page 398.

„ La Couronne n'auroit tiré aucun avanta-  
 „ ge de cet établissement , en ce que les re-  
 „ venus n'auroient pas augmenté ; parce que  
 „ les provinces privilégiées étant taxées en  
 „ considération & à proportion de ce privi-  
 „ lege , il auroit été nécessaire de leur faire  
 „ diminution du montant de cette nouvelle  
 „ charge.

„ Les officiers des Gabelles sont au besoin  
 „ des sources si fécondes , qu'elles produisent

„ plus que ne font tous les autres officiers  
 „ de finances du royaume.

„ Enfin l'on seroit privé de l'utilité des  
 „ Gardes, capables d'arrêter les séditions dans  
 „ leur naissance, d'empêcher les assemblées  
 „ illicites, de faire payer les impôts & d'at-  
 „ térer les familles dont on ne seroit pas con-  
 „ tent: ce sont, *dit-il*, des instrumens d'une  
 „ si grande utilité, qu'il ne fait rien qui en  
 „ approche."

Ces objections sont si foibles, & les avan-  
 tages du projet sont si sensibles, que ceux-ci  
 sont autant au-dessus du blâme, que les autres  
 sont au-dessous de la critique. Les plus grands  
 Rois & les plus grands Ministres que la Fran-  
 ce ait eus, y auroient-ils insisté? en auroient-  
 ils fait tant d'éloges, s'il avoit été aussi vicieux  
 que l'auteur du Testament politique de M.  
 de Louvois le prétend?

Une populace aveugle & mutinée s'oppose  
 au bien que François I. veut lui faire, & il  
 est obligé de céder aux circonstances: Henri  
 IV. à peine affermi sur son trône, ne croit  
 pas qu'il soit prudent de fournir aux religio-  
 naires des prétextes pour renouveler leurs

mouvemens féditieux. Le Cardinal de Richelieu, seul ministre, occupé de guerres étrangères & intestines, veut humilier les Grands & affermir l'autorité royale, avant que de tenter des réformes: M. Colbert, contrarié par ses envieux, ne peut parvenir à mettre à exécution celui de ses desseins qu'il avoit le plus à cœur: mais ces difficultés, ces oppositions que les événemens des différens regnes ont fait naître, détruisent-elles le mérite de l'entreprise? La constance de tant de grands hommes à suivre cet établissement, les suffrages & les éloges que lui ont donné tous ceux qui en ont parlé, ne sont-ils pas au contraire de sûrs garans de sa bonté & des avantages qu'il devoit produire?

M. de Boulainvilliers, dont les mémoires ont été mis au jour, & qui sans doute avoit de bonnes intentions, proposa en 1716. de rendre le sel marchand, & d'y substituer un droit d'amortissement, qui n'est autre chose qu'une capitation générale distribuée par classes, laquelle produiroit, selon lui, plus de 220. millions, sans incommoder personne: mais comme cet auteur n'indique au-

cune regle fixe ni aucun pied certain , pour établir & maintenir la proportion de ces classes, suivant les moyens & les facultés de chacune , cette proposition pécheroit par la partie la plus essentielle; la lésion & la vexation augmenteroient au lieu de diminuer, & l'exécution ne pourroit par conséquent s'en soutenir.

Le Sr. de Fougerolle avoit présenté un projet à peu près semblable en 1711. & c'est apparemment sur celui-ci que M. de Boulainvilliers avoit formé le sien: mais ayant été examiné au conseil, il fut rejeté, de même que plusieurs autres qui l'avoient précédés ou qui l'ont suivis, parce qu'ils étoient tous fort éloignés de la solidité des principes de celui de François I. dont je viens de parler, enforte que jusqu'à présent il est le seul qui soit demeuré en possession de l'unanimité des suffrages de tous ceux qui ont écrit ou réfléchi sur cette matiere. Quel avantage en effet, pour la tranquillité des peuples, pour augmenter la consommation du commerce & des finances, si en adoptant ce projet & celui du droit unique, que j'ai donné ci-devant, on établissoit cette

uniformité, cette égalité & cette liberté si utiles & si désirées.

On a vu que toutes les objections faites contre la proposition de rendre le Roi seul & universel propriétaire ou fermier de tous les marais salans du royaume, d'en établir la régie, & de supprimer tous les greniers, les officiers qui les composent & les gardes de Gabelle, n'avoient aucune solidité ; mais en voici une qui, au premier coup d'œil, paroît mériter plus d'attention.

Personne, *dit-on*, ne peut disconvenir que la consommation que l'étranger fait du sel de France ne soit une des plus utiles branches du commerce de cette nation. C'est une denrée que le ciel lui donne gratuitement, dont la préparation n'exige qu'une très médiocre dépense de main d'œuvre, & dont par conséquent tout le produit de la vente tourne en pur bénéfice pour l'Etat ; ainsi nul doute que ce commerce ne doive être continué, mais encore augmenté autant qu'il sera possible : cependant, si vous bornez la régie des Gabelles aux seuls marais salans, si vous supprimez les greniers & sur-tout les gardes, les étrangers

chargeront des quantités immenses de sel, qu'ils verseront impunément sur toutes les côtes, puisqu'elles ne seront plus gardées, ce qui ruinera infailliblement les produits de l'intérieur.

Quelque solide que puisse paroître cette objection, je pense que les raisons suivantes suffiront pour la réfuter.

La contrebande sur le sel n'est pas l'objet auquel les fraudeurs s'attachent le plus; ils trouvent mieux leur compte au tabac & aux étoffes prohibées, qui sont d'un bien moindre poids & volume, eu égard aux prix respectifs.

Le sel leur fourniroit encore bien moins de ressources, si la proposition avoit lieu, parce que le prix au public seroit considérablement diminué.

Cette marchandise ne pourroit pénétrer par les ports du royaume, où il y a toujours des officiers & des commis préposés pour le tabac & pour les droits des cinq grosses fermes.

L'on ne pourroit aisément la verser sur la plupart des côtes, par la difficulté d'y aborder, ni sur celles que l'on pourroit aborder aisément par la difficulté de la cacher dans des lieux bas & humides, pendant plusieurs jours,

jusqu'à ce que les contrebandiers trouvent le moment favorable pour l'enlever, comme cela se pratique pour le tabac.

En supposant tous ces obstacles surmontés, on ne pourroit, à cause du poids & du volume, transporter le sel bien avant dans l'intérieur, qui par-là se trouveroit garanti de tout faux-faunage.

En poussant à l'excès la supposition de cette contrebande, tout le désordre que l'on pourroit en craindre, n'atteindroit jamais au préjudice que cause le faux-faunage actuel, par le moyen de pays des privilege, par le voisinage de la mer & par les entrepreneurs des voitures des sels par eau & par terre; préjudice très considérable, malgré les précautions que l'on y apporte.

Enfin il faut supposer, comme une condition nécessaire, que dans le cas de l'exécution du projet, la régie & la manutention de la police des marais salans demeurera toujours dans la main de la même compagnie, qui aura la ferme exclusive du tabac & celle des cinq grosses fermes; au moyen de quoi les officiers, commis & gardes, préposés à la conservation

de ces deux parties, veilleront à la troisieme, comme ils le font actuellement ; & y veilleront avec d'autant plus de succès, que l'ap-pas du prix ne subsistera plus, qu'ils n'aurent que l'extrême frontiere à garder, qui est d'ailleurs défendue, soutenue & protégée par des montagnes, par des postes & des corps-de-gardes dans les gorges & passages, par des places fortes, par le militaire & par des brigades des fermes ; au lieu qu'à présent, outre la garde des limites on est obligé d'entretenir, à grands frais, une ligne nombreuse d'employés, qui coupent & divisent le royaume en plusieurs parties, comme si elles appartenoient à différens souverains, ce qui occupe des sujets qui pourroient l'être plus utilement ailleurs ; ce qui fatigue le commerce & le public & ce qui entretient une espece de guerre intestine & perpétuelle entre le Roi & ses Sujets, dont les prisonniers, quoiqu'en grand nombre, sont presque toujours des sujets perdus pour l'Etat, parce qu'ils sont ou ruinés par les procédures & amendes, ou condamnés aux galeres & quelquefois à la mort.

Ainsi malgré cette objection, les avanta-

ges de la proportion subsistent dans leur entier, & il à croire que, plus on l'approfondira, plus ces avantages paroîtront grands & réels, par la difficulté qu'il y aura de leur opposer des raisons capables de les détruire.

Le sel est une substance acide, piquante, dessicative & astringente, il y en a de trois fortes, connus sous le nom générique de sel commun; savoir le sel de mer, le sel terrestre fossile ou Gemme, & le sel que l'on forme avec l'eau des fontaines & puits salés.

On ne se sert point en France de sel fossile, quoiqu'il y en ait des mines connues, & le sel de mer est en usage dans tout le royaume, si on excepte la Franche-comté, la Lorraine, les Trois Evêchés & l'Alsace, qui ne consomment que du sel formé avec l'eau des puits & fontaines salées.

La fabrication du sel de mer, tant de celui qui se fait sur les côtes plates & basses où il se cristallise par la seule chaleur du soleil, que de celui qui se fait sur les côtes élevées par l'action du feu, est suffisamment connue & expliquée dans plusieurs livres, & particulièrement dans le dictionnaire de Savary. Il parle

aussi de la formation du sel qui se fait avec l'eau des sources & puits salés; & quoique ce ne soit pas d'une maniere satisfaisante pour les personnes au fait de cette mécanique, à qui il sera facile de connoître qu'il n'a pas travaillé sur de bons mémoires, il en dit cependant assez pour ceux dont l'état n'exige pas de plus grands détails. Mais comme on n'y trouve rien qui ait rapport aux sources salées, & à la cause de leur salure, au chlot ou matiere terrestre, dont quelques-unes de ces eaux se trouvent abondamment chargées, & qui contiennent des principes très utiles à la médecine & aux arts; & qu'il a pareillement négligé de faire connoître en quoi ces sels different du sel formé avec les eaux de la mer & le mécanisme de la graduation, si avantageux à l'économie du bois que l'on emploie à la cuisson des sels, j'ai cru qu'il me seroit permis d'expliquer ici ces différentes choses, en observant toute la briéveté dont la matiere pourra être susceptible.



## S E C T I O N II.

*Des sources salées & de la cause de leur salure.*

O N reconnoît dans la nature trois sortes de sel marin, favoir, le sel Gemme ou fossile, celui formé avec les eaux de la mer, & celui fait avec les eaux des sources salées.

Le sel Gemme ainsi nommé à cause de sa transparence, peut être regardé comme le principe de tous les autres sels qui, n'en étant qu'une émanation & une dissolution, sont compris dans la même classe & ne font point un genre particulier. Il est dur comme la pierre, il est souvent mêlé de différentes couleurs, mais le plus ordinaire est blanc : l'on en fait toutes sortes d'ouvrages de sculpture & même de maçonnerie.

Le sel marin, connu sous le nom de sel commun, est un sel neutre. Il est composé d'un acide spécifique appelé Acide du sel marin, & d'une base de nature alcaline, qui a beaucoup de rapport avec les alcalis fixes ordinaires des plantes.

En

En supposant, comme je l'ai fait, que le sel gemme est l'ame & le principe de tous les autres sels, peut-être voudroit-on que je rendisse raison de sa propre origine : mais content de trouver ce corps déjà formé par la nature, je parts de ce point, & je laisse à ceux qui sont Physiciens par état, le soin d'établir une hypothèse, capable de développer le mécanisme de sa formation, & d'expliquer les admirables variétés qu'il renferme.

La montagne de Cardonne, en Catalogne, offre, pour ainsi dire, sous les yeux celle de la régénération; phénomène merveilleux, que quelques Physiciens nient, & que d'autres croient, en l'attribuant à ses levains qui fixent, *disent-ils*, les vapeurs de la terre & les parties d'air & d'eau qui se trouvent à portée de son action. Mais quoi qu'il en soit, il est vrai que l'on s'apperçoit à peine de la diminution de cette montagne, malgré le volume énorme de sel qu'on en a tiré depuis plus de 2500 ans qu'elle est connue.

On trouve une infinité d'autres montagnes, ou carrieres de ce sel en Allemagne, en Suisse, en Savoie, dans le Duché d'Hollace,

dans le Palatinat de Braclaw, dans le Royaume d'Astracan, en Moscovie, en Pologne, en Tartarie, en Hongrie, en Bulgarie, dans les Isles du Cap-vert, dans l'Egypte, dans la Perse, dans le Mogol, en Amérique; enfin toutes les parties du monde paroissent en contenir: mais la Franche-comté, la Lorraine & les Trois - Evêchés en sont particulièrement remplis.

Le sel est si généralement répandu dans tous les corps, que l'on peut dire qu'il entre pour beaucoup dans leur composition, puisqu'ils en fournissent presque tous, lorsqu'ils sont décomposés par les opérations de la Chimie.

Peu s'en faut que Joachim Becher, médecin de Spire, & Chambon, premier médecin de Jean Sobieski, ne considèrent son acide comme l'acide primitif de la nature, & nul physicien ne lui refuse une place honorable dans les systèmes divers qu'ils ont imaginés pour rendre raison de la composition des corps; Levenhoek prétend qu'il fait la liaison dans les pierres, comme la chaux dans les bâtimens.

Les différentes analyses des eaux minérales du royaume, faites par Dodart, Geoffroi,

Bolduc , Bourdelin , Lemer , & Homberg ont toutes donné une partie de ce sel assez considérable.

Les philosophes n'étant pas bien d'accord entre eux sur l'origine des fontaines , je n'entreprendrai point de décider si celles dont il s'agit ici , sont formées par les pluies , par les vapeurs de la terre , ou par une communication avec la mer ; quoi qu'il en soit , leurs eaux doivent être également douces , à moins que quelque obstacle ne produise en chemin un effet contraire.

Si on suppose qu'elles viennent de la mer , il faut supposer aussi qu'elles ont déposé leur sel , en se filtrant dans les terres , pendant le trajet immense qu'elles ont dû faire. Si l'on veut qu'elles soient produites par des vapeurs de la terre , élevées par la chaleur centrale , & condensées dans les cavités de la terre , les parties salines , étant plus pesantes que celles de l'eau , ne s'élèveront qu'à une hauteur médiocre , pendant que les autres continueront leur route , ainsi que l'expérience journalière le démontre dans la formation des nues qui s'élèvent de la mer.

Je puis donc attribuer, avec une espece de certitude , la salure des sources salées , à leur passage par des carrieres de sel renfermées dans la profondeur des terres, où elles se chargent de parties de sel , & contractent un degré de salure plus ou moins fort, suivant qu'elles en parcourent , sans interruption , un plus ou moins long espace.

Non seulement les différens filets de ces sources portent avec eux , les uns plus , les autres moins de sel ; mais encore les eaux qu'ils fournissent , n'ont pas exactement la même saveur , parce que la terre étant extrêmement variée dans sa composition , les eaux qui en sortent participent de tous ses différens modes, & se trouvent imprégnées de parties de sel , ou chargées de parties minérales ou métalliques , à raison des différences de leurs positions.

L'expérience a fait observer, dans plusieurs salines, que les rameaux de ces sources croissent ou diminuent , suivant que la saison est seche ou pluvieuse ; & que plus ils sont abondans , plus leurs eaux sont salées ce qui doit naturellement provenir de ce qu'ayant alors plus de volume & plus de poids, & par con-

féquent plus de force & plus de rapidité, elles occupent plus d'espace, frottent avec plus de violence, émouffent avec plus de facilité les angles des sinuosités qu'elles parcourent, & entraînent ainsi avec elles les particules salines, jusques où le niveau leur permet d'arriver.

En général les grandes mers sont également salées entre les tropiques & les Zones tempérées, & contiennent la 32<sup>e</sup>. partie de leur poids en sel, prise à la surface, & la 29<sup>e</sup>. prise au fond : mais les sources salées sont toutes différentes entre elles, il y en a depuis Zéro jusqu'à 20. degrés, telles que sont celles de Dieuze en Lorraine, & de la petite saline de Salins en Franche-comté, au moyen de quoi elles contiennent la cinquième partie de leur poids en sel, au lieu que l'eau de la mer n'en contient que la trente deuxième ou la vingt neuvième, comme il a été dit.

L'épreuve s'en fait en pesant cent livres d'eau, que l'on fait évaporer par le feu jusqu'à pleine siccité, & le degré de salure se compte par la quantité de sel qui, après la cuite, se trouve au fond du vaisseau.

Il se fait encore une autre épreuve, au moyen d'un tube de verre, de bois ou de quelque autre matière, fermé par un bout, dans lequel on met une baguette de demi-calibre, chargée par le bas, de manière qu'elle fasse équilibre & pose légèrement au fond du tube, lorsqu'il est plein d'eau commune, mais qui avec l'eau salée en dénote le degré, suivant qu'il la pénètre plus ou moins, l'eau faisant résistance à proportion des parties de sel qu'elle contient.

Ce sel est blanc & ressemble assez au salpêtre. S'il est cuit à grand feu, ses parties sont menues, divisées & cedent comme la neige, à l'impression des doigts; si au contraire il est cuit à feu lent, ses parties se réunissent & se cristallisent en gros grains de deux, trois à quatre lignes d'épaisseur, qui affectent presque généralement la figure d'une pyramide creuse, renversée & tronquée par sa pointe, dont le composé n'est qu'un amas de cubes infiniment petits.



## SECTION III.

*Sur la salaison des Fromages.*

**L**E sel dont j'ai parlé à la fin de la section précédente, est meilleur que le sel marin ordinaire pour la salaison des fromages à la façon de Suisse, parce qu'il est, *dit-on*, plus doux & plus pénétrant; c'est ainsi du moins qu'on l'a décidé, en se fondant sur l'expérience ou le préjugé. Je ne m'amuserai pas à rechercher si la vérité ou l'erreur y a donné lieu : mais il est sûr qu'il sale près de moitié moins que le sel de mer, à volume égal, parce qu'il est de près de moitié moins pesant; & d'ailleurs quoique ces deux sels soient le même sel, cependant il peut se rencontrer quelque différence entre leurs effets, procédante de celui de l'ébullition.

Quoi qu'il en soit, l'expérience semble avoir décidé que le sel de mer étoit moins propre à la salaison des Fromages, façon de Gruière, que celui formé avec les eaux des sources salées, parce que, *dit-on*, le sel de mer en des-

seche d'abord la superficie, il en réunit & resserre trop tôt les pores, les parties salugineuses ne peuvent plus pénétrer jusqu'au centre du fromage, la peau se racornit & durcit, ce qui en est proche est acré & trop salé, pendant que le milieu est souvent rempli de vers; accidens qui n'arrivent pas aux fromages salés, suivant l'art, avec le sel provenant des sources salées; on trouve en effet ces derniers également salés dans toutes leurs parties, & bien conservés, même au bout de 60. & de 80. ans; étant fort ordinaire en Suisse d'en avoir de cet âge, qui n'ont d'autre marque de leur vieillesse qu'une couleur tirant sur le roux ardent, & un goût piquant.

De ce qui vient d'être dit il résulteroit que, pour compter sur le succès de la fabrication du fromage, que l'on voudroit établir à la façon de Gruère, il faudroit nécessairement y employer du sel de Comté: mais comme si l'endroit étoit éloigné, comme l'Auvergne ou autre province de pareille distance, le sel reviendrait avec l'achat & la voiture à 12, ou 15. liv. le quintal, & que le sel de mer pourroit s'acheter à meilleur marché dans le

pays, je crois qu'on pourroit éviter cette dépense & avoir le même succès, en prenant les précautions suivantes.

En partant du principe qui est établi, c'est-à-dire, que le sel Gemme & les deux autres especes de sels, sont les mêmes, on pourroit faire, avec du sel de mer, un sel évaporé, qui auroit les mêmes qualités que celui de Salins.

Il ne s'agiroit pour cela que de faire dissoudre le sel de mer dans de l'eau commune, puiser la dissolution, en observant de ne point ébranler le limon déposé au fond de la dissolution, de la faire évaporer comme il se pratique à Salins, d'avoir soin de l'écumer, & de n'y laisser aucune impureté apparente, ce qui s'appelle raffiner le sel, & ce qui est fort commun dans les pays-bas & fort lucratif pour les raffineurs. L'on auroit par ce moyen un sel, tel que l'on prétend qu'il le faut pour la salaison des fromages.

La tentative peut s'en faire aisément, & si elle répond à l'espérance, comme on n'a point lieu d'en douter, rien de plus facile que de l'exécuter en grand, & de faire passer où l'on

voudra quelques ouvriers cuiseurs des salines de la Comté.

Cette préparation consommera du bois ; mais l'usage de cette espèce de sel se trouvant borné à la salaison des fromages, l'objet n'en sera pas considérable ; & si l'on prévoyoit qu'il pût intéresser l'approvisionnement de quelques villes, alors comme le sel de mer se trouve également partout, & que rien ne détermine l'emplacement de la raffinerie, on pourroit choisir le canton le mieux fourni de bois, & même la placer au milieu de quelque forêt.

Je n'ai pu me refuser à cette digression, parce qu'elle s'est présentée sous une apparence d'utilité, que je n'ai pas cru devoir rejeter.

#### SECTION IV.

##### *Sur le Chlot.*

**L**ORSQUE la Muire ou l'eau des sources salées a senti le feu pendant quelque tems, elle devient trouble, & commence à déposer un corps étranger de couleur cendrée, gras

au toucher, grumuleux & que l'on croiroit être plein de sablon fin, en continuant de le frotter entre les doigts.

Cette matiere se nomme Chlot, ou Chelot, que l'on dit encore Terre ou Crasse de poële en quelques salines. C'est cette matiere qui forme le corps de l'écaïlle ou équille, qui se durcit sur le fond de la poële, devient aussi solide que la pierre commune, & lie le premier sel qui tombe sur le fond. Son dépôt progressif est fini, lorsque le grain de sel commence à paroître sur la superficie de la Muire.

Pour diminuer le progrès de l'écaïlle, dont l'épaisseur diminue l'action du feu & ruine les fers en les privant du contact immédiat de la Muire, on met des vases de fer le long des côtés de la poële. Ces vases nommés Augelots sont d'environ un pied de long sur sept à huit pouces de large, & deux à trois & demi de haut.

Le Chlot se dépose dans ces Augelots, parce qu'agité par le bouillon dans toute l'étendue de la poële, il s'y soutient quelque tems: mais le bouillon rompu dans toute la largeur de l'augelot, laisse la liberté au Chlot

de s'y déposer ; on le leve de tems en tems , on le vuide & on le remet en place jusqu'à la fin du Chlotage.

Le nombre de ces vases est réglé par le plus ou le moins de Chlot dont la Muire est chargée.

Le Chlot est jeté comme inutile. L'expérience a démontré qu'il ne contient de sel, qu'autant que la Muire, d'où il a été tiré, lui en a communiqué, & ce peu de sel, qui est toujours terreux, ne mérite aucune attention. Cette matiere fait périr les arbres, lorsqu'on en jette au pied une quantité suffisante pour pénétrer jusqu'aux racines.

En le travaillant avec art & sans addition d'aucun corps étranger, on en tire un sel pareil à celui d'Epsom & de Glaubert, qui n'est aucunement irritant, & qui produit les mêmes effets dans toutes les maladies, où les deux autres sont propres.

Le sel de Glaubert est formé par l'union de l'acide vitriolique avec la base du sel marin, ce qui fait un sel neutre vitriolique qui, loin de conserver les viandes, en accélère la corruption, de même que le sel, appelé

Tartre-vitriolé, qui est un autre sel vitriolique ou sel neutre, formé par l'union de l'acide vitriolique & de l'Alcali fixe ordinaire des plantes.

Le sel de Glaubert se forme en cristaux, comme les autres sels neutres. Il est plus diaphane & plus léger, parce qu'il entre dans sa cristallisation une plus grande quantité d'eau que dans les autres sels. Exposé au soleil ou en lieu sec & chaud, il se couvre promptement d'une poudre très blanche, & toute sa substance se convertit en pareille poudre successivement & sans l'essuyer. Il ne fond point à l'humidité, il donne des cristaux de grande étendue; ce sont des prismes à six pans & chacun des deux bouts est terminé en pointe de diamant par six triangles: ce qui lui donne un caractère très distinctif entre les autres sels.

Toutes les sources salées donnent de cette matière, les uns plus, les autres moins, mais celle de Rosieres en Lorraine en fournit une quantité prodigieuse. La formation de 15. muids de sel, donne près de 5. muids de Chlot, que les ouvriers prétendent ne pouvoir être

entièrement séparé du sel, auquel il est fort nuisible: mais dont un artiste intelligent, vigilant & expérimenté trouvera le moyen de se servir, quand il voudra en faire une sérieuse étude.

Il est à remarquer que, malgré cette quantité immense de terre ou Chlot, l'eau, en sortant de la source, est aussi claire, que celle de la fontaine la plus pure.

---

#### S E C T I O N V.

*Comparaison de la salure du sel marin ordinaire avec celle de celui de Dieuze & de Rosieres.*

**L**E sel provenant des sources salées, également desséché, contient à poids égal, à peu de choses près, autant de parties acides, que le sel formé avec l'eau de la mer par la chaleur du soleil & l'action de l'air; & si l'on trouve quelquefois, dans le premier, un alcali surabondant, comme il arrive particulièrement à celui qui se fabrique à Rosieres en Lorraine, c'est que le fabricant n'aura pas

apporté à ses opérations toute l'attention qu'elles exigent, étant possible de le purger totalement, ou plutôt d'empêcher l'alcali d'y être dominant.

Pour établir la comparaison de ces différens sels, j'ai fait faire à une personne très versée dans les procédés chimiques, différentes expériences analitiques sur une égale quantité de sel marin ordinaire, de Dieuze dont les sources sont les plus fortes en salures, & de Rofieres qui sont les plus foibles, afin d'avoir les deux extrêmes, qui suffiront pour tirer des conséquences de ce qui est intermédiaire; car il auroit été trop long & même inutile de travailler toutes les différentes eaux salées connues.

Ces expériences sont établies sur deux suppositions; la première qu'il y a, entre les corps, certains rapports ou affinités, qui déterminent entre eux une union plus ou moins facile; la seconde que la composition des sels neutres est formée de deux substances, l'une alcaline & l'autre acide.

On appelle sels neutres ou salés, ceux où l'acide & l'alcali sont tellement tempérés l'un

par l'autre, que leur union leur a fait perdre les propriétés qu'ils avoient séparément ; tels sont les vitriols, le nitre, le sel marin &c.

Le sel marin dont il est ici question est formé d'un acide spécifique & d'une terre ou base alcaline particulière, qui lui donne du corps, & sans laquelle il seroit sous une forme fluide.

On fait que les acides & les alcalis ont des propriétés contraires. Les acides sont volatils ou le deviennent par le moyen du feu, tandis que leur base alcaline demeure toujours fixe ; d'où il suit que, pour décomposer un sel neutre, il suffiroit de l'exposer à l'action d'un feu très violent ; mais par la difficulté de trouver des vases capables de résister à cette opération, & par le danger que pourroit courir l'artiste, on est obligé de se servir d'un intermede, c'est-à-dire, d'une substance propre à s'unir à la base alcaline du sel, pour en dégager l'acide. Cet intermede est l'huile ou la partie acide du vitriol ; & comme cette huile ou acide s'élève plus difficilement que celui du sel marin, & qu'il a d'ailleurs plus de rapport avec la base de ce sel, que  
n'en

n'en a son propre acide, on voit dans l'opération l'acide du sel marin s'élever en vapeurs blanches, & laisser sa base alcaline unie à l'acide vitriolique, ce qui forme un nouveau composé, connu sous le nom de sel de Glauber, dont la médecine fait un grand usage.

Ces opérations, dont il seroit ennuyeux de rapporter les procédés en détail, ont duré environ quatre jours & demi sur chacun des dits sels; & il est si difficile de les faire parvenir à une extrême précision, qu'en les répétant, (qui est la seule preuve que l'on puisse se procurer) il se trouvera toujours quelque différence d'une opération à l'autre; mais qui ne sera pas cependant assez considérable, lorsque ces opérations seront faites à propos, pour que l'on ne puisse en former un résultat fort approchant de la certitude physique.

Par celui des dites opérations, il paroît que le sel marin ordinaire contient un peu plus d'acide, ou ce qui est la même chose, est un peu plus salé que le sel de Dieuze, & celui-ci plus que le sel de Rosieres, puisque à poids & dissolution égale, le sel marin a donné  $\frac{6}{74}$  par-

ties d'acide plus que le sel de Dieuze, ce qui revient à  $\frac{3}{4}$  & un 16<sup>e</sup>. pour cent &  $\frac{2\frac{1}{2}}{8\frac{1}{2}}$  plus que celui de Rosieres ce qui revient à 3 & un 16<sup>e</sup>. pour cent.

On a cherché à confirmer ces expériences par d'autres, & pour cela on a dissout séparément à poids égal, dans une égale quantité d'eau commune, du sel marin ordinaire, du sel de Dieuze & du sel de Rosieres, sur lesquels on a versé, en égale quantité, de la teinture de violettes, qui doit teindre la dissolution en verd plus ou moins foncé à proportion des parties alcalines qui y sont plus ou moins abondamment contenues: or la dissolution du sel de mer n'a reçu qu'une légère impression de verd; celle du sel de Dieuze en a paru un peu plus chargée; celle du sel de Rosieres l'a été sensiblement plus que cette dernière; & la même épreuve s'est soutenue sur ces trois sels régénérés. Mais ainsi que nous l'avons déjà observé, il ne résulte de-là qu'une preuve de l'existence de la surabondance de la partie alcaline, sans pouvoir déterminer précisément la quantité de l'acide manquant, qui peut seulement l'être, ou à peu de cho-

se près, par l'analyse ci-devant rapportée.

Quant au poids spécifique de ces différens sels, celui formé avec l'eau de la mer, par l'évaporation naturelle de la chaleur du soleil & de l'action de l'air, est le plus considérable de tous, parce que la cristallisation s'étant faite lentement, les parties sont plus serrées, plus compactes, & contiennent à volume égal plus de matiere & par conséquent plus de poids, que les sels formés par l'action du feu, dont les parties divisées par la violence de l'ébullition, laissent entr'elles une multitude d'interstices qui enflent le volume, sans produire aucun effet sur la pesanteur: en sorte que ces sels, étant livrés à la même mesure, celle qui donnera en sel gris marin ordinaire un poids de 46. livres, n'en donnera que 24. en sel formé par l'évaporation du feu, soit que ce sel ait été fait avec l'eau de la mer ou avec celle des fontaines salées; car si les uns & les autres étoient exactement travaillés de la même maniere, ils devroient être exactement du même poids & de la même qualité, puisque la matiere est la même.

Au reste, étant démontré en chimie que

l'ébullition décompose les fels, & qu'une chaleur violente volatilise, dissipe l'acide & laisse l'alcali fixe seul, à nud, & privé d'un corps sans lequel le sel ne peut exister, il s'ensuit que dans la cuite des Muïres, ou évaporation par l'action du feu, on doit préférer celle qui se fait lentement, pour en retirer une plus grande quantité de sel.

---

## S E C T I O N VI.

### *Des Bâtimens de Graduation.*

**P**OUR former du sel avec de l'eau de la mer, on dispose des aires ou bassins qui ont beaucoup de superficie & peu de profondeur, dans lesquels on introduit l'eau de la mer par des rigoles, le soleil & l'air agissent sur cette eau, l'enlèvent, l'évaporent dans un plus ou moins long espace de tems, suivant l'ardeur du soleil, la qualité & l'activité du vent; étant à observer que la saison de l'été la plus chaude est celle que l'on saisit pour cette opération.

Le sel, comme plus pesant que les parties aqueuses, demeure inébranlable aux chocs

qu'il recoit ; l'action du soleil , les secouffes & les ébranlemens de l'air l'élevent seulement jusqu'à une hauteur de quelques pieds , mais il retombe après quelques pirouettemens ; ses parties se réunissent , se cristallisent & enfin forment un corps solide , dont la figure est communément cubique.

L'art a cherché à imiter la nature , par le moyen des Bâtimens de Graduation ; pour cela il n'a changé que la forme de l'évaporation : celle de la nature se fait en effet par une disposition horisontale , & celle de l'art se fait par une disposition perpendiculaire.

Les Bâtimens de Graduation sont à jour , élevés de 20. à 25. pieds de la cuve à la sabliere ; on force l'eau , que l'on veut graduer , à monter par des pompes jusqu'au haut de ces Bâtimens , d'où elle se distribue dans des auges de 7. à 8. pouces de large & autant de profondeur , disposées suivant la longueur des Bâtimens , parsemées de petits robinet , qui de leur part laissent passer une quantité d'eau suffisante dans d'autres petites auges , qui n'ont que 3 à 4. pouces de large & environ un demi pouce de haut , dentelées ou entaillées de 2.

ou 3. lignes très près à près, par lesquelles l'eau s'écoule continuellement goutte à goutte, & ces gouttes rencontrant dans leur route, une masse de fascines d'épines de 20. à 25. pieds de haut sur dix de large, se subdivisent & multiplient leurs surfaces à l'infini; en sorte que l'air auquel cette division donne beaucoup de prise, emporte dans l'espace, comme une rosée, les parties douces de l'eau qui se sont trouvées soumises à son action, pendant que les parties qui demeurent chargées de sel, déterminées par leur poids, décrivent constamment une perpendiculaire, & se précipitent dans les bassins destinés à les recevoir; d'où elles sont ensuite élevées par d'autres pompes, qui les portent dans une autre division d'augets, pour retomber par la même manœuvre que ci-devant, dans une autre division de bassins & successivement jusqu'au dernier, le nombre étant proportionné à la qualité de l'eau plus ou moins forte en salure. On donne à la plus foible, telle que celle d'un degré & demi, jusqu'à sept divisions, & l'on peut les pousser jusqu'à 28. degrés de salure en trois jours dans la bonne saison.

Plus la disposition des Bâtimens de Graduation est parfaite, plus les différentes économies sont sensibles; leur forme, leur exposition, la maniere d'élever les eaux, l'attention aux progrès de la salure pour éviter un travail inutile & ménager un tems précieux, le gouvernement des robinets qu'il faut conduire suivant les changemens & le caprice du vent, & mille autres détails, que l'on croiroit indifférens, sont d'une importance extrême.

Suivant les mémoires de l'Académie des Sciences, l'air peut consommer & évaporer dans une année 32. pouces d'eau, il n'en tombe cependant que 18. à 20. l'air peut donc dessécher au-delà du tiers de l'eau que les pluies peuvent fournir, ce qui augmenteroit beaucoup par la multiplication des surfaces, que les Bâtimens de Graduation font présenter à l'eau; ainsi cette mécanique contient démonstrativement en elle des moyens certains d'une économie considérable.

Pour pouvoir déterminer avec certitude l'étendue des Bâtimens nécessaires à graduer une source salée, il en faut connoître avec précision la possibilité & la qualité; mais pour en

donner une idée générale, de même que de l'économie qui en résulte, on dira que pour faire, par le moyen de la Graduation, 7000. tonneaux de sel de 650. livres pesant, avec de l'eau à quatre degrés ou quatre pour cent, il faut environ 3000. pieds de Bâtimens, 4. à 5000. cordes de bois, & que sans cela il en couteroit 30. à 32,000. cordes pour pareille quantité de sel; ce qu'il est facile de démontrer.

Si une eau ne porte qu'un degré de salure & que l'on en veuille tirer 28. liv. de sel, il faut faire évaporer 27. quintaux 72. livres d'eau, si on la pousse à 28. degrés de salure par la Graduation, il ne faudra plus faire évaporer que 72. liv. d'eau, pour avoir la même quantité de sel; rien de plus aisé que d'en calculer le bénéfice.

On ne connoît point l'auteur de cette mécanique: mais il est à présumer qu'elle est fort ancienne, & que la saline de Sultz en Basse - Alsace a fourni le modele de celles qu'on a établies depuis. On peut en effet assurer qu'elle est la plus ancienne, lorsqu'on fait que celles de Suisse, de Savoie & d'Al-

lemagne font absolument modernes; & il est étonnant que l'on n'ait pas plutôt fait attention à celle de Sultz, qui est sur le grand chemin de Strasbourg à Mayence entre Wissembourg & Haguenau, & exposée à la vue de tout le monde.

Il n'y a personne, ni à Sultz ni aux environs, qui sache l'origine de cette saline; le plus ancien titre qu'on connoisse y avoir rapport est un contrat d'aquisition de l'année 1665.

Elle subsistoit avant les guerres de Suede, pendant lesquelles elle fut ruinée, rétablie à la paix, & donnée à amphitéote par la maison de Fleckenstein à celle de Krug-de-Nida, moyennant le dixieme du produit en sel. Krug la vendit ensuite à Furst qui la répara de nouveau. Le fond appartient maintenant à M. le Prince de Rohan, comme Baron de Fleckenstein, la source en est foible en quantité & en qualité, & ne peut fournir annuellement qu'environ 150. muids de sel du poids de 650. livres chacun, ce qui fait un très petit objet.

## ARTICLE II.

*Sur les Aides ou Impôt sur le Vin.*

**P**LUSIEURS auteurs prétendent que Chilpéric est le créateur de l'impôt sur le vin, & que son domaine ne suffisant pas à sa dépense, il ordonna le premier qu'il seroit pris à son profit la quatrième partie du vin qui seroit vendu. Voici ce qu'en rapporte Mezerai.

„ Chilpéric & sa méchante femme Frédé-  
„ gonde accabloient le Peuple d'impôts: ils  
„ avoient mis une amphore de vin (l'amphore  
„ faisoit la septième ou huitième partie du  
„ muid) sur chaque demi-arpent de vigne,  
„ plusieurs autres charges sur les autres natu-  
„ res de biens, & des tributs sur les têtes de  
„ leurs serfs, & ensuite sur tous les hommes  
„ libres, enforte que leurs sujets s'enfuyoient  
„ de leur royaume comme d'un lieu de tor-  
„ ture, & s'en alloient peupler ceux de Gon-  
„ tran & de Childebert.”

Les Etats assemblés à Paris accorderent le même droit à Charles V. pour la rançon du

roi Jean son pere, & en outre 12. deniers par queue de vin François & 24. sous sur celui de Bourgogne en arrivant à Paris. Il est fait mention du droit de quatrieme dans un édit de Charles VI. de l'an 1408.

Cependant Montrelet dit „ que ce ne fut „ que Charles VII. qui l'imposa, & qu'avant „ on ne levoit que le centieme, qui fut suc- „ cessivement mis au cinquantieme, au ving- „ tieme, au huitieme, au fixieme & enfin au „ quatrieme; ce qui est de sûr, c'est que le „ 31<sup>e</sup>. article de l'ordonnance de ce Prince „ de l'an 1352. établit des commis pour la „ visite & recherche des caves & celliers.”

Louis XII. assujettit, sans exception, tous ceux qui vendroient du vin en détail au paiement du quatrieme, non compris ceux qui auroient droit & privilege au contraire.

Henri II. imposa 4. sous 6. deniers sur chaque muid de vin qui entreroit à Paris.

L'an 1561. Charles IX. ordonna le nouveau subside de 5. sous sur chaque muid de vin, qui entreroit à Paris, que Henri III. porta jusques à 20. sous. Le même Roi établit le Gros en 1584. & ce fut aussi lui qui

obligea les cabaretiers & taverniers à prendre des lettres de permission, pour avoir enseignes ou hôtellerie.

Henri IV. confirma tous ces établissemens; & imposa de plus un nouveau droit sur le vin voituré en Bretagne par la Loire.

Louis XIII. & Louis XIV. non seulement ont suivi & confirmé ce qu'ils ont trouvé établi, mais ils ont encore fait plusieurs augmentations, qui ayant donné lieu à divers réglemens, dont la multiplicité embarrassoit également les juges & les préposés au recouvrement, il fut dressé, au mois de juin 1660. une ordonnance, sous plusieurs titres, dans laquelle on a rassemblé, compilé & rédigé tout ce qui a rapport à cette matière, soit pour le fond du droit, soit pour la forme de la perception, soit enfin pour la procédure à observer, en cas de contestation ou de contravention.

Le premier bail des Aides a été fait en 1614. il n'étoit que de cinq cents dix mille livres, & le prix en étoit reçu par les Receveurs Généraux des finances, conjointement avec la taille.

M. de Boulainvilliers donna en 1716. un projet, pour changer & rectifier les inconvéniens de la perception du droit d'Aides; quoique défectueux, il ne laissa pas d'être écouté. C'étoit de le supprimer entièrement; & pour en tenir lieu, d'établir sur tous les cabaretiers du royaume, dans les villes & à la campagne, un droit de Bouchon, dont il prétendoit que le produit pourroit monter à vingt quatre millions presque sans frais & sans surcharge, bien entendu que la vente du détail seroit réservée aux seuls cabaretiers: voici son calcul.

Il y a en France 48,112. paroisses, moitié à la campagne & moitié dans les villes closes. Parmi celles de la campagne, il s'en trouve beaucoup où il n'y a point de cabarets, mais aussi beaucoup en ont trois ou quatre, sur quoi il estime qu'il n'y a point d'erreur à en donner un à chaque paroisse de campagne, ce qui fait vingt mille.

A l'égard des 28,112. paroisses restantes, il évalue les cabarets à 40,000. ce qui fait en tout 60,000. tant à la campagne que dans les villes, dont il y en a, surtout à Paris, qui vendent jusqu'à 200. muids de vin, & qui

paient par conséquent 7. à 8,000. liv. par an, à raison de 36. liv. le muid, pendant qu'au moyen de son projet, le cabaretier le plus accrédité ne payeroit que 400. livres & le plus foible que 50. liv. pourquoi il forme six classes.

*Savoir.*

10000. Cabaretiers à 500ff. . . . .	500,000ff.
10000. . . . . 100. . . . .	1,000,000.
10000. . . . . 150. . . . .	1,500,000.
10000. . . . . 200. . . . .	2,000,000.
10000. . . . . 300. . . . .	3,000,000.
10000. . . . . 400. . . . .	4,000,000.
<u>60,000.</u>	<u>12,000,000.</u>

En doublant, les plus foibles paieroient 100. liv. & les plus forts 800ff. ce qui produiroit 24,000,000ff.

On ne peut pas nier que la perception actuelle des droits d'Aides n'ait besoin de réforme, la variété de la quotité & la multiplicité des droits exigent une forme couteuse, compliquée, & contentieuse, qui donne des entraves au commerce & à la consommation de cette denrée. „ Quelle funeste science, dit

„ M. Melon dans son *essai politique sur le com-*  
 „ *merce*, qui, ne pouvant s'apprendre qu'a-  
 „ vec tant de difficultés pour les fermiers,  
 „ laisse de malheureux redevables, qui ne sa-  
 „ vent pas lire, accablés d'un monstrueux  
 „ assemblage de procédures? ”.

Mais le projet de M. de Boulainvilliers, en la détruisant, établit une source d'injustices, sans assurer cette partie des finances du Roi. En effet, sans parler des privilèges des provinces, de ceux des villes, des communautés & des particuliers auxquels il ne fait aucune attention, comment peut-on former un plan général & commun, sur une consommation qui dépend de tant de circonstances? La situation du cabaret, l'intelligence & l'activité du cabaretier lui attireront un débit prodigieux, pendant qu'un autre cabaret moins avantageusement placé & un cabaretier moins entendu ne vendra presque rien; cependant ils devront payer également, parce qu'on les aura mis dans la même classe. Il n'y a nul principe, nulle proportion & nulle sûreté dans les produits, ceux qui gagneroient à ce marché payeroient bien, ceux qui gagneroient peu

payeroient mal, & ceux qui perdroient ne payeroient point du tout.

L'objet du produit des Aides est trop intéressant pour l'Etat, & trop indispensablement nécessaire aux dépenses de la Couronne, pour hasarder de renverser l'ancien établissement, afin d'adopter un système qui, au premier coup d'œil, présente tant d'inconvéniens & d'incertitude dans le produit: ainsi la prudence veut que l'on s'en tienne à l'usage actuel, jusqu'à ce qu'il paroisse un projet d'une exécution plus simple & plus avantageuse. Il y a des maux connus que l'on est obligé de laisser subsister dans la crainte d'un plus grand mal, & faute d'un remède sur le succès duquel on puisse compter. En attendant qu'il soit trouvé, voici celui dont il seroit à désirer que l'on pût faire usage.

Les vins des bons crus de France sont constamment supérieurs à ceux des autres pays, pour l'usage ordinaire de la table; ils sont sans goût de terroir & sans liqueur, ils ont de la force sans être fumeux, & du corps sans être acres: d'ailleurs il se fait avec les vins des petits crus une grande quantité d'eau-de-vie, qui

qui passe pour la meilleure & la plus saine du monde, & dans quelques provinces on fait du cidre & de la bierre.

Le vin & les autres liqueurs fermentées sont nécessaires à la santé, & l'on ne sauroit en priver les hommes, sans courir risque d'altérer leur constitution. Il se peut faire que l'eau soit une boisson plus naturelle & plus saine; mais il faudroit ne s'être pas accoutumé à un autre régime.

Le commerce de ces liqueurs à deux objets, la consommation qui s'en fait au-dedans & la vente qui s'en fait au-dehors; l'un & l'autre sont très considérables, très intéressans, & sont une des plus grandes sources des richesses de l'Etat. Pour en tirer tout l'avantage possible, il me paroîtroit convenir d'observer ce qui suit.

1°. Quant à la consommation du dedans; au lieu de cette multitude immense de différens droits, on devroit les réduire à un seul, uniforme, raisonnable & tel qu'il ne pût nuire à la culture des héritages, & au désir que chacun a de travailler & de faire produire à la terre tout ce qu'elle est capable de rendre.

2°. Imposer ce droit ainsi réformé seulement sur la vente en détail, en prenant les mesures & les précautions convenables pour empêcher les fraudes, & laissant subsister les droits d'octrois, & autres qui se perçoivent sur les boissons à l'entrée des villes où il y en a d'établis.

3°. Assujettir à ce nouveau droit les provinces où les Aides n'ont point eu cours jusqu'à présent, nonobstant leurs privilèges & l'usage.

Je sens les objections que l'on peut faire sur cette proposition, & particulièrement sur le dernier article : mais on doit sentir pareillement les avantages qui résulteroient de cette uniformité ; si on faisoit le tems & les circonstances convenables, & qu'on fit trouver à ces provinces une diminution proportionnée sur les autres impôts. On ne peut regarder ce projet comme impraticable & l'on doit convenir qu'il faudra toujours moins de génie pour changer cette imposition en un droit simple, qu'il n'en a fallu pour imaginer les loix qui subsistent aujourd'hui.

Ce qui vient d'être dit à l'égard du vin, devrait avoir lieu pour le cidre & l'eau-de-

vie : mais pour la bière, comme les brasseries consomment une grande quantité de grain, qui pourroit être plus utilement employé, & que la consommation de cette liqueur nuit à celle du vin, il conviendrait de régler le droit qui se paie à la fabrication, à proportion de la valeur du prix des grains au mois de janvier de chaque année, en sorte que, dans celles qui seroient abondantes, le prix de la bière se trouvât augmenté d'un tiers ou d'un quart ; & que, dans les années de disette, le droit fût assez fort pour empêcher de brasser, c'est ce qu'on appelle en finance droit exclusif.

4°. Quant à la consommation du dehors, il faudroit la favoriser, autant qu'il seroit possible, en la débarrassant de toutes les entraves, auxquelles elle est assujettie, & en réduisant les droits de sortie tant par terre que par eau, à un droit uniforme, unique & modéré. La maxime fondamentale du commerce est de procurer, par toutes sortes de voies, la sortie & le débit des denrées surabondantes du crû & des fabriques d'un Etat, & d'éloigner l'entrée de tout ce que l'art ou la nature donnent à cet Etat en quantité suffisante.

Les avantages qui résulteroient de cette augmentation de commerce & consommation intérieure & extérieure, ne tarderoient pas à influencer sur toutes les autres branches, par l'abondance des especes qui entreroient dans le royaume, & par le plus grand mouvement de celles qui y sont déjà.

L'auteur du détail de la France, dont les réflexions ne sont point à mépriser, dit au second vol. p. 15. en parlant de l'excès & de la multiplicité des droits d'Aides. „ Dans la seule  
„ élection de Mante, le revenu des vignes,  
„ tant par un abandon entier de la plus grande  
„ de partie, quoiqu'autrefois d'un très grand  
„ produit aux propriétaires, que par la diminution  
„ sur celles qui subsistent encore,  
„ va de perte à 2,400,000. liv. de compte  
„ fait par un calcul juste & certain vérifié  
„ sur les lieux; & comme les revenus en  
„ fonds, bien que menant ceux d'industrie,  
„ n'en sont pas la quatrième partie, ces derniers  
„ les excédant beaucoup davantage, c'est  
„ plus de 10,000,000. de perte en pur nantissement  
„ sur une seule élection; & ce sort  
„ étant arrivé à l'élection de Mante par une

„ cause générale à tout le royaume, on en  
 „ peut tirer les mêmes conséquences, & sup-  
 „ poser certainement la même perte pour  
 „ toute la France.”

Si-tôt qu'une marchandise est poussée au-  
 delà de sa valeur naturelle, la consommation  
 cesse ou diminue considérablement; si-tôt  
 que les droits imposés sur une denrée sont trop  
 forts, il ne manquent pas de produire ces  
 mêmes inconvéniens, d'où il résulte nécessairement un troisieme, qui est la diminution du  
 droit-même. L'on ne sauroit donc avoir trop  
 d'attention à entretenir cette juste propor-  
 tion, sans laquelle le commerce ne peut sub-  
 sister, les cultures cessent ou s'affoiblissent,  
 les revenus de la Nation diminuent dans tou-  
 tes leurs parties, parce qu'elles ont entr'el-  
 les une liaison intime & indissoluble; & la ri-  
 chesse du prince s'anéantit, parce qu'il n'en  
 a d'autre que celle de ses sujets.

\* \* \*  
 \* \*  
 \*

## ARTICLE III.

*Sur le Tabac.*

**L**E Tabac qui fait maintenant un objet considérable dans les finances du Roi, n'est connu en France que depuis l'an 1560. tems auquel les Espagnols l'apportèrent des Indes.

Les Peuples du continent de l'Amérique l'appellent *Petun*, ceux des Isles le nomment *Toly*; le nom de *Tabac* lui a été donné de celui de *Tabaco*, province du royaume de Jucatan, où les Espagnols en virent pour la première fois.

Selon le discours que Baillard a fait sur cette plante *page 29.* le Tabac faisoit autrefois partie du culte que les Américains rendoient à leurs dieux, ils en mettoient sur le bucher, au lieu de victimes. Ils le plaçoient sur les autels, où il étoit l'objet de leurs adorations; & s'ils se trouvoient en danger par quelque tempête, ils en jettoient dans la mer, dans l'espérance de calmer, par cet hommage, le courroux du ciel & des flots.

Jean Nicot, Ambassadeur de François I. auprès de Sébastien Roi de Portugal, en présenta à la Reine Catherine de Médicis & au Grand-Prieur de France, lorsqu'il fut de retour de son ambassade : ce qui fit que cette plante fut connue pendant quelque tems en France sous les trois noms de *Petun*, *Nicotiane*, & *Herbe à la Reine*. Elle y a été encore appelée *Herbe de Tournabon* & de *Sainte-Croix*, du nom de deux Cardinaux, qui furent légats, l'un en Portugal & l'autre en France : mais toutes ces dénominations différentes ont fait place à celle de *Tabac*, qui est maintenant la seule en usage.

Au rapport du Chevalier Chardin, le *Tabac* croît presque sans culture dans toute la Perse, & particulièrement dans la *Susiane* & aux environs du *Sein-Perfique* : mais on ne fait si cette plante en est originaire, ou si elle y a été apportée d'*Egypte*, comme quelques-uns le prétendent.

„ Quoi qu'il en soit, on voit, *dit-il*, dans  
 „ un traité géographique de la *Parthide*,  
 „ écrit en langue *Persane* que des ouvriers  
 „ travaillant au rétablissement de la ville de

„ Sultanie, trouverent des pipes & du Tabac  
„ haché dans une urne renfermée dans un mo-  
„ nument que l'inscription faisoit connoître  
„ avoir 400. ans d'antiquité.” Si ce fait est  
aussi certain que Chardin l'affure, il faut que  
les Portugais renoncent à la prérogative d'a-  
voir enrichi la Perse & l'Inde de cette plante.  
Je dis enrichi, parce que c'est effectivement  
un véritable trésor, soit à cause de l'augmen-  
tation qu'elle apporte aux finances, soit à  
cause de ses vertus médicinales & salutaires.

„ En effet, *dit le même Baillard déjà cité,*  
„ le Tabac, contenant beaucoup de soufre,  
„ de sels & d'esprits, doit être considéré com-  
„ me une médecine ou Panacée universelle.  
„ C'est, *ajoute-t-il,* le plus riche trésor dont  
„ le ciel ait favorisé les humains ; il réunit  
„ toutes les qualités des autres simples. La  
„ nature, ayant fait ce miracle, ne devoit  
„ pas nous le cacher pendant tant de siècles,  
„ & nous serions en droit de l'accuser d'in-  
„ justice, de ce qu'elle nous a préféré des  
„ Nations ensevelies dans les ténèbres de l'i-  
„ gnorance & de la barbarie.”

Les Peuples de l'une & l'autre Inde, chez

lesquels croît le Tabac, en tirent de grands secours pour la guérison de leurs plaies & de leurs maladies. Dans les commencemens qu'il a été connu en Europe, il étoit particulièrement employé dans la médecine, & guérissoit ou soulageoit les maladies les plus dangereuses & les plus opiniâtres. Jean Néander, médecin habile de la ville de Leyde, dans son traité du Tabac imprimé à Lion en 1626. en rapporte une multitude de cures qui tiennent du miracle. Le président Nicot en avoit fait de très extraordinaires, par la seule application de cette plante. Tous les Botanistes de ce tems lui attribuent des vertus surprenantes, & par cette raison, ils l'appellent *l'herbe-sainte*, ou *saine-sainte*. Mais aujourd'hui un Européen ne lui connoît presque d'autre mérite que celui de contribuer à son amusement. Elle est devenue trop commune, pour qu'on ajoute encore foi à ses vertus: elle n'en a cependant pas moins qu'elle en avoit il y a près de deux siècles. Mais tel est l'esprit de l'homme, il méprise ce qu'il possède & court après ce qui le fuit; il néglige les choses les plus utiles & les plus sa-

lutaires, parce qu'elles croissent sous ses pas, & met tout en œuvre pour acquérir des choses indifférentes, parce qu'elles sont rares.

Le fameux Piétro Dellavalle, de l'académie des Humoristes, qui voyageoit en Turquie dans l'année 1614. dit que „ les Turcs „ étoient accoutumés à prendre du Tabac en „ compagnie : mais qu'il ne l'a pas voulu „ éprouver, quoiqu'il en eût déjà eu con- „ noissance en Italie, où plusieurs, *dit-il*, le „ savent prendre, & particulièrement le Si- „ gnor cardinal Crescentio, qui s'en sert quel- „ quefois par forme de médecine, de l'avis „ du Signor Don Virginio Urimo, qui a été „ le premier, si je ne me trompe, *dit cet au- „ teur*, qui l'a apporté d'Angleterre à Rome „ il y a quelques années : mais ici, *continue- „ t-il*, on en prend à toute heure, par for- „ me d'amusement & avec diverses postures „ inouïes ; on en fait sortir la fumée par „ le nez, ce qui me semble autant vilain, „ qu'ils l'estiment galant.”

Quelques Navigateurs François découvrirent la Virginie en 1524. mais ils ne pénétrèrent pas assez avant dans le pays, pour con-

notre les mœurs des habitans. Les Anglois y jetterent le fondement de leur établissement en 1585. Ils trouverent que le Tabac y croissoit abondamment, & que le principal usage, que les habitans en faisoient, étoit de le fumer avec des pipes de terre cuite. Ils apportèrent cet usage en Angleterre, d'où il s'est ensuite répandu par toute l'Europe. Guillaume de Mera, médecin à Delft, dit dans sa lettre au docteur Néander, du mois d'octobre 1621. qu'il a vu fumer pour la première fois, à Leyde en 1690.

Il s'éleva en France un grand orage contre le Tabac en 1699. Quelques médecins soutinrent que l'usage en étoient mortel : mais d'autres n'en blâmoient que l'excès. La question fut souvent agitée dans des consultations particulières ; & enfin la faculté de médecine en fit une thèse publique, à laquelle M. Fagon, premier médecin du Roi, présida le 26. mars de la même année.

Les antagonistes de cette fameuse plante n'oublierent rien pour la décrier. Ils l'accusèrent d'être âcre, mordicante, corrosive, d'attaquer les nerfs, de faire perdre la mémoire :

mais le contraire fut prouvé par une multitude d'expériences qui en avoient été faites, soit par les opérations de la chimie, soit par l'usage ordinaire : enforte qu'il demeura pour constant & reconnu, qu'elle renfermoit plusieurs vertus très salutaires, & que l'excès seul en pouvoit être nuisible; vice commun à tout ce que la nature fournit de plus parfait. Le vin, cette liqueur amie de l'homme, ce baume précieux, ce stomachique puissant, ne devient-il pas un poison par l'excès qu'on en peut faire?

Le commerce du Tabac, découvert depuis 1560. ainsi que je viens de l'observer, & dont on faisoit usage dans tous les lieux qui environnent la France, fit si peu de progrès dans ce royaume, pendant le reste du seizieme siecle & les premières années du dix-septieme, qu'on ne trouve aucune ordonnance ni réglemens qui en fassent mention avant l'an 1629.

Le Roi informé qu'il entroit en France beaucoup de Tabac étranger, sans payer aucuns droits d'entrée, sous prétexte que cette herbe n'avoit point été comprise dans les anciens tarifs & pancartes, & que les peuples, à cause du bon marché, en prenoient à toute

heure, dont leur santé pouvoit être altérée, ordonna, par déclaration du dernier décembre au dit an, que tout le *Petun* ou *Tabac*, qui feroit apporté des pays étrangers dans le royaume, paieroit à l'avenir 30. sous par livre pesant pour droit d'entrée; & pour favoriser l'établissement & l'accroissement des colonies & du commerce, cette même déclaration exempta de tous droits le *Tabac* qui proviendrait des Isles Françaises.

Au rapport de Jean Néander médecin de Leyde, il venoit dès le commencement de l'autre siècle, une si grande quantité de *Tabac* des Indes en Hollande, que quoique le droit d'entrée, imposé sur cette plante par les Etats-Généraux, fût très modique, cependant il produisoit plus de 30,000. florins à la caisse publique.

Les choses subsisterent en France, comme je l'ai dit, jusqu'au 27. décembre 1674. que le Roi, par déclaration du dit jour, établit dans le royaume la vente & la distribution exclusive du *Tabac*; à ce déterminé par l'exemple des Princes voisins, & parce que le *Tabac*, n'étant point une denrée nécessaire à

la fanté, ni à l'entretien de la vie, il trouvoit un moyen facile de soulager les Peuples d'une partie des dépenses de la guerre, sans cependant augmenter le prix en détail du Tabac.

En conséquence, le dernier novembre au dit an, il fut fait, pour la première fois, bail & adjudication à Jean Breton, pour le tems de six années, de la vente exclusive, dans toute l'étendue du royaume, de toutes sortes de Tabacs, avec faculté de vendre celui du crû du royaume, 20. sous en gros & 25. sous en détail, & celui du pays étranger 40. sous en gros & 50. sous en détail; moyennant la somme de 500. mille livres pour les deux premières années, & celle de 600 mille livres pour les quatre dernières. Mais comme on joignit confusément à ce bail, le droit de la marque de l'étain, consistant en un sou pour liv. pesant de tout celui qui seroit fabriqué dans le royaume, & que c'étoit alors presque la seule matiere dont on fît de la vaisselle pour la table, la faïence n'étant pas encore fort en usage, ce droit faisoit une grande partie du produit; ainsi l'on ne peut dire au juste quelle

étoit la somme, pour laquelle celui du Tabac entroit dans la totalité du dit bail.

Cette ferme a passé successivement des mains de Jean Breton en celles de Claude Boutet, Jean Fauconnet, Pierre Domergue, Pierre Pointeau, Thomas Templier, Nicolas du Plantier, Germain Gaultier, Charles Michault & Guillaume Fitz.

Le bail de ce dernier ne subsista que quatre ans, parce que la ferme en fut unie à la compagnie d'occident, sous le nom de Jean Larmiral pour six années, par résultat du premier août 1718. moyennant quatre millions vingt mille livres par an : mais il lui fut permis de retenir par ses mains les deniers qui en proviendroient, attendu que le Roi avoit aliéné pareille somme à son profit.

Ce privilege fut révoqué par arrêt du 29. décembre 1719. & converti en un droit à l'entrée, pour lequel la dite compagnie devoit payer le même prix de quatre millions vingt mille livres. Le commerce & la fabrication furent déclarés libres & permis à tous les sujets du Roi : mais afin de procurer l'accroissement du commerce & de la culture du Ta-

bac dans les Colonies Françoises, & éviter la contrebande qui se faisoit avec facilité, pendant que les plantations étoient au milieu du royaume, il fut défendu à toutes personnes d'ensemencer leurs terres en Tabac, sous peine de dix mille livres d'amende.

Peu de tems après, les produits se trouvant presqu'anéantis par la mauvaise administration de la compagnie, le Roi, pour éviter la ruine entière de cette ferme, rétablit la vente exclusive par arrêt du 29. juillet 1721. & autre du 19. août suivant. Il en accorda le bail, pour neuf années, à Edouard du Verdier, à commencer au premier septembre, moyennant treize cents mille livres pendant les treize premiers mois, dix huit cents mille livres pour la seconde année & trois millions pour les trois dernières années; & encore à la charge de payer à l'adjudicaire des fermes unies, pour trois droits, d'entrée, sortie, passage & autres, la somme de cent mille livres pour chacune des années de son bail; lequel fut résilié par arrêt du 6. septembre 1723. rendu & aliéné de nouveau à la compagnie des Indes, sous le nom de Pierre le Sueur,  
pour

pour en faire la régie & l'exploitation, ainsi qu'elle aviseroit, & pour son plus grand avantage, moyennant qu'elle quittât le Roi de quatre-vingt-dix millions de livres, sur les cent millions qu'elle avoit portés au trésor royal par forme de prêt, ce qui fut confirmé par édit du mois de juin 1725. & a subsisté jusqu'au premier octobre 1730. A cette dernière époque, le tabac a été réuni aux fermes générales par résultat du 5. septembre 1730. sous le nom de Pierre Carlier pour deux années, & pour six ans sous le nom de Nicolas Desboves, moyennant sept millions cinq cents mille livres pour les quatre premières années, & de huit millions pour les quatre autres, avec faculté de vendre le Tabac supérieur à 50 sous la livre en gros & 60 sous en détail, ainsi qu'il avoit été accordé à la compagnie des Indes par les arrêts des 26. janvier & 2. février 1726.

La culture du Tabac étoit très commune en France, & particulièrement du côté de Bordeaux : mais depuis l'arrêt du conseil du 29. décembre 1719. & la déclaration du 17. octobre 1720. toutes les plantations de l'intérieur ont été détruites, & il ne s'en cultive

plus en aucun endroit du royaume, si ce n'est en Alsace, en Artois & en Franche-comté, dont on a pu laisser subsister les privilèges, ou plutôt l'usage, avec moins de danger & d'inconvénient que dans les autres provinces, qui sont frontières & en dedans du privilège exclusif.

Avant la réunion éventuelle que Louis XIV. fit de la Lorraine & du Barrois à la couronne, il se cultivoit, dans ces deux duchés, autour de 1800. arpens en Tabac, mais d'une qualité si inférieure à tous les autres crûs, que, sans les encouragemens du souverain, à qui il importoit d'empêcher que l'espece ne passât à l'étranger pour l'achat des matieres, ses sujets y auroient certainement renoncé. Aussi ces raisons politiques ayant cessé par cette réunion, les plantations ont cessé presque en même tems, sans efforts & sans contrainte; & les mêmes terres, qui consommoient un engrais infini, & qui étoient épuisées par la culture du Tabac, ont été remises en bled à la satisfaction des seigneurs & des propriétaires. Les Ducs de Lorraine avoient établi le privilège de la vente exclusive dans leurs

Etats, à l'instar de la France, qui l'a soutenu depuis qu'elle est en possession réelle de ce duché.

Lorsque le Comtat d'Avignon n'étoit pas uni à la France, les plantations de Tabac y étoient libres, comme elles l'ont été dans la Principauté de Dombes & dans la Vicomté de Turenne, mais dans ces tems le Pape, par un traité du 20. février 1724. fait avec le Roi de France, s'est obligé de les détruire; & le 20. mars suivant, il a consenti au bail de la vente exclusive du Tabac aux fermiers Généraux du Monarque François, lesquels ont aussi affermé ce même droit de M. le Duc du Maine dans la Principauté de Dombes: & à l'égard de la Vicomté de Turenne, le Roi de France en ayant acquis la propriété du duc de Bouillon, la ferme du Tabac, que les Fermiers Généraux tenoient auparavant de lui, s'est trouvée naturellement réunie au bail général, au moyen de quoi les versemens ne sont plus à craindre de la part de ces pays sur le privilege exclusif, & l'exploitation s'en fait avec plus de facilité.

Pour que la ferme du Tabac pût être de

quelque objet dans les finances, il étoit indispensable de détruire, comme on l'a fait, les plantations de l'intérieur, à cause de l'impossibilité, qui auroit perpétuellement subsisté, d'empêcher qu'une bonne partie des récoltes ne fussent répandues en fraude : mais il semble qu'avant de prendre ce parti, il auroit été nécessaire d'assurer la culture de cette plante dans les colonies nationales, pour ne pas demeurer à la merci de l'étranger, & n'être pas obligé de porter annuellement, dans la balance de son commerce une contribution aussi exorbitante.

L'arrêt du Conseil du 29. décembre 1719. qui défend la plantation dans le royaume, sous peine de dix mille livres d'amende, annonce bien que c'est pour procurer l'accroissement du commerce & de la culture du Tabac dans les Colonies Françoises. La déclaration du dernier décembre 1729. impose 30. sous de droits à l'entrée par chaque livre de Tabac étranger, & exempte ceux venant des Isles Françoises : mais il falloit trouver des moyens plus puissans & plus actifs. On devoit fournir aux habitans de ces colonies naissantes, des

vivres, des vêtemens, des outils, des munitions, des armes, des places pour se mettre à couvert des insultes des sauvages, & de l'invasion de leurs ennemis d'Europe, c'est-à-dire, qu'il falloit que la France conduisît ses desseins à leur perfection, achevât ce qu'elle avoit commencé à grands frais, qu'enfin elle le soutint & le protégeât par une marine suffisante.

Privés des récoltes du royaume & sans que les colonies puissent y suppléer, les François depuis 1720. tirent leurs Tabacs de Virginie, de Mariland & de Hollande pour les qualités supérieures, & pour les inférieures, de Flandres, d'Artois & d'Alsace, & leurs manufactures pour le Tabac en corde & en poudre sont à Dieppe, au Havre, à Morlaix, à Toulouse, à Tonneins, à Arles, à Clermont en Auvergne & à Nanci en Lorraine.

Il ne paroît pas qu'il y ait aucune économie ni aucun arrangement à proposer quant à l'exploitation & à l'amélioration de la régie de cette ferme, pour la rendre plus utile & pour en augmenter les produits: l'intérêt, la vigilance, & l'expérience des Fermiers Gé-

néraux va certainement plus loin que toutes les réflexions que pourroient faire ceux à qui cette matiere est étrangere. Cependant on les a blâmés d'avoir poussé trop haut le prix du Tabac supérieur, ou du-moins de n'en point avoir de qualité inférieure pour le commun du peuple des provinces. Il ne paroît pas juste, *dit-on*, de le tenter & ensuite de le priver d'une denrée dont il auroit grande envie de faire usage : mais à laquelle il ne peut atteindre, parce que le prix surpasse ses moyens. Il en résulteroit d'ailleurs deux avantages qui paroissent évidens ; l'un que le bas prix du Tabac de privilege décréditeroit celui de contrebande ; & l'autre que la consommation augmenteroit , non seulement par cette raison , mais encore parce qu'il est certain que , dans toutes les provinces de l'intérieur où le Tabac a toujours été à haut prix & où la fraude pénètre difficilement , une grande partie du menu peuple & surtout celui de la campagne, ce qui fait le plus grand nombre, ne connoît point le Tabac. C'est ce que ceux, qui ont eu occasion de parcourir ces provinces, ont pu remarquer facilement.

Mais une preuve plus sûre, c'est que la consommation s'est soutenue dans ces mêmes provinces pendant les années 1740. & 1741. quoique le bled ait été si cher que, sans les secours du gouvernement & les charités des particuliers, plusieurs seroient morts de faim: doit-on croire que ces misérables se fussent privés de pain pour acheter du Tabac, & n'est-il pas plus naturel de penser que l'usage du Tabac n'a pas encore descendu en France d'une façon sensible, au-dessous de la classe des aisés, lesquels, nonobstant la disette, sont en état de continuer leurs achats ordinaires de Tabac? & c'est ce qui soutient la consommation, qui d'autre part ne souffre aucune diminution, par la privation de la classe inférieure, à laquelle le haut prix de cette denrée n'a pas permis, jusqu'à présent, d'en faire usage.

On a encore improuvé l'arrêt qu'ils ont obtenu, portant défense de vendre du Tabac rapé. Le fondement sur lequel cette défense est établie, paroît cependant bon; c'est que, le Tabac ainsi dénaturé, on ne peut plus juridiquement distinguer le faux d'avec le vrai: mais comme le plus grand nombre des consumma-

teurs n'a ni le tems de raper, ni les moyens de faire raper par autrui, il auroit fallu, pour y suppléer & tirer quelque avantage de cette contrainte, que la ferme eût rapé elle-même.

Si la défense de raper a produit quelqu'augmentation dans les ventes, c'est ce que le public ignore : mais il est connu que le rapage n'a fait que changer de main. Il étoit auparavant dans celle des débitans, il est aujourd'hui dans celles des Suisses de maison & des Savoyards, sur lesquels la ferme n'a aucun droit ni inspection, si ce n'est dans le cas où ils sont surpris en contravention, ce qui est fort rare, par toutes les facilités qu'ils trouvent à se cacher. La ferme paroît donc s'être dépouillée volontairement d'une police qu'elle pouvoit faire exercer à toute heure par ses commis, & cela pour remédier à un mal qu'il ne sera jamais possible de guérir, qu'en empêchant l'introduction à la frontière. C'est à quoi le conseil doit essentiellement s'attacher; sans matiere de fraude il n'y a point de fraude; quel avantage pour le Roi! quel bien pour le Peuple! si, comme il est très possible & très facile à démontrer, la consommation de cette den-

rée libre, volontaire, indifférente aux besoins de la vie, pouvoit rendre le double de son produit actuel, c'est-à-dire, 16 millions au lieu de 8 qui, employés à la décharge des tailles, soulageroient une multitude de contribuables, qui plient & qui gémissent sous le faix des impôts.

Chaque citoyen perd toujours un peu de sa liberté dans l'exécution des loix : mais en même tems, elles lui procurent un dédommagement avantageux. La vente exclusive du Tabac est une contrainte, mais elle est nécessaire pour la levée d'un droit auquel cette consommation est assujettie, & ce droit est le moins onéreux & le moins à charge de tous ceux que l'on peut mettre sur les denrées. Faut-il qu'il y ait une profession dont les salaires soient fondés sur la désobéissance continue aux ordres du souverain ? faut-il que les fraudes trouvent par-tout des complices ? car c'est l'être que d'acheter de ceux qui les commettent.

Tous les hommes conviennent de ces principes généraux, & sont trop sensibles pour s'y refuser ; cependant tous agissent comme s'ils étoient persuadés du contraire. Toutes leurs

démarches, tous leurs efforts font opposés à la vérité qu'ils sentent. Chaque sujet devrait considérer un autre sujet comme une partie indivisible de lui-même, & se considérer l'un l'autre comme des parties indivisibles de l'Etat. Le système de la Société rend nécessairement communs les biens & les maux.

Cette communauté de maux & de biens ne se manifeste pas à la vérité, ni directement ni dans le même instant : mais elle n'en est pour cela ni moins certaine ni moins indispensable ; & tous ceux, qui exercent les divers emplois, devroient penser que la connivence & la collusion privent l'Etat de ses revenus, & tarit par conséquent la source de leurs richesses & de leur propre subsistance ; parce que l'Etat ne subsiste que par l'Etat. Mais loin d'imaginer cet enchaînement & cette dépendance, l'erreur de quelques-uns va jusqu'à regarder la police & la sévérité des réglemens, comme une tyrannie à laquelle ils se croiroient déshonorés de prêter leur ministère. Quand on ne punit pas la fraude, c'est récompenser l'injustice ; parce que le fraudeur profite de la violation de la loi aux dépens de l'utilité publique.

„ Tu es né, dit l'Empereur Antonin le Phi-  
 „ losophe, pour remplir & parfaire un même  
 „ corps de Société, toute action qui ne se  
 „ rapporte pas à cette fin, sépare & divise cet-  
 „ te Société, & l'empêche d'être une. En-  
 „ fin elle est séditieuse, comme celui qui cau-  
 „ se une sédition & une révolte dans l'Etat,  
 „ en rompant autant qu'il dépend de lui sa  
 „ concorde & son harmonie.”

---

*Avantages pour la France de la création d'Annui-  
 tés ou Rentes Tournantes.*

**L'**ÉCONOMIQUE reconnoît deux principes fondamentaux, pour rendre un Etat florissant, savoir, qu'il y ait dans cet Etat une quantité suffisante d'espèces, ou de valeurs représentatives de l'espèce, & que l'intérêt ou loyer de ces espèces ou valeurs représentatives n'excede pas le tau proportionné aux bénéfices du commerce, & aux produits des fonds de terre & de l'industrie.

A mesure que le prix des denrées & des autres choses nécessaires à la vie augmente, le

Souverain doit pourvoir à une augmentation du gage des échanges, de façon que les peuples puissent facilement vivre & payer leurs impositions.

La force & la richesse des Etats policés ne consiste essentiellement que dans le nombre des sujets, & le nombre des sujets est nécessairement proportionné à la quantité d'especes circulantes dans ces empires. Cent livres ne fau- roient employer qu'un certain nombre d'hommes. Si l'argent manque pour mettre en mouvement le surplus de ces hommes, chassés par l'inaction & par la misere, ils vont à notre détriment enrichir l'étranger de leurs talens, & du bénéfice de leur consommation & de leur postérité.

Du tems de Louis IX. la paie d'un foldat François étoit de cinq deniers; cette paie a dû suivre exactement le progrès des valeurs numéraires, parce qu'elle est l'unique ressource du foldat, & l'on voit en effet que cinq deniers de ce tems font six sous de la monnoie actuelle de ce pays, & que six sous y font précisément la paie d'un foldat; soit que cette proportion ait été maintenue en vigueur par des combinaisons

raisons réfléchies, ce qui n'est guere à présumer, soit qu'elle ait été produite par les seuls effets naturels des changemens suivans; il en résultera toujours un argument invincible de la nécessité de son existence.

Il a paru en 1731. un écrit dans lequel l'auteur prétend que, plus un Etat doit, plus il devient florissant, pourvu qu'il sache faire bon usage du gage & de la matiere de ses dettes; & il s'autorise de l'exemple de l'Angleterre, dont les dettes immenses forment, *dit-il*, sa grande puissance actuelle, si on la compare avec celle du Portugal & de la Pologne, Etats libres de toutes dettes, & cependant les plus pauvres de l'Europe & les plus incapables de ressources.

Sans entrer dans l'examen de cette espece de paradoxe, on peut dire affirmativement que, plus un Etat est chargé de dettes, plus le gouvernement doit faire d'efforts pour maintenir la valeur des effets fournis à raison de ces dettes; afin que les sujets, dont ils constituent souvent toute la fortune & tout le patrimoine, puissent s'en aider, & les faire circuler à leur plus grande utilité, à laquelle l'utilité

publique est inséparablement attachée: cependant, malgré les avantages résultant de cette vérité, la France a une multitude d'effets royaux, réduits à beaucoup au-dessous de la moitié de leur valeur primitive, & leur partie de valeur subsistante reste sans vie & sans mouvement.

La circulation abondante détruit nécessairement l'usure: soutenir la cherté de l'argent aux dépens de celle des terres, c'est préférer un à cent, parce que le prix des terres est cent fois supérieur à tout l'argent qui existe dans le royaume; c'est préférer l'usurier au citoyen, c'est détruire le commerce du dedans & abandonner celui du dehors.

Le négociant, dont le commerce doit plus porter sur son crédit que sur ses fonds, cherche le bas intérêt, & il le trouve chez l'étranger duquel il rend sa nation tributaire à cet égard, & l'étranger à qui dès lors l'argent coûte moins peut, toutes choses égales d'ailleurs, vendre à meilleur marché; ce qui à la longue est capable de réduire le commerce des François aux seules matieres premieres de leur

crû, dont leurs voisins ne pourroient se passer. Il est donc très important pour cette nation que l'intérêt de l'argent ne soit pas plus haut chez elle que chez ses voisins.

A mesure que le prix de l'argent hausse, celui des autres biens baisse, parce que tout prêt, dont l'intérêt n'est pas proportionné au produit des fonds & de l'industrie, ruine nécessairement le débiteur & avilit son héritage : en plusieurs endroits de l'Europe, les terres se vendent sur le pied de deux pour cent & l'occasion d'acquérir est rare.

Il n'arrive aucune diminution dans les différentes possessions d'un Etat, qu'elle ne retombe sur son Souverain, parce que, comme il est le propriétaire éminent de tous les fonds, il n'est riche qu'à proportion de leur valeur.

Lorsque l'argent produit plus que les fonds de terre & plus que l'industrie, ceux qui possèdent le premier, abandonnent les deux autres; & ceux qui n'ont point cet argent, négligent les arts & l'agriculture, parce qu'ils sont intimement convaincus que leur travail suffiroit à peine au paiement des intérêts.

Les diverses parties d'un corps quelconque doivent avoir entr'elles un tel assortiment & une telle convenance, qu'il en résulte un tout raisonnablement proportionné: en France cependant les especes produisent un intérêt de cinq pour cent, lorsque les terres ne rendent guere plus de trois, défalcation faite des charges & des réparations, & lorsque les rentes de la ville sont à deux & demi.

Il est impossible que la différence qu'il y a entre ces parties, ne cause quelque désordre dans son administration, s'il ne se trouve pas un ministre assez intelligent pour entreprendre de les rapprocher, & de les faire marcher plus parallèlement, afin qu'elles s'étayent & se prêtent un secours mutuel; & pour cela il paroîtroit nécessaire d'augmenter en France la valeur numéraire des especes jusqu'à 54. livres le marc, de réduire le dividende de l'action à trois pour cent, ou de faire monter le capital à 5000. liv. & de fixer par une loi l'intérêt de l'argent à deux & demi, ou tout au-plus à trois pour cent.

Cette proposition peut être susceptible d'objections: mais il s'agit d'examiner si le fond

en est vrai , si les François sont assez à leur aise pour n'avoir besoin d'aucun expédient, si le bon de celui-ci l'emporte sur le mauvais ; & lorsqu'il ne sera plus question que de la forme , il ne sera pas difficile d'en trouver une favorable aux circonstances.

Si l'abus énorme que l'on a fait de la banque générale de Law, n'en avoit pas justement rebuté la Nation, il n'y auroit rien de plus utile au Roi & à ses Sujets, que de la rétablir, sur le pied du privilege qui en fut accordé par lettres patentes des 2. & 20. mai 1716. C'est à cette espece de crédit que l'Angleterre, la Hollande, Hambourg, Venise & Genes doivent leurs richesses & leur puissance.

Les pays, où le pouvoir absolu est dans la main d'un seul, quoique bien des gens regardent ce gouvernement comme le plus parfait, paroissent moins propres que les Etats Républicains à inspirer la confiance. Il y a dans ceux-ci plus de constance dans les entreprises, parce qu'un changement, pour avoir lieu, exige le concours & l'union de plusieurs avis ; & cette fermeté inspire la confiance : mais

comme les François ne peuvent pas faire, ni même souhaiter que la forme d'administration sous laquelle ils vivent soit autre qu'elle est, ils doivent ne rien épargner pour approprier leurs établissemens à la forme de leur gouvernement; cette prudence les rendra compatibles & durables, & ils en tireront les mêmes avantages qu'en obtiennent leurs voisins.

Si ces voisins s'en tenoient aux simples productions de la nature & aux travaux ordinaires de l'industrie, les habitans de la France pourroient se passer mieux qu'eux, de tous moyens auxiliaires, parce que la nature a plus favorablement traité le terrain de ce royaume, que celui des autres: mais comme on n'est fort ou foible, pauvre ou riche que par comparaison, tout bien que les voisins de la France en reçoivent est un mal pour elle, & leurs richesses entraînent une diminution de la sienne.

Si les Allemands ou les François étoient restés exclusivement possesseurs de la poudre à canon, ils auroient subjugué l'Europe avec la même facilité que les Espagnols ont soumis l'Amérique: mais ce secret étant devenu commun à toutes les nations, elles se le sont res-

pectivement opposé; & les forces à cet égard sont demeurées dans l'équilibre. Il en est de même du crédit public; si une Nation en fait usage à l'exclusion de l'autre, elle acquiert une supériorité proportionnée à ce crédit, dans toutes les parties où il a influence, & il l'a sur toutes.

La France est un Etat puissant par son étendue, par l'union & la contiguité de ses parties, par sa position, & par l'industrie, le nombre de ses sujets: elle assemble en elle tous les avantages des autres pays; & cependant ces autres pays paroissent plus riches, leur peuple vit plus commodément, paie plus de subsides, & leur Etat fait sans effort des dépenses qui excèdent de beaucoup la proportion de ses sujets & de son territoire comparé avec celui qu'occupent les François. Les trois royaumes de la Grande-Bretagne, par exemple, ne sont à l'égard de la France que comme deux sont à cinq, cependant suivant les bills du Parlement, les dépenses de la présente année 1772. montent à environ huit millions de livres sterling, qui font autour de cent soixante quatorze millions tournois, dans lesquels l'Angleterre propre-

ment dite, qui n'est que le quart de la France, contribue seule pour plus de cent soixante millions, en sorte qu'en suivant cette proportion, & toutes choses égales d'ailleurs, la France devoit fournir dans cette même année, sans s'incommoder, la somme de fix cents quarante millions.

Cette différence qu'on ne peut manquer de reconnoître entre cette juste estimation & le produit réel de la France, procede certainement de quelque vice qui est en elle, qu'elle pourroit d'autant mieux corriger, qu'en général son sol vaut mieux que celui de l'Angleterre.

Elle ne doit pas se flatter de se mettre en peu de tems de niveau, la distance à franchir est trop grande, mais elle doit du moins essayer d'en approcher. L'heureuse température de son climat a tourné le génie de ses habitans à la confiance, mais il est dangereux de la pousser trop loin. L'art économique de ses voisins ajoute infiniment chez eux aux dons de la nature; ils acquierent sans cesse de nouvelles forces, pendant que les siennes restent constamment les mêmes, & si elle ne sort point de cet état, elle devra, par consé-

quent, tôt ou tard plier & céder à la supériorité de leurs ressources.

Les mouvemens violens que le système a fait ressentir au corps politique, tant d'événemens dans lesquels, depuis cette époque, la bonne foi s'est vue victime de l'Autorité Souveraine, doivent engager à beaucoup de ménagemens & de circonspection, dans les entreprises qu'on voudroit tenter. La confiance est, pour ainsi dire, perdue, les seuls noms de Banque & d'Agio si chéris des autres nations, qu'elles le soutiennent & le protègent de toute l'Autorité Souveraine, sont odieux aux François. Il seroit dangereux de leur présenter des objets capables de réveiller leurs inquiétudes & leurs soupçons. Les rentes perpétuelles sur la ville & sur les tailles paroissent exemptes de ces dangers, & une matiere très propre à répondre aux circonstances avec succès.

Selon plusieurs politiques, les créations de rentes, ressource ordinaire de la France dans ses besoins, sont dangereuses & pernicieuses. Si le fond de la constitution restoit, *disent-ils*, dans la main des particuliers, il animeroit le crédit, il seroit employé dans le commerce &

en achats d'héritages que les acquéreurs s'occupoient à faire valoir ; lorsque devenus rentiers , ils mangent le pain qu'ils ne gagnent pas , ils sont inutiles à la Société , ils cessent de concourir à la richesse publique : & si la nécessité des guerres ou d'autres malheurs forcent à suspendre le paiement de ces rentes , ou à les abolir en tout ou en partie , il en arrive qu'une infinité de familles , inévitablement ruinées , deviennent à charge à l'Etat , parce qu'il ne leur reste ni moyens ni industrie pour gagner leur vie & pour subsister.

Les contrats sur la ville , ne pouvant circuler comme la monnoie , surchargent inutilement l'Etat : mais la forme des annuités d'Angleterre lui est au contraire avantageuse. Le ministère de ce dernier royaume leur a , pour ainsi dire imprimé la forme du gouvernement politique , en les faisant dériver de trois sources , dont le mélange les soutient & les fortifie mutuellement. En effet elles participent également du contrat , de l'action & de la rente tournante ; elles ont , comme le contrat , un revenu fixe sur des droits aliénés ; comme l'action , la faculté d'être négociées de la main

à la main, parce qu'elles sont au porteur; & comme la rente tournante, un remboursement annuel sur le capital jusqu'à extinction. Si les contrats que la France donne sur la ville & sur les tailles étoient au porteur avec des coupons, pour le paiement de la rente annuelle, ils auroient l'effet des Annuités.

C'est de la partie de ces contrats qui ne sont point chargés de douaires, de substitutions, de privilèges ou d'hypothèques, dont il conviendrait de faire usage pour multiplier les effets circulans; c'est cette richesse morte que l'on pourroit vivifier, & rendre utile au corps de l'Etat & aux particuliers propriétaires.

Pour imprimer exactement à ces effets le caractère d'Annuités, il seroit nécessaire d'établir un fond d'amortissement, capable de subvenir jusqu'à extinction à des remboursemens annuels: mais on pourroit renvoyer à des tems plus favorables, la perfection de cette partie du projet, sans préjudicier à l'utilité des autres. Les Anglois suspendent ces remboursemens à leur gré, suivant que les circonstances l'exigent, sans qu'il en résulte aucun inconvénient.

Je suppose que le capital des rentes perpétuelles sur la ville est d'un milliard, & qu'il ne s'en trouvera de libre que la dixième partie, c'est-à-dire, cent millions, lesquels, suivant le cours de la place, sont à environ quarante pour cent, ce seroit donc un aliment de quarante millions que l'on donneroit de plus au commerce.

Mais à la faveur de leur faculté circulante, ils parviendroient incessamment à cinquante pour cent, quand même les choses resteroient dans l'état où elles sont actuellement, c'est-à-dire, le marc d'argent à 48. livres dix sous & le tau de l'intérêt à cinq pour cent. Cette augmentation enrichiroit très réellement l'Etat de dix millions, & influeroit de trois à quatre pour cent au moins sur les parties non-libres; ce qui, sur neuf cents millions, formeroit un nouvel objet de richesse réelle de trente à trente cinq millions.

Suivant des états qui ont paru dans le public, il y a quatre cents millions de rentes sur les tailles, réduites à un pour cent, dont le capital ne vaut, au cours de la place, que treize à quatorze pour cent. Je veux n'en sup-

poser qu'un quart de libre, quoique certainement il y en ait davantage, parce que ces fonds étant tombés dans le discrédit presque en naissant, on les a rebutés comme des garands insuffisans: ce sera néanmoins, même dans ma supposition, treize à quatorze millions d'effets représentatifs qui viendront encore au secours du commerce; & parce que le tau de l'intérêt est à cinq pour cent, & qu'il n'y a jamais eu que l'impossibilité de se servir de ces contrats ou de ceux de la ville, qui les ait retenus au-dessous des valeurs relatives à leurs produits, il convient d'ajouter sept millions aux treize ci-dessus dits, ce qui fera vingt.

La conversion des rentes sur la ville & sur les tailles, en effets circulans, que l'on appellera, *Annuités, Contrats-libres, Rentes-courantes*, ou de tel autre nom que l'on voudra choisir, fourniroit donc au commerce & donneroit en augmentation de richesses réelles;



Capitaux de cent millions sur la ville à 40.

pC. . . . . 40,000,000<sup>fr.</sup>

Augmentation sur cette partie

à 50. pC. . . . . 10,000,000.

Augmentat. sur les parties non-

libres, de 3 pC. . . . . 27,000,000.

---

77,000,000.

Capitaux de cent millions

sur les tailles à 13. pC.

. . . . . 13,000,000.

Augmentation

jusqu'à 20. pC. 7,000,000.

Augment. de

2. pC. sur les

parties non-li-

bres . . . . 6,000,000.

} 26,000,000.

---

Total, . . . . . 103,000,000.

---

& pour une opération si profitable, il n'en couteroit au Roi que la publication de l'édit dont le projet suit.

LOUIS &c. Rien n'étant plus capable d'animer le commerce intérieur & extérieur

du royaume, & de maintenir l'intérêt de l'argent à un tau proportionné aux bénéfices de ce même commerce, & aux produits des fonds de terre & de l'industrie, que de rendre circulans & commercables, autant qu'il sera possible, les différens effets publics, afin que chaque propriétaire puisse les employer, en tout tems, à sa plus grande utilité, comme especes ou valeurs représentatives de l'espece, nous avons cru que le moyen le plus capable de produire ces deux effets, étoit de donner une nouvelle forme, sous le nom de rentes courantes, à ceux des contrats de rentes perpétuelles sur notre bonne ville de Paris & sur les Tailles, qui en seront susceptibles, en faisant continuer avec la même attention & la même exactitude, que nous avons eues jusqu'à présent, le paiement des intérêts des capitaux sur le pied actuel, en attendant que l'état de nos finances nous permette de le rétablir, comme il étoit avant les dernières réductions, ou que nous puissions en ordonner le remboursement, & encore en maintenant ceux de nos sujets auxquels les dits capitaux ont été affectés & hypothéqués à tel titre que ce soit,

dans tous leurs noms, raisons & actions, sans aucunement préjudicier, ni donner atteinte aux stipulations consenties à leur profit : A CES CAUSES &c. voulons & nous plait.

*Article Premier.*

Que les différentes parties de nos revenus, affectées & hypothéquées, par les édits & autres titres de création, à la garantie des capitaux & au paiement des rentes, constituées tant par nous que par nos prédécesseurs sur notre bonne ville de Paris & sur les tailles, continuent à y être & demeurer affectées & hypothéquées sans aucune innovation ni changement à cet égard ; & en conséquence que les rentes, procédantes des dits capitaux, continuent à être payées aux propriétaires d'iceux, sur le pied actuel, savoir, celles sur la ville à deux & demi pour cent, & celles sur les tailles à un pour cent, jusqu'à ce que l'état de nos finances nous puisse permettre de les rétablir sur le pied où elles étoient avant la dernière réduction, ou que nous puissions en ordonner le remboursement.

II.

Tous propriétaires dont les contrats, tant  
sur

sur la ville que sur les tailles, seront libres de douaires, substitutions, privileges, hypothèques, & de toutes autres charges & affectations, pourront, s'ils le jugent à propos, les faire couper, savoir ceux de la ville en parties de 2000. liv. chacune, & ceux sur les tailles en parties de 5000. liv. & non au-dessous, pour lesquels il leur fera fourni autant de nouveaux contrats, sous le nom de rentes courantes, dont ils pourront disposer sans aucune formalité.

### III.

Les noms des propriétaires des dits contrats, des dites rentes courantes seront en blanc, afin qu'ils puissent passer indifféremment dans toutes sortes de mains, sans qu'il soit besoin de justifier d'aucun titre de propriété, & ils conserveront les numeros & autres réenseignemens, qui seront jugés nécessaires, & qu'avoient les contrats généraux & primordiaux, pour en reconnoître l'origine & la souche quant besoin sera; sans que, pour quelque raison & cause que ce soit, ils puissent jamais être saisis & arrêtés en nos mains, lesquelles saisies nous déclarons des à présent nulles & de nul effet, avec défenses

à tous huissiers d'en faire, à peine de privation d'office, & de 1000. liv. d'amende, & à tous juges d'y avoir égard.

## IV.

Il sera délivré des coupons payables au porteur, pour les arrérages de la rente des dits contrats, lesquels porteront aussi le même numéro que les contrats généraux & primordiaux, & seront les dits coupons de 50. liv. pour les parties de 2000. liv. provenant des contrats sur la ville, & de pareille somme de 50. liv. pour ceux de 5000. liv. sur les tailles.

## V.

Les dits contrats coupés tant sur la ville que sur le tailles, pourront entrer de gré à gré dans toutes sortes de paiemens, de particulier à particulier, & pour telles valeurs qu'ils jugeront à propos de stipuler; & nous autorisons, en ont que besoin seroit, toutes & telles stipulations; & à l'égard des coupons d'arrérages, voulons qu'aussitôt leur échéance, ils soient payés à Paris par les payeurs des rentes, qui en auront les numéros dans leur distribution; & dans les provinces par tous receveurs de

nos impositions, droits, fermes, & revenus, soit en paiement & compensation des dites impositions & droits, soit autrement.

VI.

Les receveurs particuliers qui auront fait les dites compensations ou paiemens, remettront les dits coupons, comme deniers comptans, aux Receveurs Généraux de leurs exercices, départemens, ou directions, lesquels seront tenus de les recevoir & de leur en fournir tous récépissés & décharges valables, dont les dits Receveurs Généraux se feront rembourser, à la fin de chaque mois, par les payeurs des rentes, auxquels ordonnons le faire ainsi, sans retard ni difficulté.

VII.

En rapportant sur leur compte, par les dits payeurs des rentes, les dits coupons d'arrérages, voulons & ordonnons qu'ils leur soient passés & alloués sans difficulté, de même & ainsi que l'ont été jusqu'à présent les quitran-ces qui leur étoient fournies par les parties prenantes.

VIII.

Avant que les contrats prétendus libres par

les propriétaires, puissent être admis à la conversion en rentes courantes, ils seront obligés de rapporter certificats, tant des payeurs de leurs parties, que du greffier des hypothèques, comme il n'y a aucunes saisies, arrêts ou oppositions entre leurs mains; & au cas que leurs créanciers & autres prétendant droits, eussent négligé de faire sur cela leurs diligences, nous leur accordons le tems & espace de trois mois, à compter de la publication du présent édit; & ne pourront, en aucun cas, les dites conversions être faites, sans la représentation des dits certificats, qui demeureront annexés à la minute des contrats convertis, dans lesquels il en sera fait mention.

## IX.

A l'égard des contrats qui seront affectés à quelque privilège, hypothèque, sûreté & garantie à quelque titre que ce soit, voulons qu'ils ne puissent être coupés & convertis, jusqu'à ce qu'ils soient devenus libres de toutes charges: & lorsqu'ils auront acquis cette liberté, les propriétaires, dans les cas où ils voudroient les convertir en rentes courantes, seront obligés d'en justifier par main-levée, dé-

sistemens ou autres actes en bonne forme, & des certificats énoncés ci-dessus.

X.

Les nouveaux contrats de rentes courantes & les grosses en parchemin, qui seront délivrées aux propriétaires, seront à nos frais, & seront les dits contrats, de même que les coupons d'arrérages faits & libellés conformément aux modeles attachés sous le contrescel du présent édit.

SI DONNONS EN MANDEMENT &c.

F. I N

*du Tome Neuvieme.*



# TABLE DES MATIERES CONTENUES

*dans le IX. Volume.*

---

<i>Dissertation sur la régie des bleds en France , combinée avec celle qui est en usage en Angleterre. . . . .</i>	<i>Page 1.</i>
<i>Sur les Mendians &amp; les Enfans trouvés. . . . .</i>	<i>134.</i>
<i>Eclaircissémens historiques sur le domaine des rois de France. . . . .</i>	<i>Ibid.</i>
<b>CHAPITRE I.</b> <i>Du domaine en général, &amp; des anciens domaines de France. . . . .</i>	<i>166.</i>
<b>CHAP. II.</b> <i>En quoi consiste le domaine actuel du roi de France. . . . .</i>	<i>168.</i>
<b>CHAP. III.</b> <i>Division du domaine. . . . .</i>	<i>170.</i>
<b>CHAP. IV.</b> <i>Du droit d'Aubaine. . . . .</i>	<i>177.</i>
<b>CHAP. V.</b> <i>Du droit de Bâtardise. . . . .</i>	<i>192.</i>
<b>CHAP. VI.</b> <i>Du droit de désbérence &amp; biens vacans. . . . .</i>	<i>198.</i>
<b>CHAP. VII.</b> <i>Du droit de Confiscation. . . . .</i>	<i>202.</i>

CHAP. VIII. *Du droit d'Epaves, murs &c.*  
pag. 206.

CHAP. IX. *Du droit de péages.* . . . 209.

CHAP. X. *Du droit de greffe & tabellionage.* . . . 210.

CHAP. XI. *Du droit de francs-fiefs & nouveaux acquêts.* . . . 212.

CHAP. XII. *Du droit des petits scels.* 218.

CHAP. XIII. *Du droit d'amortissement.* 221.

CHAP. XIV. *Du centieme-denier & insinuations laïques.* . . . 229.

CHAP. XV. *Du contrôle des actes.* 232.

CHAP. XVI. *Du contrôle des exploits.* 238.

CHAP. XVII. *Du droit de marque d'or & d'argent.* . . . 243.

CHAP. XVIII. *Du papier & parchemin timbré.* . . . 251.

*Proposition, s'il seroit convenable à la France d'aliéner le domaine en cas de nécessité.* 254.

*Considérations sur la Gabelle, les Aides & le Tabac en France.*

ARTICLE I. *Sur la Gabelle.* . . . 275.

SECTION I. *Origine de la Gabelle & son éta-*

<i>blissement en France.</i>	pag. 276.
SECTION 2. <i>Des sources salées &amp; de la cause de leur salure.</i>	303.
SECT. 3. <i>Sur la salaison des fromages.</i>	311.
SECT. 4. <i>Sur le Chlot.</i>	314.
SECT. 5. <i>Comparaison de la salure du sel marin, avec celle du sel de Dieuze &amp; de Rosieres en Lorraine.</i>	318.
SECT. 6. <i>Des bâtimens de Graduation.</i>	324.
ARTICLE II. <i>Sur les Aides ou Impôt sur le vin.</i>	330.
ARTICLE III. <i>Sur le Tabac.</i>	342.
<i>Avantages pour la France d'une création d'Annuités ou rentes tournantes.</i>	363.

FIN de la TABLE de  
Tome Neuvieme.











